

# Nature et fonction de la normativité sémantique



**Etienne Parrat · Delémont (JU)**

Thèse de Doctorat présentée devant la Faculté des Lettres de l'Université de Fribourg, en Suisse.  
Approuvée par la Faculté des Lettres sur proposition des professeurs Martine Nida-Rümelin et Pascal Engel.  
Fribourg, le 23 novembre 2005. Le Doyen, Jean-Michel Spieser

*« Même si la philosophie n'est pas parvenue à découvrir quoi que ce soit de nouveau, du moins a-t-elle eu le coeur de remettre en question ce qu'on avait considéré vrai pendant longtemps »*

G. C. LICHTENBERG

*« Dans des cas douteux, on tranchera pour le vrai »*

K. KRAUS

# *Remerciements*

Mes remerciements vont en premier lieu à Martine Nida-Rümelin pour son aide précieuse et sa confiance au cours de ces dernières années. Merci également à Gianfranco Soldati pour ses conseils bienveillants et ses commentaires avisés.

Le dernier chapitre de la présente étude a été pour l'essentiel articulé lors d'un séjour de recherche aux universités de Rutgers et Princeton (USA). J'aimerais exprimer ma gratitude à Philip Pettit, Barry Loewer et Paul Boghossian pour leur aide et pour le temps qu'ils ont accepté de me consacrer.

J'ai également une grande dette envers mes amis au sein et en dehors du Département de Philosophie. Nul doute que, sans leur soutien précieux, cette expérience se serait avérée bien moins agréable et enrichissante qu'elle ne le fut.

Merci à mes parents pour leur soutien tout au long de mes années d'études. Merci surtout de m'avoir appris et contraint parfois, chacun à sa manière, à me faire une opinion critique et raisonnée sur tous les sujets de réflexion que la vie est susceptible d'offrir. Merci donc à eux, ainsi qu'à ma sœur Isabelle.

Pour terminer, comment enfin ne pas remercier Nathalie ? Elle seule sait à quel point sa présence m'est précieuse.

# *Introduction*

Quelle est la signification des termes que vous lisez à l'instant ? Vous et moi associons-nous à ces termes la *même* signification ? Et pour autant que l'on puisse déterminer la signification actuelle de ces expressions, comment être certains qu'elles ont *toujours* eu pour nous *cette* signification ? Sorties du contexte de la réflexion philosophique, ces questions ont de quoi décontenancer. Situées au carrefour de la philosophie du langage, de la philosophie de l'esprit et de l'épistémologie, elles recèlent pourtant des problématiques fascinantes.

Ces questions sont au cœur des remarques formulées par Saul Kripke s'agissant des investigations wittgensteiniennes relatives à la possibilité de suivre une règle et à la concevabilité d'un langage privé. Ce sont ces remarques qui constituent l'axe autour duquel j'ai décidé d'articuler le présent travail. La complexité et l'enchevêtrement des questions soulevées par le texte de Kripke m'ont toutefois amené à procéder à un double choix : premièrement, j'ai choisi de ne m'intéresser pour l'essentiel qu'à la première partie du texte de Kripke, c'est-à-dire à sa formulation de l'argument sceptique contre la factualité de la signification ; ce faisant, j'ai donc volontairement renoncé à commenter la solution « communautaire » proposée dans son ouvrage. Secondement, j'ai choisi de concentrer mes recherches sur un aspect bien particulier de l'argument sceptique, à savoir la *contrainte normative* que le sceptique fait peser sur toute théorie de la signification ; cette contrainte exige de toute théorie sémantique qu'elle rende compte de la dimension normative de la signification. Ce travail cherchera ainsi à déterminer la meilleure façon de rendre compte de cette dimension normative.

La présente étude a une portée *méta-sémantique* en ce sens qu'elle va s'intéresser à une caractéristique particulière (en l'occurrence la dimension normative de la signification) dont toute théorie sémantique semble devoir être à même de rendre compte. Aussi les mécanismes au travers desquels un symbole (qu'il soit de nature mentale ou linguistique) acquiert une signification ne seront-ils qu'esquissés. La théorie dérivatiste présentée à la fin de ce travail

ne devrait donc pas à mon sens être perçue comme une théorie pleinement articulée, mais plutôt comme un cadre permettant de circonscrire le champ au sein duquel diverses théories de la signification pourraient rendre compte de la normativité sémantique. Plutôt que d'articuler une théorie particulière de la signification, ce travail a ainsi pour triple but de déterminer la fonction, la nature et le coût ontologique de la normativité sémantique.

La stratégie générale que je me suis proposé d'employer pour traiter ces problématiques consistera dans un premier temps à catégoriser les diverses options théoriques à disposition. Pour ce faire, j'aurai recours à quelques caractéristiques fondamentales qui me permettront d'établir une typologie des diverses alternatives disponibles. Ce sont ces caractéristiques fondamentales qui me serviront de grille d'analyse et qui m'amèneront, au final, à rejeter la plupart d'entre-elles. A ce titre donc, mes critiques porteront non pas sur des positions très spécifiques, mais bien sur des «familles » de positions qui toutes partagent certains traits fondamentaux s'agissant de leur conception de la normativité sémantique.

Afin d'évaluer la validité des différentes alternatives dégagées, je partirai d'une définition minimale de la normativité sémantique en termes de prescriptions, ce afin de pouvoir embrasser un maximum de conceptions et éviter ainsi d'exclure *a priori* certaines approches. Le but de ce travail sera de démontrer les avantages théoriques et ontologiques d'une approche particulière, à savoir le dérivatisme, par rapport aux autres alternatives identifiées. Une certaine prudence sera donc de rigueur lorsqu'il s'agira de rejeter l'une ou l'autre alternative. Plutôt que d'une réfutation de ces dernières, il s'agira plutôt de concevoir mes remarques et objections comme soulignant des problèmes sérieux et non pas comme démontrant l'absurdité de ce genre d'approches.

Je me dois encore en préambule de souligner une limite de ce travail ; en effet, ce dernier se focalisera exclusivement sur la contrainte normative formulée par le sceptique s'agissant de la signification. Par-là même, il ne concernera que marginalement la problématique plus générale relative au fait de suivre des règles (*rule-following*). Je considère donc ce travail davantage comme un *préambule* à une investigation en profondeur de la façon dont un individu peut suivre une règle que comme une proposition de réponse aux difficultés soulevées par cette problématique. Certes, les questions de la normativité sémantique et de la possibilité de suivre une règle sont liées dans la mesure où parler et penser semblent n'être que deux des nombreuses activités dans lesquelles nous suivons des règles. Le problème soulevé dans ce travail ne constitue toutefois qu'un traitement local et très spécifique de la question des règles. Après ces considérations relatives à la méthodologie et à la portée de ce travail, je me propose de donner un bref aperçu de son contenu.

Le premier chapitre présentera le cadre général de ce que j'appellerai le *défi sceptique* et cherchera notamment à en présenter tant le fonctionnement que la portée. La dernière partie de ce chapitre sera ensuite consacrée à la réfutation d'une première série de réponses aux problèmes soulevés par le sceptique.

Le chapitre 2 s'intéressera à l'approche dispositionaliste, c'est-à-dire à une approche cherchant à répondre au défi sceptique en réduisant la signification à des dispositions. Après avoir examiné une première critique (injustifiée selon moi) adressée à ce type d'approche, j'introduirai l'objection de la normativité autour de laquelle vont s'articuler ensuite les parties subséquentes de ce travail. Nous verrons alors le triple rôle que joue cette contrainte normative dans l'argumentation du sceptique.

Dans le chapitre 3, je chercherai ensuite à établir une typologie de ce qu'est (ou pourrait être) une norme (au sens d'une prescription), la raison d'être d'une telle méthode étant de dresser un catalogue exhaustif des modalités dans lesquelles la contrainte normative *pourrait* être satisfaite. Cette typologie s'articulera notamment autour des notions de *structure* (d'où une distinction entre normes *catégoriques* et normes *hypothétiques*) et de *caractère* (d'où une mise en lumière des éléments pertinents pour *modifier* les normes en vigueur).

Le chapitre 4 sera ensuite consacré à une explication de la contrainte normative qu'est supposée satisfaire toute théorie de la signification. En particulier, je démontrerai que la contrainte normative concerne *toute* relation sémantique et, loin d'être confinée au seul niveau linguistique utilisé par le sceptique pour développer son argumentation, s'applique de la même manière à la pensée. Je distinguerai ensuite diverses interprétations possibles de cette contrainte normative et chercherai à défendre l'idée selon laquelle le sceptique défend une conception *synchronique* et *référentielle* de la normativité sémantique. Enfin, je démontrerai que la distinction entre normes catégoriques et hypothétiques correspond à la distinction entre normativité *intrinsèque* (ou constitutive) et *extrinsèque*.

Le chapitre 5 traitera de diverses tentatives (à mon sens infructueuses) de satisfaction de la contrainte normative. Dans un premier temps, je démontrerai que l'approche hypothétique ne peut ultimement rendre compte de la dimension normative de la signification, embarquée qu'elle est notamment dans une régression à l'infini. M'intéressant ensuite aux approches

formulées en termes de normes catégoriques, je soutiendrai que, pour des raisons diverses, aucune alternative n'est au final véritablement satisfaisante. Ce chapitre débouchera donc sur une impasse dans la mesure où aucune des approches dégagées dans le chapitre 3 ne semblera alors à même de rendre compte de la dimension normative de la signification.

Le sixième et dernier chapitre sera consacré à une approche novatrice, approche qui nous permettra de sortir de l'impasse dans laquelle les réflexions du chapitre 5 nous avaient semble-t-il conduits. Cette approche (à laquelle je donnerai le nom de *dérivatisme*) s'appuiera notamment autour des deux piliers que sont (1°) une conception normative de la notion de croyance et (2°) l'idée selon laquelle le contenu d'un concept est déterminé par son rôle dans les croyances. Après avoir défendu la plausibilité de ces deux éléments, je formulerai un certain nombre de remarques d'ordre épistémologique, phénoménologique et ontologique. Je démontrerai notamment que, quand bien même le dérivatisme exige de postuler l'existence de normes catégoriques irréductibles à des phénomènes fonctionnels, neurophysiologiques ou relationnels spécifiés dans le vocabulaire des sciences naturelles, elle constitue l'approche la plus avantageuse d'un point de vue ontologique. Je terminerai enfin mes investigations en soulignant les conséquences de l'adoption d'une telle approche de la normativité sémantique sur la problématique plus strictement wittgensteinienne de la concevabilité d'un langage privé.

# *Chapitre 1*

## *Le défi sceptique*

### **I. Introduction**

Le point de départ de mon analyse de la normativité sémantique est le célèbre argument contre le langage privé que Saul Kripke a cru lire dans les *Investigations Philosophiques* de Ludwig Wittgenstein. Je vais donc, dans ce premier chapitre, m'attacher à faire une présentation détaillée de cet argument, sans toutefois entrer dans le débat cherchant à déterminer si un tel argument se trouve réellement dans les écrits du philosophe autrichien. Ma présentation n'a ainsi aucune portée exégétique ; ou plutôt : elle se limite à la seule exégèse du texte de Kripke.

La raison pour laquelle je m'astreins à présenter l'argument sceptique que Kripke attribue à Wittgenstein est que ce procédé permet à mon sens de motiver la discussion relative à la normativité sémantique en montrant à quel point cette notion est capitale dans la lutte qui oppose le réalisme à l'anti-réalisme sémantique. En effet, comme nous le verrons sous peu, je considère que les autres critiques adressées par le sceptique aux différents candidats avancés pour rejeter sa conclusion sont convaincantes. Dès lors, la notion de normativité sémantique apparaît comme la clé de voûte de l'argumentation sceptique et appelle donc une investigation en profondeur de cet élément, investigation qui, précisément, est l'objet du présent travail.

Après une première formulation du défi sceptique, j'en proposerai une formalisation. Je procéderai ensuite à quelques remarques relatives tant à la portée du défi sceptique qu'à la façon d'interpréter ce dernier. Je terminerai ensuite ce premier chapitre par l'examen de quatre réponses que d'aucuns pourraient proposer au sceptique.



## **II. Le défi sceptique**

Kripke décrit la situation de départ comme suit :

Let me suppose, for example, that ' $68 + 57$ ' is a computation that I have never performed before. Since I have performed – even silently to myself, let alone in my publicly observable behavior – only finitely many computations in the past, such an example surely exists. In fact, the same finitude guarantees that there is an example exceeding, in both its arguments, all previous computations. I shall assume in what follows that ' $68 + 57$ ' serves for this purpose as well.<sup>1</sup>

Le défi sceptique peut être présenté sous la forme d'un petit dialogue tel que celui décrit ci-dessous entre le sceptique et un interlocuteur se trouvant précisément dans la situation dépeinte plus haut. Tout part d'une question (en apparence anodine) posée par le sceptique :

**(Q<sub>1</sub>)**    Combien font  $57 + 68$  ?

Afin de dissiper tout malentendu, le sceptique ajoute la précision suivante :

**(P)**    Utilise les signes utilisés dans Q<sub>1</sub> comme tu les as toujours utilisés

Il ne fait aucun doute que l'interlocuteur du sceptique répondra (comme chacun d'entre-nous le ferait sans doute) de la manière suivante :

**(R)**     $57 + 68 = 125$

Naïvement, il semble en effet correct de partir du principe que '+' exprime la fonction addition, et qu'il faut donc répondre à Q<sub>1</sub> par la somme des deux nombres. C'est alors que le caractère innocent et trivial du petit dialogue prend fin, pour laisser place à une question inattendue et annonciatrice de bien des tourments :

**(Q<sub>2</sub>)**    Qu'est-ce qui te permet de dire que, au vu de Q<sub>1</sub> et de P, la réponse que tu devais donner était ' $125$ ' (et non pas ' $5$ ' par exemple) ?

Pour illustrer son propos, le sceptique émet l'hypothèse suivante :

---

<sup>1</sup> KRIPKE (1982) : p.8

(H) Peut-être que, par le passé, tu utilisais le signe ‘+’ pour exprimer non pas la fonction *addition*, mais la fonction *quaddition*, à savoir la fonction donnant les résultats suivants :

- la *somme* des arguments si ces derniers sont tous inférieurs à 57
- 5 si l’un des arguments de la fonction est égal ou supérieur à 57

En définitive, le sceptique attend donc une réponse à la question suivante :

(Q<sub>3</sub>) Qu’est-ce qui, *dans le passé*, et considérant (Q<sub>1</sub>) et (P), permet de justifier la réponse que tu m’as donnée (i.e. R) ?

En d’autres termes, le sceptique exige de son interlocuteur que ce dernier lui indique un fait démontrant que, par le passé, il entendait *addition* (et non *quaddition*) par ‘+’. L’hypothèse avancée par le sceptique ainsi que la question qu’elle suscite sont certes surprenantes, mais il est essentiel toutefois de remarquer que *tous* les usages passés du signe ‘+’ par l’individu en question sont compatibles avec l’hypothèse exprimée dans (H). En effet, il est évident que toutes les réponses de l’individu en question auraient été les mêmes si ce dernier avait voulu exprimer *quaddition* par ‘+’. Le présent calcul (qui est pour lui inédit), constitue donc le premier cas dans lequel les fonctions *addition* et *quaddition* donnent des réponses différentes. D’où la légitimité de (Q<sub>3</sub>).

A ce stade, deux remarques d’importance s’imposent. La première est que (Q<sub>3</sub>) concerne le passé. A ce point de l’argumentation en effet, l’idée du sceptique n’est pas de remettre en cause ce qu’a voulu exprimer son interlocuteur au moment où il a énoncé (R). Il peut donc sans autre admettre qu’au moment d’énoncer (R) (appelons ce moment le moment t), l’individu en question entendait *addition* par ‘+’. On peut d’ailleurs faire remarquer que le dialogue ci-dessus ne peut se dérouler qu’à condition d’admettre que la signification *actuelle* des termes utilisés n’est pas concernée par le défi sceptique. La question (Q<sub>3</sub>) est donc dans une large mesure une question relative à la *constance* de l’utilisation des termes en question. Ainsi Kripke écrit-il :

So I am supposing that the sceptic, provisionally, is not questioning my *present* use of the word ‘plus’; he agrees that, according to my *present* usage, ‘68 + 57’ denotes 125. Not only does he agree with me on this, he conducts the entire debate with me in my language as I *presently* use it.

He merely questions whether my present usage agrees with my past usage, whether I am presently conforming to my previous linguistic intentions.<sup>2</sup>

Perhaps I cannot (at least at this stage) doubt [that 'plus' denotes plus] about my present usage. But I can doubt that my *past* usage of 'plus' denoted plus.<sup>3</sup>

La seconde remarque à laquelle j'aimerais procéder est que le sceptique, par (Q<sub>3</sub>), ne cherche pas à remettre en cause le *fait* mathématique selon lequel la somme de 58 et de 67 est 125, mais cherche uniquement à savoir si, en vertu de (Q<sub>1</sub>) et de (P), c'est par la somme que l'individu en question aurait dû répondre. Kripke est très clair à ce sujet :

Some listeners hear [the problem] as a sceptical problem about *arithmetic*: « How do I know that  $68 + 57$  is 125? » [...] At least at this stage, scepticism about arithmetic should not be taken to be in question: we may assume, if we wish, that  $68 + 57$  *is* 125.<sup>4</sup>

Le sceptique attend donc de son interlocuteur qu'il lui fournisse la preuve que son utilisation de '+' au moment t est conforme à celle qu'il en faisait lors de ses utilisations antérieures. Si l'argumentation du sceptique s'arrêtait là, ses conséquences seraient fâcheuses sans pour autant être désastreuses ; on serait confronté à une sorte de scepticisme concernant la constance de notre utilisation du langage. Mais les usages *actuels* seraient préservés, et il nous serait encore possible de nous lamenter sur cette situation et sur les doutes profonds qu'elle ne manquerait pas de susciter. On se retrouverait donc dans un état que l'on pourrait qualifier d'amnésie de notre histoire linguistique, état caractérisé par une absence de certitudes concernant la signification des énoncés passés (on connaît toujours le sens de ce que l'on affirme *maintenant*, mais on ne peut être certain du sens de ce que l'on a dit *auparavant*). En d'autres termes, à ce stade de son argumentation, c'est la constance de notre utilisation du langage, et non la notion de signification elle-même, que le sceptique a dans sa ligne de mire. Malheureusement, le sceptique nous fait à ce moment un cadeau empoisonné :

Another important rule of the game is that there are no limitations, in particular, no *behaviorist* limitations, on the facts that may be cited to answer the sceptic. The evidence is not to be confined to that available to an external observer, who can observe my overt behavior but not my internal mental state. It would be interesting if nothing in my external behavior could show whether I

---

<sup>2</sup> KRIPKE (1982) : p. 12

<sup>3</sup> KRIPKE (1982) : p. 13

<sup>4</sup> KRIPKE (1982) : p. 13

meant plus or quus, but something in my inner state could. But the problem here is more radical. [...] So whatever 'looking into my mind' may be, the sceptic asserts that even if God were to do it, he still could not determine that I meant addition by 'plus'.<sup>5</sup>

Pourquoi parler ici de « cadeau empoisonné » alors que le sceptique semble précisément nous fournir les outils qui nous permettront de satisfaire à sa demande ? Un tel qualificatif se justifie par le triple rôle joué par cette idéalisation des capacités cognitives de l'interlocuteur du sceptique<sup>6</sup> ; ces trois rôles sont :

- l'élargissement du nombre de faits pouvant légitimement être cités pour satisfaire aux exigences du sceptique
- l'élimination de l'asymétrie épistémologique entre connaissance du présent et connaissance du passé.
- la transformation d'un problème épistémologique en problème constitutif.

Je me propose de revenir sur ces trois éléments suivant l'ordre ci-dessus.

L'élargissement du champ de recherche à *tous* les faits concernant le locuteur, c'est à dire aux faits comportementaux (publiquement observables) et aux faits privés (accessibles par introspection) permet d'augmenter la portée du défi sceptique en le libérant notamment de contraintes théoriques ou méthodologiques. Ainsi le défi sceptique dépasse-t-il par exemple en portée les considérations de Quine en autorisant le locuteur à recourir à *tous* les éléments de son histoire mentale.<sup>7</sup> Le champ d'investigation s'en trouve donc considérablement augmenté, et le défi se libère du même coup de l'arrière-plan théorique qui rend si suspectes les conclusions de Quine. En résumé, le premier rôle de l'idéalisation est de dresser une liste aussi étendue que possible des éléments que l'interlocuteur du sceptique sera en droit d'invoquer pour répondre à son adversaire. Le poison ne se fait pas encore sentir au niveau de ce premier rôle qui, loin d'inquiéter, facilite son ingestion...

---

<sup>5</sup> KRIPKE (1982) : p. 14

<sup>6</sup> Bien que Kripke ne parle jamais explicitement d'idéalisation des capacités cognitives, une telle notion est implicite lorsqu'il mentionne le fait que même un Dieu omniscient ne pourrait pas déterminer ce que j'ai voulu dire par '+' (cf. n. 5 ci-dessus). Cet élément est généralement reconnu dans la littérature (cf. par exemple BOGHOSSIAN (1989b), WRIGHT (1984)).

<sup>7</sup> Je reviendrai sur ce point plus bas, cf. IV.D

Voyons maintenant en quoi consiste le second rôle : outre d'élargir le champ d'investigation, l'idéalisation des capacités cognitives du sujet permet de spécifier la *qualité* de l'accès que ce dernier peut avoir aux faits susceptibles d'apporter une réponse au sceptique. Ainsi le sceptique offre-t-il à l'investigation de son interlocuteur *l'entier* de son histoire mentale et comportementale en excluant toute possibilité que ce dernier oublie (ou ne puisse se souvenir de) quoi que ce soit en raison de l'éloignement temporel ou d'un défaut de mémoire. Son accès au passé est optimal. Le fait qu'un événement le concernant soit passé n'implique plus qu'il soit moins facilement connaissable. C'est pourquoi on peut parler d'un effacement de l'asymétrie épistémologique entre connaissance du passé et connaissance du présent. En affirmant cela, je ne prétends bien sûr pas que l'idéalisation en question annule les différences d'ordre phénoménologique pouvant exister entre ces deux types de connaissance. Le second rôle est donc tout à fait compatible avec l'idée selon laquelle, phénoménologiquement, penser au passé est une activité différente de celle de penser au présent. En autorisant cette idéalisation des capacités cognitives du sujet, le sceptique anéantit donc le « cordon sanitaire » consistant à concéder que, si nous sommes certes incapables de nous souvenir de ce que nous voulions dire jadis au moyen d'un terme donné, nous savons cependant ce que nous voulons dire *maintenant* au moyen de ce terme. Autrement dit, et pour reprendre l'exemple utilisé plus haut : si nous ne parvenons pas à déterminer ce que nous entendions par '+' par le passé et si, en outre (et c'est précisément là que se fait sentir le poison), il n'y a aucune différence entre ne pas savoir ce que nous voulions jadis dire par '+' et ne pas savoir ce que nous voulons maintenant dire par '+', alors s'impose la conclusion selon laquelle nous ne savons tout simplement pas ce que nous voulons dire au moyen de ce terme. Crispin Wright illustre très bien ce point :

Remember that the argument will have involved an extensive idealisation of your knowledge of your previous behaviour and mental history; you will have been granted perfect recall of all such facts. If it turned out that you still could not justify any preferred claim of the form 'By *E*, I formerly meant so-and-so', then how can you be better placed to justify a claim of the form 'By *E*, I presently mean so-and-so'? For anything true of your mental life and behaviour up to and including the present will be known to you tomorrow, in accordance with idealisation. And the argument will have shown that tomorrow you won't be able to justify any claim of the form 'By *E*, I yesterday meant so-and-so'. Hence you cannot be in a position to justify the present-tense counterpart of that claim today. The idealisation also entails that nobody else is better placed than you to justify any such claim. It follows that nobody can justify any claim about what they, or

anybody else, formerly meant or means. Hence, in the presence of the idealisation, there can be no facts about what anybody means by any expression.<sup>8</sup>

On voit donc pointer le danger : la conjonction des deux premiers rôles nous amène tout droit au troisième, dont les conséquences sont dévastatrices.

Le troisième rôle, qui résulte en fait de la conjonction des deux premiers, transforme le défi sceptique, jusque-là formulé comme un problème de nature épistémologique, en problème constitutif. En effet, si tous les éléments de notre vie mentale, présente et passée, peuvent être utilisés pour répondre au sceptique et que notre accès à ces éléments est optimal, force est alors de constater que, si l'on ne trouve rien qui permette de justifier la réponse donnée (cf. (R) ci-dessus), c'est que tout bonnement il n'y a *rien* à trouver. L'impossibilité de justifier notre réponse est due non pas à notre incapacité à trouver le bon candidat, mais bien au fait que le bon candidat n'existe pas. Pour reprendre l'image de Kripke : même un Dieu omniscient ne pourrait justifier ma réponse !

D'un simple problème concernant la constance de l'utilisation d'un terme donné, nous sommes donc passés à un problème concernant la possibilité même de déterminer ce que signifie un terme puis, suite à l'idéalisation de nos capacités cognitives, à de sérieuses craintes de voir la notion même de signification partir en fumée. Cette progression est magnifiquement résumée par Crispin Wright, qui décrit comme suit la stratégie du sceptique :

Roughly, the conclusion that there are no facts of a disputed species is to follow from an argument to the effect that, even if we imagine our abilities idealised to the point where, if there were such facts to be known, we should certainly be in possession of them, we *still* would not be in a position to justify any particular claim about their character. So we first, as it were, plot the area in which the facts in question would have to be found if they existed and then imagine a suitable idealisation, with respect to that area, of our knowledge acquiring powers; if it then transpires that any particular claim about those facts still proves resistant to all justification, there is no alternative to concluding that the 'facts' never existed in the first place.<sup>9</sup>

On aperçoit dès lors clairement ce que le sceptique voudrait nous amener à croire. En effet, les concessions du début (notamment celles concernant l'utilisation actuelle du langage) cèdent leur place à une ambition beaucoup plus radicale :

---

<sup>8</sup> WRIGHT (1984): p. 763.

<sup>9</sup> WRIGHT (1984): pp. 761-762.

[The problem] purports to show that nothing in my mental history of past behavior – not even what an omniscient God would know – could establish whether I meant *plus* or *quus*. But then it appears to follow that there was no *fact* about me that constituted my having meant *plus* rather than *quus*. How could there be, if nothing in my internal mental history or external behavior will answer the sceptic who supposes that in fact I meant *quus*? If there was no such thing as my meaning *plus* rather than *quus* in the past, neither can there be any such thing in the present. When we initially presented the paradox, we perforce used the language, taking present meanings for granted. Now we see, as we expected, that this provisional concession was indeed fictive. There can be no fact as to what I mean by ‘*plus*’ or any word at any time. The ladder must finally be kicked away.<sup>10</sup>

Le sceptique tient son os ; son argumentation, si elle parvient à disqualifier tous les candidats susceptibles de fournir un critère de distinction entre signifier *plus* et signifier *quus*, va tout simplement déboucher sur la conséquence apparemment inacceptable selon laquelle on ne sait pas ce que l’on veut dire lorsque l’on parle, et ce pour la simple et bonne raison que la signification n’est rien d’autre qu’une chimère.

### **III. Essai de formalisation du « paradoxe » sceptique**

Dans les lignes qui précèdent, j’ai cherché à présenter le défi sceptique de la manière la plus intuitive et la moins technique possible. En outre, j’ai délibérément choisi de parler de *défi* sceptique plutôt que d’adopter la terminologie classique qui parle, elle, du *paradoxe* sceptique. J’aimerais à présent procéder à une présentation plus formelle de l’argument proposé par le sceptique et clarifier quelque peu la terminologie que j’utiliserai ensuite pour m’y référer ; cette petite présentation devrait selon moi démontrer en quoi l’argument en question ne peut pas, à proprement parler, être qualifié de paradoxe.

L’idée de base contre laquelle le sceptique dirige son argument est que les termes de notre langage ont une signification déterminée : le mot ‘chien’ réfère à une population déterminée d’être vivants, le mot ‘eau’ à une substance particulière, le mot ‘rouge’ à une propriété donnée et ainsi de suite. Bien sûr, une telle affirmation n’exclut pas les cas limite (classiques dans le cas des couleurs par exemple), mais énonce simplement l’idée selon laquelle la signification associée à un terme énonce un certain nombre de conditions qu’une entité dans le monde doit satisfaire pour que le terme en question puisse s’y appliquer véridiquement. Autrement dit : il existe des cas limite ou vagues, mais il existe aussi (et surtout) des cas clairs qui seraient

---

<sup>10</sup> KRIPKE (1982) : p. 21

inconcevables si la signification n'était pas déterminée. Je propose donc la formulation suivante de ce principe:

(D) Les expressions linguistiques ont une signification déterminée.

La seconde prémisse de l'argument sceptique exige à mon sens davantage d'élaboration ; cette prémisse concerne les conditions à satisfaire pour qu'une expression puisse avoir une signification déterminée. Et c'est là que le sceptique, d'habitude si généreux vis-à-vis de son adversaire (idéalisation des conditions cognitives, légitimité de l'appel aux états internes), pose une limite claire aux faits qui pourront être invoqués pour expliquer le caractère déterminé de toute signification ; selon Kripke en effet, la signification d'un terme doit impérativement être fixée par des *faits non-sémantiques*. La base factuelle de la signification doit donc pouvoir être spécifiée de manière non-sémantique.<sup>11</sup>

Kripke reconnaît explicitement la possibilité que pourraient évoquer certains de recourir à une sorte de fait irréductible et primitif pour expliquer la détermination de la signification:

Perhaps we may try to recoup, by arguing that meaning addition by 'plus' is a state even more *sui generis* than we have argued before. Perhaps it is simply a primitive state, not to be assimilated to sensations or headaches or any 'qualitative' states, nor to be assimilated to dispositions, but a state of a unique kind of its own.<sup>12</sup>

Malheureusement, Kripke semble ne se donner la peine de mentionner pareille hypothèse qu'afin d'en démontrer l'absurdité, ou du moins l'implausibilité :

Such a move may in a sense be irrefutable [...]. But it seems desperate: it leaves the nature of this postulated primitive state – the primitive state of meaning addition by 'plus' – completely mysterious.<sup>13</sup>

Kripke voit donc dans une telle stratégie l'expression du désespoir plutôt qu'un projet philosophique véritablement prometteur. Je ne vais pas chercher à présent à déterminer dans quelle mesure le présumé réductionniste défendu par le sceptique est légitime, laissant à plus tard une telle investigation, et me contenterai donc simplement pour l'instant de mettre

<sup>11</sup> Nous verrons plus bas (cf. IV.B) que l'attitude vis-à-vis de cette prémisse peut considérablement modifier l'utilisation qui est faite de l'argument sceptique, et élargir considérablement les options à disposition de qui voudrait le réfuter.

<sup>12</sup> KRIPKE (1982) : p. 51

<sup>13</sup> KRIPKE (1982) : p. 51



en lumière ce point sur lequel Kripke n'est d'ailleurs pas très disert. Je propose ainsi de formuler ce principe comme suit :

- (R) Si les expressions linguistiques ont une signification déterminée, alors leur signification est fixée par des faits non-sémantiques.

La dernière prémisse est implicite dans tout ce qui a été dit plus haut et va précisément faire l'objet d'une investigation approfondie. La prémisse en question constitue la part négative de l'argument, et l'ultime étape avant sa conclusion ; j'en propose la formulation suivante :

- (S) Aucun fait non-sémantique ne permet de déterminer la signification d'une expression.

La conjonction des prémisses (R) et (S) nous amène ainsi tout droit à un rejet de la prémisse (D), et donc à la conclusion sceptique suivante :

- (C) Les expressions linguistiques n'ont pas de signification déterminée.

J'aimerais à présent discuter brièvement de la terminologie généralement utilisée pour parler du défi sceptique ; en effet, il est d'usage de s'y référer en parlant de *paradoxe* sceptique. Or il me semble clair que, si l'argument et sa conclusion relèvent effectivement d'un scepticisme au sens traditionnel du terme (i.e. d'un doute systématique relatif à la possibilité de justifier certaines affirmations), l'aspect paradoxal de l'argument m'apparaît plus douteux. Si l'on accepte en effet la définition classique d'un paradoxe (« Conclusion inacceptable dérivée de prémisses apparemment acceptables au moyen d'un raisonnement apparemment acceptable »)<sup>14</sup>, il semble difficile de qualifier l'argument présenté plus haut de paradoxe puisque les prémisses (R) et (S) sont loin d'avoir un caractère « généralement acceptable ». Pour cette raison, je parlerai désormais de *défi* sceptique ou d'*argument* sceptique plutôt que de *paradoxe* sceptique.

Je suis d'avis que le seul élément véritablement paradoxal que recèle le défi sceptique réside plutôt dans la conclusion de l'argument, plutôt que dans l'argument lui-même. En effet, cette dernière remet en cause la notion même de signification, alors que tout le monde devrait pourtant avoir compris, et qui plus est compris *de la même manière*, le sens des diverses

---

<sup>14</sup> Cette définition est reprise de SAINSBURY (1987) : p. 1

prémisses de l'argument. Ainsi, c'est la conclusion de l'argument qui semble paradoxale (elle remet en doute la condition même de son intelligibilité), non l'argument en lui-même (puisque ce dernier est loin de ne comprendre que des prémisses généralement acceptables).<sup>15</sup>

#### **IV. Quelques remarques sur le défi sceptique**

Avant de passer à l'examen des diverses alternatives susceptibles d'apporter réponse au sceptique, j'aimerais encore consacrer quelques pages à l'élaboration de certaines remarques concernant la nature du défi sceptique, sa portée ainsi que les présuppositions qui le sous-tendent.

##### **IV.A. Portée générale du défi sceptique**

Classiquement, le défi sceptique est formulé à l'aide d'un exemple mathématique invoquant les fonctions *addition* et *quaddition*. Il est important toutefois de souligner que la nature mathématique de cet exemple n'a pas d'importance particulière et que le défi sceptique s'applique au langage *en général*, sans se limiter aux mathématiques uniquement. Cette remarque était sous-jacente dans ce qui précède, mais il est important de la souligner une fois encore dans la mesure où l'ignorer ferait perdre de son mordant à l'argumentation du sceptique en limitant sa portée aux seules significations des termes mathématiques. Malheureusement donc, l'attaque du sceptique n'est pas *locale* mais bien *globale* ; Kripke ne manque d'ailleurs pas d'insister sur ce point :

Of course, these problems apply throughout the language and are not confined to mathematical examples, though it is with mathematical examples that they can be most smoothly brought out. I think that I have learned the term 'table' in such a way that it will apply to indefinitely many future items. So I can apply the term to a new situation, say when I enter the Eiffel Tower for the first time and see a table at the base. Can I answer a sceptic who supposes that by 'table' in the past I meant *tabair*, where a 'tabair' is anything that is a table not found at the base of the Eiffel Tower, or a chair found there? Did I think explicitly of the Eiffel Tower when I first 'grasped the concept of' table, gave myself the direction for what I meant by 'table'? And even if I did think of the tower, cannot any directions I gave myself mentioning it be reinterpreted compatibly with the

---

<sup>15</sup> Pour une analyse détaillée de la structure de l'argument sceptique, cf. p.ex. WILSON (1998). La reconstruction de Wilson a fait l'objet de critiques, notamment de la part de ZALABARDO (1997).

sceptic hypothesis? Most important for the 'private language' argument, the point of course applies to predicates of sensations, visual impression, and the like, as well.<sup>16</sup>

Dès lors, on comprend bien que Kripke ne voit aucune limitation à la portée de l'argument présenté plus haut et rejette du coup toute tentative consistant à invoquer la nature particulière de l'exemple et destinée à contenir ainsi la propagation de sa conclusion.

Certains lecteurs familiers des différentes formes contemporaines de scepticisme ne manqueront pas de remarquer que, appliqué aux sensations ou aux termes de couleurs, la question du sceptique devient quasiment celle que Goodman posait par rapport à l'induction : « Comment savoir si, par 'vert', je veux dire *vert* ou *vleu* ? ». Le défi sceptique ne serait-il qu'une reformulation de l'énigme de l'induction ? Cette question sera débattue plus bas.<sup>17</sup> Auparavant, j'aimerais revenir brièvement sur l'attitude à adopter vis-à-vis de la prémisse (R) évoquée ci-dessus, attitude qui, nous l'avons annoncé, pourrait permettre de retourner la situation contre le sceptique.

#### IV.B. Que prouve réellement l'argument sceptique ?

Nous avons vu plus haut que l'argument sceptique contient en son sein une prémisse réductionniste (représentée ci-dessus par (R)) selon laquelle la factualité de la signification (pour autant qu'elle soit autre chose qu'une chimère) doit être établie en termes non-sémantiques. Nous avons vu également que Kripke est fort peu disert à son sujet et ne semble pas considérer une attitude non-réductionniste comme véritablement sérieuse. Selon lui en effet, une telle approche ferait de la signification une notion résolument mystérieuse et déboucherait au final sur une mythologie de la signification plutôt que sur une théorie philosophique raisonnable.

Plusieurs philosophes se sont arrêtés sur ce présupposé réductionniste du défi sceptique et ont cherché à en démontrer le caractère arbitraire. Selon eux en effet, un non-réductionnisme n'a rien d'insensé. Aussi ont-ils proposé une lecture différente du défi sceptique présenté ; en particulier, ils ont cherché à faire passer l'argumentation du sceptique pour une sorte de *reductio ad absurdum* d'une approche réductionniste de la signification. Je ne prendrai pas position dans ce débat pour l'instant et chercherai uniquement à présenter cette lecture non-

---

<sup>16</sup> KRIPKE (1982) : p. 19. Kripke parle ici d'argument du langage privé puisqu'il considère le défi sceptique comme la première partie d'un argument tendant à montrer qu'il est impossible de parler un langage dont on serait le seul utilisateur.

<sup>17</sup> Cf. IV.C

réductionniste de l'argument sceptique. Je remets donc à plus tard l'examen de ces alternatives, me contentant pour l'instant d'en souligner l'existence.

On trouve chez Colin McGinn une formulation assez claire du problème que semble représenter le réquisit réductionniste contenu par l'argument sceptique ; ainsi McGinn écrit-il :

The candidate answers Kripke considers all attempt to say what constitutes a given semantic fact without simply using semantic concepts directly (or indeed indirectly) [...]. The kind of reply that is being implicitly judged illicit is one that simply uses semantic concepts. [...] The sceptic is assuming that unless semantic facts can be captured in non-semantic terms they are not really facts; but why should this assumption be thought compulsory? [...] Unless this question can be answered, Kripke's sceptic is wide open to the objection that he is mistaking irreducibility for non-factuality: he finds that he cannot provide a non-semantic fact to constitute a semantic fact and then concludes that there are no semantic facts, when the correct conclusion ought to be that semantic facts cannot be reduced to non-semantic facts.<sup>18</sup>

A la lecture de ces remarques, on comprend donc que l'argument sceptique peut être interprété non pas d'une seule, mais bien de *deux* manières distinctes, à savoir :

- (A) Comme établissant la non-factualité de la signification
- (B) Comme établissant l'irréductibilité de la signification

On l'a vu, Kripke écarte rapidement une lecture de type (B) en invoquant le fait que considérer la signification comme étant de nature irréductible équivaldrait à croire en certaines propriétés quasiment magiques. A ses yeux donc, choisir l'option (B) reviendrait à remplacer un problème par un mystère. Il est important toutefois de garder en tête le fait que, si aucun candidat ne devait permettre de répondre au sceptique, il resterait possible, plutôt que d'abandonner purement et simplement la notion de signification, d'adopter une approche anti-réductionniste de la signification. En d'autres termes, si aucun candidat ne devait à terme satisfaire les exigences du sceptique, on pourrait toujours prendre l'argument de ce dernier comme la *reductio ad absurdum* d'une approche réductionniste de la signification. On se voit donc confronté ici à une nouvelle illustration de l'adage : « One's *modus ponens* is another's *modus tollens* ».

---

<sup>18</sup> MCGINN (1984) : p. 151

L'attitude adoptée vis-à-vis de (R) est donc déterminante : un anti-réductionniste l'insérera dans l'argument afin de mettre en lumière les effets pervers du réductionnisme et d'en démontrer au final l'absurdité, alors qu'un réductionniste l'insérera dans son argument afin de se garder d'approches qui chercheraient à échapper à sa conclusion en se réfugiant dans une sorte de mysticisme sémantique. Au moment d'évaluer les options à disposition pour répondre au défi sceptique, il sera donc important de ne pas se limiter à l'approche défendue par ce dernier, et d'élargir ainsi nos investigations afin de prendre en compte les approches non-réductionnistes.

#### IV.C. Défi sceptique et problème de l'induction

Certaines formules utilisées par Kripke ou ses commentateurs ont sans doute rappelé au bon souvenir du lecteur le fameux problème de l'induction rendu célèbre par Nelson Goodman.<sup>19</sup> Cette évocation n'est pas injustifiée, mais elle ne devrait cependant pas nous amener à croire que l'argument sceptique n'est au final qu'une variante du problème de l'induction. J'espère donc être en mesure, dans les pages qui viennent, de démontrer en quoi ces deux arguments se distinguent l'un de l'autre.

En deux endroits, Kripke fait explicitement référence au problème de l'induction évoqué par Goodman :

It has been supposed that all I need to do to determine my use of the word 'green' is to have an image, a sample, of green that I bring to mind whenever I apply the word in the future. When I use this to justify my application of 'green' to a new object, should not the skeptical problem be obvious to any reader of Goodman? Perhaps by 'green', in the past I meant *grue*, and the color image, which indeed was *grue*, was meant to direct me to apply the word 'green' to *grue* object always. If the *blue* object before me now is *grue*, then it falls in the extension of 'green' as I meant it in the past. It is of no help to suppose that in the past I stipulated that 'green' was to apply to all and only those things 'of the same color as' the sample. The sceptic can reinterpret 'same color' as same *schmolor*, where things have the same *schmolor* if...<sup>20</sup>

[T]he basic strategy of Goodman's treatment of the 'new riddle' is strikingly close to Wittgenstein's sceptical arguments. [...] In particular, if [the sceptical paradox] were formulated for the language of color impressions, as Wittgenstein himself suggests, Goodman's '*grue*', or

---

<sup>19</sup> GOODMAN (1973)

<sup>20</sup> KRIPKE (1982) : p. 20

something similar, would play the role of 'quus'. *But the problem would not be Goodman's about induction* – « *Why not predict that grass, which has been grue in the past, will be grue in the future ?* » - *but Wittgenstein's about meaning* : « *Who is to say that in the past I didn't mean grue by 'green', so that now I should call the sky, not the grass, 'green' ?* » Although Goodman concentrates on the problem about induction and largely ignores the problem about meaning, his discussions are occasionally suggestive for Wittgenstein's problem as well. In fact, *I personally suspect that serious consideration of Goodman's problem, as he formulates it, may prove impossible without consideration of Wittgenstein.*<sup>21</sup>

Il apparaît donc comme évident que, si Kripke reconnaît des similarités entre l'argument de Goodman et celui du sceptique (comme par exemple le fait que l'on puisse utiliser 'grue' pour formuler l'argument sceptique), il insiste cependant sur le fait que (1°) ces deux arguments sont différents et (2°) que l'argument de Goodman ne peut être formulé indépendamment de l'argument sceptique. On remarquera qu'il est essentiel pour le sceptique de distinguer son argument de celui proposé par Goodman. En effet, si le défi sceptique n'était au final qu'une variante de l'énigme de l'induction, les individus qui s'y trouveraient confrontés pourraient avancer le raisonnement suivant : le problème de l'induction est un problème épistémologique qui a une portée générale, et il ne paraît pas très correct d'exiger d'une théorie sémantique qu'elle apporte une solution à ce problème qui touche tous les domaines de la philosophie. Aussi semble-t-il possible de défendre une théorie donnée, quand bien même cette dernière ne serait pas à même d'apporter une réponse à ce problème qui la dépasse. En démontrant que son problème concerne spécifiquement la factualité du discours sémantique, le sceptique se met donc en situation d'exiger de son interlocuteur une réponse. Heureusement pour le sceptique, il semble légitime de considérer que nous avons effectivement affaire ici à deux problèmes bien distincts.

Cette affirmation peut dans un premier temps être justifiée comme suit : le paradoxe de l'induction présenté par Goodman est un problème d'ordre *épistémologique*. A l'inverse, le défi sceptique proposé par Kripke ne concerne pas la manière dont on pourrait découvrir ce qu'un individu entend par '+', mais cherche plutôt à découvrir en quoi consiste *le fait même* d'associer à ce signe une signification déterminée (plutôt qu'une autre). Le problème est donc bel et bien d'ordre *constitutif*.<sup>22</sup> Une telle justification de l'affirmation ci-dessus me semble toutefois un peu superficielle dans la mesure où elle ne rend pas vraiment compte d'une caractéristique importante de l'argument sceptique, à savoir que ce dernier est attribué à un

<sup>21</sup> KRIPKE (1982): pp. 58-59 (mes italiques).

<sup>22</sup> Un tel critère est par exemple avancé par Ruth Millikan pour distinguer le défi sceptique du paradoxe de l'induction. Cf. MILLIKAN (1990) : p. 334 n. 19.

individu sans aucune limitation épistémologique. Or, comme je l'ai indiqué dans ma présentation de l'argument, l'idéalisation des capacités épistémologiques de son interlocuteur permet au sceptique d'effacer la différence entre problème épistémologique et problème métaphysique, différence qu'invoque précisément l'explication proposée. L'absence de différence entre problème épistémologique et problème métaphysique peut être illustrée par le slogan suivant : « S'il y a quelque chose à trouver, alors on va le trouver. Si on ne trouve rien, c'est qu'il n'y a rien à trouver ». La différence entre l'argument sceptique et le paradoxe de l'induction doit donc être expliquée autrement.

Il existe à mon sens non pas un, mais plusieurs éléments à même de faire ressortir la différence existant entre ces deux problèmes classiques de la philosophie contemporaine ; je me propose d'en dresser ci-après la liste, en espérant que la conjonction de ces différences permettra de distinguer définitivement le défi sceptique de l'énigme de l'induction.

La première différence relève de l'orientation temporelle du problème ; alors que l'énigme de l'induction concerne mes prévisions s'agissant du futur (les émeraudes seront-elles vertes ou bleues demain ?) ainsi que leur justification, le paradoxe sceptique est résolument tourné vers le passé (comme puis-je savoir maintenant que j'ai utilisé un terme de la même manière que je l'ai utilisée par le passé ?). En d'autres termes, alors que le problème du sceptique est formulé en termes de constance entre le passé et le présent<sup>23</sup>, l'énigme de l'induction est un problème concernant la justification de mes prévisions.

Une seconde différence apparaît dès lors qu'on réfléchit aux dont nous aurions à nous accommoder si le sceptique avait raison. Dans le cas de Kripke, on se retrouverait ainsi avec un langage dépourvu de fondement factuel, langage dont on essaierait de faire un usage cohérent en se calquant sur l'utilisation qu'en ferait notre communauté linguistique. Dans le cas de Goodman, si les émeraudes s'avéraient effectivement être grues, le choc serait beaucoup plus violent dans la mesure où notre attitude vis-à-vis du monde serait radicalement remise en question. En d'autres termes, alors que le paradoxe sceptique menace notre conception du langage sans pour autant remettre en question notre conception du monde, l'énigme de l'induction remet en question le fonctionnement même du monde (ou plutôt : les raisons que nous avons de ne pas s'attendre à un changement inattendu de son

---

<sup>23</sup> Encore une fois, quand bien même le sceptique formule son problème en termes de constance, il cherche cependant à démontrer non pas que notre utilisation du langage est inconstante, mais qu'elle est tout bonnement dépourvue de toute base factuelle.

fonctionnement), ainsi que nos attentes et prévisions le concernant, sans pour autant remettre en question le fonctionnement du langage.<sup>24</sup>

La troisième différence que j'aimerais à présent relever entre le défi sceptique et l'énigme de l'induction fait usage de la stratégie consistant à montrer qu'une solution au problème de l'induction ne permet pas de répondre au sceptique, ce qui prouve du même coup que l'on a affaire à deux problèmes distincts. C'est cette stratégie qu'utilise par exemple Michael Esfeld avec un certain succès :

If one assumes natural properties to solve Goodman's riddle of induction, one can exclude grue-like rules: we are justified in classifying things as green, because being green, in contrast to being grue, is a natural property. However, the problem of rule-following now appears in the following manner: assume that a person responds in a finite sequence of actions to a finite sequence of examples. Any finite sequence of examples instantiates more than one natural property. For instance, a given sequence of examples may instantiate not only the property of being a table, but also the properties of being wooden, brown, rectangular, having four legs, etc. Natural properties do not solve Kripke's problem, because they cannot determine on which aspect a person focuses in responding to a sequence of examples. When it comes to continuing a given sequence of actions which responds to a given sequence of examples, there are many ways of going on in accordance with the natural properties that are instantiated by this sequence. The sceptical challenge reappears as the question what makes a particular way of going on correct. In other words, the problem of rule-following now is : How do we grasp one specific of indefinitely many natural properties in a finite sequence of examples ?<sup>25</sup>

J'aimerais conclure cette brève discussion des similitudes et différences existant entre l'argument sceptique et le problème de l'induction identifiant une quatrième différence entre ces deux notions, à savoir que la notion de normativité (qui, comme nous le verrons dans le prochain chapitre, est au centre de l'argumentation du sceptique) ne semble jouer aucune rôle dans la formulation de l'énigme de l'induction. En effet, cette dernière paraît découler directement de la finitude de mes applications passées et de leur compatibilité avec une infinité de scénarii, mais ne semble en aucun cas dépendre de la présence ou non d'une dimension normative. Je m'explique : si l'on pouvait trouver un fait sémantique capable de nous dire quelle signification j'associe à un terme donné, le sceptique pourrait encore nous rétorquer que ce dernier doit nécessairement être normatif. Aucun réquisit normatif ne

---

<sup>24</sup> Cf. HACKING (1993) concernant la différence entre scepticisme effrayant et scepticisme existentiel. Alors que le paradoxe sceptique est selon Hacking un exemple du second, l'énigme de l'induction est un exemple du premier.

<sup>25</sup> ESFELD (2001) : pp. 76-77



s'applique cependant à la notion, quelle qu'elle soit, sensée apporter une réponse à l'énigme de l'induction. C'est selon moi la mauvaise évaluation du rôle central joué par la normativité qui amène Colin McGinn à affirmer, sous forme de boutade certes, que « Kripke = Quine + Goodman » :

We might say: Quine plus Goodman equals Kripke. That is to say, once we notice the inductive indetermination of meaning by use, we have the prospect of 'grue' – like semantics predicates – which is of course exactly what 'means quaddition' is. Ascriptions of meaning are predictive of use, and so raise the standard inductive problem (along with the extra normative dimension).<sup>26</sup>

L'importance apportée par le sceptique à la dimension normative de la signification démontre que le défi sceptique, contrairement à l'énigme de l'induction, va au-delà d'un « simple » problème de sous-détermination. Nous élaborerons dans le prochain chapitre le rôle crucial que joue dans l'argumentation du sceptique la dimension normative de la signification.

Reste à présent à comprendre en quoi il est légitime d'affirmer, comme le fait Kripke, que la résolution du problème posé par le sceptique est une condition *sine qua non* pour la compréhension de l'énigme de l'induction. Je crois que la réponse n'est pas longue à trouver : en effet, si l'on ne parvient pas à sauver l'idée selon laquelle nos affirmations ont une signification déterminée, il ne nous sera jamais possible de choisir entre les différentes hypothèses mises en concurrence par l'énigme de l'induction, et ce pour la simple et bonne raison qu'il nous serait alors impossible de savoir ce que ces dernières affirment ! Impossible alors de simplement comprendre les hypothèses que le sceptique goodmanien oppose à la notion classique d'induction. En d'autres termes, et pour reprendre le passage cité en début de chapitre : on ne peut saisir le problème posé par l'induction sans avoir au préalable considéré (et si possible résolu) le défi sceptique.

#### IV.D. Défi sceptique et indétermination de la traduction

Après m'être longuement attardé sur les différences entre le défi sceptique et le paradoxe de l'induction, j'aimerais à présent m'attacher à présenter quelques éléments permettant de distinguer le défi sceptique d'un autre argument bien connu : l'argument de l'indétermination de la traduction présenté par Quine.<sup>27</sup>

<sup>26</sup> MCGINN (1984) : p. 179, n. 54

<sup>27</sup> Cf. QUINE (1960) : chap. 2

Au vu de ce qui précède, une telle distinction est relativement aisée ; en effet, je crois avoir mis assez clairement en évidence plus haut la différence fondamentale entre ces deux arguments, à savoir les éléments auxquels le locuteur confronté à l'une ou l'autre forme de scepticisme est en droit de faire appel. Dans le cas de Kripke, nous avons souligné le fait que l'interlocuteur confronté au défi sceptique voyait ses capacités épistémologiques idéalisées et était de surcroît autorisé à faire appel non pas uniquement à des faits comportementaux, mais également à l'ensemble des faits de sa vie mentale (présente et passée). Un tel « libéralisme » contraste bien sûr fortement avec les restrictions draconiennes qu'impose Quine : selon ce dernier en effet, l'interprète n'est en droit de citer que les seuls faits comportementaux (i.e. publiquement observables) relatifs à l'interprété. Kripke est bien sûr tout à fait conscient de cette différence ; immédiatement après avoir autorisé l'interlocuteur du sceptique à faire appel à des faits non comportementaux (i.e. privés, appartenant à sa vie mentale)<sup>28</sup>, Kripke écrit en effet :

This feature [...] contrasts, for example, with Quine's discussion of the 'indeterminacy of translation'. There are many points of contact between Quine's discussion and Wittgenstein's. Quine, however, is more than content to assume that only behavioral evidence is to be admitted into his discussion. [...] Further, the way the sceptical doubt is presented is not behavioristic. It is presented from the 'inside'. Whereas Quine presents the problem about meaning in terms of a linguist. Trying to guess what someone *else* means by his words on the basis of his behavior, Wittgenstein's challenge can be presented to me as a question about *myself*: was there some past fact about me – what I 'meant' by plus – that mandates what I should do now ?<sup>29</sup>

Ce passage résume bien les similarités et les différences entre les deux arguments : certes, tous les deux concernent la notion de signification, son caractère déterminé, et tous deux débouchent sur une forme plus ou moins prononcée de scepticisme. Dans la mesure cependant où il laisse plus de chances à son adversaire en ne faisant pas reposer son argument sur des présuppositions bien particulières, le défi sceptique semble planter ses griffes plus profondément. En outre, on serait presque tenté de dire qu'il comporte une dimension plus « existentielle » dans la mesure où le problème n'est pas mon impossibilité à déterminer ce qu'un individu veut dire, mais bien ce que *moi* je veux dire au moyen d'une expression.

J'aimerais, pour conclure, ajouter une dernière remarque : comme le fait remarquer Kripke, l'argument de Quine repose sur une prémisse béhavioriste, à savoir l'idée selon laquelle seuls

---

<sup>28</sup> Cf. n. 5 ci-dessus.

<sup>29</sup> KRIPKE (1982) : pp. 14-15

des faits comportementaux peuvent être utilisées pour déterminer ce qu'un individu veut dire au moyen d'un terme donné. Le problème, dans ce contexte, est qu'il semble n'y avoir aucune place pour la dimension normative de la signification que va défendre farouchement le sceptique. En d'autres termes, le problème qui va nous intéresser dans ce travail, à savoir celui de la normativité sémantique, ne peut véritablement être posé dans le cadre conceptuel utilisé par Quine, dans la mesure où ce dernier est fixé par des prémisses qui en excluent la possibilité.<sup>30, 31</sup>

## **V. Deux réponses naïves**

Bien entendu, le défi sceptique déroute, et les doutes qu'il suscite, bien qu'ouvrant des perspectives plutôt effrayantes, ne se sont jamais imposés à un utilisateur « standard » d'un langage quel qu'il soit. Aussi est-il naturel de penser qu'il doit y avoir quelque chose de vicié dans la question que nous pose le sceptique et qu'un minimum de bon sens devrait permettre de nous sortir de ce mauvais pas. Les deux réponses examinées ci-dessous sont le fruit d'une réaction de ce type.

### **V.A. « Mais j'ai toujours répondu par la somme ! »**

Faire appel aux usages précédents du terme en question semble être une réaction spontanée et tout à fait naturelle, réaction qui toutefois, au vu de ce qui a été dit plus haut, devrait rapidement montrer ses limites et son innocuité pour le sceptique. Comme nous l'avons en effet explicitement fait remarquer, tous nos usages passés du signe '+' sont compatibles avec l'hypothèse selon laquelle la fonction que nous exprimions alors par ce terme était *l'addition* et non la *quaddition*. Dans ce contexte, le sceptique n'a qu'à reformuler sa question : « Qu'est-ce qui, pour chacune de tes applications passées de '+', te permet de me démontrer que tu entendais *addition* et non *quaddition* ? ». En résumé, dans la mesure où ils sont compatibles avec les deux hypothèses, mes usages passés de '+' ne permettent pas de déterminer quelle fonction j'avais en tête ; on a donc affaire à un cas classique de sous-détermination. C'est précisément un fait permettant de trancher entre ces deux alternatives qu'exige le sceptique. A moins de présupposer précisément ce qui est en question, à savoir *quelle* fonction j'exprimais par '+', une telle réponse ne nous fait donc guère avancer...

<sup>30</sup> Cf. KRIPKE (1982) : pp. 55-57

<sup>31</sup> Pour plus de détails concernant les relations entre le défi sceptique et le problème de l'indétermination de la traduction, cf. par exemple SOAMES (1998).

**V.B. « Mais je sais explicitement quelle règle j'associe au signe '+' ! »**

Une deuxième réaction typique mais naïve consiste à disqualifier l'hypothèse émise par le sceptique (selon laquelle je voulais dire *quaddition* et non *addition*) en invoquant le fait que j'associe à ce terme une règle d'utilisation claire et explicite absolument distincte de celle que j'aurais associée à ce terme si j'avais voulu dire *quaddition*. Pour reprendre les termes de Kripke :

Surely I did not merely give myself some finite number of examples, from which I am supposed to extrapolate the whole table (« Let '+' be the function instantiated by the following examples: ... »). No doubt indefinitely many functions are compatible with *that*. Rather I learned – and internalized instructions for – a *rule* which determines how addition is to be continued. [...] This set of directions, I may suppose, I explicitly gave myself at some earlier time. It is engraved on my mind as on a slate. It is incompatible with the hypothesis that I meant *quus*.<sup>32</sup>

Encore une fois, le sceptique ne tremblera guère devant une telle réaction qu'il réfutera de la manière suivante : pour qu'une règle puisse m'indiquer ce que je dois faire, encore faut-il pouvoir déterminer avec certitude ce qu'elle m'indique. Et c'est là que le bât blesse : pour chacun des termes (ou concepts) contenus par la règle, le sceptique peut émettre une hypothèse non standard de type *quus* et ce à l'infini. Aucune règle ne pourra dès lors être invoquée pour justifier l'utilisation d'un terme puisque chacun des termes qu'elle contient sera sujet aux mêmes doutes que le terme dont elle est précisément sensée régler l'usage. Encore une fois, le sceptique balaie notre réponse.

**VI. Deux réponses plus techniques**

Une fois constaté l'échec des réponses naïves au sceptique, il paraît naturel de se tourner vers des approches faisant appel à des outils plus techniques. Ce sont ces approches que je me propose de présenter brièvement ci-dessous. Malheureusement, il va bien vite s'avérer que, comme celles qui les ont précédées, ces tentatives resteront impuissantes face au défi sceptique.

---

<sup>32</sup> KRIPKE (1982): p. 15

### VI.A. Le recours aux qualia

Le locuteur mis au défi par le sceptique de justifier son affirmation selon laquelle il entend *addition* par '+' peut être tenté d'invoquer pour cela la notion de *quale* : cette stratégie consiste à associer « vouloir dire *addition* par '+' » à une expérience qualitative particulière. Pour paraphraser Nagel, l'idée serait d'affirmer que *cela fait un certain effet* de signifier *addition* par '+', effet que le sujet en question pourrait distinguer de l'effet que cela fait de signifier *quaddition* par '+'. Sur la base de ces informations, le locuteur semblerait donc en mesure d'affirmer que la réponse à l'opération soumise par le sceptique est bien '125' et non '5'. Lisons :

Why not argue that « meaning addition by 'plus' » denotes an irreducible experience, with its own special *quale*, known directly to each of us by introspection? [...] Maybe I appear to be unable to reply just because the experience of meaning addition by 'plus' is as unique and irreducible as that of seeing yellow or reeling headache, while the sceptic's challenge invites me to look for another fact or experience to which this can be reduced. [...] Presumably the experience of *meaning addition* has its own irreducible quality, as does that of feeling a headache. The fact that I mean addition by 'plus' is to be identified with my possession of an experience of this quality.<sup>33</sup>

On a vu plus haut<sup>34</sup> l'attitude de Kripke vis-à-vis de toute forme d'anti-réductionnisme, anti-réductionnisme dont la réponse avancée ici est indéniablement une variante. Cela étant, Kripke adresse à ce type de tentative une autre objection, fondamentalement distincte de celle consistant à dire que l'anti-réductionnisme fait de la signification une entité mystérieuse. L'objection fonctionne comme suit :

Well, suppose I do in fact feel a certain headache with a very special quality whenever I think of the '+' sign. How on earth would this headache help me figure out whether I ought to answer '125' or '5' when asked about '68 + 57'? If I think the headache indicates that I ought to say '125', would there be anything about it to refute a sceptic's contention that, on the contrary, it indicates that I should say '5'? [...] So: If there were a special experience of 'meaning' addition by 'plus', analogous to a headache, it would not have the properties that a state of meaning addition by 'plus' ought to have – it would not tell me what to do in new cases.<sup>35</sup>

---

<sup>33</sup> KRIPKE (1982) : p. 41

<sup>34</sup> Cf. III et IV.B

<sup>35</sup> KRIPKE (1982) : pp. 41-43

Une telle objection rappelle bien sûr ce que l'on disait plus haut des règles explicites.<sup>36</sup> On remarquera d'ailleurs qu'elle s'applique, outre aux qualia et aux règles explicites, aux autres éléments au moyen desquels le locuteur pourrait être tenté de justifier sa réponse (image, échantillon, table de calcul, etc.).<sup>37</sup> Même si, lorsque confronté au signe '+', un tel élément nous venait à l'esprit (ce qui, on en conviendra, est déjà une affirmation plus que contestable), cet élément resterait d'une complète inutilité dans la mesure où rien ne semble être à même de nous indiquer s'il faut lui associer la fonction addition ou une quelconque autre fonction. On retrouve ici la fameuse remarque de Wittgenstein relative à la nécessité, si la signification est une forme d'interprétation, de disposer d'une règle permettant d'interpréter notre règle d'interprétation.<sup>38</sup>

Nous verrons plus tard que ces remarques s'appuient déjà dans une large mesure sur la dimension normative de la signification (qui d'ailleurs est défendue par Kripke avant que ce dernier ne s'attaque à la solution des qualia). Mais avant de passer définitivement à l'analyse de cette dernière notion, j'aimerais encore mentionner brièvement une autre tentative de réponse « philosophique » (i.e. non-naïve) avancée contre le sceptique.

#### VI.B. L'argument de la simplicité

La deuxième stratégie « philosophique » que j'aimerais ici mentionner consiste, plutôt qu'à donner une réponse au sceptique, à discréditer les hypothèses alternatives que ce dernier propose quant à la signification du signe '+'. Cette stratégie, bien connue en philosophie des sciences, consiste à faire primer l'hypothèse la plus simple. Dans ce contexte, il paraît dès lors évident que, dans la mesure où l'hypothèse selon laquelle '+' signifie addition est plus simple que l'hypothèse de la quaddition, il faut abandonner la seconde au détriment de la première.

Il n'est pas nécessaire d'entrer dans le débat relatif à la validité générale ainsi qu'aux diverses variantes d'un tel critère ; Kripke considère en effet que, quelle qu'en soit la version adoptée, une telle stratégie repose sur un malentendu fondamental concernant la nature du défi sceptique :

Let no one – under the influence of too much philosophy of science – suggest that the hypothesis that I meant plus is to be preferred as the *simplest* hypothesis. [...] Such an appeal must be based either on a misunderstanding of the skeptical problem, or of the role of simplicity considerations,

---

<sup>36</sup> Cf. V.B

<sup>37</sup> Cf. KRIPKE (1982) : p. 20 et pp. 38-39

<sup>38</sup> WITTGENSTEIN (2004) : § 198

or both. Recall that the skeptical problem was not merely epistemic. The sceptic argues that there are no facts as to what I meant plus or quus. Now simplicity consideration can help us decide between competing hypotheses, but they obviously can never tell us what the competing hypotheses are. If we do not understand what two hypotheses state, what does it mean to say that one is 'more probable' because it is 'simpler'? [...] [The sceptic] claims that an omniscient being, with access to all available facts, still would not find any fact that differentiates between the plus and the quus hypotheses. Such an omniscient being would have neither need nor use for simplicity considerations.<sup>39</sup>

Dans la mesure où l'on ne comprend pas ce qu'affirment les différentes hypothèses, la notion de simplicité n'est donc malheureusement d'aucun secours.<sup>40</sup>

## **VII. Conclusion**

Arrivés au terme de cette première partie, nous nous trouvons donc confrontés à un véritable problème dont l'enjeu n'est rien de moins que la signification du langage que nous utilisons. Au vu de l'importance de l'enjeu, et considérant l'impuissance des diverses réponses que d'aucuns seraient tentés d'apporter au problème, il ne semble plus subsister d'autre choix que de nous lancer dans une investigation approfondie d'un dernier candidat susceptible de nous tirer d'affaire : la notion de disposition. C'est à une présentation approfondie de l'approche dispositionaliste (ainsi que des objections que lui oppose le sceptique) que je me propose de procéder dans le chapitre suivant. C'est dans ce chapitre que nous constaterons le rôle essentiel que joue dans l'argumentation sceptique la notion de normativité sémantique, qui ne nous quittera ensuite plus.

---

<sup>39</sup> KRIPKE (1982) : pp. 38-39

<sup>40</sup> Le raisonnement démontrant l'inutilité d'un recours à la notion de simplicité est donc le même que celui qui nous a permis de justifier l'affirmation selon laquelle la résolution du défi sceptique est un préalable nécessaire à la compréhension de l'énigme de l'induction soulevée par Goodman

# *Chapitre 2*

## *L'approche dispositionaliste*

### **I. Introduction**

Dans la première partie de ce travail, nous avons parcouru en détail l'argument sceptique et avons procédé à diverses remarques relatives notamment à sa structure et à sa portée. Nous avons terminé sur une note plutôt pessimiste, puisque les diverses stratégies envisagées pour relever le défi sceptique se sont toutes avérées infructueuses. C'est donc tout naturellement que les regards se tournent à présent vers un ultime candidat susceptible de nous sortir de l'embarras, à savoir l'approche dispositionaliste. Dans les pages qui vont suivre, je vais présenter cette approche et relever les objections que lui adresse Kripke par l'intermédiaire du sceptique. C'est à travers ce panel d'objections que nous entrerons dans le débat relatif à la normativité sémantique, débat qui nous occupera ensuite jusqu'à la fin de ce travail.

### **II. L'approche dispositionaliste**

Le sceptique nous met au défi de lui indiquer un fait nous permettant de justifier notre affirmation selon laquelle, on entend *addition* (et non *quaddition*) par '+'. Nous avons vu au chapitre précédent que ni mes usages passés (compatibles tant avec la fonction *addition* qu'avec la fonction *quaddition*), ni une quelconque règle associée à ce signe (le sceptique peut mettre en question de la même manière la signification de chacun des termes de la règle), ni un quelconque état qualitatif (ne m'indiquant pas en lui-même s'il doit être associé à la fonction *addition* ou à la fonction *quaddition*), ni enfin aucun critère de simplicité (critère inapplicable puisque, en l'absence de fait permettant de déterminer la signification de mon langage, je ne peux saisir ni même comprendre ce qu'expriment les hypothèses envisagées) ne permettent de réfuter définitivement les doutes du sceptique concernant la factualité et,



partant, le caractère déterminé de la signification. Nous avons vu, en outre, que toute tentative anti-réductionniste devrait, selon Kripke, être immédiatement rejetée puisque qu'elle transformerait inéluctablement la signification en une entité mystérieuse.

Fort heureusement, le locuteur confronté au sceptique dispose d'un dernier candidat susceptible d'apporter une solution à son problème ; la stratégie déployée alors fonctionne de la manière suivante :

To mean addition by '+' is to be disposed, when asked for any sum ' $x + y$ ' to give the sum of  $x$  and  $y$  as the answer (in particular, to say '125' when queried about ' $68 + 57$ '); to mean quus is to be disposed when queried about any arguments, to respond with their *quum* (in particular to answer '5' when queried about ' $68 + 57$ '). True, my actual thoughts and responses in the past do not differentiate between the plus and the quus hypotheses; but, even in the past, there were dispositional facts about me that did make such a differentiation. To say that in fact I meant plus in the past is to say – as surely was the case! – that had I been queried about ' $68 + 57$ ', I would have answered '125'. By hypothesis, I was not in fact asked, but the disposition was present none the less.<sup>41</sup>

Une telle approche de la signification semble à première vue justifier un regain d'optimisme de la part du locuteur. Les dispositions dont il est question ici semblent en effet tout à fait à même de jouer le rôle du fait sous-tendant la notion de signification. Elles présentent notamment l'avantage considérable de fournir un critère permettant de distinguer les cas dans lesquels '+' est associé à la fonction *quaddition* de ceux dans lesquels il est associé à la fonction *addition*, en particulier dans les cas où les deux fonctions donnent la même réponse. Quand bien même la réponse est identique, il existe un fait dispositionnel permettant de déterminer ce que le sujet entend par '+'. L'approche dispositionaliste semble dès lors éviter les écueils évoqués à la fin du chapitre précédent ; elle permet notamment de dépasser le fait que mes usages passés du signe '+' soient compatibles tant avec l'addition que la quaddition (i.e. le problème de la sous-détermination) et évite les problèmes d'interprétation (i.e. de règle permettant d'interpréter une règle) que le sceptique avait invoqués pour discréditer le recours à une règle explicite ou à un quelconque état qualitatif.

Comme on peut s'y attendre toutefois, le sceptique n'accepte pas une telle approche, et ce pour deux raisons, à savoir (1°) la finitude de nos dispositions (par opposition à l'infinité des applications déterminées par la signification d'un terme) et (2°) la normativité de la

---

<sup>41</sup> KRIPKE (1982) : pp. 22-23

signification (par opposition à la nature descriptive d'une disposition). Je me propose à présent de revenir en détails sur ces deux éléments.

### **III. L'argument de la finitude**

#### **III. A. L'argument et ses conséquences**

L'argument de la finitude comporte deux volets ; le premier tend à montrer que, contrairement à ce j'affirmais à la fin du point précédent, l'approche dispositionaliste ne permet pas de résoudre le problème de la sous-détermination. Le second fournit la raison de cette incapacité à dépasser le problème de la sous-détermination.

Etant une créature finie, mes dispositions ne peuvent, elles aussi, avoir qu'un caractère limité ; on peut faire l'expérience de cette limitation par exemple lorsqu'il s'agit d'opérer avec des nombres excessivement grands. Confrontés à de tels nombres, je suis tout bonnement incapable de procéder à la moindre opération, et ce pour la simple et bonne raison que je ne parviens pas à les « saisir » ; dans de tels cas, la notion de disposition n'est dès lors plus à même de fournir le critère permettant de dépasser le problème de la sous-détermination :

Not only my actual performance, but also the totality of my dispositions, is finite. It is not true, for example, that if queried about the sum of any two numbers, no matter how large, I will reply with their sum, for some pair of numbers are simply too large for my mind – or my brain – to grasp. When given such sums, I may shrug my shoulders for lack of comprehension; I may even, if the numbers involved are large enough, die of old age before the questioner completes his question. Let 'quaddition' be redefined so as to be a function which agrees with addition for all pairs of numbers small enough for me to have any dispositions to add them, and let it diverge from addition thereafter (say, it is 5). Then, just as the sceptic previously proposed the hypothesis that I meant quaddition in the old sense, now he proposes the hypothesis that I meant quaddition in the new sense. A dispositional account will be impotent to refute him.<sup>42</sup>

La raison pour laquelle la notion de disposition ne permet pas au final d'écarter le problème de la sous-détermination (à savoir la finitude de mes dispositions) constitue le second volet de l'argument de la finitude adressée par Kripke à l'approche dispositionaliste. Cette objection souligne le caractère *infini* de la signification ; ainsi un terme s'applique-t-il à *tous* les

---

<sup>42</sup>KRIPKE (1982) : pp. 26-27

éléments de son extension, quels que soient le moment et le monde considérés. Or il se trouve que, si la signification était une disposition, je me trouverais dans l'impossibilité d'appliquer ce terme à tous les objets auxquels il s'applique ; ce point est très bien résumé par Paul Boghossian :

The idea of meaning something by a word is an idea with an infinitary character – if I mean *plus* by '+', then there are literally no end of truths about how I ought to apply the term, namely to just the members of this set of triples and not to others, if I am to use it in accord with its meaning. [...] It holds for any concepts. If I mean *horse* by 'horse', then there are literally no end of truths about how it would be correct of for me to apply the term – to horses on Alpha Centauri, to horses in Imperial Armenia, and so on, but not to cows, or cats wherever they may be – if I am to use it in accord with its meaning. But, Kripke argues, the totality of my dispositions is finite, being the dispositions of a finite being that exists for a finite time. And so facts about dispositions cannot capture what it is for me to mean addition by '+'.<sup>43</sup>

Il est intéressant de noter que Kripke ne mentionne jamais très explicitement cette seconde objection et insiste plutôt sur la première en insistant sur le fait qu'un partisan de l'approche dispositionaliste serait malgré tout à la merci du sceptique. Cela dit, il me semble toutefois que l'attribution à Kripke de ce second argument est absolument justifiée dans la mesure où, comme je l'ai mentionné, il sous-tend le premier. De plus, certaines remarques de Kripke ne laissent planer aucun doute sur la légitimité d'une telle attribution.<sup>44</sup> Cette attribution semble être par ailleurs de première importance, puisque ce second argument n'est rien d'autre que la condition de possibilité du second (sans la finitude, pas de sous-détermination). On remarquera enfin que, naturellement, cet argument de la finitude ne concerne pas exclusivement la notion de disposition, mais semble pouvoir s'appliquer sans autre à tout autre fait avancé pour répondre au sceptique ; le recours à une expérience qualitative, par exemple, se trouve concerné par cet argument, puisque les expériences de ce type ne disposent pas du caractère infini que Kripke semble exiger.

<sup>43</sup> BOGHOSSIAN (1989b) : p. 509

<sup>44</sup> cf. KRIPKE (1982), p. 53 : « It remains mysterious exactly how the existence of any finite past state of my mind could entail that, if I wish to accord with it, and remember the state, and do not miscalculate, I must give a determinate answer to an arbitrarily large addition problem. » ou encore p. 57 : « My actual dispositions are not infallible, *nor do they cover all of the infinitely many cases of the addition table.* » (mes italiques).

### III.B. Critique de l'argument de la finitude

On vient de le voir, l'argument de la finitude repose sur l'idée selon laquelle nos dispositions sont finies et sont dès lors dans l'incapacité de rendre compte de l'infinité des applications que semble déterminer la notion de signification. De plus, mes dispositions étant finies, il demeure possible pour le sceptique d'opposer à la signification que je prétends associer à un terme une autre hypothèse dont les conséquences ne concerneraient que des cas que je serais incapable de traiter du fait de ma finitude. D'où un problème de sous-détermination face auquel l'approche dispositionaliste se trouve désarmée.

Plusieurs philosophes ont critiqué l'argument de la finitude.<sup>45</sup> On retrouve par exemple chez Blackburn la réflexion suivante :

It is not obvious that dispositions in themselves are either finite or infinite. The brittleness of a glass is a respectable dispositional property. But there is an infinite number of places and times and strikings and surfaces on which it could be displayed. Does this glass have a disposition that covers, for example, the fact that it would break if banged on a rock on Alpha Centauri? What if scientists tell us that this glass couldn't get there, because it would have decayed within the time it takes to be transported there?<sup>46</sup>

Au vu d'une telle remarque, on semble être en droit de douter du bien fondé de l'argument de la finitude. Mais outre la question de déterminer si une disposition peut véritablement être qualifiée de finie ou d'infinie, un autre aspect de l'argumentation du sceptique devrait à mon sens nous amener à en saisir le caractère discutable. En effet, il est intéressant de remarquer que, quand bien même il s'avérerait légitime de parler de « disposition finie », il semblerait toutefois déplacé d'en faire un obstacle à l'élaboration d'une théorie sémantique. C'est le sens de la remarque suivante de Colin McGinn :

I have no wish to deny that our possession of infinitary concepts raises philosophical difficulties – notably how an infinite object such as the number series can be represented by a finite object (the mind or brain) – but I think that this is not a problem on which Kripke can legitimately rest his case [...]. [The] problem is a specific problem about infinity; it is not a general problem about the notion of meaning.<sup>47</sup>

---

<sup>45</sup> Cf. p. ex. BLACKBURN (1984), MCGINN (1984) et GOLDFARB (1985)

<sup>46</sup> BLACKBURN (1984) : p. 35

<sup>47</sup> MCGINN (1984) : pp. 162-163

Je comprends les énoncés comprenant des quantificateurs universels. Je sais ce qu'est  $\pi$ , quand bien même ce nombre est infiniment long. En quoi le fait que je sois un être fini susceptible de n'avoir que des dispositions finies (pour autant que l'on puisse parler ainsi) devrait-il m'en empêcher ? Et pourquoi la saisie de concepts flirtant avec la notion d'infinitude, si elle devait véritablement poser problème, devrait-elle finalement faire partie du cahier des charges d'une théorie sémantique ? Pareille difficulté concerne donc l'épistémologie *en général*, et il semble dès lors malvenu d'exiger qu'elle soit résolue par une simple théorie sémantique. Au vu de ces remarques, il apparaît comme légitime d'écarter l'argument de la finitude.

Une fois n'est pas coutume, c'est donc à nous de mettre le sceptique dans l'embarras et de souligner le fait que son argumentation n'est pas concluante puisque (1°) elle repose sur une notion discutable (celle de « disposition finie », alors qu'il n'est pas évident que les qualificatifs 'finie' et 'infinie' puissent s'appliquer de manière sensée à la notion de disposition) et que (2°) elle exige d'une théorie sémantique qu'elle réponde à un problème qui la dépasse et qui, au final, semble plutôt relever de l'épistémologie. Au terme de ces considérations, le dispositionaliste semble donc pouvoir dormir tranquille...

#### **IV. L'argument de la normativité**

Nous avons examiné au point III un premier argument adressé par le sceptique à l'un des candidats les plus prometteurs au rang de fait sémantique, à savoir une disposition. Cet argument opposait la finitude de mes dispositions au caractère apparemment infini des applications déterminées par la signification d'un terme. J'ai alors essayé de démontrer que ce problème n'en était pas un ou, plus précisément, que si problème il devait y avoir, il n'était en tous les cas pas l'apanage de la seule sémantique et devait en tout cas s'appliquer avec autant, voire plus, de vigueur et d'acuité à l'épistémologie de certaines notions logiques ou mathématiques. Il semble dès lors injuste de l'inclure au cahier des charges d'une théorie de la signification. Au moment d'aborder l'ultime argument invoqué par le sceptique, les espoirs de réponse au sceptique semblent donc reposer de manière quasi-exclusive sur une approche de la signification en termes de dispositions.

Outre l'argument de la finitude évoqué plus haut, le sceptique adresse aux théories dispositionalistes une objection qui a aujourd'hui pris le nom d'objection de la normativité. Cet argument est évoqué et discuté à plusieurs reprises dans le texte de Kripke, et il revient donc à qui veut le reconstruire d'effectuer un travail de commentaire de texte qui, s'il n'est

pas des plus excitants, se révèle toutefois nécessaire. Aussi vais-je donc dans cette partie de mon travail citer abondamment le texte de Kripke afin de légitimer l'affirmation suivante : l'objection de la normativité est formulée de trois manières différentes, à savoir une formulation de base et deux formulations se fondant sur cette dernière. Une fois cette présentation effectuée, je m'attacherai à démontrer que ces trois formulations relèvent d'un seul et même problème, de sorte qu'il est parfaitement légitime de parler de *l'objection* de la normativité plutôt que *des* objections de la normativité. Enfin, je mettrai en évidence le fait que, bien qu'elle pose problème à l'approche dispositionaliste de la signification, la notion de normativité sémantique permet de résoudre les autres problèmes soulevés par le sceptique. Ce faisant, elle permet donc de remplacer les difficultés évoquées dans les chapitres précédents par une seule et même objection. Le problème demeure donc, mais il paraît dès lors plus circonscrit.

#### IV.A. Caractère justificatif de la signification

On l'a vu plus haut, la réponse que pourrait donner au sceptique un tenant de la théorie dispositionaliste pourrait être formulée comme suit :

To say that in fact I meant plus in the past is to say – as surely was the case! – that had I been queried about '68 + 57', I would have answered '125'.<sup>48</sup>

On a vu également que, contrairement à ce que prétend le sceptique, même dans l'hypothèse où la finitude de nos dispositions poserait problème, elle ne semblerait toutefois pas, pour les raisons évoquées plus haut, constituer une objection légitime à l'approche dispositionaliste.

Malheureusement pour les défenseurs d'une telle conception de la signification, le sceptique leur adresse une autre objection en affirmant qu'une réponse en ces termes à son argument est tout à fait mal placée ; ce faisant il introduit une première contrainte qui, on le verra, porte déjà en germe la notion de normativité sémantique :

To a good extent this reply [i.e. the dispositionalist reply] immediately ought to appear to be misdirected, off target. For the sceptic created an air of puzzlement as to my *justification* for responding '125' rather than '5' to the addition problem as queried. He thinks my response is no better than a stab in the dark. Does the suggested reply advance matter? How does it *justify* my choice of '125'? [...] How does any of this indicate that – now or in the past – '125' was an

---

<sup>48</sup> KRIPKE (1982) : p. 23

answer *justified* in terms of instructions I gave myself, rather than a mere jack-in-the-box unjustified and arbitrary response?<sup>49</sup>

Et plus loin:

So it does seem that a dispositional account misconceives the sceptic's problem – to find a past fact that justifies my present response.<sup>50</sup>

Le grief adressé ici à la réponse dispositionaliste semble donc concerner son absence de force justificative. Selon le sceptique en effet, une disposition ne semble pas être à même de justifier un usage donné d'un terme. En d'autres termes, une justification ne permet pas de distinguer une réponse sensée d'un simple réflexe verbal. Ces remarques permettent donc d'isoler une première exigence :

(J) La signification d'un terme T doit pouvoir justifier chacune des applications de T.

Dans sa présentation de l'objection de la normativité, Boghossian évoque cette contrainte en termes de motivation et semble défendre l'idée selon laquelle un locuteur doit se sentir *motivé* par la signification d'un terme à utiliser ce dernier d'une certaine manière :

To be told that 'horse' means *horse* implies that the speaker ought to be motivated to apply the expression only to horses.<sup>51</sup>

Prenons un exemple : admettons que je sois absolument ignare en ce qui concerne le calcul des intégrales mais que, pour une raison ou pour une autre, je donne systématiquement la bonne réponse. Comment décrirait-on ma pratique ? Assurément, on ne parlerait pas d'utilisation justifiée du terme 'intégrale' ou du signe '∫'. Ce qui semble me manquer en effet, ce sont des *raisons* de répondre comme je le fais. A aucun moment dans le processus, je ne semble poussé (Boghossian dirait 'motivé') à agir tel que je le fais.

Cette formulation en termes de motivation est tout à fait éclairante dans la mesure où elle permet de souligner un aspect crucial de la conception que se fait le sceptique de la notion de motivation ; en effet, lorsqu'il exige qu'un fait sémantique *justifie* l'utilisation en question d'un terme donné, le sceptique semble considérer que le locuteur se doit d'avoir un *accès*

<sup>49</sup> KRIPKE (1982) : p. 23 (les italiques sont de Kripke).

<sup>50</sup> KRIPKE (1982) : p. 24

<sup>51</sup> BOGHOSSIAN (1989b) : p. 533.

*épistémique* à ce fait. C'est donc bien une conception internaliste de la justification que défend le sceptique. Le fait qu'un observateur omniscient puisse invoquer un fait donné pour justifier l'affirmation selon laquelle un locuteur a utilisé un terme de la même façon au moment  $m$  qu'au moment  $m + 1$  ne sera donc d'aucun secours aussi longtemps que le locuteur lui-même ne peut avoir un accès épistémique au fait invoqué, c'est à dire aussi longtemps que ce fait ne justifiera pas consciemment son utilisation. Certes, le fait que le sceptique concède une idéalisation cognitive des capacités de son interlocuteur réduit quelque peu l'importance de cette observation dans le contexte du défi sceptique. Il est cependant important de garder en tête désormais que le fait sémantique à la recherche duquel nous nous sommes attelés devra être *épistémiquement accessible* au locuteur.

En conclusion, on pourrait tenter de formuler comme suite l'argument avancé par le sceptique :

- (1) On doit pouvoir distinguer une utilisation raisonnée d'un terme d'un simple réflexe verbal.
  - (2) Justifier l'utilisation d'un terme permet de la distinguer d'un simple réflexe verbal.
  - (3) Si  $x$  justifie l'utilisation d'un terme, alors  $x$  est épistémiquement accessible au locuteur.
  - (4) Une disposition ne permet pas de justifier l'utilisation d'un terme au sens de (3)
- ∴ Une disposition ne peut pas jouer le rôle de signification.

#### IV.B. Possibilité de l'erreur

Les trois passages du texte de Kripke cités ci-dessus ne forment pas un tout homogène. En effet, ils sont entrecoupés d'une discussion relative à l'erreur et à la nécessité de disposer d'une théorie qui permette d'en rendre compte. L'erreur semble en effet être une notion consubstantielle de celle de signification dans la mesure où toute théorie sémantique semble devoir être à même de rendre compte de la possibilité de l'erreur. Ainsi Kripke écrit-il :



A candidate for what constitutes the state of my meaning one function, rather than another, by a given function sign, ought to be such that, whatever in fact I (am disposed to) do, there is a unique thing I *should* do. Is not the dispositional view simply an equation of performance and correctness?<sup>52</sup>

L'utilisation d'un langage, comme tout procédé cognitif, doit pouvoir être décrite de manière à pouvoir expliquer la possibilité de l'erreur. Cette position est joliment résumée en termes imagés par Fred Dretske :

If you can't make a mistake, if what you are doing isn't the sort of thing in which mistakes are possible, then what is happening might be described as digestive or immunological, but it isn't cognitive.<sup>53</sup>

Le problème auquel semblent nous confronter ces remarques est donc le suivant ; considérons une addition comme par exemple '9'999 + 11'111'. Un individu peu entraîné risque fort de rencontrer quelques problèmes, notamment en ce qui concerne les retenues. Il risque par exemple de répondre '21'100' plutôt que '21'110' (qui est la bonne réponse). Dans ce genre de cas, l'on aimerait décrire notre individu (appelons le Jean) de la manière suivante :

- (1) Jean entend *addition* par '+', mais il s'est *trompé* (i.e. il n'a pas donné la réponse qu'il aurait dû donner).

Cependant, en l'absence de fait sémantique nous permettant d'exclure toute alternative, la description suivante semble être également possible :

- (2) Jean veut dire *Kaddition* par '+' et il a donné la *bonne réponse* (*Kaddition* étant une fonction qui, pour toute paire d'argument, donne la somme comme résultat, sauf si l'un des deux arguments est 11'111, auquel cas le résultat est 21'100').<sup>54</sup>

Le problème auquel nous confronte le sceptique est donc celui de trouver un standard à l'aune duquel on puisse « mesurer » les résultats obtenus afin de déterminer s'ils sont ou non corrects. Or il est clair à ses yeux qu'un ensemble de dispositions ne peut fournir pareil standard. En effet, l'approche dispositionaliste est incapable d'expliquer comment un écart

---

<sup>52</sup> KRIPKE (1982) : p. 24

<sup>53</sup> DRETSKE (2000) : p. 246

<sup>54</sup> Encore une fois, le sceptique ne remet pas en cause le fait mathématique selon lequel la somme de 9'999 et 11'111 = 21'110. Il ne s'intéresse qu'à la signification associée au signe '+' (respectivement au terme 'plus').

pourrait exister entre la signification associée au terme en question (i.e. l'ensemble de mes dispositions à utiliser ce terme) et la manière dont ce dernier est utilisé. Si la signification n'est rien d'autre que ma disposition à donner telle ou telle réponse, il semble dès lors impossible de se tromper, puisqu'on ne peut agir autrement que tel qu'on est disposé à le faire. La seule lecture que le dispositionaliste puisse faire d'un cas tel que celui évoqué plus haut est donc une lecture du type (2). Une telle conséquence est bien sûr très problématique puisque (1°) elle n'est pas l'interprétation la plus intuitive de la situation décrite ci-dessus et (2°) elle semble exclure la possibilité même d'une telle interprétation (i.e. d'une interprétation selon laquelle l'individu s'est trompé).

Kripke relève d'ailleurs explicitement l'impossibilité pour le dispositionaliste d'opposer usage effectif (performance) et usage correct (compétence):

Most of us have dispositions to make mistakes. For example, when asked to add certain numbers some people forget to 'carry'. They are thus disposed, for these numbers, to give an answer differing from the usual addition table. Normally, we say that such people have made a *mistake*. That means, that for them as for us, '+' means addition, but for certain numbers they are not disposed to give the answer they should give, if they are to accord with the table of the function they actually meant. But the dispositionalist cannot say this. According to him, the function someone means is to be read off from his dispositions.<sup>55</sup>

Toute théorie sémantique doit donc pouvoir rendre compte de l'erreur. Une théorie ne permettant pas d'interpréter les réponses d'un individu comme une application erronée d'un terme ayant une signification donnée ne paraît dès lors pas satisfaisante.

La citation ci-dessus semble en fait formuler le problème de l'erreur de deux manières différentes. La première (qui correspond à la dernière phrase de l'extrait et que l'on pourrait qualifier de « read-off formulation ») concerne la situation dans laquelle se trouve le locuteur *avant* même l'utilisation du terme en question, c'est à dire avant même que le locuteur ait donné sa réponse. En ce sens, on peut parler de *formulation ex ante du problème de l'erreur* (ou *variante intensionnelle*). Selon cette formulation, une disposition ne pourra jamais jouer le rôle de fait sémantique pour la simple et bonne raison qu'elle ne permettra jamais de distinguer l'utilisation effective de l'utilisation correcte. Or, cela reviendrait à réduire la compétence à la performance, ce qui bien sûr est inacceptable. En résumé :

---

<sup>55</sup> KRIPKE (1982) : pp. 29-30

**Formulation *ex ante*** : Pour tout terme T : On doit pouvoir lire à partir de (*read off*) la signification de T les usages corrects de T. Une disposition ne peut nous indiquer que les usages effectifs ou à venir de T. Si la signification de T est une disposition, alors aucun écart n'est possible entre utilisation correcte et utilisation effective (puisque l'on ne peut pas faire autre chose que ce que l'on est disposé à faire). Donc : une disposition ne peut jouer le rôle de signification.

La seconde formulation du problème, évoqué dans la première partie de l'extrait ci-dessus, correspond à ce que j'appellerai la *formulation ex post du problème de l'erreur* (ou *variante extensionnelle*), c'est à dire à la situation dans laquelle se trouve le locuteur *après* avoir donné sa réponse. J'en propose la caractérisation suivante :

**Formulation *ex post*** : Pour tout terme T : On doit pouvoir distinguer une utilisation correcte de T d'une utilisation incorrecte de T' en faisant appel à la signification qui lui est associée. Si je répons '21'100' à la question '9'999 + 11'111', un dispositionaliste ne peut prétendre que j'entends addition par '+' mais que je me suis trompé, car cela reviendrait à dire que je n'ai pas agi comme j'étais disposé à le faire. Si mes dispositions jouent le rôle de signification, alors le dispositionaliste est contraint de dire que j'entends *kaddition* (et non *addition*) par plus. Je ne me suis pas trompé en additionnant ; j'ai effectué correctement une *kaddition*.

Bien entendu, un tenant de la théorie dispositionaliste pourrait être tenté de répliquer comme suit au problème de l'erreur : il serait naïf d'assimiler la signification à mes dispositions *effectives*. La notion de disposition dont il est ici question est bien plus sophistiquée ; pour pouvoir, de manière sensée, identifier disposition et signification, il faut introduire une clause *ceteris paribus* ou spécifier des conditions idéales dans lesquelles l'erreur serait exclue. Prises dans cette acception, les dispositions fournissent donc le standard à l'aune duquel mes utilisations effectives (i.e. effectuées dans des conditions non-idéales) vont être évaluées. En ajoutant des clauses *ceteris paribus* à ma théorie dispositionaliste (ou en spécifiant des conditions idéales), je peux donc (1°) déterminer l'extension correcte du terme en question et (2°) rendre compte de la possibilité de se tromper en invoquant le fait que toutes les réponses ne sont pas données dans des conditions idéales. Ce faisant, on parvient donc à créer l'espace suffisant entre *compétence* (i.e. utilisation correcte) et *performance* (i.e. utilisation effective). Aux yeux de Kripke, une telle réaction semble toutefois très problématique ; dans deux longs passages, il présente les problèmes soulevés par une telle stratégie :

I have heard it suggested that the trouble arises solely from too crude a notion of disposition: *ceteris paribus*, I surely will respond with the sum of any two numbers when queried. [...] Perhaps, but how should we flesh out the *ceteris paribus* clause? [...] Of course *what ceteris paribus* clause really means is something like this: If I somehow were to be given the means to carry out my intentions with respect to numbers that presently are too long for me to add (or to grasp), and if I were to carry out these intentions, then if queried about ' $m + n$ ' for some big  $m$  and  $n$ , I would respond with their sum (and not with their quum). Such a counterfactual is true enough, but it is of no help against the sceptic. It presupposes a prior notion of my having an intention to mean one function rather than another by '+'. It is in virtue of a fact of this kind about me that the conditional is true. But of course the sceptic is challenging the existence of just such a fact. [...] One cannot favor one conditional rather than another without circularity.<sup>56</sup>

Once again, the difficulty cannot be surmounted by a *ceteris paribus* clause [...]. No doubt a disposition to give the true sum in response to each addition problem is part of my 'competence', if by this we mean simply that such an answer accords with the rule I intended, or if we mean simply that, if all my dispositions to make mistakes were removed, I would give the correct answer. [...] But a disposition to make mistake is simply a disposition to *give an answer other than the one that accords with the function I meant*. To presuppose this concept in the present discussion is of course viciously circular. If I meant addition, my 'erroneous' actual disposition is to be ignored; if I meant skaddition, it should not be. Nothing in the notion of my 'competence' as thus defined can possibly tell me which alternative to adopt.<sup>57</sup>

Dans ce passage, Kripke semble donc relever principalement les deux problèmes suivants<sup>58</sup> :

- (1) Il semble extrêmement difficile de spécifier les conditions idéales dans lesquelles toute erreur serait exclue (cf. les problèmes classiques de la sémantique informationnelle à la Fodor et à la Dretske).<sup>59</sup>
- (2) Même si elle pouvait être effectuée, une spécification des conditions idéales commettrait le pêché de présupposer ce qui précisément est en question, à savoir la signification associée à un terme donné.

---

<sup>56</sup> KRIPKE (1982) : pp. 27-28

<sup>57</sup> KRIPKE (1982) : p. 30

<sup>58</sup> A proprement parler, une troisième objection, à savoir l'objection de la normativité elle-même, est sous-jacente dans ce passage. Cf. IV.C et V ci-dessous.

<sup>59</sup> Pour un bref survol à ce type de théories, cf. p.ex. LOEWER (1997), PACHERIE (1993) : Chap. 9 et 10 ou encore BRADDON-MITCHELL & JACKSON (1996) : Chap. 10 et 11.

Le premier problème n'est pas nécessairement insurmontable et repose essentiellement sur le pessimisme que l'on est en droit d'éprouver (à tort ou à raison) vis-à-vis d'une sémantique informationnelle. Plutôt que d'une véritable objection, il s'agit donc d'un pari affirmant que les difficultés auxquelles sont confrontées les théories de la sémantique informationnelle ne pourront jamais être surmontées. Je laisse le lecteur décider de l'attitude à adopter vis-à-vis de ce type de théories et propose donc de m'intéresser plutôt à la seconde objection.

La seconde objection fonctionne comme suit : peut-être est-il en effet possible, en ajoutant des clauses *ceteris paribus* ou des conditions idéales, de rendre compte de dispositions (appelons-les  $D_A$ ) qui « colleraient » parfaitement à l'extension de la fonction *addition*. Mais, de la même manière, il sera possible de rendre compte de dispositions (appelons-les  $D_K$ ) qui « colleraient » parfaitement à l'extension de la fonction *Kaddition*. Mais en quoi sommes-nous autorisés à dire que, *dans le cas présent* (cf. le cas de Jean ci-dessus), nous devons chercher, à l'aide de nos clauses *ceteris paribus* ou de nos conditions idéales, à spécifier  $D_A$  plutôt que  $D_K$  ? Dire qu'il faut spécifier  $D_A$  reviendrait à présupposer précisément ce qui est en question, à savoir que, par le passé, je voulais dire *addition* et non *Kaddition*.

Kripke semble donc mener la réflexion suivante : certes, une clause *ceteris paribus*, va spécifier les conditions dans lesquelles toute erreur est exclue, fournissant du même coup le standard permettant d'évaluer les réponses d'un locuteur. Mais comment formuler ces clauses *ceteris paribus* ? Kripke avance l'argument suivant :

- (1) Spécifier les conditions *ceteris paribus* en question, c'est spécifier des conditions dans lesquelles je ne serais pas disposé à faire une erreur.
- (2) Être disposé à faire une erreur, c'est être disposé à donner une réponse différente de celle qui correspond à la fonction que j'entends.
- (3) Je ne sais précisément pas quelle fonction j'entends.

∴ Il m'est impossible de savoir comment spécifier mes clauses *ceteris paribus*.

Cet argument semble donc enfermer le dispositionaliste dans le dilemme suivant :

**(Circularité)** Présupposer la notion de signification qui est précisément en question et fournir ainsi un raisonnement circulaire.

ou

**(Sous-détermination)** Éviter une telle circularité et se priver du même coup des moyens nous permettant de spécifier des clauses *ceteris paribus* fournissant un critère pour distinguer les cas dans lequel '+' exprime la fonction *addition* de ceux dans lesquels il exprime la fonction *quaddition*, *Kaddition*, etc.

La discussion relative au problème de l'erreur comporte donc trois moments:

1. Le problème de l'erreur proprement dit (« Le dispositionaliste ne peut pas rendre compte de l'erreur »).
2. La réponse du dispositionaliste (« Oui je peux, grâce à des clauses *ceteris paribus* ou à des conditions idéales »)
3. L'objection du sceptique à la réponse ci-dessus (« Ta proposition, pour autant qu'elle soit réalisable, présuppose précisément ce qui est en question et s'enferme dans un dilemme lui offrant le choix entre circularité et sous-détermination »).

J'espère avoir démontré clairement la manière dont s'articule le problème de l'erreur ; nous verrons plus loin en quoi ce problème ne constitue qu'une facette du problème plus général de la normativité, et pourquoi il ne peut dès lors être considéré comme un problème en lui-même, distinct et indépendant de toute discussion relative à la notion de normativité sémantique.

#### IV.C. Signification comme prescription

La troisième formulation de l'argument de la normativité est sans doute la plus claire de toutes. Elle représente en tous les cas le slogan auquel tous les défenseurs de la normativité sémantique ont eu recours par la suite. Le passage classique dont il est généralement fait mention dans ce contexte est le suivant :

Suppose I do mean addition by '+'. What is the relation of this supposition to the question how I will respond to the problem '68 + 57'? The dispositionalist gives a *descriptive* account of this relation: if '+' meant addition, then I will answer '125'. But this is not the proper account of the relation, which is *normative*, not descriptive. The point is *not* that, if I meant addition by '+', I *will*

answer '125', but that, if I intend to accord with my past meaning of '+', I *should* answer '125'.

[...] The relation of meaning and intention to future action is normative, not descriptive.<sup>60</sup>

Nous verrons dans un prochain chapitre que ce passage, et en particulier la dernière phrase, appelle de nombreux commentaires et ouvre la voie à des interprétations diverses. Mais l'idée qui se dégage de ces quelques lignes est claire: l'approche dispositionaliste étant par nature *descriptive*, elle ne peut rendre compte de la signification qui est *normative*. Mes dispositions ne peuvent me renseigner que sur la manière dont je *vais* agir, et non sur la manière dont je *dois* agir. Or c'est précisément sur ce dernier aspect que doit pouvoir me renseigner la signification. Il semble donc exister un gouffre entre la nature descriptive des dispositions et la nature normative de la signification, gouffre qui, depuis Hume, est considéré comme infranchissable. Ainsi Hume écrivait-il :

In every system of morality, which I have hitherto met with, I have always remark'd, that the author proceeds for some time in the ordinary way of reasoning, and establishes the being of a God, or makes observations concerning human affairs; when of a sudden I am surpriz'd to find, that instead of the usual copulations of propositions, is, and is not, I meet with no proposition that is not connected with ought, or an ought not. This change is imperceptible; but is, however, of the last consequence. For as this ought, or ought not, expresses some new relation of affirmation, 'tis necessary that it shou'd be observ'd and explain'd ; and at the same time that a reason should be given, for what seems altogether inconceivable, how this new relation can be a deduction from others, which are entirely different from it. But as authors do not commonly use this precaution, I shall presume to recommend it to the readers; and am persuaded, that this small attention wou'd subvert all the vulgar systems of morality, and let us see, that the distinction of vice and virtue is not founded merely on the relations of objects, nor is perceiv'd by reason.<sup>61</sup>

Les réflexions de Hume concernent la morale mais il est clair qu'elles s'appliquent de la même manière à tous les domaines normatifs, y compris donc (du moins possiblement) à la signification. La fameuse « loi de Hume »<sup>62</sup> peut donc être formulée comme suit :

**(LH)** Un ensemble de prémisses descriptives (i.e. non-normatives) ne peut impliquer une conclusion normative.

<sup>60</sup> KRIPKE (1982) : p. 37

<sup>61</sup> HUME (1978) : pp. 469-470 (Book III, Part I, Section I)

<sup>62</sup> HARE (1955) : p. 303 ; il est utile de parler de « loi de Hume » plutôt que de « principe de Hume », cette dernière appellation étant communément usitée pour renvoyer à l'affirmation selon laquelle : le nombre d'objet ayant la propriété F est identique au nombre d'objet ayant la propriété G ssi il existe une correspondance un-un entre les objets qui sont F et ceux qui sont G.

Je ne chercherai pas à remettre en question la loi de Hume qui, bien qu'ayant fait l'objet de critiques<sup>63</sup>, est communément admise dans la discussion. On gardera cependant en tête que, pour échapper aux problèmes relatifs à la normativité sémantique, une stratégie pourrait être d'affaiblir (et pourquoi pas de rejeter) cette loi.

L'argument défendu par Kripke a donc la forme suivante :

- (N) La signification est normative (elle détermine la manière dont on *doit* utiliser un terme).
- (D) Les dispositions sont descriptives (elles déterminent la manière dont je *vais* utiliser un terme)
- (LH) Un ensemble de prémisses descriptives (i.e. non-normatives) ne peut impliquer une conclusion normative.
- \ La signification ne peut être réduite à des dispositions

Arrivé au terme de ma présentation des trois formulations de l'argument de la normativité, il me semble important de justifier l'affirmation avancée en préambule, à savoir qu'il n'y a qu'un seul argument de la normativité, ou plutôt que ces trois formulations s'articulent autour d'une même notion. Une telle affirmation semble en effet mise à mal par le caractère assez différent de ces trois formulations. C'est pourquoi je vais m'attacher à présent à démontrer sa légitimité.

## **V. Y a-t-il plusieurs arguments de la normativité ?**

J'ai distingué trois formulations (quatre si l'on compte les deux variantes, *ex ante* et *ex post* du problème de l'erreur) de l'argument de la normativité utilisé par le sceptique pour discréditer une approche dispositionaliste de la signification ; selon ma lecture du texte de Kripke, cet argument peut en effet être formulé :

---

<sup>63</sup> cf. p.ex. McINTYRE (1959). McIntyre cherche à montrer à la fois que (1°) Hume n'a jamais défendu une telle affirmation et que (2°) une telle affirmation est incorrecte.



1. **en termes de justification :** la signification doit justifier ma réponse ; une disposition ne peut faire la différence entre une réponse justifiée et un simple réflexe verbal.
2. **en termes d'erreur :** la signification fournit un standard permettant de déterminer si une utilisation donnée d'un terme est ou non correcte. Une disposition ne permet pas de dégager l'espace nécessaire entre performance (ce que je fais) et compétence (ce que je dois faire).
3. **en termes de prescription :** la signification me dit comment je *dois* utiliser un terme ; une disposition peut au mieux me dire comment je *vais* l'utiliser. Une disposition est descriptive alors que ce que l'on cherche (la signification) est normatif.

Ces trois formulations différentes du problème de la normativité pourraient nous amener à penser qu'il n'existe pas un, mais plusieurs arguments anti-dispositionalistes.

J'aimerais à présent démontrer qu'une telle impression est erronée et que ces trois formulations ne sont en fait que trois manières d'appréhender un seul et même problème. Dans un premier temps, j'aimerais prouver que la formulation en termes de justification s'articule autour de la formulation en termes de prescription. Puis je montrerai que le problème de l'erreur se base lui aussi sur l'idée selon laquelle toute signification doit être comprise comme une prescription. Ce faisant, je considérerai la formulation en termes de prescription comme étant la formulation de base de l'argument de la normativité, formulation permettant ensuite d'en décliner les versions en termes d'erreur et en terme de justification.

#### V.A. La justification comme prescription

On a vu plus haut le reproche adressé par le sceptique au dispositionaliste, reproche selon lequel concevoir la signification comme une disposition reviendrait à renoncer à donner une justification à notre manière d'utiliser le langage. Selon Kripke, une telle approche reviendrait à considérer les réponses d'un locuteur quel qu'il soit comme de simples réflexes verbaux, ce qui bien sûr semble difficile à accepter.

Dès lors, la question que l'on est en droit de poser à Kripke et à son sceptique semble être la suivante : de quoi a-t-on besoin pour justifier une utilisation donnée d'un terme ? Quelle(s) propriété(s) un éventuel fait sémantique doit-il posséder pour pouvoir justifier l'utilisation d'un terme ?

A mon sens, il semble évident que (pour le sceptique du moins) le fait en question doit posséder un caractère normatif, i.e. doit avoir la forme d'une prescription. Cette affirmation semble clairement confirmée par le passage suivant (dont la première partie a déjà été citée plus haut) :

So it does seem that a dispositional account misconceives the sceptic's problem – to find a past fact that justifies my present response. As a candidate for a 'fact' that determines what I mean, it fails to satisfy the basic condition on such a candidate [...] that it should *tell* me what I ought to do in each new instance. Ultimately, almost all objections to the dispositional account boils down to this one.<sup>64</sup>

Le fait qui justifiera ma réponse est donc un fait qui pourra me dire ce que je *dois* faire lorsque j'ai l'intention d'utiliser le terme en question. Ce passage est doublement intéressant (1°) dans la mesure où il établit le lien entre prescription et justification et (2°) parce que sa dernière phrase annonce précisément ce que je m'attache à démontrer, à savoir que (presque) toutes les objections au dispositionalisme se laissent finalement réduire à une seule objection.<sup>65</sup>

A ce point, il est à noter que prescription et justification font souvent bon ménage et qu'il n'est pas rare, dans le débat relatif à la rationalité en morale, de faire jouer un rôle justificatif à des énoncés prescriptifs. Ainsi peut-on lire par exemple :

The normativity of all that is normative consists in the way it is, or provides, or is otherwise related to reasons. The normativity of rules, or of authority, or of morality, for example, consists in the fact that rules are reasons of a special kind, the fact that directives issued by legitimate authorities are reasons, and in the fact that moral considerations are valid reasons. So ultimately the explanation of normativity is the explanation of what it is to be a reason, and of related puzzles

---

<sup>64</sup> KRIPKE (1982) : p. 24. On notera qu'à la page 11, on lit déjà : "[The challenge posed by the sceptic] questions whether I have any *reason* to be so confident that now I should answer '125'. [...] [An answer to the sceptic] must, in some sense, show how I am *justified* in giving the answer '125' to '68 + 57'." (p. 11). L'exigence exprimée par (J) (cf. IV.A ci-dessus) est donc déjà formulée avant les critiques adressées au dispositionalisme.

<sup>65</sup> Au vu des remarques effectuées dans les pages qui précèdent, il semble tout à fait aisé de désigner le problème rencontré par le dispositionaliste qui ne relève pas de la dimension prétendument normative de la signification : il s'agit bien entendu des objections opposant la finitude de mes dispositions au caractère infini de la signification.

about reasons. [...] The accounts of normativity and of reason and rationality, though not identical, are inter-related.<sup>66</sup>

Il semble dès lors tout à fait justifié d'affirmer que le manque de force justificative reproché par le sceptique à la notion de disposition est une conséquence directe de l'idée selon laquelle, dans un tel contexte, la justification en question (ou les raisons de répondre comme je l'ai fait) ne peuvent être fournies que par des éléments pourvus d'une dimension normative. De surcroît, l'idée d'une prescription comme justification s'accommode fort bien de l'idée soulignée plus haut selon laquelle le type de justification en question doit être épistémiquement accessible au locuteur (internalisme de la justification). Le sceptique de Kripke semble donc avoir en tête le raisonnement suivant, invoquant comme première prémisse le principe (J) formulé plus haut :

- (1) La signification d'un terme doit permettre de justifier ses applications (i.e. de les distinguer de simples réflexes verbaux).
- (2) C'est en vertu de sa dimension prescriptive que la signification d'un terme permet de justifier ses applications.
- (3) Les dispositions sont descriptives (et non pas normatives).
- (4) La notion de disposition ne permet pas de justifier les applications d'un terme.

∴ La signification n'est pas une disposition.

J'espère ainsi avoir démontré que la première formulation (en termes de justification) se base sur la troisième (en termes de prescription). Reste donc à présent à démontrer que le problème de l'erreur est lui aussi basé sur le slogan selon lequel la signification est normative. On aura alors fait le lien entre les trois arguments présentés plus haut et la notion de normativité sémantique.

---

<sup>66</sup> RAZ (2000) : pp. 34-35

V.B. Erreur et normativité

L'extrait du texte de Kripke cité plus haut<sup>67</sup> indiquait déjà une évidence selon laquelle, dans l'esprit de Kripke du moins, le problème de la normativité, quand bien même il semble recevoir plusieurs formulations, constitue bel et bien un seul et unique problème. Le passage suivant devrait nous conforter dans cette idée :

In the beginning of our discussion of the dispositional analysis, we suggested that it had a certain air of irrelevance with respect to a significant aspect of the sceptical problem – that the fact that the sceptic can maintain the hypothesis that I meant quus shows that I has no justification for answering '125' rather than '5'. How does the dispositional analysis even appear to touch this problem? Our conclusion in the previous paragraph shows that in some sense, after giving a number of more specific criticisms of the dispositional theory, we have returned full circle to our original intuition. Precisely the fact that our answer to the question of which function I meant is justificatory of my present response is ignored in the dispositional account and leads to all its difficulties.<sup>68</sup>

Ce passage semble donner une nouvelle preuve de la légitimité de la réduction de la première formulation à la troisième; toutefois, elle ne semble rien dire de la seconde formulation du problème, à savoir de sa formulation en termes d'erreur.

Revenons brièvement sur ce dernier problème : alors qu'on aimerait dire d'un individu qu'il s'est trompé en additionnant, le dispositionaliste n'a d'autre option que de dire que ce dernier a correctement *kadditionné* puisqu'il était disposé à utiliser ce terme ainsi et qu'on ne peut agir autrement que tel qu'on est disposé à le faire. A cette formulation *ex post* correspond une description *ex ante* portant sur la situation de l'individu avant qu'il ne donne sa réponse : si la signification est une disposition, la réponse que l'individu est disposé à donner ne peut pas être hors de l'extension déterminée par la signification puisque réponse correcte et réponse effective sont déterminées par une seule et même entité. En d'autres termes : on ne peut *lire* l'usage correct du terme en question à partir des dispositions de l'individu.

Le problème de l'erreur oppose donc l'utilisation effective d'un terme à un standard permettant d'évaluer si une utilisation est ou non correcte. C'est l'existence d'un tel standard qui autorise à parler d'erreur ; en effet, comme l'affirme Kripke dans un passage déjà cité plus

---

<sup>67</sup> Cf. n. 64 ci-dessus.

<sup>68</sup> KRIPKE (1982): p. 37. Le paragraphe mentionné par Kripke est précisément celui cité en IV.C ci-dessus dans lequel il oppose dispositions descriptives et signification normative.

haut<sup>69</sup>, faire une erreur revient à *donner une réponse différente de celle que l'on aurait dû donner*. Il semble ainsi que la notion d'erreur présuppose la notion de prescription (i.e. présuppose un standard normatif). D'où l'argument suivant, bâti sur le principe (N) formulé plus haut :

- (N) La signification est normative (elle détermine la manière dont on *doit* utiliser un terme).
- (N') La signification est un standard normatif (elle indique l'utilisation correcte d'un terme).
- (E) La présence d'un standard normatif est une condition nécessaire pour pouvoir (sans circularité) parler d'erreur
- (D) Les dispositions sont descriptives (elles déterminent la manière dont je *vais* utiliser un terme)
- (D') Les dispositions ne constituent pas un standard normatif
- (C1) La présence d'une disposition ne permet pas (sans circularité) de parler d'erreur
- (C2) Une disposition ne peut jouer le rôle de signification

En résumé : le fait d'associer une signification à un terme devrait fournir du même coup à un locuteur un standard normatif dont l'approche dispositionaliste est incapable de rendre compte de manière non-circulaire. La signification n'est donc pas une disposition.

Cette formulation de l'argument permet de relever plusieurs points intéressants : (1°) Encore une fois, (N) est la base de l'argument et en constitue la clé de voûte ; (2°) on retrouve en (C1) la conclusion à laquelle nous étions arrivés au terme du point IV.B.

---

<sup>69</sup> Cf. n. 55

## **VI. Conclusion**

Arrivé au terme de ce chapitre, j'espère avoir démontré que la notion de normativité sémantique est la clé de voûte des arguments que Kripke oppose au dispositionaliste, argument décliné, outre sous la forme du slogan (N), en termes de *justification* et en termes d'*erreur*. On se retrouve ainsi avec les trois affirmations suivantes, les deux dernières étant, comme on l'a démontré plus haut, basées sur la première

1. La signification nous dit comment on *doit* utiliser un terme, alors qu'une disposition ne peut nous indiquer que la manière dont on va l'utiliser.
2. La signification d'un terme, en vertu de sa dimension normative, permet de justifier l'utilisation qui en est faite. Etant dépourvue de dimension normative, une disposition ne peut jouer ce rôle justificatif.
3. La signification d'un terme, en vertu de sa dimension normative, permet de mesurer l'utilisation effective d'un terme (performance) à son utilisation correcte (compétence). Etant dépourvue de dimension normative, une disposition ne peut distinguer (sans circularité) entre compétence et performance.

La suite de ce travail va consister désormais en une tentative de déterminer la façon dont peut apparaître la dimension prescriptive permettant à la notion de signification (1°) de justifier les utilisations des termes qui lui sont associés et (2°) de fournir le standard normatif permettant de mesurer les utilisations effectives aux utilisations correctes. La normativité sémantique sera donc désormais au centre de nos préoccupations. Mais avant de passer à l'examen des divers mécanismes au moyen desquels la notion de signification pourrait se trouver « chargée » d'une dimension normative, et avant même de nous demander ce que l'on pourrait entendre par « normativité sémantique », il serait à mon sens utile de parcourir les diverses options à disposition en établissant une typologie de ce qu'est (ou de ce que pourrait être) une norme. Ce faisant, nous établirons une sorte de boîte à outils qui nous sera indispensable dans nos réflexions subséquentes. Un tel travail est essentiel pour la raison suivante : on a vu que, pour Kripke, la normativité sémantique pose un problème insoluble à l'approche dispositionaliste, qui représentait le dernier candidat susceptible de répondre au défi sceptique. Mais accepter la notion de normativité sémantique ne veut pas forcément dire accepter qu'il y a dans la signification quelque chose d'*irréductiblement* normatif. En d'autres

termes : dire que la signification est normative n'implique pas qu'elle soit *intrinsèquement* normative. Aussi une investigation de la notion de norme, ou plus précisément de celle de prescription, devrait-elle nous permettre de déterminer les mécanismes au moyen desquels une entité non-normative pourrait se trouver affublée d'une dimension normative ; cette typologie devrait en outre nous permettre de déterminer le coût ontologique d'un tel mécanisme. Ce faisant, nous pourrions développer quelques stratégies qui, sans forcément rejeter la loi de Hume, pourraient peut-être nous permettre de la contourner et de fournir ainsi au sceptique la réponse attendue.

# *Chapitre 3*

## *Typologie de la normativité*

### **I. Introduction**

Les notions de *norme* et de *normativité*, ainsi que l'adjectif '*normatif*', sont régulièrement utilisés dans les débats relatifs à la philosophie pratique ou à l'épistémologie. On l'a vu dans le chapitre précédent, ces notions ont récemment fait leur apparition dans le contexte de la théorie de la signification, alourdissant du même coup considérablement le cahier des charges de la philosophie du langage. Pourtant, malgré la fréquence de leur occurrence, force est de constater qu'il est difficile de trouver un consensus s'agissant de l'utilisation des notions de norme et de normativité. Par conséquent, ces concepts ont été quelque peu galvaudés, recouvrant des réalités parfois très diverses. Le présent diagnostic n'a rien de novateur puisqu'on le retrouvait déjà, dans une formulation certes moins diplomatique, sous la plume de Stanley Cavell il y a de cela près d'un demi-siècle :

The way philosophers have practised with the word 'normative' in recent years seems to me lamentable.<sup>70</sup>

Mon propos dans les pages qui vont suivre sera de proposer une typologie de la normativité. Cette classification est à mon sens un mal nécessaire pour qui veut, comme je le prétends, investiguer en profondeur la notion de normativité sémantique. De plus, il est probable que l'établissement d'une telle typologie débouche sur une meilleure compréhension de la normativité elle-même, ce qui nous permettrait de restreindre l'utilisation des termes '*norme*' et '*normativité*' à certains phénomènes bien particuliers.

---

<sup>70</sup> CAVELL (1957) : p. 22.



En préambule, j'aimerais encore procéder à une remarque d'ordre méthodologique : l'objectif de la typologie que je me propose d'établir est d'abord et surtout de parcourir l'espace logique que recouvre la notion de norme ; plus précisément, il s'agit pour moi de déterminer le nombre de catégories et de distinctions nécessaires à une classification exhaustive de ce que l'on appelle (ou pourrait appeler) une *norme*. Toutefois, il serait faux de conclure, à partir de la distinction entre deux types de normes N et N', que ces derniers ont *ipso facto* des instances. La question de savoir si *tous* les types de normes mentionnés dans une classification ont des instances ne peut se poser qu'*après* l'établissement de cette dernière. En d'autres termes : ma typologie cherche à établir l'espace conceptuel à l'intérieur duquel la discussion prend place, mais ne dit encore rien de substantif quant à l'existence ou à la non-existence de normes appartenant à telle ou telle catégorie. Il serait donc tout à fait vain d'objecter à ma typologie le fait qu'elle contient des catégories vides. Prétendre accepter dans une typologie uniquement des catégories comprenant au moins un élément reviendrait en effet à mettre la charrue avant les bœufs ou, pire, à confondre le problème de l'établissement des catégories nécessaires à la discussion et à l'identification des problèmes et désaccords avec celui, plus substantiel, de la résolution des problèmes et désaccords identifiés. Mon ambition est donc uniquement de procéder à un catalogage de ce que *pourrait* être une norme.

## **II. Une ambiguïté concernant la notion de norme**

Comme l'a remarqué Cavell, la notion de norme a été quelque peu galvaudée au fil des discussions philosophiques. Ce constat est loin d'être surprenant dans la mesure où le terme 'norme' est pour le moins ambigu. La première tâche qui incombe à qui se propose d'établir une typologie des normes est donc de se débarrasser de cette ambiguïté.

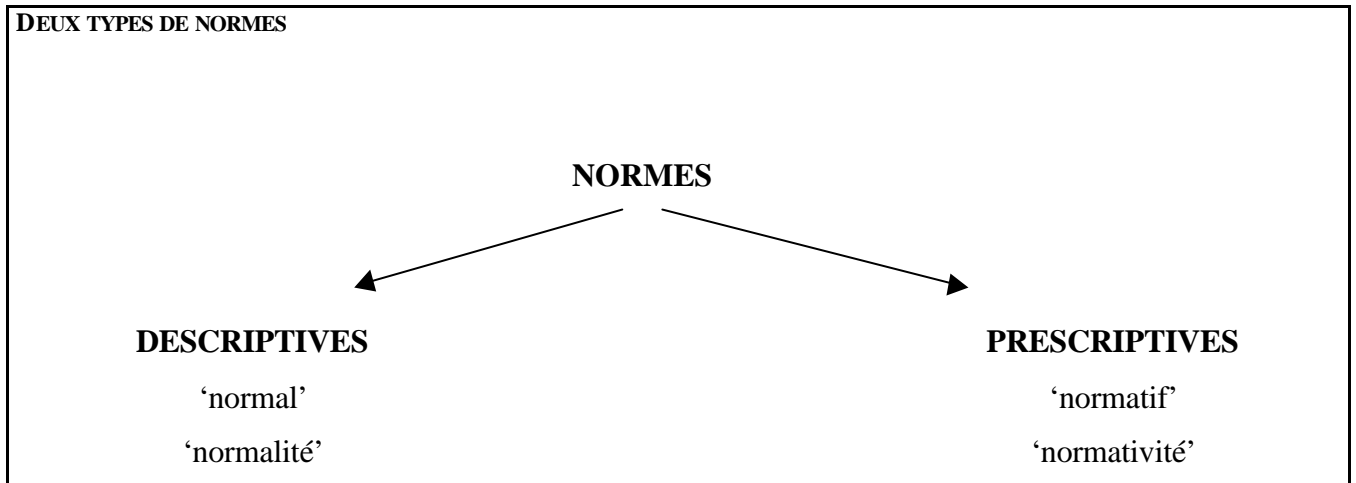
L'ambiguïté principale entourant la notion de norme peut être illustrée par les deux exemples suivants :

- (1) Albert Einstein avait une intelligence hors normes.
- (2) Les normes de bienséance exigent que tu écrives un mot d'excuses.

Il paraît clair ici que le même terme ('normes') est utilisé pour référer à des notions bien distinctes. Dans un contexte tel que (1), 'normes' semble référer à une régularité statistique. Cette utilisation se rapproche donc de la notion de *normalité*. Au contraire, dans un énoncé tel

que (2), le terme ‘normes’ semble référer à une loi plus ou moins contraignante, c’est-à-dire à une loi dotée, au moins dans un sens minimal, d’un aspect prescriptif. Prise dans cette acception, la notion de norme se rapproche donc de celle de *normativité*.

Ces quelques remarques nous permettent donc d’établir la distinction suivante :



Le type de norme qui va nous intéresser dorénavant est la norme prise dans son acception prescriptive. Aussi, afin d’éviter toute confusion, réserverai-je désormais l’utilisation du terme ‘norme’ aux seules normes prescriptives. Les normes descriptives recevront, elles, le nom de régularités.

Bien entendu, cette première distinction entre normes descriptives et prescriptives n’est pas exempte de problèmes ou de cas limites. Le cas des us et coutumes représente typiquement le genre de difficultés que l’on doit s’attendre à rencontrer. En effet, les us et coutumes semblent dotés des deux aspects précédemment cités : d’un côté, ils semblent devoir être rangés dans la catégorie des normes descriptives puisqu’ils concernent certaines régularités dans les interactions et comportements sociaux ; de l’autre, ils paraissent appartenir à la catégorie des normes prescriptives dans la mesure où les membres d’une communauté ont un certain nombre d’attentes concernant la manière de se comporter de leurs concitoyens, et se sentent d’ailleurs eux-mêmes soumis à cet ensemble de règles (mettre une cravate pour aller travailler, répondre au salut de quelqu’un, etc.).<sup>71</sup> Bien que très intéressants, ces cas ne me semblent toutefois pas remettre en cause la distinction proposée. Peut-être serons-nous

<sup>71</sup> Un autre cas limite pourrait être constitué par les recommandations en matière de sécurité : ces dernières ne font-elles que prendre acte des comportements réduisant objectivement les risques, ou comportent-elles un élément prescriptif ? Il est certain qu’elles constituent la base de bon nombre de prescriptions légales, mais il est moins évident de déterminer si le caractère prescriptif est déjà présent *avant* la promulgation de la loi ou de la recommandation. Encore une fois, je considère toutefois que l’existence de cas limite ne remet pas en question la distinction générale entre normes descriptives et prescriptives.

contraints d'accepter des cas limites susceptibles d'être rangés dans les deux catégories ; pareille conséquence ne serait toutefois pas problématique. Un cas problématique serait plutôt un contre-exemple ne jouissant d'aucune de ces dimensions, c'est à dire n'étant ni de nature descriptive, ni de nature normative. Je défie cependant tout sceptique de me livrer un tel exemple... En toute bonne foi je n'en ai, pour ma part, trouvé aucun.<sup>72</sup>

### **III. La structure des prescriptions : normes catégoriques et normes hypothétiques**

On vient de le voir, la notion de norme dont il va désormais être question ne concerne pas une quelconque régularité, mais bien l'ensemble des notions comportant un aspect prescriptif, aspect dont il va s'agir à présent de déterminer la nature et l'origine. Dans les lignes qui vont suivre, j'aimerais proposer une première bipartition à l'intérieur de la catégorie des normes prescriptives, bipartition qui sera établie sur la base de leur *structure*.

La distinction en question est classique et trouve sa source chez Kant. Ce dernier l'introduit comme suit :

Alle Imperativen nun gebieten entweder hypothetisch, oder kategorisch. Jene stellen die praktische Notwendigkeit einer möglichen Handlung als Mittel zu etwas anderem, was man will (oder doch möglich ist, daß man es wolle), zu gelangen vor. Der kategorische Imperativ würde der sein, welcher eine Handlung als für sich selbst, ohne Beziehung auf einen andern Zweck, als objektiv-notwendig vorstellte. [...]

Wenn nun die Handlung bloß wozu anderes als Mittel gut sein würde, so ist der Imperativ hypothetisch; wird sie als an sich gut vorgestellt, mithin als notwendig in einem an sich der Vernunft gemäßen Willen, als Prinzip desselben, so ist er kategorisch.<sup>73</sup>

L'idée derrière une telle distinction est que toutes les prescriptions ne semblent pas avoir la même structure ; certaines (les normes *catégoriques*) s'appliquent de manière absolue alors que d'autres (les normes *hypothétiques*) ne s'appliquent que relativement à un but ou à un désir. N'ayant pas la même structure, toutes les normes n'ont par conséquent pas la même force, la même portée. Plus précisément : les normes hypothétiques semblent ne s'exercer que dans un certain contexte, que relativement à certains désirs ou objectifs. A l'inverse, ne dépendant pas d'un désir ou d'un but, les normes catégoriques s'appliquent de manière uniforme et constante. Prenons quelques exemples :

<sup>72</sup> Le cas apparemment problématique des normes axiologiques sera traité plus bas (cf. VI.A)

<sup>73</sup> KANT (1994) : §§ 15 et suiv. (Ak-Bd IV, 414 et suiv.)

- (1) Si tu veux te réchauffer, tu dois faire un feu.
- (2) Il ne faut pas tuer.
- (3) Tu devrais mettre une cravate.
- (4) On ne doit pas torturer un être humain.
- (5) Si tu ne veux pas être découvert, tu ne devrais pas faire de feu.
- (6) Ne vole pas.
- (7) Si tu veux être à l'aise, ne mets pas de cravate.

Il semble évident que des prescriptions comme (1), (3), (5) ou (7) sont relatives à un but, à un désir donné. Je qualifierai désormais les normes de ce type de *normes (ou prescriptions) hypothétiques*. A l'inverse, les énoncés tels que (2), (4) ou (6) semblent s'appliquer de manière plus absolue, indépendamment des intentions, désirs ou objectifs de l'agent en question. Pour cette raison, je les qualifierai désormais de *normes (ou prescriptions) catégoriques*.

### III.A. Les normes catégoriques

On vient de le voir, les prescriptions évoquées dans (2), (4) ou (6) ne paraissent pas (du moins à première vue) être relatives à un but, à une intention ou à un désir donné. Elles semblent avoir une portée plus universelle et exprimer une loi indépendante des désirs, intentions ou objectifs particuliers des agents. Pour cette raison, et m'inspirant en cela la terminologie déjà utilisée il y a plus de deux siècles par Kant, j'ai donné à ce type de normes le nom de *prescriptions (ou normes) catégoriques*. Bien sûr, on peut débattre de l'existence de normes de ce type : un catholique convaincu prétendra peut-être qu'il existe des prescriptions catégoriques (exprimées par exemple par les Dix Commandements<sup>74</sup>) alors qu'un athée défendant une conception relativiste de la morale préférera plutôt défendre la thèse selon laquelle les normes catégoriques peuvent être ultimement réduites à des normes hypothétiques. Mais encore une fois, l'essentiel pour moi est simplement de mettre en évidence le fait que la distinction entre normes catégoriques et hypothétiques fait sens, qu'elle

---

<sup>74</sup> Bien entendu, le cas des Dix Commandements, dans la mesure où ces derniers sont supposés exprimer la volonté de Dieu, nécessite une modification de l'affirmation selon laquelle les normes catégoriques s'appliquent indépendamment de tout désir ou intention. On pourrait dire par exemple que les normes catégoriques s'appliquent indépendamment des désirs ou intentions des habitants du monde (ou des membres du domaine) dans lequel elles s'appliquent.

est un point de dispute possible, et qu'elle n'est pas en elle-même absurde. Aussi resterai-je neutre s'agissant de l'existence de normes catégoriques.

Les normes catégoriques semblent donc avoir une structure simple : elles ne consistent qu'en une simple prescription. Elles sont valables indépendamment des buts ou désirs (qu'ils soient ou non explicites)<sup>75</sup> des individus qui leur sont soumis. Elles semblent ainsi avoir une portée beaucoup plus générale que les normes dites hypothétiques, auxquelles je propose à présent m'intéresser.

### III.B. Les normes hypothétiques

On l'a vu plus haut, les normes hypothétiques sont toujours relatives à un but, à un objectif, à un désir donné. J'en veux pour preuve le fait qu'une modification adéquate de ce paramètre va *ipso facto* modifier la prescription.<sup>76</sup> On ne doit donc pas s'étonner de constater que les paires de prescriptions (1)/(5) et (3)/(7) exhortent l'agent à faire P dans un cas, et à faire non-P dans l'autre. Cette observation n'a rien de surprenant ; elle est un corollaire du caractère parfois contradictoire de nos désirs, qui est un fait clairement établi et unanimement accepté. Les normes hypothétiques obéissent donc au schéma suivant :

**(PH)** Si D, alors P

où D exprime un désir, une intention ou un but (ou une conjonction d'éléments de ce type) et P exprime une prescription (typiquement exprimée par : « tu devrais... »). Il est essentiel à ce point de remarquer que la présence d'une intention ou d'un but est une condition *nécessaire* à l'apparition de la dimension prescriptive d'une norme hypothétique. Il s'agit d'une condition *sine qua non* de la normativité hypothétique. On remarquera également que la présence de la composante D de (PH) n'est pas toujours explicite et est même fréquemment sous-entendue, comme l'illustre par exemple (3). Dans pareils cas, il est parfois difficile de savoir quelle variante correspond à la bonne explicitation de D. Ainsi pourrait-on par exemple hésiter entre :

---

<sup>75</sup> Comme on le verra en effet dans le prochain chapitre consacré aux normes hypothétiques, le désir ou objectif nécessaire à l'apparition de la dimension prescriptive d'une norme hypothétique n'est pas toujours explicitement évoqué par une expression de la norme hypothétique en question. Aussi est-il important dans un tel cas d'expliciter ce paramètre afin d'éviter de considérer comme catégorique une norme dont la structure est en réalité hypothétique.

<sup>76</sup> Je parle de modification *adéquate* (ou *pertinente*) car, comme on le verra sous peu (cf. énoncés (3') et (3'')), une modification des désirs ne modifie pas *nécessairement* la prescription.

(3') Si tu veux être élégant, tu devrais mettre une cravate.

(3'') Si tu veux faire plaisir à ta mère, tu devrais mettre une cravate.

Les difficultés relatives à l'explicitation de D ne remettent toutefois pas en question la légitimité de la distinction entre normes catégoriques et normes hypothétiques.

Avant d'en finir avec cette présentation de la notion de norme hypothétique, j'aimerais procéder à quelques remarques en commençant tout d'abord par une précision terminologique : je qualifierai d'*antécédent* la partie de (PH) qui établit les désirs, intentions ou objectifs de l'agent (cf. D ci-dessus), l'aspect prescriptif (cf. P ci-dessus) recevant trivialement le nom de *prescription*. De plus, j'appellerai 'norme hypothétique' l'*ensemble* formé par l'antécédent et la prescription, et non pas uniquement la prescription symbolisée par P. Ainsi, les deux normes hypothétiques (3') et (3'') ci-dessus, bien que débouchant au final sur la même prescription, constituent toutefois deux normes hypothétiques différentes.

Un corollaire de cette remarque est l'observation suivante : une modification de D peut (mais ne doit pas nécessairement) entraîner une modification de P. Cela n'est, je crois, guère polémique et semble confirmé par le cas de (3') et (3'') ci-dessus. Plus intéressant est le fait qu'une modification de P ne présuppose pas nécessairement une modification de D. L'idée derrière cette affirmation est la suivante : l'antécédent tel qu'il est exprimé dans (PH) n'est pas complet. En effet, la prescription semble relative non seulement à un désir, une intention ou un but, mais également à des facteurs indépendants du locuteur. Prenons par exemple le cas d'un individu souffrant d'un mal de tête dont il souhaite se débarrasser au plus vite. Dans un tel cas, la norme hypothétique suivante semble tout à fait appropriée :

(8) Si tu veux faire passer ton mal de tête, alors tu devrais ingérer de l'acide acétylsalicylique.

Cette prescription n'est toutefois appropriée que dans les mondes dans lesquels, pour des raisons physiologiques, l'absorption d'acide acétylsalicylique permet de faire disparaître les migraines. Il est en effet tout à fait concevable d'imaginer un monde suffisamment différent du nôtre pour que l'absorption d'une telle substance cause à ses habitants d'effroyables maux de tête. Dans ce monde par exemple, seule l'absorption de la substance ZYX (très différente de l'acide acétylsalicylique) permet de faire disparaître ces symptômes. Aussi obtient-on la norme hypothétique suivante :

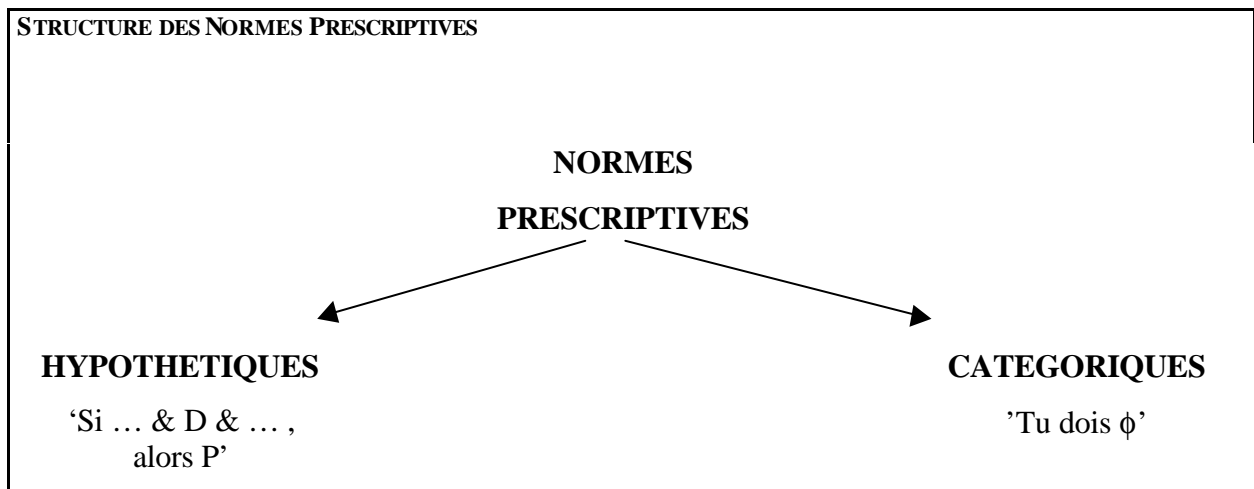
(8') Si tu veux faire passer ton mal de tête, alors tu devrais ingérer du ZYX.

Comme le démontre cet exemple, une spécification du désir de l'individu en question n'est pas suffisante pour obtenir une prescription (ou pour choisir entre différentes prescriptions alternatives relativement à ce désir) ; en effet, la relation entre D et P peut se modifier d'un monde possible à l'autre. D'autres paramètres vont ainsi devoir être pris en compte dans l'antécédent de (PH).

Je reviendrai bientôt sur les paramètres nécessaires pour compléter l'antécédent ; l'important pour le moment est simplement de garder à l'esprit le fait qu'il va falloir adjoindre à D des paramètres supplémentaires. En d'autres termes, si D est bien une condition *nécessaire* de toute norme hypothétique, il n'en constitue pas cependant une condition *suffisante*. Aussi me proposé-je d'abandonner le schéma (PH) ci-dessus au profit d'un autre schéma général de la structure des normes hypothétiques, à savoir :

**(PH')** Si ... & D & ..., alors P

Avec cette distinction en tête, nous pouvons enrichir notre petit tableau des normes de la manière suivante :



J'en ai à présent terminé avec la distinction entre normes hypothétiques et normes catégoriques ; on l'a vu, cette dernière concerne la *structure* des normes prescriptives.

J'aimerais à présent affiner ma typologie et m'intéresser pour ce faire à ce que j'appellerai désormais le *caractère* d'une norme.

#### **IV. Le caractère d'une prescription, ou comment changer l'ordre des choses**

Dans la partie initiale de ce chapitre, j'ai procédé à une première distinction qui nous a permis d'éclaircir la situation quelque peu confuse provoquée par les ambiguïtés entourant le mot 'norme'. J'ai alors souligné le fait que ce même terme recouvre deux catégories de normes bien différentes, les premières étant purement descriptives, les secondes possédant une dimension normative. J'ai ensuite procédé à une nouvelle bipartition à l'intérieur de la catégorie des normes prescriptives en distinguant, sur la base de leur structure, les normes catégoriques (valables de manière indépendante de tout désir ou but) des normes hypothétiques (dont la dimension normative est liée à un désir ou à un but). Cette distinction n'est pas nouvelle et me semble tout à fait intuitive. Afin de poursuivre ce processus de clarification, je vais chercher à présent à répondre non plus à la question :

« Quelle peut être la structure d'une norme prescriptive ? »

mais plutôt à la question :

« Pour autant que cela soit concevable, que faut-il changer pour modifier (ou faire disparaître) les normes en vigueur dans un monde  $w$  donné ? »<sup>77</sup>.

Cette nouvelle question ne remplace pas la première, mais va permettre d'affiner notre typologie en distinguant divers types de normes aussi bien à l'intérieur de la catégorie des normes catégoriques qu'à l'intérieur de celle des normes hypothétiques. De manière plus imagée, ces nouvelles distinctions vont nous permettre d'évaluer la marge de manœuvre d'un individu (ou d'une communauté) habitant un monde soumis à des normes données ; en d'autres termes, elles nous permettront de percevoir ce qu'il faut changer dans ce monde pour que les normes en vigueur s'en trouvent modifiées.

---

<sup>77</sup> En parlant de la *concevabilité* de la modification d'une norme, j'ai en tête le phénomène de résistance que l'on peut avoir à imaginer des prescriptions (notamment morales) différentes de celles auxquelles on pense être soumis. Ainsi peut-on par exemple être dans l'incapacité d'imaginer un monde dans lequel tuer des enfants pour le plaisir soit moralement acceptable. A l'inverse, on ne ressent aucune résistance à imaginer un monde dans lequel un feu rouge signifierait que les voitures sont autorisées à passer. Le contexte qui nous occupe, à savoir celui de la normativité sémantique, semble donc receler moins de cas de résistance imaginative que celui, paradigmatique, de la morale. Concernant ce phénomène de *résistance imaginative*, cf. GENDLER (2000).



#### IV.A. Modification des conventions : normes nomologiques et règles

La première distinction à laquelle je me propose de procéder s'applique aux normes hypothétiques et concerne la différence existant entre *règles* et *normes nomologiques*.<sup>78</sup> Mon approche prend comme point de départ l'intuition généralement partagée selon laquelle les règles ont un aspect essentiellement conventionnel et sont ainsi plus étroitement liées à la notion de convention que ne le sont leurs «cousines» les normes. L'idée proposée consiste donc à considérer les règles et les normes comme appartenant certes à une même famille, à savoir celle des normes hypothétiques, mais à établir toutefois une distinction sur la base du rapport étroit existant entre règles et conventions.<sup>79</sup> Au vu de cette catégorisation, toutes les règles seront donc à mes yeux des normes hypothétiques. Les normes hypothétiques qui ne sont pas des règles recevront quant à elles le nom de *normes nomologiques*.

J'aimerais à présent justifier mon affirmation selon laquelle les règles ont un aspect essentiellement conventionnel. On peut donner comme exemples typiques de règle :

- (A) Les règles d'un jeu
- (B) Les règles de politesse
- (C) Les règles de circulation

L'idée est que les types de règles évoqués par exemple par (A), (B) et (C) ne résultent que d'une simple convention. Bien sûr, certaines d'entre elles ont parfois une genèse complexe (cf. règles de circulation) et/ou longue (cf. règles de politesse), mais toutes semblent reposer finalement sur la notion simple de convention.<sup>80</sup>

Lorsque j'affirme que les règles ne reposent ultimement que sur des conventions, j'ai en tête la chose suivante : pour changer les règles en vigueur, il suffit de décider de le faire. Je ne prétends pas que cela soit facile, au contraire, mais simplement que l'acceptation, la modification ou l'abandon d'un ensemble donné de règles dépend uniquement, au final, des

<sup>78</sup> Le rapport entre règles et normes est un problème classique que rencontre tout théoricien cherchant à établir une typologie de la normativité. Diverses théories ont tenté de rendre compte de cette différence (cf. p.ex. von WRIGHT (1963) ; RAZ (1990) ; PFERSMANN (1995)) ; il serait trop long (et pas nécessairement profitable) de les discuter ici. Aussi vais-je simplement me contenter d'introduire la distinction que je me propose d'utiliser dans ce travail.

<sup>79</sup> Au vu de leur caractère essentiellement conventionnel, je qualifierai parfois également les règles de *normes conventionnelles*.

<sup>80</sup> Je reviendrai plus en détails sur la notion de convention au point IV.C ci-dessous.

individus concernés (moyennant certaines procédures), ou en tous les cas de ceux qui les ont promulguées. Prenons un exemple : les Anglais roulent à gauche sur la route. On pourrait s'imaginer que, dans le cadre d'une homogénéisation de la législation routière européenne, la Grande-Bretagne décide de modifier son code de la route et d'adopter la conduite à droite. Ce processus serait sans doute long et compliqué, truffé de complications d'ordre politico-juridiques, mais l'adoption de la conduite à droite ne dépendra au final que de la volonté des individus concernés. Bien que relativement complexe, une modification d'un corpus de règles est relativement aisée en comparaison d'une modification des normes hypothétiques qui ne sont pas des règles, à savoir les normes nomologiques, dont j'aimerais à présent préciser les caractéristiques.

Les normes nomologiques sont des normes hypothétiques qui dépendent ultimement non pas de conventions, mais des lois de la nature (d'où le qualificatif 'nomologique'). Tout comme pour les règles, l'aspect prescriptif des normes nomologiques dépend de la présence d'un but, d'une intention ou d'un désir. Mais contrairement à ce que l'on observe dans le cas des règles, une modification des normes nomologiques va exiger non pas de nouvelles conventions, mais une modification des lois de la nature. En d'autres termes : si une norme nomologique est en vigueur dans le monde actuel, alors elle le restera aussi longtemps que n'auront pas été modifiées les lois de la nature. Les mêmes normes nomologiques s'appliquent dans des mondes nomologiquement identiques (i.e. des désirs identiques donnent lieu à des prescriptions identiques). Cela n'est bien sûr pas vrai des règles puisque la modification de ces dernières ne requiert qu'une modification des conventions en vigueur.<sup>81</sup>

Lorsque je pense aux normes nomologiques j'ai en tête des normes hypothétiques comme :

- (1) Si tu veux te réchauffer, alors tu devrais faire un feu.
- (2) Si tu ne veux pas tuer ce poisson, tu ne devrais pas le sortir de l'eau.
- (3) Si tu veux faire passer ton mal de tête, alors tu devrais ingérer de l'acide acétylsalicylique.
- (4) Si tu veux que ta maison soit solide, alors tu devrais respecter les principes [P1,..., Pn].

---

<sup>81</sup> On verra cependant plus bas (cf. IV.B ci-dessous) qu'il existe une relation très importante entre les lois de la nature et les règles.

- (5) Si tu veux te reproduire, alors tu devrais...

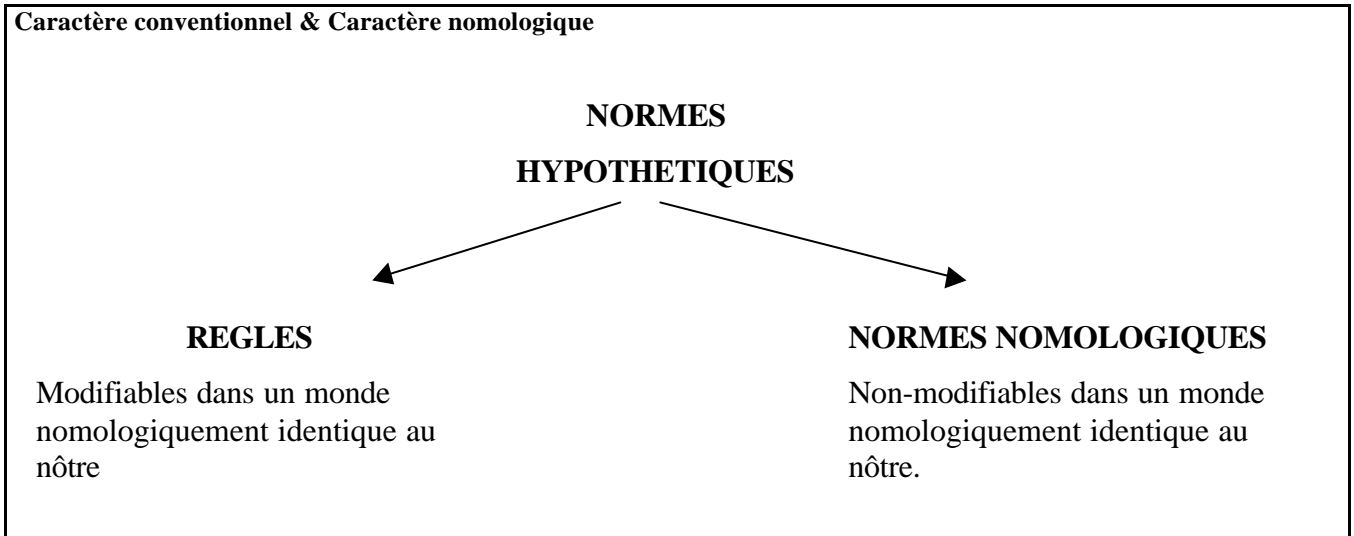
Typiquement, les normes nomologiques font mention de (ou sont sous-tendues par) certaines lois ou connaissances physiques, biologiques ou chimiques. Elles sont subordonnées à un but et ne reposent pas ultimement sur une convention. Une remarque s'impose ici : bien sûr, il n'est pas rare, lorsque l'on obéit à une prescription exprimée par une norme nomologique, de mettre en œuvre des moyens dont la disponibilité repose ultimement sur des conventions. Par exemple, utiliser des allumettes (cf. (1)) ou avaler une aspirine (cf. (2)) sont des procédures possibles parce que certaines personnes se sont engagées à fournir un certain travail, contre rémunération, et parce que d'autres se sont engagées à transporter à différents endroits les marchandises résultant de ce travail, transport qui bien sûr est régi par un ensemble de règles. Il est toutefois important de remarquer que si l'existence de ces règles facilite l'obéissance aux (ou la réalisation des) prescriptions contenues par des normes nomologiques, elles n'en sont cependant pas des conditions nécessaires, dans la mesure où l'on pourrait obtenir les mêmes résultats quand bien même elles n'existeraient pas. On savait faire du feu avant l'invention de l'allumette, et il était vrai bien avant la découverte de l'acide acétylsalicylique et l'apparition de l'industrie pharmaceutique que certaines substances font disparaître des symptômes comme les maux de tête.

Sur la base des exemples et des remarques formulés dans les lignes qui précèdent, je propose donc les deux définitions suivantes :

**(R)** Les *règles (ou normes conventionnelles)* constituent l'ensemble des normes hypothétiques pouvant être créées, modifiées ou abandonnées sur la base de conventions.

**(NN)** Les *normes nomologiques* constituent l'ensemble des normes hypothétiques telles que, pour toute norme hypothétique N et pour tout monde M nomologiquement identique au monde actuel M@ :

Si N est en vigueur dans M@, alors N est en vigueur dans M

**Caractère conventionnel & Caractère nomologique**IV.B. La même distinction, de manière plus formelle

Rappelons-nous un instant de ce qui a été dit plus haut dans notre caractérisation des normes hypothétiques : les normes hypothétiques n'ont un aspect prescriptif que dans la mesure où elles expriment ce que l'on doit faire *relativement* à un but, à une intention ou à un désir donné. Nous avons vu plus haut que la présence d'éléments de ce genre est une condition nécessaire à l'apparition de l'aspect prescriptif, mais qu'il n'en constitue pas une condition suffisante dans la mesure où la prescription en question dépend également des lois de la nature en vigueur dans le monde considéré. Nous en étions donc restés au schéma lacunaire suivant :

**(PH')** Si ... & D & ..., alors P

Bien que très général, ce schéma est toutefois suffisant pour distinguer les normes nomologiques des normes catégoriques, dont la dimension normative ne requiert pas la présence d'un paramètre tel que D. J'aimerais à présent utiliser ce schéma pour expliciter la relation existant entre règles et normes nomologiques.

On l'a vu plus haut, les normes nomologiques sont le résultat de la conjonction de différents facteurs, notamment d'un désir et de lois naturelles. Dans le cas des normes nomologiques, il semble donc suffisant d'insérer les lois de la nature (LN) dans le schéma (PH') pour obtenir les *normes nomologiques* en vigueur dans le monde considéré. S'agissant des *règles* toutefois,

il est nécessaire d'insérer, en plus de LN, l'ensemble C des conventions acceptées. Ces deux façons de compléter le schéma (PH') nous mènent donc au deux schémas suivants :

**(PH'<sub>NN</sub>)** Si D & LN, alors P

**(PH'<sub>R</sub>)** Si D & LN & C, alors P

Comme on le verra plus tard<sup>82</sup>, l'adoption d'un tel schéma n'a rien de circulaire dans la mesure où la notion de convention n'a elle-même aucune dimension normative et peut sans autre être réduite à la notion (inoffensive) de régularité. Il est toutefois important de relever qu'il existe une relation étroite entre LN et C, ou plutôt entre LN et *l'ensemble des conventions possibles* dans un monde où LN est en vigueur (désormais abrégé  $\Sigma_C(LN)$ ). La relation dont il est question ici est une relation de détermination. Il ne s'agit bien sûr pas d'affirmer que les lois de la nature déterminent les conventions en vigueur dans un monde donné, mais plutôt de défendre l'idée selon laquelle les lois de la nature déterminent *l'ensemble des conventions possibles* dans un monde donné. Prenons un exemple simple : dans de nombreux pays, on utilise un feu rouge pour ordonner l'arrêt des voitures et un feu vert pour autoriser leur passage. Généralement, le feu vert est placé au-dessous du feu rouge. Ce dernier aspect semble toutefois être une conséquence tout à fait contingente de la mise en application de la règle : « Si le feu est rouge, on doit s'arrêter ; si le feu est vert, on a le droit de passer ». On pourrait ainsi facilement s'imaginer que les feux de circulation fonctionnent selon le modèle suivant : il n'y a qu'une seule ampoule, la couleur du feu étant déterminée par deux vitres (l'une rouge, l'autre verte) qui, à tour de rôle et selon la couleur désirée, glissent devant l'ampoule. Le feu rouge correspond donc au moment où l'unique ampoule est allumée derrière la vitre rouge ; le feu vert correspond au moment où c'est la vitre verte qui se glisse devant l'ampoule allumée. Ce prototype de feu de circulation a comme conséquence que la position du feu allumé ne joue plus aucun rôle, puisque le feu, qu'il soit rouge ou vert, est allumé au même endroit. Le seul critère permettant de déterminer si le feu est rouge ou vert est la couleur de ce dernier.

Le fait d'adopter le rouge pour exprimer l'interdiction de passer et le vert pour l'autorisation est bien sûr purement conventionnel. On aurait pu choisir l'inverse, ou même choisir d'autres couleurs, par exemple le jaune et le bleu, pour exprimer cette interdiction et cette autorisation.

---

<sup>82</sup> cf. IV.C ci-dessous

Il est cependant essentiel de remarquer que cette convention repose sur la capacité des individus en question à distinguer ces deux couleurs. Imaginons en effet un monde équipé uniquement de feux tels que ceux que nous venons de décrire, mais dans lequel les lois de la nature sont telles que les individus n'ont pas la capacité de distinguer entre rouge et vert.<sup>83</sup> Les habitants de ce monde ne pouvant se baser sur la position du feu allumé, il semble impossible d'instaurer la règle selon laquelle on doit passer au vert et s'arrêter au rouge. La conclusion que l'on peut tirer de ce petit scénario est donc que l'ensemble des conventions possibles est déterminé par les lois de la nature ; pour reprendre les abréviations employées ci-dessus :  $\Sigma_C(LN)$  est déterminé par LN.<sup>84</sup>

Essayons à présent de voir plus en détails en quoi désirs, lois de la nature et ensemble des conventions possibles sont liées. De manière générale, on peut dire que, selon leur caractère, les normes sont fonction d'un certain nombre de paramètres. Imaginons un monde  $w$  considéré simplement comme un amas de matière et de substances diverses. En ajoutant LN à  $w$ , on va semble-t-il obtenir de simples régularités, c'est à dire des normes descriptives, dépourvues de toute dimension normative.<sup>85</sup> C'est ce qu'exprime la fonction suivante :

$$(FND) \quad F(w, LN) = \text{Normes descriptives}^{86}$$

La dimension normative n'apparaît qu'avec la transformation de notre fonction  $F$  en fonction à trois places. En insérant un désir (D) à la troisième place, on obtient alors une norme nomologique (i.e. une norme hypothétique non-conventionnelle), norme qui peut être représentée par le schéma suivant :

$$(FNN) \quad F(w, LN, D) = \text{Norme nomologique}$$

<sup>83</sup> Les raisons qui auraient pu pousser les habitants du monde en question à s'équiper de feux à une ampoule important peu mais on pourrait par exemple s'imaginer que ce modèle leur a plu dans la mesure où la succession des deux vitres (dont la couleur ne joue, je le rappelle, aucun rôle) permet à la vitre qui n'est pas devant l'ampoule d'être nettoyée.

<sup>84</sup> On pourrait aussi parler dans ce contexte d'une relation de survenance globale entre LN et  $\Sigma_C(LN)$ . Cf. KIM (1993) : Chap. 4 et 5.

<sup>85</sup> J'utilise « semble-t-il » car, comme nous le verrons au point IV.E, certains philosophes pourraient prétendre que la simple conjonction de  $w$  et LN suffit à l'apparition de phénomènes normatifs.

<sup>86</sup> Dans le même ordre d'idées, on obtient des normes descriptives conventionnelles (ou standards) au moyen de la formule : (FS) :  $F(w, LN, C) = \text{Standards}$ .

Dans le cas des règles, on transforme la fonction  $F$  en fonction à quatre places, et ce en y ajoutant un paramètre supplémentaire, à savoir le paramètre  $C$ , qui correspond aux conventions en vigueur dans  $w$ . On obtient ainsi :

$$(FR) \quad F(w, LN, C, D) = \text{Règles}$$

Toutefois, il est essentiel de remarquer que les conventions introduites dans notre fonction ne peuvent pas être choisies au hasard ; elles doivent en effet appartenir à l'ensemble des conventions possibles, ensemble déterminé, on l'a vu plus haut, par les lois de la nature. De manière plus formelle : il faut que  $C \in \Sigma_C(LN)$ .

Cette dernière remarque débouche sur un résultat intéressant et assez surprenant : si l'ensemble des conventions possibles est le résultat de l'adjonction de lois de la nature à un monde  $w$ , on obtient la fonction suivante :

$$(FCP) \quad F(w, LN) = \Sigma_C(LN)$$

Mais (FCP) a alors la même forme que (FND) ci-dessus ! Ces deux fonctions n'en constituent donc qu'une seule. La conjonction d'un monde et de lois de la nature détermine donc à la fois les régularités et les conventions possibles. On obtient donc au final :

$$(FRC) \quad F(w, LN) = \text{Normes descriptives et } \Sigma_C(LN)$$

J'aimerais à présent procéder à une remarque importante : aucun des schémas ci-dessus ne comporte en son sein un paramètre qui correspondrait aux *croyances* de l'individu. La raison en est la suivante : les croyances d'un individu ne sont utiles que pour établir une cartographie de sa situation cognitive, situation qui, une fois reliée à son système de désirs, va nous permettre par exemple de prévoir son comportement ou de rationaliser ses actions. Quelque précieuse et passionnante que soit pareille démarche, elle ne constitue toutefois pas le thème du présent travail. En effet, mon but ici n'est pas de chercher à prévoir le comportement d'un individu (i.e. ce qu'il *va* faire), mais plutôt de déterminer ce qu'il *doit* faire étant donné un certain nombre de facteurs. Une telle tâche ne nécessite donc aucunement une prise en compte de ses croyances, croyances qui ne sont pas pertinentes lorsqu'on s'attache à démontrer le(s) mécanisme(s) par le biais desquels des prescriptions sont générées. De manière imagée, on

pourrait dire que le point de vue ici adopté est le point de vue de Dieu ou de tout autre observateur omniscient qui serait capable de dire ce que, quasi-objectivement, étant donné différents paramètres au nombre desquels ne figurent pas les croyances, un individu devrait faire. L'idée est bien sûr que toutes les informations sur le monde nécessaires à la détermination de ces prescriptions sont délivrées par ces paramètres (ou par une conjonction de ces paramètres).<sup>87,88</sup>

Dans les lignes qui précèdent, j'ai procédé, à l'intérieur de la catégorie des normes hypothétiques, à une distinction entre *normes nomologiques*, qui sont fonction d'un monde, d'un désir et des lois de la nature (cf. (FNN)) et *règles*, qui sont fonction d'un monde, d'un désir et de conventions dont la possibilité est déterminée par les lois de la nature (cf. (FR) et (FRC)). Je vais sous peu porter mon attention plus spécifiquement sur la catégorie des normes nomologiques ; en effet, comme je vais le démontrer, cette dernière catégorie n'est, en l'état, pas homogène et exige donc une nouvelle distinction. Avant de procéder à cette dernière, j'aimerais toutefois brièvement revenir sur la notion de convention qui, on l'a vu, se situe au coeur de la distinction entre règles et normes nomologiques.

#### IV.C. Quelques remarques sur la notion de convention

Mon désir ici n'est pas d'entrer en détails dans la discussion relative à la nature des conventions, mais plutôt de rendre explicite ce que j'ai en tête lorsque je fais appel à une telle notion. En particulier, j'aimerais démontrer que l'antécédent d'une norme hypothétique conventionnelle (ou règle) ne contient aucune notion normative.<sup>89</sup> Cette affirmation ne pose

<sup>87</sup> On remarquera en outre que, dans la mesure où les désirs sont généralement fondés sur une croyance (p.ex. si je désire qu'il cesse de pleuvoir, c'est que je crois qu'il pleut actuellement), un certain nombre de croyances apparaissent en filigrane dès lors que l'on mentionne un désir. Nous reviendrons sur la relation entre désirs et croyance au point V du Chapitre 6.

<sup>88</sup> A la rigueur, cette réticence à prendre en compte les croyances de l'individu peut s'avérer problématique si l'on accepte l'existence de normes (prescriptives) de rationalité. En effet, pareilles normes spécifient ce qu'est, pour une conjonction donnée de désirs et de croyances, un comportement rationnel (i.e. ce que devrait faire un individu ayant ces désirs et croyances). Si je désire boire quelque chose et que je crois (1°) que j'ai suffisamment d'argent et (2°) que la cafétéria est encore ouverte, alors, toutes choses égales par ailleurs, je devrais rationnellement aller m'acheter une boisson. Si l'on considère réellement que l'on a à faire dans ce genre de cas à des normes de rationalité énonçant véritablement des prescriptions, alors il sera nécessaire de prendre en compte dans l'antécédent les croyances du locuteur. Mais le fait de prendre en compte les croyances du locuteur ne pose au final pas de grand problème et ne nécessite ultimement que l'ajout d'un paramètre aux schémas présentés ci-dessus.

<sup>89</sup> Bien sûr, un partisan de la normativité intrinsèque de la signification se pressera de faire remarquer que si la signification est normative et que les intentions présentes dans l'antécédent d'une norme hypothétique contiennent des concepts, alors il semble bel et bien que l'antécédent contienne des notions normatives. J'aimerais toutefois rester neutre sur ce point pour l'instant, dans la mesure où cette partie est consacrée uniquement aux préalables théoriques. La présence de concepts dans l'antécédent des normes hypothétiques soulève toutefois des problèmes intéressants qui seront traités ultérieurement (cf. Chap. 5, III.B-C)



généralement aucun problème pour les paramètres *w*, *LN* ou *D*, mais semble parfois plus disputée lorsqu'elle concerne la notion de convention.<sup>90</sup>

De manière générale, je parlerai de convention en m'inspirant du livre du même nom écrit il y a un peu plus de trente ans par David Lewis.<sup>91</sup> Dans ce livre, David Lewis cherche à définir les conventions en terme de régularités puis à développer une théorie présentant le langage comme une activité conventionnelle parmi d'autres. Pour Lewis, la discussion relative aux conventions prend naissance lorsque l'on considère des problèmes de coordination. Dans les cas de ce genre, l'important n'est pas ce que les individus font, mais plutôt le fait que ce qu'ils font aboutisse à une situation d'équilibre. Prenons par exemple le cas de deux rameurs naviguant sur un lac. S'ils rament en rythme, leur barque avance tranquillement, sans à coup ; dans le cas contraire, leur embarcation ne suit pas une trajectoire stable et son avance est chaotique ; l'important pour que leur ballade se passe bien n'est donc pas la vitesse à laquelle chacun rame, mais plutôt que tous les deux rament en rythme. Ou encore : supposons que A veuille rencontrer B ; l'endroit où chacun se rend alors n'a finalement pas grande importance du moment que A et B s'y rencontrent. Un dernier exemple : dans l'absolu, il importe peu de rouler à droite ou à gauche de la ligne de sécurité ; l'important, afin d'éviter des accidents, est que tout le monde roule du même côté.

Tous les problèmes de coordination ont donc les caractéristiques suivantes :

Two or more agents must each choose one of several alternative actions. [...] The outcomes the agents want to produce or prevent are determined jointly by the actions of all the agents. So the outcome of any action an agent might choose depends on the actions of the other agents. [...] Some combinations of the agents' chosen actions are equilibria: combinations in which each agent has done as well as he can given the actions of the other agents. In an equilibrium combination, no one agent could have produced an outcome more to his liking by acting differently.<sup>92</sup>

Lorsqu'un problème de coordination se pose de manière récurrente, un certain nombre d'attentes apparaissent chez les différents intervenants, attentes qui finissent par former un véritable savoir que Lewis nomme *savoir commun* (*common knowledge*) et qu'il définit ainsi :

<sup>90</sup> Comme nous le verrons au point IV.E certains théoriciens prétendent cependant que la conjonction des paramètres *w* et *LN* suffit déjà à obtenir des normes. Ce cas de figure ne pose cependant pas de problème particulier puisque ces normes sont obtenues à partir de deux notions (*w* et *LN*) généralement reconnues comme étant des notions descriptives.

<sup>91</sup> LEWIS (1969)

<sup>92</sup> LEWIS (1969) : p.8

Let us say that it is common knowledge in a population P that \_\_\_\_ if and only if some state of affairs A holds such that:

- (1) Everyone in P has reason to believe that A holds
- (2) A indicates to everyone in P that everyone in P has reason to believe that A holds
- (3) A indicates to everyone in P that \_\_\_\_<sup>93</sup>

Avec ces éléments en tête, on peut à présent passer à la définition de la notion de convention telle qu'elle est proposée par Lewis :

A regularity R in the behavior of members of a population P when they are agents in a recurrent situation S is a convention if and only if it is true that, and it is common knowledge in P that, in almost any instance of S among members of P,

- (1) almost everyone conforms to R ;
- (2) almost everyone expects almost everyone else to conform to R ;
- (3) almost everyone has approximately the same preferences regarding all possible combinations of action ;
- (4) almost everyone prefers that any one more confirm to R, on condition that almost everyone conform to R ;
- (5) almost everyone would prefer that any one more conform to R', on condition that almost everyone conform to R'.<sup>94</sup>

Cette définition peut sembler aride; je laisse toutefois le lecteur désireux d'en savoir plus se référer au texte de Lewis.<sup>95</sup> L'important pour moi en effet n'est pas d'explicitier ou de commenter cette définition, mais simplement de faire remarquer que, selon cette dernière, la notion de convention n'est pas une notion normative, comme le remarque d'ailleurs Lewis :

The definition I gave of convention did not contain normative terms: «ought », «should », « good » and others. Nor have we reason to expect normative terms to occur essentially in any equivalent definition. So « convention » itself, on my analysis, is not a normative terms.<sup>96</sup>

Immédiatement après ce passage cependant, Lewis entame une réflexion tendant à montrer que, bien qu'une convention ne soit pas en elle-même normative, elle peut malgré tout être perçue comme une régularité à laquelle on croit *devoir* se conformer dans la mesure où les

---

<sup>93</sup> LEWIS (1969) : p. 58

<sup>94</sup> LEWIS (1969) : p. 78

<sup>95</sup> LEWIS (1969). Voir en particulier les chapitres 1 et 2.

<sup>96</sup> LEWIS (1969) : p. 97

individus avec lesquels on interagit ont un certain nombre d'attentes dont la non-satisfaction risque d'entraîner des conséquences fâcheuses. Selon Lewis, il est en effet quasiment automatique qu'un individu appartenant à une communauté au sein de laquelle une convention donnée est en vigueur croie du même coup devoir s'y conformer. Cette observation n'est guère surprenante et trouve sa source dans différents mécanismes psychologiques tels que la volonté de se conformer aux pratiques de sa communauté, le besoin d'appartenance, l'influence des mœurs et de l'éducation, etc. Elle n'implique toutefois nullement que la notion de convention soit normative ; en effet, la dimension normative dont une convention donnée peut se voir affublée peut tout à fait être réduite à une norme hypothétique. Je terminerai donc par les deux conclusions suivantes :

- (1) Le paramètre C tel que je l'ai utilisé plus haut dans ma typologie n'est pas, selon l'approche présentée ici, un élément normatif et peut sans autre être réduit à des régularités de comportement.
- (2) Lorsque la notion de convention se trouve affublée d'une dimension normative, cette dernière découle de la présence de certains désirs ou intentions particuliers. La dimension normative d'une convention peut donc être représentée au moyen d'une norme hypothétique conventionnelle (ou règle).

#### IV.D. Deux types de normes nomologiques

On a vu qu'il est possible de distinguer, à l'intérieur de la catégorie des normes hypothétiques, normes conventionnelles (ou règles) et normes nomologiques. J'aimerais à présent donner la preuve que cette dernière catégorie (i.e. celle des normes nomologiques) n'est pas homogène et qu'il est nécessaire de procéder à une nouvelle subdivision. Cette subdivision se base sur une objection que l'on pourrait adresser à ma typologie si les choses en restaient là.

Lorsque j'ai introduit plus haut la distinction entre règles et normes nomologiques, j'ai utilisé comme critère la marge de manœuvre dont disposent les habitants d'un monde donné dans lequel s'exerce un ensemble LN de lois de la nature. L'idée derrière cette distinction était la suivante : les règles en vigueur dans ce monde peuvent être librement choisies par sa population à l'intérieur d'un ensemble de règles possibles (déterminé par les lois de la nature

en vigueur). Plus simplement : une modification des règles en vigueur dans ce monde n'exige qu'une modification de certaines conventions et ne dépend donc au final que des intentions des personnes concernées.<sup>97</sup> A l'inverse, les normes nomologiques ne peuvent être modifiées au bon vouloir de la population. Adopter de nouvelles conventions ne va nullement générer une modification des normes nomologiques. Quels paramètres faut-il alors modifier ? Ma réponse fut d'affirmer que seule une modification des lois de la nature en vigueur dans le monde en question permettait d'obtenir des normes nomologiques différentes. En d'autres termes : des mondes possibles nomologiquement identiques sont indiscernables du point de vue de leurs normes nomologiques (i.e. pour un désir D donné, on obtient la même norme nomologique dans tous les mondes nomologiquement identiques au nôtre). Le problème que j'aimerais à présent soulever est le suivant : modifier LN est-il toujours suffisant pour obtenir une modification des normes nomologiques ? Certains exemples semblent mettre en doute cette affirmation, notamment les exemples faisant appel aux lois de la logique ou des mathématiques. La difficulté provoquée par ce type d'exemple est qu'ils semblent démontrer l'existence de normes hypothétiques métaphysiquement robustes, i.e. s'appliquant au-delà des mondes nomologiquement identiques au nôtre. Certaines normes hypothétiques font par exemple appel à des règles logiques :

- (1) Si tu veux être rationnel, alors tu ne dois pas affirmer en même temps P et non-P.
- (2) Si tu acceptes que P implique Q et que P est le cas, alors tu dois conclure que Q.
- (3) Si tu désires te saisir d'un objet qui se trouve à l'endroit E, alors tu ne dois pas le chercher à l'endroit E' (avec  $E \neq E'$ ).

Le caractère prescriptif de ces énoncés est évident ; le problème se complique toutefois lorsqu'il s'agit de les catégoriser. En effet, les lois de la logique semblent énoncer des vérités nécessaires, i.e. valables dans tous les mondes possibles, donc bien au-delà des mondes nomologiquement identiques au nôtre. La conséquence de cette remarque banale est que si des énoncés comme (1), (2) ou (3) sont des énoncés hypothétiques, alors aucune modification

---

<sup>97</sup> On l'a vu cependant (cf. IV.A et IV.B), une modification des lois de la nature peut entraîner une modification des conventions possibles. L'idée n'est donc pas que les règles sont absolument indépendantes des lois de la nature, mais plutôt que, une fois ces dernières fixées, l'adoption, la modification ou le rejet d'une règle ne dépend que d'une convention.

des lois de la nature ne va être en mesure de les modifier. En conséquence, la notion de norme nomologique semble devoir être révisée.<sup>98</sup>

En réaction à cette difficulté, on pourrait, pour commencer, remarquer que sa portée est limitée et n'est en aucun cas dévastatrice. Je m'explique : en modifiant légèrement ma définition, je pourrais sans problème intégrer les cas de ce genre. Une définition satisfaisante pourrait par exemple être : une norme nomologique est une norme hypothétique dont la modification de la prescription exige *au moins* une modification des lois de la nature. Une telle définition serait parfaitement satisfaisante, dans la mesure où elle permettrait toujours de distinguer les normes nomologiques tant des normes catégoriques (puisque relatives à un but) que des règles (puisque elles restent inchangées à travers des mondes nomologiquement identiques). A mon sens, la notion de norme hypothétique telle qu'elle a été introduite plus haut a donc besoin d'être précisée plus que modifiée. Cette précision va dans le sens suivant : une modification de LN n'entraîne pas une modification des *toutes* les normes nomologiques. Ou encore : pour modifier une norme nomologique, il faut *au moins* modifier une loi de la nature. Comme on vient de le voir, certaines normes nomologiques ne sont en effet pas concernées par une telle modification : c'est le cas par exemple des normes hypothétiques qui concernent une (ou plusieurs) loi(s) de la logique (ou des mathématiques).

Je pourrais donc en rester là. Toutefois, il convient ici de se rappeler que nous travaillons sur la notion de *caractère* d'une norme, i.e. sur une notion nous permettant de répondre à la question « Pour autant que cela soit concevable, que faut-il changer pour modifier les normes en vigueur dans un monde *w* donné ? ». Aussi, dans la mesure où il semble bel et bien exister une importante différence de caractère entre les normes nomologiques dont la validité se limite aux mondes nomologiquement identiques et celles dont la validité va au-delà, je vais procéder à une distinction à l'intérieur de la catégorie des normes nomologiques. Ma proposition à ce point sera ainsi de distinguer désormais entre *normes nomologiques fortes* et *normes nomologiques faibles*. Les *normes nomologiques fortes* (désormais abrégées NNF) se distinguent des normes catégoriques en ceci qu'elles n'ont de dimension normative que relativement à un but, un désir ou une intention donné. Les *normes nomologiques faibles* (désormais abrégées NNf) ont en commun avec les normes nomologiques fortes de n'avoir de dimension normative que relativement à un but, désir ou intention donné, mais se distinguent

---

<sup>98</sup> On remarquera que les cas redondants dont le paramètre D ne concerne qu'une norme catégorique absolue semblent représenter également un cas de ce genre, i.e. un cas dans lequel la norme hypothétique ne peut se trouver changée par une modification du paramètre LN. Plus généralement, cela est vrai de tous les cas dont le paramètre D contient des lois (ou normes) vraies dans tous les mondes possibles.

d'elles en ceci qu'elles peuvent connaître des changements dès lors que les lois de la nature sont modifiées de manière pertinente. Contrairement aux règles cependant, elles seront les mêmes dans tous les mondes nomologiquement identiques au nôtre.

J'en ai à présent terminé avec ma discussion des normes nomologiques. Avant de passer à un récapitulatif des différents types de normes mis en évidence, j'aimerais m'intéresser au caractère des normes catégoriques.

#### IV.E. Modification des normes catégoriques

En s'intéressant à leur caractère, on a vu que la catégorie des normes hypothétiques s'avère moins homogène que ce qu'un simple examen de leur structure aurait pu laisser supposer. J'aimerais à présent faire usage du même procédé pour mettre en exergue certaines différences à l'intérieur même de la catégorie des normes catégoriques.

On peut donner comme paradigme d'une norme catégorique un impératif moral tel que par exemple « On ne doit pas torturer un être conscient pour son propre plaisir ». Pareille interdiction semble en effet valable universellement et dans tous les mondes possibles.<sup>99</sup> Si l'on accepte cette conception de la morale, alors force est de constater que pareille prescription n'est conditionnée à aucun désir, ni à quelque loi de la nature que ce soit, et semble dès lors intangible. Les impératifs de ce genre peuvent, de manière à peine métaphorique, être assimilés à des entités quasi-platoniciennes dont l'existence est inconditionnée. Je les qualifierai désormais de *normes catégoriques absolues*. Le catégorisme ne se réduit toutefois pas à ce catégorisme platonisant. Il semble possible en effet de défendre l'existence de normes catégoriques sans pour autant leur attribuer un statut ontologique aussi particulier. A mon sens, deux alternatives sont envisageables : le *téléologisme* et le *catégorisme de survenance*. L'idée derrière ces deux approches est que l'existence de certaines normes catégoriques pourraient tout à fait être conditionnées à certains événements ou phénomènes d'ordre physique, ainsi qu'à la présence de certaines lois de la nature. Voyons brièvement en quoi elles consistent en nous intéressant en premier lieu au téléologisme.

Depuis une vingtaine d'année à présent, notamment sous l'impulsion de philosophes tels que Ruth Garrett Millikan<sup>100</sup>, Karen Neander<sup>101</sup>, David Papineau<sup>102</sup> ou encore Fred Dretske<sup>103</sup>, une

<sup>99</sup> Cf. le phénomène de résistance imaginative dont parle GENDLER (2000)

<sup>100</sup> MILLIKAN (1984) et (1993)

<sup>101</sup> NEANDER (1991) et (à paraître)

<sup>102</sup> PAPINEAU (1993)

<sup>103</sup> DRETSKE (1995). A noter que Dretske a depuis abandonné une telle conception des normes catégoriques (cf. DRETSKE (2000) : ch. 14).

nouvelle conception de la notion de norme est apparue dans la littérature. Les positions élaborées par ces auteurs défendent l'idée qu'il existe dans la nature une dimension normative qui est le fruit de l'évolution. En d'autres termes, la normativité (de la sémantique ou de quelque autre domaine que ce soit) n'est pas nécessairement un problème pour le naturalisme, puisque la nature elle-même contient des normes. Bon nombre de phénomènes normatifs semblent donc pouvoir être réduits au final à des normes biologiques.

Prenons l'exemple d'un cœur. Un cœur a pour fonction de pomper le sang. Un cœur qui fonctionnerait mal n'en cesserait pas pour autant d'être un cœur. En revanche, il semble légitime d'affirmer qu'un tel cœur ne remplit pas (ou remplit mal) le rôle qu'il *doit* jouer. Une dimension normative (une norme biologique) semble donc exister au niveau biologique. La fonction que l'organe O d'un être vivant E doit remplir est déterminée par l'évolution. Bien sûr, l'évolution dont il s'agit ici ne concerne pas uniquement E, mais s'étend également aux ancêtres de E. En résumé : si O a comme fonction propre le fait d'accomplir la fonction biologique F (c'est à dire : si O a été sélectionné pour accomplir F), alors il *doit* faire F.

On vient de le voir, la notion de norme biologique est définie en termes de fonction propre. Cette dernière notion peut être définie comme suit :

The definition of "proper function" is recursive. To put things very roughly, for an item *A* to have a function *F* as a "proper function", it is necessary (and close to sufficient) that one of these two conditions should hold. (1) *A* originated as a "reproduction" (to give an example, as a copy, or a copy of a copy) of some prior item or items that, *due* in part to possession of the properties reproduced, have actually performed *F* in the past, and *A* exists because (causally historically because) of this or these performances. (2) *A* originated as the product of some prior device that, given its circumstances, has performance of *F* as a proper function and that, under those circumstances, normally causes *F* to be performed by means of producing an item like *A*.<sup>104</sup>

De chaque fonction propre, on peut tirer une norme biologique, à savoir une prescription relative au fonctionnement de l'entité en question, le qualificatif 'biologique' permettant d'indiquer que cette prescription découle uniquement de considérations d'ordre biologico-téléologiques. Cette approche est intéressante dans la mesure où elle peut expliquer l'existence de normes indépendantes de tout désir, donc de normes à structure catégorique, sans pour autant tomber dans un non-réductionnisme, voire un quasi-platonisme, très coûteux du point de vue métaphysique. En effet, cette structure catégorique n'implique pas une totale indépendance par rapport aux contingences du monde dans lequel elles sont en vigueur : dans

<sup>104</sup> MILLIKAN (1993) : pp. 13-14. Pour une définition plus détaillée, cf. MILLIKAN (1984) : chap. 1 et 2.

la mesure où ces normes découlent de fonctions naturelles, elles sont étroitement liées aux lois de la nature et, plus largement, à la notion d'évolution. Aussi est-il évident que ces normes, contrairement aux normes catégoriques absolues (rappelez-vous des Dix Commandements), peuvent changer en même temps que les lois de la nature.<sup>105</sup> On remarquera enfin que les normes téléologiques se distinguent des normes nomologiques et des règles de par leur structure catégorique. Voyons à présent en quoi consiste l'autre approche défendant l'idée selon laquelle l'existence de normes catégoriques n'est pas indépendante du monde dans lequel elles sont en vigueur.

Le catégorisme de survenance est une approche relativement circonscrite ; on le retrouve notamment dans certains débats concernant la relation entre états mentaux et états physiologiques du cerveau. Dans ce genre de discussions en effet, on retrouve parfois l'idée selon laquelle certains phénomènes mentaux ont une dimension normative<sup>106</sup> ; typiquement, on rencontre par exemple l'affirmation selon laquelle il serait caractéristique des croyances de tendre à la vérité. De ce point de vue, on ne devrait ainsi croire que ce qui est vrai ; en d'autres termes : c'est le fait d'être gouverné par cette norme qui ferait que les croyances *sont* des croyances. Dans la mesure où les croyances semblent gouvernées par des normes de ce type, d'aucuns ont proposé de considérer la notion de croyance comme une notion normative. On parle dans ce contexte d'un catégorisme de survenance en raison du fait que la relation entre les propriétés (normatives) du mental et les propriétés (descriptives) du cerveau sont caractérisées en termes de survenance. Dans la mesure où le catégorisme de survenance sera analysé plus en profondeur dans un prochain chapitre<sup>107</sup>, je me contenterai pour l'instant de cette exposition très minimale. On remarquera toutefois que, tout comme pour le téléologisme, on a ici à faire à une théorie rejetant l'idée d'une existence inconditionnelle des normes catégoriques. Contrairement au téléologisme cependant, ce type de catégorisme conçoit cette relation en termes de survenance, et non en termes de fonction biologique sélectionnée par l'évolution. Toutefois, ces deux approches ont ceci en commun qu'elles considèrent que certaines normes catégoriques apparaissent dès lors que sont fixés les paramètres *w* et *LN*, normes dont la nature et l'existence sont conditionnées à ces paramètres. Le fait de fixer les paramètres *w* et *LN* détermine donc également, outre les normes descriptives (régularités) et les conventions possibles<sup>108</sup>, les normes téléologiques et les

<sup>105</sup> Aussi ne sont-elles pas sujettes au phénomène de résistance imaginative dont il a été question plus haut (cf. note 77).

<sup>106</sup> Pour un survol de ce genre de théories, cf. ZANGWILL (1998).

<sup>107</sup> Cf. Chapitre 6

<sup>108</sup> Cf. (FRC) ci-dessus, p. 69.



normes catégoriques survenantes en vigueur dans le monde en question. Ainsi, la modification de l'un ou l'autre paramètre peut mener à une modification (voire à une disparition) de certaines de ces normes catégoriques non-absolues.

Les distinctions établies dans les pages qui précèdent permettent de dresser le tableau suivant :

<b>Structure</b> <b>Caractère</b>	<b>Hypothétique</b>	<b>Catégorique</b>
<b>Peuvent changer avec LN</b>	NNf	Normes téléologiques Normes survenantes
<b>Ne changent pas avec LN</b>	NNF	Normes catégoriques absolues

On remarquera que les règles (ou normes conventionnelles) sont absentes de ce petit tableau. On pourrait s'en étonner, et ce d'autant plus qu'il semble à première vue naturel de pencher pour une classification des règles à côté des normes nomologiques faibles, sous la catégorie des normes hypothétiques pouvant changer avec LN. Une telle classification serait toutefois incorrecte puisque, à proprement parler, ce ne sont pas les règles elles-mêmes, mais bien l'ensemble des conventions possibles (qui délimite l'« espace » à l'intérieur duquel l'établissement de conventions va pouvoir se faire) qui peut subir un changement si le paramètre LN est modifié. Je me permettrai parfois de ranger les règles sous la catégorie des normes hypothétiques à caractère faible, mais il sera alors important de garder à l'esprit qu'un tel vocabulaire est à proprement parler inadéquat et que, plutôt que de dire que les règles sont des normes hypothétiques conventionnelles à caractère faible, il faudrait plutôt dire que les règles sont des normes hypothétiques conventionnelles dont les conditions de possibilité sont déterminées par LN.

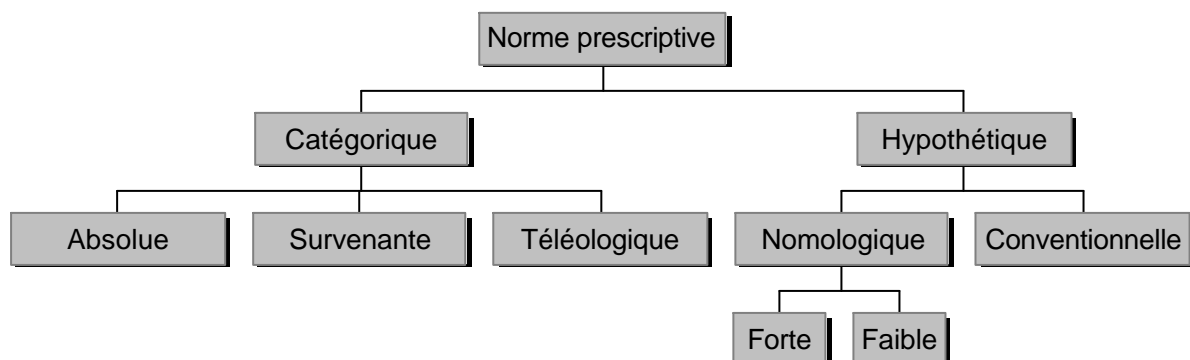
## **V. Récapitulatif intermédiaire: le caractère des normes prescriptives**

On a vu jusqu'à présent qu'il était possible de distinguer les normes descriptives des normes prescriptives. Pour des raisons de clarté, j'ai proposé de réserver l'usage du mot 'norme' à cette dernière catégorie. S'agissant des normes prescriptives, j'ai démontré qu'on pouvait, du point de vue de leur *structure*, distinguer entre normes catégoriques et normes hypothétiques.

Me penchant ensuite sur leur *caractère*, c'est à dire sur la relation entre les modifications apportées aux aspects descriptifs du monde et les modifications éventuelles des normes en question, j'ai établi que chacune des deux catégories mises en évidence par l'étude de la structure des normes prescriptives se subdivisait à nouveau. On distinguera en effet, à l'intérieur de la catégorie des normes catégoriques, entre normes catégoriques absolues, normes téléologiques et normes catégoriques survenantes. S'agissant de la catégorie des normes hypothétiques, on distinguera entre règles (ou normes conventionnelles) et normes nomologiques, cette dernière catégorie se subdivisant encore une fois en deux, permettant ainsi la distinction entre normes nomologiques faibles et normes nomologiques fortes. Si, comme je le prétends, ma typologie des normes prescriptives est exhaustive (ce qui ne veut bien sûr pas dire qu'elle est exempte de cas limite), toute prescription devrait pouvoir entrer dans l'une des six catégories suivantes (que je classe ici dans l'ordre décroissant de leur force de caractère) :

- Norme catégorique absolue
- Normes téléologiques
- Normes catégoriques survenantes
- Norme nomologique forte
- Norme nomologique faible
- Norme conventionnelle (ou Règle)

L'arbre suivant permet de représenter les différentes étapes permettant de trouver à quelle catégorie correspond une norme donnée, dès lors que sa dimension normative est avérée :



## **VI. Une remarque sur les énoncés axiologiques**

La typologie proposée dans les pages qui précèdent n'est qu'une nouvelle tentative de catégoriser notre usage quasi-anarchique de notions qui, bien que voisines, et semblant même parfois se superposer les unes aux autres, répondent toutefois à des mécanismes quelque peu différents. A mon sens, si une modification devait être apportée à cette typologie, elle ne serait que marginale et ne constituerait au pire qu'un aménagement local et superficiel, ne remettant nullement en cause sa structure générale. Avant de conclure, j'aimerais encore m'intéresser brièvement au cas des énoncés axiologiques. Au vu de la typologie proposée dans ce travail, on pourrait en effet objecter que cette dernière ne parvient pas à aménager une place aux énoncés axiologiques (ou évaluatifs). Par 'énoncé axiologique' on entend généralement les énoncés qui expriment une valeur (le bien, le mal, le beau, etc.).<sup>109</sup> On pourrait par exemple citer des énoncés comme :

- Il est *mauvais* de mentir.
- Il est *bon* de bien se comporter envers ses semblables.
- Il est *mal* de tuer.
- Le *beau* est *désirable*.

Quel traitement ma typologie réserve-t-elle à des énoncés de ce type ? Doit-elle être à même d'en rendre compte ?

Bien que reconnaissant l'existence d'énoncés axiologiques, je ne suis pas certain qu'il soit judicieux de vouloir absolument les ranger au nombre des énoncés normatifs. Certes, ces énoncés semblent attribuer à un objet donné une propriété particulière. Mais, quand bien même ils paraissent étroitement liés à des prescriptions, ils ne sont pas des énoncés *normatifs* au sens défini plus haut. Si l'on accepte cette observation, nul besoin donc pour ma typologie d'intégrer les énoncés axiologiques.

Il est toutefois intéressant de remarquer que bon nombre d'énoncés axiologiques (par exemple « Il est mauvais de mentir ») peuvent être reformulés en termes prescriptifs (« On ne doit pas mentir »). A ce titre, il est clair cependant que, ainsi reformulés, ils trouveront aisément une

---

<sup>109</sup> Le même genre d'objection peut éventuellement être formulé en utilisant des qualificatifs tels que 'correct', 'justifié', etc.

place au sein de ma typologie.<sup>110</sup> De ce point de vue, bon nombre d'énoncés axiologiques peuvent donc être considérés comme des prescriptions masquées. Par exemple, dire à un enfant qu'il est mal de mentir sera ainsi une manière à peine voilée d'exiger de lui qu'il dise la vérité. De la même manière, dire à un enfant qu'il est bon de laisser sa place aux personnes âgées dans les transports publics n'est finalement qu'une manière abrégée d'énoncer la prescription suivante : « Lorsqu'une personne âgée ne trouve pas de place assise, tu dois lui céder la tienne ». En conclusion, on peut donc relever les deux points suivants :

- (1°) Il n'est pas évident que les énoncés axiologiques soient à strictement parler des énoncés prescriptifs. Dans cette hypothèse, ma typologie n'a ainsi pas à les intégrer.
- (2°) Il semble possible de reformuler bon nombre d'énoncés axiologiques de façon à en faire des normes prescriptives pouvant aisément intégrer ma typologie.


## **VII. Conclusion**

J'ai cherché, dans les pages qui précèdent, à élaborer une typologie basée sur les trois notions fondamentales que sont (1°) l'opposition descriptif / normatif, (2°) la structure et (3°) le caractère des normes. A aucun moment je n'ai prétendu que cette typologie était la seule à avoir une quelconque valeur ; une telle affirmation aurait été d'une prétention condamnable au vu des nombreuses typologies qui agrémentent l'histoire de la philosophie. Toutefois, un des grands avantages de la typologie proposée est qu'elle ne semble pas présupposer une position particulière en ce qui concerne la normativité. En effet, elle laisse ouvertes un maximum d'options et ne cherche pas à déterminer lesquelles des catégories identifiées ont effectivement des instances, laissant à une théorie substantielle de la normativité la responsabilité d'une telle affirmation. Un second avantage de ma typologie est qu'elle semble éviter le simplisme sans pour autant tomber dans une complexification excessive qui la rendrait presque inutilisable.

---

<sup>110</sup> Bien sûr, si un énoncé axiologique donné est rangé dans la catégorie des normes prescriptives, la question va ensuite se poser de savoir si l'on a affaire ici à une norme catégorique ou à une norme hypothétique. Dans le second cas, on devra ensuite déterminer s'il s'agit d'une norme nomologique ou d'une règle. Mais ces questions n'ont pas à trouver une réponse ici, l'essentiel étant simplement pour moi de démontrer que ma typologie offre l'espace suffisant pour absorber la notion d'énoncé axiologique.

Pour terminer, j'aimerais proposer un schéma qui, mieux que de longues explications, permettra de visualiser de manière optimale les grandes orientations prises dans ma présentation.

Paramètres nécessaires	Caractère (la flèche va du plus fort au plus faible)	Type de norme	Structure
W		Absolue	Catégorique
+ LN		Téléologique / Survenante	
+ D		Nomologique forte	Hypothétique
		Nomologique faible	
+ C		Règle	

Le tableau ci-dessus doit se lire comme suit : la première colonne indique le type de norme en vigueur une fois fixé le paramètre en question. A ce propos, il est important de relever que, s'agissant des normes catégoriques absolues, le monde choisi importe peu puisque de telles normes sont supposées être valables dans tous les mondes possibles. Une fois le monde en question associé à un ensemble de lois de la nature, on est à même de connaître les normes téléologiques et les normes catégoriques survenantes en vigueur et de compléter ainsi notre catalogue des normes à structure catégorique (cf. colonne de droite). En ajoutant le paramètre D (spécifiant un ou plusieurs désirs ou objectifs de l'agent en question), on obtient un ensemble de normes nomologiques (qui peuvent être fortes ou faibles, en fonction du domaine concerné). Enfin, l'adjonction du paramètre C permet de déterminer les règles en vigueur dans le monde en question et de compléter notre tableau ainsi que le catalogue des normes hypothétiques. La colonne du caractère contient une unique flèche dont la direction indique que le caractère des normes en question est décroissant. En d'autres termes, plus on ajoute de paramètres, plus la marge de manœuvre des individus cherchant à modifier les normes en vigueur est importante. Ce qu'on pourrait appeler la *force de caractère* d'une norme est donc inversement proportionnelle au nombre de paramètres dont elle est la fonction. Dans le cas des règles, une modification n'implique qu'un changement de conventions. Dans le cas des normes nomologiques, une modification implique *au moins* une modification des lois de la nature, modification qui entraînera également un possible changement au niveau des normes

téléologiques ou des normes catégoriques survenantes.<sup>111</sup> Enfin, les normes catégoriques absolues sont valables de manière identique à travers tous les mondes possibles et exemplifient donc le caractère le plus fort.

J'espère avoir démontré la vraisemblance de la typologie présentée ici et convaincu le lecteur du bien fondé de son adoption, adoption d'autant plus importante qu'elle permet à mes yeux de dégager les axes majeurs susceptibles d'être suivis pour traiter du problème de la normativité en général et de la normativité sémantique en particulier. A présent que les contours des notions de norme et de normativité ont gagné en précision, j'aimerais m'attacher à expliciter davantage encore la notion spécifique de normativité sémantique.

---

<sup>111</sup> Comme indiqué dans le tableau du point IV.E, normes nomologiques faibles, normes téléologiques et normes catégoriques survenantes ont sensiblement le même caractère puisqu'elles peuvent se trouver modifiées par une modification du paramètre LN. En revanche, les normes nomologiques faibles (contrairement aux normes téléologiques et aux normes catégoriques survenantes) peuvent se trouver modifiées par un changement au niveau du paramètre D. C'est pourquoi je les ai placées au dessous des normes téléologiques et des normes catégoriques survenantes, indiquant du même coup que leur modification est plus aisée et que leur caractère est donc plus faible.

## *Chapitre 4*

# *Qu'est-ce que la normativité sémantique ?*

### **I. Introduction**

Dans le chapitre précédent, j'ai dégagé une typologie de la normativité essayant de rendre compte de ce que *pourrait* être une norme, comprise au sens d'une prescription. Me basant pour ce faire sur les notions de *structure* et de *caractère*, j'ai dégagé diverses catégories, l'idée sous-tendant pareille démarche étant bien sûr que toute norme, quelle qu'elle soit (y compris donc d'éventuelles normes sémantiques), devrait pouvoir être insérée dans l'une de ses catégories.

J'aimerais à présent procéder à quelques clarifications spécifiquement relatives à la notion de normativité sémantique telle qu'elle apparaît dans le contexte du défi sceptique. Nous le verrons en effet, cette notion souffre de quelques ambiguïtés susceptibles de masquer le nœud du problème. Aussi m'a-t-il semblé judicieux, avant de nous intéresser aux alternatives de réponse à la contrainte normative, de préciser encore certains éléments relatifs à cette dernière. En effet, le texte de Kripke reste muet sur un certain nombre d'aspects dont il serait dangereux de ne pas chercher à déterminer plus précisément les contours. J'en ai retenu deux, qui correspondent aux questions suivantes :

- 1° La contrainte normative s'applique-t-elle de la même manière au niveau du langage et au niveau de la pensée ?
- 2° La contrainte normative doit-elle être comprise sous forme diachronique (i.e. comme concernant la constance de l'utilisation d'un terme) ou sous forme synchronique (i.e. comme concernant la relation en un terme et son référent) ?

La première question nous permettra de déterminer la portée de la contrainte normative. La seconde va tenter d'explicitier le rôle joué par l'élément temporel dans la formulation de la contrainte normative. Nous verrons en effet que le texte de Kripke ne permet pas de trancher aisément sur ce point qui, ainsi que je le démontrerai, est déterminant. Je terminerai enfin ce chapitre par deux remarques : la première introduira les notions de *normativité référentielle* et de *normativité inférentielle* et défendra l'idée selon laquelle la normativité sémantique, telle qu'elle apparaît dans le contexte du défi sceptique, est à ranger sous la première catégorie ; la seconde remarque clarifiera les notions de *normativité intrinsèque* et de *normativité extrinsèque*.

## **II. Langage, pensée et contrainte normative**

J'aimerais dans les lignes qui vont suivre revenir sur une question qu'une lecture attentive des chapitres précédents n'aura pas manqué de susciter, à savoir celle de la manière dont se pose le problème de la contrainte normative (et de l'argument sceptique en général) selon qu'il est formulé au niveau du langage ou au niveau des concepts. Cette question est bien sûr déterminante dans la mesure où, s'il devait s'avérer qu'il existe une différence selon le niveau auquel on se trouve, on se verrait alors contraint d'ouvrir deux chantiers : l'un consacré au niveau linguistique, l'autre au niveau mental. Comme je vais tenter de le démontrer cependant, je suis d'avis que le problème se pose de manière identique à ces deux niveaux ou, plus précisément, que le problème tel qu'il s'applique au niveau du langage n'est qu'une conséquence de son application au niveau des concepts.<sup>112</sup>

On peut dans un premier temps remarquer que, quand bien même il fait essentiellement porter sur le langage les arguments du sceptique, Kripke semble considérer que les conséquences de son exposé s'appliquent également aux concepts. Ainsi écrit-il par exemple :

Wittgenstein's main problem is that it appears that he has shown *all* language, *all concept formation*, to be impossible, indeed unintelligible.<sup>113</sup>

---

<sup>112</sup> Dans ce contexte, il peut être utile de rappeler l'arrière-plan théorique qui sous-tend ce travail : comme je l'ai laissé déjà apparaître en effet, je m'inscris ici dans une perspective gricienne considérant que notre langage reçoit ultimement sa signification du contenu précédemment fixé de nos états mentaux. En d'autres termes, c'est parce que nous pensons, parce que nous manipulons des concepts et des pensées dotées de certains contenus déterminés, que nous pouvons construire un outil de communication (le langage) susceptible de *porter* ces mêmes contenus. Il n'est bien sûr pas question pour moi de défendre ici cette approche gricienne, mais son caractère intuitif devrait faciliter son acceptation, au moins comme hypothèse de travail.

<sup>113</sup> KRIPKE (1982) : p. 62 (je souligne).



Kripke semble donc non seulement se poser la question qui nous intéresse ici (à savoir « La contrainte normative s'applique-t-elle tant au niveau linguistique qu'au niveau mental ? »), mais également lui apporter une réponse positive. Cela n'a rien d'étonnant dans la mesure où il est absolument essentiel pour le sceptique que son argumentation puisse être transposée sans perdre de sa force au niveau des concepts ; en effet, comme le remarque bien Colin McGinn :

The paradox would be of relatively little interest if it had no implications for concept possession: for if the idea that ascriptions of concepts to people correspond to facts-in-the-world were in good order, then there would be no general threat to our belief that our minds can house determinate representations of extra-mental states of affairs – the general notion of *intentionality* would not be under threat. It would merely be that the notion of a semantic property of a linguistic item is in trouble, but not because there is anything amiss with the idea of *content* in general. [...] If the factuality and determinacy of concepts were not under threat from the paradox, then it would seem that we have a ready reply to Kripke's semantic sceptic, namely that '+' means addition in my language simply because I associate with '+' the *concept of addition* (and not quaddition). [...] Thus the factuality of concepts could be used to establish the factuality of meaning.<sup>114</sup>

L'élément central ressortant de ce passage est donc que le défi sceptique n'a véritablement de portée intéressante qu'à condition de pouvoir être appliqué aux concepts<sup>115</sup> ; dans le cas contraire en effet, la notion de signification elle-même ne serait nullement menacée et il serait dès lors aisé de satisfaire aux exigences du sceptique. Il suffirait pour ce faire d'invoquer le fait que j'associe au signe '+' le concept *addition* (et non *quaddition*). C'est pourquoi McGinn insiste sur l'idée selon laquelle l'intérêt du défi sceptique dépend de sa capacité à rejeter la factualité non seulement de la signification, mais également du contenu mental. Pour pouvoir s'appliquer tant au niveau linguistique qu'au niveau mental, le défi sceptique se doit donc de porter sur la notion générale de *contenu*. Fort heureusement pour le sceptique, plusieurs auteurs ont défendu cette idée ; ainsi Paul Boghossian écrit-il au sujet des arguments en faveur des théories non-factualistes de la signification :

<sup>114</sup> MCGINN (1984) : pp. 144-145

<sup>115</sup> On verra plus tard (cf. III ci-dessous) que McGinn refuse ce passage du niveau linguistique au niveau mental et que les raisons de ce refus reposent sur un malentendu concernant la nature de l'élément temporel de la contrainte normative.

These arguments have nothing to do with the items being *mental* and everything to do with their being *contentful* [...]. If successful, then, they should tend to undermine the idea of linguistic content just as much as they threaten its mental counterpart.<sup>116</sup>

L'idée défendue par Boghossian est donc claire : les considérations du sceptique concernent la notion de contenu en général, indépendamment de sa nature linguistique ou mentale. Ce genre de réflexion me paraît tout à fait convaincante, et ce pour la raison suivante : appelons *item sémantique* tout élément porteur de contenu, i.e. tout élément entretenant une relation sémantique avec le monde (typiquement : un mot ou un concept). Le fait qu'un item sémantique soit de nature linguistique ou mentale semble peu pertinent pour notre discussion ; nous intéressons ici uniquement le fait de déterminer si la *relation sémantique* possède ou non une base factuelle, et plus particulièrement si cette relation a une dimension normative.<sup>117</sup> Notre question concerne donc les relations sémantiques *en général* et il va s'agir dans ce travail de déterminer si les relations sémantiques, qu'elles relient un mot à sa référence ou un concept à son contenu, sont ou non normative. Par conséquent, la nature linguistique ou mentale de l'item sémantique considéré n'a aucune importance.<sup>118</sup> Seul compte le fait qu'il y ait un contenu, et l'enjeu de ce travail sera précisément de déterminer si la relation qui relie un item sémantique à son contenu est ou non normative.<sup>119</sup> En jargon philosophique : la question qui nous occupe ici est d'ordre méta-sémantique plutôt que sémantique. Au vu de ces considérations, on semble avoir de bonnes raisons d'affirmer que la contrainte normative se doit de concerner toute relation sémantique, i.e. toute relation entre un item sémantique et son contenu.

Nous pourrions en fait nous demander si nous avons *réellement* des raisons de douter que le défi sceptique s'applique de la même manière tant au contenu linguistique qu'au contenu mental. Colin McGinn est de ceux qui répondent par l'affirmative à cette question. S'il reconnaît en effet les velléités du sceptique à appliquer ses considérations au langage aussi

---

<sup>116</sup> BOGHOSSIAN (1990) : p. 171

<sup>117</sup> On a vu en effet que c'est le postulat selon lequel cette relation est normative qui bloque une bonne partie des tentatives cherchant à démontrer qu'elle a une base factuelle.

<sup>118</sup> Bien sûr, la perspective gricienne qui sous-tend ce travail considère que c'est la relation entre un concept et son contenu qui prime ; mais la question ne serait pas différente dans une perspective « sellarsienne » considérant que le contenu mental découle du contenu linguistique.

<sup>119</sup> A ce titre, nous ne chercherons donc nullement par exemple à déterminer si la relation entre un item sémantique et sa référence est directe ou si elle est médiatisée par un sens fregéen. De la même manière, les éléments impliqués dans une relation sémantique nous intéressent peu ici, puisque la question n'est pas de savoir comment s'articule une relation sémantique, mais uniquement de déterminer si cette relation a ou non une dimension normative.

bien qu'aux concepts, Colin McGinn voit cependant dans ce passage un problème fondamental ; ainsi écrit-il :

The chief problem is that the initial statement of the paradox in terms of constancy of meaning across time has no natural application to concepts, unless we presuppose some questionable claims about what it is to have a concept. The metalinguistic question, remember, is whether [...] a certain syntactically identified linguistic item has retained or changed its meaning over time. But at the level of thought this sort of question makes dubious sense [...]. The reason for the asymmetry is obvious: we have not, in the case of concepts, the idea of a single meaning-bearing item (word) about which we can press the question what establishes constancy in its meaning; there isn't the gap between a concept and its content that there is between a word and its meaning.<sup>120</sup>

Bien sûr, on pourrait tenter de faire disparaître cette asymétrie en invoquant une théorie comme celle du langage de la pensée, théorie qui considère les concepts comme des entités syntaxiquement identifiables. Ce faisant, on restaurerait le parallèle entre langage et pensée, ainsi que la légitimité d'une application aux concepts du défi sceptique. McGinn envisage d'ailleurs cette option, mais considère toutefois qu'elle ne peut faire l'affaire du sceptique, et ce pour deux raisons : (1°) Elle contraindrait le sceptique à trancher définitivement pour une théorie (la théorie du langage de la pensée) dans un domaine (celui de la nature des concepts) au sujet duquel il préférerait sans doute rester neutre ; (2°) la théorie du langage de la pensée ne semble pas pouvoir rendre compte de la contrainte normative. J'aimerais revenir un instant sur ces deux affirmations.

Il ne semble pas évident, loin s'en faut, que l'application à la pensée de la contrainte normative oblige le sceptique à embrasser du même coup l'hypothèse du langage de la pensée. En effet, comme l'écrit Boghossian :

According to a language of thought hypothesis, thought contents are the semantic properties of syntactically and semantically *structured bearers*. But it should be quite clear that nothing in the sceptical argument depends on the assumption of *structure*: even if the representation were to possess no internal syntax, we could still ask, in proper kripkean fashion, what its correctness conditions are and in virtue of what they are determined. It would appear, however, that the sceptical argument's strategy does presuppose that content properties have *some* sort of bearer

---

<sup>120</sup> MCGINN (1984) : p. 146

(even if not necessarily a structured one). [...] And so we see that the sceptical argument must, can, and does [...] include mental content within the scope of the scepticism it aims to promote.<sup>121</sup>

Le ciel du sceptique semble donc s'éclaircir : rien ne semble le contraindre à adopter l'hypothèse du langage de la pensée (i.e. l'hypothèse selon laquelle nos concepts seraient des entités concrètes particulières, identifiées de manière syntaxique). Une telle exigence est beaucoup trop forte. Selon Boghossian, l'essentiel est que les contenus de nos pensées aient un porteur (*bearer*), *quel qu'il soit*. La simple présence d'un porteur suffit au sceptique pour pouvoir déployer sa contrainte normative. Ce dernier toutefois n'est pas tiré d'affaire car McGinn, on s'en souvient, a dans sa manche un second argument à opposer à l'application à la pensée de la contrainte normative, argument qui cette fois va contraindre le sceptique à retrousser ses manches... Passons à présent à l'examen de ce second argument.

La seconde raison invoquée par McGinn pour rejeter une application à la pensée de la contrainte normative est qu'à ses yeux pareille application ne fait tout bonnement aucun sens. Ainsi écrit-il :

The issue of normativeness, the crucial issue for Kripke, has no clear content in application to the language of thought: what does it mean to ask whether my current employment of a word in my language of thought (i.e. the exercise of a particular concept) is *correct* in the light of my earlier inner employment of that word? [...] What could be (relevantly) meant by asking whether my present employment of a concept is in accordance with its previous content? There is just no analogue here for the idea of linguistic incorrectness [...]. Linguistic incorrectness is using the same word with a different meaning from that originally intended (and doing so in ignorance of the change), but we cannot in this way make sense of employing a concept with a different content form that originally intended – it would just be a *different concept*. [...] The original intuitive statement of the paradox, in terms of constancy of meaning over time and normativeness, simply does not carry over concepts.<sup>122</sup>

On vient de voir que le sceptique n'est certes pas tenu d'accepter une hypothèse aussi forte que celle du langage de la pensée. Toutefois, l'argument de McGinn reste valable même dans le cas d'une hypothèse plus faible, telle que par exemple celle proposée par Boghossian. En effet, même en concevant les concepts comme des porteurs de contenu non-identifiables syntaxiquement, on reste à la merci de la critique de McGinn : changer de contenu, c'est selon

<sup>121</sup> BOGHOSSIAN (1989b) : p. 514

<sup>122</sup> MCGINN (1984) : p. 147

lui changer de concept, quelle que soit la nature du porteur en question. On peut donc tirer les informations suivantes du raisonnement de McGinn :

- McGinn conçoit la contrainte normative en termes de constance. Selon lui, se poser la question de la normativité sémantique n'est rien d'autre que se demander si mon utilisation d'un terme item sémantique (linguistique ou mental) en  $t'$  est la même qu'en  $t$  (avec  $t < t'$ ).
- Selon cette lecture, le fait qu'un concept ait un contenu différent en  $t$  qu'en  $t'$  ne traduit pas un manque de constance (et donc une utilisation incorrecte), mais bien le fait que *deux concepts différents* (et non un seul) ont été utilisés. Aussi l'application de la contrainte normative au niveau des concepts semble-t-elle, sinon absurde, du moins impossible.

Dans ce contexte, il est clair que la réponse proposée par Boghossian à la première objection de McGinn semble ici sans effet. En effet, l'argumentation de McGinn ne dépend pas du fait que le porteur du contenu soit ou non identifiable syntaxiquement, mais possède au contraire une dimension plus générale.

A ce stade, il est essentiel de remarquer qu'il semble exister un certain malentendu entre McGinn et Boghossian. En effet, alors que le premier formule son objection en termes de constance, le second lui répond en termes de relation entre un porteur et son contenu. Quid de la notion de constance ? Le problème soulevé par McGinn implique de déterminer dans quelle mesure on peut légitimement affirmer que des applications différentes d'un concept sont réellement des applications d'un *même* concept, et non des applications de concepts différents. Boghossian ne traite pas cet aspect dans sa réponse, et pour cause : à mon sens en effet, Boghossian et McGinn n'ont pas la même lecture de la contrainte normative. En quoi consiste alors leur différend ? C'est à cette question (la seconde des deux questions évoquées en début de chapitre) que je me propose de répondre à présent. Mais auparavant, faisons brièvement un point de la situation.

On a vu jusqu'ici que les considérations du sceptique concernent la notion de contenu *en général* et qu'elles concernent dès lors aussi bien les relations sémantiques existant au niveau du langage que celles existant au niveau des concepts. Ce que dit le sceptique du langage doit dès lors pouvoir s'appliquer aux concepts ; il en va donc de même pour la contrainte normative. Or, McGinn soutient l'idée (valable quand bien même on défend une théorie plus

faible que celle du langage de la pensée) que l'application aux concepts de la contrainte normative ne fait aucun sens puisque utiliser un concept de manière différente en deux occasions revient en fait à utiliser deux concepts différents. Toutefois, comme je vais le démontrer à présent, cet argument présuppose une lecture bien particulière, et à mes yeux erronée, de la contrainte normative.<sup>123</sup>

### **III. Lectures diachronique et synchronique de la contrainte normative**

Nous avons vu que le sceptique pose la question : « Y a-t-il un fait qui détermine la manière dont l'individu I doit utiliser l'expression E à un moment  $t'$  donné ? ». Ce réquisit met en difficulté une théorie comme le dispositionalisme, et ce pour la raison suivante : alors que le sceptique exige que l'on rende compte de l'aspect normatif de la signification d'un terme, à savoir de la manière dont on *doit* l'utiliser, une théorie dispositionaliste ne peut, au mieux, que spécifier la manière dont l'individu en question *va* l'utiliser. Cette contrainte normative, que Kripke veut appliquer à toute théorie de la signification, semble sans équivoque. Toutefois, à y regarder de plus près, les choses sont un peu plus complexes. En effet, comme en témoignent les divergences de vues que l'on peut observer chez plusieurs commentateurs (cf. par exemple le cas tout juste évoqué de Colin McGinn et Paul Boghossian), cette contrainte normative peut être entendue de deux manières distinctes, chacune présentant un problème différent susceptible de recevoir une réponse propre. Ces deux lectures de la contrainte normative peuvent être formulées comme suit :

- (a) Y a-t-il un fait qui détermine la manière dont l'individu I doit utiliser l'expression E au moment  $t'$ , *entendu que I doit utiliser E comme il l'a fait en  $t$  (avec  $t < t'$ )* ?
- (b) Y a-t-il un fait qui détermine la manière dont l'individu I doit utiliser l'expression E au moment  $t'$ , *entendu que I doit utiliser E conformément à sa signification (i.e. de manière correcte)* ?

On remarquera que ces deux formulations de la contrainte normative sont indépendantes dans la mesure où (1°) I peut utiliser un terme de manière constante sans pour autant l'utiliser de manière conforme à sa signification (i.e. I peut constamment utiliser le terme en question de

---

<sup>123</sup> Pour une argumentation sensiblement différente en faveur de l'application à la pensée du défi sceptique, cf. SARTORELLI (1991).

manière incorrecte) et (2°) I peut modifier son utilisation d'un terme précisément pour la rendre conforme à sa signification. Ce point est d'ailleurs illustré par Simon Blackburn :

When I come to do a calculation, which we suppose I have never done before, I certainly believe myself to follow a principle. I believe myself to be *faithful* to yesterday's rule, by adopting the same procedure or principle in determining answers to problems expressed using the functor. [...] Notice that this is not quite the same as claiming that I should say this unconditionally. I may want to change my allegiances. There is no impropriety in deciding that yesterday's principle of application is not the best one for this term, and to start to use it according to different rules. It is just that if I am faithful, then I ought to give that answer.<sup>124</sup>

Afin de marquer la différence entre les deux lectures distinguées ci-dessus, je parlerai désormais d'une *lecture diachronique* (cf. (a) ci-dessus) et d'une *lecture synchronique* (cf. (b) ci-dessus) de la contrainte normative. La première concerne la constance avec laquelle un terme est utilisé dans un certain intervalle temporel ; la seconde touche à la question de savoir si l'utilisation d'un terme à un moment donné est ou non correcte (i.e. conforme ou non à la signification du terme en question). Je propose de définir ces deux lectures de la façon suivante :

**(LD)** La *lecture diachronique* de la contrainte normative considère que les prescriptions invoquées par le sceptique concernent la manière dont un terme doit être utilisé en  $t'$  afin que son utilisation soit constante dans l'intervalle  $[t, t']$ . L'utilisation d'une expression E par un individu I est constante dans l'intervalle temporel  $[t, t']$  si et seulement s'il existe un fait établissant que, lors de chaque occurrence de E dans l'intervalle  $[t, t']$ , I veut dire (*means*)<sup>125</sup> la même chose au moyen de E.

**(LS)** La *lecture synchronique* de la contrainte normative considère que les prescriptions invoquées par le sceptique concernent la manière dont un terme doit être utilisé en  $t'$  afin que son utilisation soit correcte (i.e. conforme à sa signification). L'utilisation d'une expression E par un individu I au moment  $t'$  est correcte si et seulement si ce que I veut dire (*means*) au moyen de E est conforme à la

<sup>124</sup> BLACKBURN (1984) : p. 287

<sup>125</sup> Il est intéressant de constater que la traduction française de 'I mean' semble connoter un aspect volontariste et intentionnel ; ainsi traduit-on généralement cette expression par 'je veux dire'. On n'est donc pas loin des intentions si chères à l'approche hypothétique...

signification de cette expression. Si c'est le cas, ce que dit I est vrai ; sinon, ce que dit I est faux.

On retrouve dans la littérature divers passages allant dans le sens d'une lecture diachronique de la contrainte normative ; ainsi peut-on lire par exemple :

If we consider S independently of any community of speakers and his own past uses, then normative considerations do not arise at this stage. [...] Justification is not required at this point. The dispositionalist's treatment of meaning at a given time is straightforwardly descriptive. [...] Normativeness arises within our wider practice of using words. We desire to communicate. [...] Such communication is in practice only feasible if the participants use the words consistently. The need for consistency, coupled with the desire to communicate that S may be presumed to have, leads to the normative conclusion that S ought to use words in the same way on every occasion, that is with the same primitive meaning. [...] Now if the distinction between earlier and later dispositions is lost sight of, then the dispositionalist will lose the notion of consistency required in his account of normativeness.<sup>126</sup>

Coates défend donc clairement l'idée selon laquelle la dimension normative de la signification n'est qu'un produit (1°) de la constance de l'utilisation du terme en question et (2°) des intentions du locuteur (notamment de l'intention de communiquer). Nous reviendrons plus tard sur l'idée selon laquelle il est nécessaire d'intégrer les intentions du locuteur pour rendre compte de la dimension normative de la signification.<sup>127</sup> Je me contenterai pour l'instant d'insister sur le fait que, selon cette approche, la normativité sémantique a clairement une dimension diachronique. Pris isolément, un usage d'un terme à un moment donné est purement descriptif ; c'est seulement en considérant la constance des utilisations dans un intervalle donné que la signification se « charge » normativement.

Paul Coates n'est bien sûr pas le seul à défendre une approche diachronique de la contrainte normative ; Colin McGinn a lui aussi argumenté en ce sens :

The notion of normativeness Kripke wants captured is a transtemporal notion: it is the idea of present use being in accord with past meaning [...]. We have an account of this normativeness when we have two things: (a) an account of what it is to mean something at a given time and (b) an account of what it is to mean the *same* thing at two different times – since (Kripkean) normativeness is a matter of meaning now what one meant earlier. [...] Linguistic normativeness, in the sense invoked by Kripke, is a matter of a standing intention to use words with the same

---

<sup>126</sup> COATES (1986) : pp. 78-79

<sup>127</sup> Cf. Chap. 5.II-III.



meaning over time unless by explicit intentional change of meaning ; this standing intention is fulfilled if ones association of words with capacities remains constant over time.<sup>128</sup>

On retrouve dans ces lignes un nouvel exemple de lecture diachronique de la contrainte normative. Il est intéressant de noter toutefois le point suivant : McGinn attribue à Kripke une conception diachronique de la normativité sémantique. Coates, à l'inverse, semblait précisément opposer une telle approche à celle de Kripke en tentant de démontrer que la dimension normative de la signification n'apparaît qu'en relation avec la constance de l'utilisation d'un terme. Alors que, implicitement, Coates attribue à Kripke une conception (indéfendable selon lui) synchronique de la normativité sémantique, McGinn semble défendre l'opinion inverse en adoptant une lecture diachronique de la contrainte normative. Deux questions se posent donc désormais, à savoir :

- (1) Kripke défend-il la version synchronique ou diachronique de la contrainte normative ?
- (2) Indépendamment de la position de Kripke à ce sujet, quel est l'impact de cette distinction sur la présente discussion ?

Dans les lignes qui vont suivre, je vais m'intéresser à ces deux questions en suivant l'ordre dans lequel elles sont mentionnées ci-dessus.

On l'a vu dans le chapitre initial, les premiers jalons que pose Kripke semblent justifier l'assimilation du défi sceptique à un problème relatif à la constance de l'utilisation d'un terme donné ; la question posée alors exigeait de l'interlocuteur du sceptique qu'il démontre que la réponse donnée correspondait bel et bien à la signification associée au terme en question lors de ses usages précédents. Toutefois, comme nous l'avons vu, il semble que le sceptique ait plus en tête qu'un simple problème relatif à la constance de notre utilisation du langage. En effet, une fois son argumentation déployée, le sceptique prétend avoir démontré non pas que notre utilisation du langage est inconstante, mais bien que nous sommes incapables *à quelque moment que ce soit*, de déterminer avec précision la signification des termes que nous utilisons. Pour reprendre le vocabulaire normatif cher à Kripke : il nous est impossible de déterminer, à quelque moment que ce soit, la manière dont on *doit* utiliser un terme donné.

---

<sup>128</sup> MCGINN (1984) : pp. 174-175

Rappelons-nous brièvement du contexte dans lequel apparaît la contrainte normative : le sceptique exige de son interlocuteur qu'il lui indique un fait démontrant qu'il entend par '+' ce qu'il entendait jadis par ce signe. Le dispositionaliste voit en la notion de disposition le candidat idéal permettant de répondre au sceptique. C'est alors qu'apparaît la contrainte normative : la signification nous indique la manière dont on *doit* utiliser un terme. Une disposition ne peut nous indiquer que la manière dont on *va* utiliser un terme. Donc, la signification ne peut être réduite à une disposition.

Le texte de Kripke ne permet pas de trancher aisément entre les lectures synchroniques et diachroniques de la contrainte normative, ce d'autant plus qu'il balance constamment, parfois dans un même paragraphe, entre les deux lectures, comme cela est par exemple le cas dans le passage suivant :

Suppose I do mean addition by '+'. What is the relation of this supposition to the question how I will respond to the problem '68+57'? [1] The dispositionalist gives a *descriptive* account of this relation: if '+' meant addition, then I will answer '125'. But this is not the proper account, which is *normative*, not descriptive. [2] The point is *not* that, if I meant addition by '+', I will answer '125', but that, if I intend to accord with my past meaning of '+', I *should* answer '125'. Computational error, finiteness of my capacity, and other disturbing factors may lead me not to be *disposed* to respond as I *should*, but if so, I have not acted in accordance with my intentions. The relation of meaning and intention to future action is *normative*, not *descriptive*.<sup>129</sup>

Ce passage est curieux dans la mesure où, alors qu'il suggère dans un premier temps (cf. [1]) que la relation normative existant entre la signification d'un terme et la réponse correcte est de nature synchronique, il poursuit ensuite (cf. [2]) en affirmant que ce n'est pas la signification uniquement, mais bien la relation entre d'un côté la signification *et l'intention d'utiliser le terme conformément à mes usages passés* et, de l'autre, une action future (i.e. la réponse donnée) qui est normative. Comment trancher dès lors entre les deux lectures de la contrainte normative qui nous occupent ici ?

Bien que son texte n'exclue nulle part explicitement une lecture diachronique, il paraît cependant difficile, pour des raisons de cohérence, d'attribuer une telle conception à Kripke. Il est en effet peu concevable que Kripke ait en tête un argument tendant à démontrer que, puisque la notion de disposition ne peut rendre compte de la normativité *diachronique*, elle ne peut jouer le rôle de signification. Bien plutôt s'impose l'idée selon laquelle Kripke reproche

<sup>129</sup> KRIPKE (1982) : p. 37. J'ai inséré les chiffres entre crochets afin de bien marquer les deux passages qui m'intéressent.

au dispositionaliste de faire de l'utilisation d'un terme *à un moment donné* une notion purement descriptive, alors que la relation entre un terme et sa référence est selon lui normative. Cette affirmation est notamment étayée comme suit par Paul Boghossian :

The 'normativity' requirement defined by McGinn has nothing much to do with the concept of meaning *per se* and is not the requirement that Kripke is operating with. We may appreciate this point by observing that the requirement defined by McGinn could hardly act as a substantive constraint on theories of meaning [...]. Any theory of meaning that provided an account of what speakers mean by their expressions at arbitrary times – however crazy that theory may otherwise be – would satisfy McGinn's constraint. In particular, the main theory alleged by Kripke to founder on the normativity requirement would easily pass it on McGinn's reading: since there are perfectly determinate facts about what dispositions are associated with a given expression at a given time – or, rather, since it is no part of Kripke's intent to deny that there are – it is always possible to ask whether an expression has the same or a different meaning on dispositional theory, thus satisfying McGinn's requirement. How to explain, then, Kripke's claim that a dispositional theory founders precisely on the normativity requirement? The answer is that the normativity requirement is not the thesis McGinn outlines.<sup>130</sup>

Bien que Boghossian s'attaque ici explicitement à McGinn, son argumentation s'applique bien sûr à toutes les lectures diachroniques de la contrainte normative. Comme il le souligne en effet, une telle lecture fait de la contrainte normative une contrainte bien trop faible pour être véritablement intéressante. Pire, dans une lecture diachronique, le dispositionalisme (qui est précisément l'objet de la critique de Kripke) ne se verrait nullement mis en danger par la contrainte normative.

Une deuxième raison devrait nous inciter à trancher en faveur d'une lecture synchronique de la contrainte normative. Certes, on l'a vu, Kripke introduit le défi sceptique en termes de constance (il pose la question : « Y a-t-il un fait qui justifie mon affirmation selon laquelle j'associe aujourd'hui au terme T la même signification que celle que je lui associais lors de mes précédents usages de ce terme ? »). Ces considérations ne devraient cependant pas nous faire oublier le but poursuivi par le sceptique, à savoir établir que la signification n'a aucune base factuelle. Dans ce contexte, la contrainte normative apparaît comme une condition que doit être en mesure de satisfaire toute théorie sémantique. En d'autres termes : toute théorie de la signification doit être en mesure de rendre compte de la dimension normative des relations sémantiques. Le problème de la contrainte normative est donc antérieur à toute considération relative à la constance de mes utilisations d'un terme. Pour illustrer ce point, il est utile de

<sup>130</sup> BOGHOSSIAN (1989b): pp. 512-513

revenir un instant sur le texte de McGinn cité un peu plus haut.<sup>131</sup> Dans ce passage, McGinn affirmait que la notion de normativité défendue par Kripke était de nature diachronique et qu'une normativité de ce type résultait de la conjonction de deux éléments, à savoir (1°) une explication de ce que c'est que signifier quelque chose à un moment *t* et (2°) une explication de ce que c'est que signifier la même chose en *t* et en *t'* (avec  $t \neq t'$ ). Or il est clair que si la contrainte normative concerne toute relation sémantique, le premier élément suffit au sceptique pour porter son attaque. En effet, ce dernier peut faire jouer la contrainte normative sans considérer le moindre aspect relatif à la constance dans l'utilisation d'un terme. Dès lors que l'on prétend savoir ce qu'un individu entend par un signe *à un moment donné*, le sceptique exigera que la contrainte normative soit satisfaite. On peut certes ensuite se demander si l'utilisation du terme en question est constante, mais pareille interrogation constituerait une question supplémentaire dont l'intelligibilité dépend précisément de la satisfaction de la lecture synchronique de la contrainte normative. Ma ligne d'argumentation en faveur d'une lecture synchronique de la contrainte normative est donc la suivante :

- (1) Pour savoir si un individu *I* utilise un terme *T* de la même manière en *t*<sub>1</sub> qu'en *t*<sub>2</sub> (avec *t*<sub>1</sub> différent de *t*<sub>2</sub>), il faut connaître la signification que *I* associe à *T* en *t*<sub>1</sub> et en *t*<sub>2</sub>.
- (2) Connaître la signification que *T* associe à *E* à un moment donné, c'est savoir comment *I* doit utiliser *T*. (= **Lecture synchronique de la contrainte normative**).
- (3) DONC : On ne peut répondre à la question diachronique relative à la constance sans répondre au préalable à la question synchronique relative à la manière dont un terme doit être utilisé à un moment donné.

Il semble donc que l'approche diachronique mette le problème sur la tête : la question n'est pas en effet de prendre la signification pour connaître les normes, mais plutôt de connaître les normes pour avoir la signification. Alors que le sceptique nous a appris que, pour connaître la signification, il faut connaître les normes sémantiques qui l'accompagnent, le partisan de la lecture diachronique met la charrue avant les bœufs et propose de partir de la signification

---

<sup>131</sup> Cf. n. 128

pour connaître ces dernières, qui sont alors considérées comme des normes relatives à la seule constance de l'utilisation et ne concernant nullement la relation sémantique en elle-même. La contrainte normative telle que la défend Kripke suppose que toute relation sémantique est normative. *Une seule et unique* utilisation d'un terme suffit dès lors pour poser la question de la dimension normative de la signification; inutile pour cela d'invoquer des problèmes relatifs à la constance des utilisations d'un terme (i.e. des problèmes concernant l'utilisation d'un terme utilisé à *plusieurs reprises*). On voit ainsi que la structure générale de l'argumentation sceptique ne semble pas laisser pas d'autre choix que celui d'attribuer à Kripke et à son sceptique une conception synchronique de la contrainte normative. Ces observations nous livrent du même coup une réponse à la question qui nous occupait au point précédent, question concernant la possibilité d'appliquer le défi sceptique au niveau de la pensée. L'objection proposée par McGinn selon laquelle la contrainte normative ne peut s'appliquer à la pensée ne fait sens qu'à condition d'en adopter une lecture diachronique. Nous venons de voir cependant qu'une lecture diachronique n'est possible qu'à condition de satisfaire au préalable la contrainte normative prise dans sa version synchronique. Et rien dans la version synchronique de la contrainte normative ne s'oppose à son application au niveau de la pensée. Nul besoin dès lors de chercher à rendre compte des problèmes de constance soulevés par McGinn, problèmes qui relèvent d'une lecture erronée de la contrainte normative telle que la conçoit le sceptique.

En conclusion, quand bien même la contrainte normative est initialement formulée en termes de constance dans l'utilisation d'un terme (i.e. en termes diachroniques), l'objection au dispositionalisme indique que seule une lecture synchronique de la contrainte normative rend véritablement justice à la portée de l'argument sceptique tel que l'a conçu Kripke. On peut, au moyen du schéma ci-dessous, synthétiser graphiquement la question qui nous occupe ici (où T représente un item sémantique donné, R la référence de T et t1 et t2 deux moments distincts) :



La question consiste donc à déterminer si la contrainte normative porte sur la relation entre les utilisations de T en t1 et en t2 ou si, à l'inverse, elle porte sur la relation entre T et sa référence R (et ce aussi bien en t1 qu'en t2). Sans doute est-il possible et même légitime de postuler, comme le fait Coates, l'existence d'une dimension normative résultant de la conjonction de certains désirs de l'individu et d'un ensemble d'utilisations ponctuelles d'un terme. Mais choisir cette option reviendrait à faire de la contrainte normative une contrainte bien faible, qui plus est inoffensive pour l'approche dispositionaliste.<sup>132</sup> Aussi était-il important de souligner que, selon le sceptique, la normativité sémantique est une propriété de la relation (quelle que soit sa nature) entre T et R, et non une propriété de la relation entre l'utilisation de T en t1 et l'utilisation de T en t2.

La lecture synchronique, si elle peut certes concéder qu'une certaine forme de normativité hypothétique peut découler de la conjonction de la signification d'un terme et des intentions d'un individu relatives à la constance de ses utilisations, permet de poser le problème de la normativité avant celui de la constance. Dans cette optique, on ne se posera des questions relatives à la constance qu'une fois résolues les questions relatives à la signification elle-même. Et ces dernières ne pourront être résolues aussi longtemps que la contrainte normative ne sera pas satisfaite. Bien que la lecture diachronique de la contrainte normative ne soit pas absurde en elle-même, force est donc de constater que seule une lecture synchronique lui permet de jouer le rôle que prétendent lui faire jouer Kripke et son sceptique. Je laisse là le commentaire du texte de Kripke pour me consacrer à présent à la seconde des deux questions évoquées plus haut, à savoir celle qui consiste à déterminer, indépendamment de la position de Kripke à ce sujet, l'impact sur la problématique générale de la normativité sémantique de la distinction entre lecture synchronique et diachronique de la contrainte normative.

Une première conséquence de la distinction entre ces deux lectures est bien sûr que l'on voit apparaître en filigrane la possibilité d'une réponse en termes hypothétiques. En effet, si, à la suite de Coates et de McGinn par exemple, on opte pour une lecture diachronique de la contrainte normative, alors il semble possible d'assimiler la normativité sémantique à une norme hypothétique, c'est à dire à une norme découlant de la conjonction de facteurs descriptifs. Dans ce contexte, mon rejet d'une lecture diachronique de la contrainte normative signifierait-elle la faillite d'une approche hypothétique de la normativité sémantique ? Ce n'est pas (encore)<sup>133</sup> le cas. A ce stade, il est essentiel de noter que, si elle s'impose dans le

<sup>132</sup> On a en effet vu plus haut que si la contrainte normative ne concernait que la constance des utilisations d'un terme, on verrait alors mal pourquoi une disposition ne pourrait pas jouer le rôle de fait sémantique.

<sup>133</sup> L'approche hypothétique sera réfutée plus bas, cf. Chap. 5.III.B-C)

cas d'une lecture diachronique, l'approche hypothétique est défendable également dans le cas d'une lecture synchronique ; rien n'empêche en effet de considérer que la normativité sémantique résulte de la conjonction de la signification et d'intentions particulières relatives non pas, comme dans le cas de la normativité diachronique, à la constance des usages du terme en question, mais, par exemple, à un désir de communiquer ou de dire la vérité. Une différence demeure toutefois entre les deux approches ; en effet, une lecture diachronique *implique* une approche hypothétique invoquant la présence d'intentions particulières de la part du locuteur, alors que cela ne semble pas être le cas d'une approche synchronique. Cette relation entre lecture diachronique et structure hypothétique (i.e. impliquant la présence d'intentions particulières de la part du locuteur) est d'ailleurs visible dans le passage suivant, déjà cité plus haut :

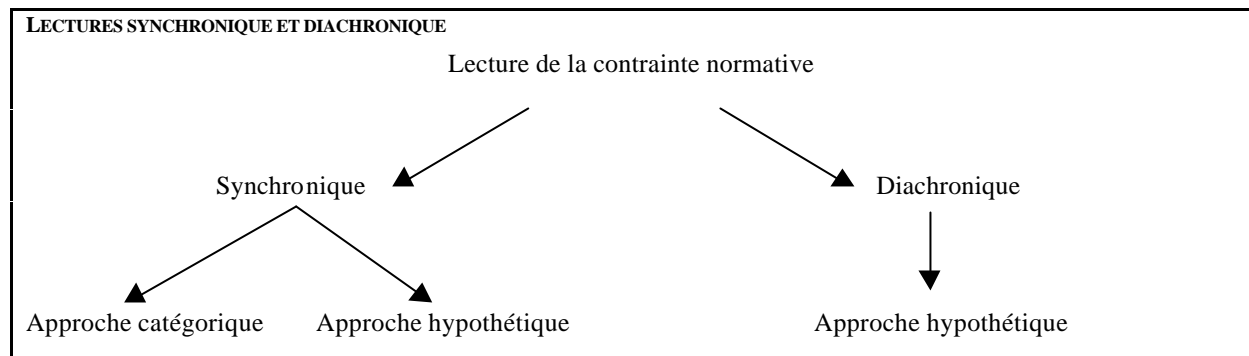
The point is *not* that, if I meant addition by '+', I *will* answer '125', but that, if I intend to accord with my past meaning of '+', I should answer '125'.<sup>134</sup>

En d'autres termes, l'approche diachronique semble *impliquer* l'idée selon laquelle la normativité sémantique a une structure hypothétique. Comme le démontre ce bref passage en effet, une norme relative à la constance de l'utilisation d'un terme ne peut apparaître que si le locuteur a l'intention d'utiliser le terme comme par le passé (notamment afin de garantir une communication réussie). Sans les intentions du locuteur, on n'aurait alors affaire qu'à une simple régularité, en aucun cas à une norme (hypothétique) prescrivant la manière dont le locuteur doit utiliser le terme en question s'il veut en faire une utilisation constante (i.e. s'il veut lui associer la même signification que celle qu'il lui attribuait par le passé).<sup>135</sup>

Certes, l'approche hypothétique peut également être utilisée par un partisan de la normativité synchronique ; une telle approche n'est toutefois pas nécessaire, un tel individu pouvant tout aussi bien défendre l'idée selon laquelle la normativité sémantique a une structure catégorique (i.e. est indépendante des intentions du locuteur). D'où le schéma suivant :

<sup>134</sup> KRIPKE (1982) : p. 37 (je souligne ; les italiques sont de Kripke)

<sup>135</sup> Sans les intentions du locuteur, on ne pourrait donc rendre compte que d'une régularité, i.e. d'une norme *descriptive*, au sens de notre typologie du chapitre 3. Pour une discussion plus approfondie de la notion de norme entendue comme une régularité, cf. la discussion relative au régularisme dans BRANDON (1994) : pp. 26-30.



Quelle que soit la lecture favorisée, on retrouve donc la question fondamentale qu'a mise en exergue notre typologie : la normativité sémantique doit-elle être appréhendée de manière catégorique ou hypothétique ? Il est essentiel ici de remarquer que la réponse à cette question aura des conséquences assez remarquables ; en effet, si l'on parvenait à démontrer que l'approche hypothétique est viciée ou confrontée à des problèmes insurmontables, on se verrait alors forcé de tirer la double conséquence suivante : (1°) la seule lecture possible de la contrainte normative est la lecture synchronique (puisque, on l'a vu, l'approche diachronique implique *ipso facto* une conception hypothétique de la normativité sémantique alors que, à l'inverse, une approche synchronique, semble en sus disposer de la possibilité de défendre une conception catégorique de la normativité sémantique) ; pareille conclusion confirmerait donc l'idée défendue plus haut selon laquelle seule une lecture synchronique permet de donner sa pleine force à la contrainte normative<sup>136</sup> ; (2°) les normes sémantiques ont une structure catégorique.<sup>137</sup>

Avant toutefois d'examiner la possibilité de rendre compte de la contrainte normative en termes hypothétiques, j'aimerais procéder encore à deux ultimes clarifications.

<sup>136</sup> On l'a vu, c'est la lecture synchronique qui semble le mieux correspondre aux ambitions que le sceptique nourrit vis-à-vis de la contrainte normative. En effet, la lecture diachronique (i.e. en termes de constance) présuppose que déterminer la signification associée à un terme à un moment donné ne pose pas de problème particulier. Dans la mesure où elle ne laisserait d'autre option qu'une lecture synchronique de la contrainte normative, une réfutation de l'approche hypothétique s'inscrirait donc dans la droite ligne des idées du sceptique.

<sup>137</sup> S'agissant de la première question, j'ai déjà démontré qu'en ce qui concerne l'exégèse de Kripke, c'est la lecture synchronique qui s'impose. Au chapitre 5, je franchirai un pas supplémentaire et démontrerai que non seulement la lecture diachronique ne correspond pas à l'idée que se fait Kripke de la contrainte normative mais que, de surcroît, elle est tout bonnement indéfendable.



#### **IV. Normativité inférentielle et normativité référentielle**

La première de ces deux clarifications concerne une nouvelle fois le type de relation exacte dont il est question dès lors que l'on parle de normativité sémantique au sens où l'entend Kripke. On vient de voir que cette relation est à prendre dans un sens synchronique (par opposition à diachronique). J'aimerais à présent insister sur le fait que c'est bien la relation entre un terme et sa signification que concerne la contrainte normative, et non une quelconque autre relation, notamment la relation entre un terme et les inférences qu'il autorise. En effet, comme l'écrit Robert Brandom :

Two sorts of norms have been pointed out as involved in attributions of intentional states. On the one hand, intentional states stand in normative relations to each other: acquiring one belief commits one to believing its inferential consequences [...]. On the other hand, intentional states stand in normative relations to states of affairs that are not intentional states: there is a certain sort of normative *accord* between a belief and the state of affairs that must obtain for it to be true [...]. The first sort of normative relation is broadly *inferential*, the second is broadly *referential*.<sup>138</sup>

Nul doute dans ce contexte que c'est le second type de normativité, à savoir la normativité référentielle, que concerne la contrainte normative telle qu'elle a été formulée dans notre présentation du défi sceptique. Il est relativement aisé de s'en convaincre. En effet, la normativité inférentielle va lister les inférences autorisées et interdites par certaines croyances, comme par exemple :

- (I) Si je crois que le chat est sur le canapé, alors j'ai le droit d'inférer qu'il y a un animal sur le canapé.

Le problème dans ce contexte est que le défi sceptique pose précisément la question de la détermination du contenu des croyances d'un individu ; dans la mesure où le défi sceptique nous empêche de trancher entre différentes hypothèses, on risque donc inévitablement de se retrouver avec une liste d'hypothèses impliquant chacune des autorisations et interdictions inférentielles propres, sans toutefois être en mesure de déterminer laquelle est la bonne, i.e. laquelle correspond véritablement à la croyance du sujet en question. Cette liste pourrait par exemple ressembler à ceci:

---

<sup>138</sup> BRANDOM (1994) : p. 656, n. 17

- (L1) Si l'individu I croit  $p_1$ , alors il a le droit d'inférer les croyances  $C_1, \dots, C_n$   
 Si l'individu I croit  $p_2$ , alors il a le droit d'inférer les croyances  $C'_1, \dots, C'_n$   
 Si l'individu I croit  $p_3$ , alors il a le droit d'inférer les croyances  $C''_1, \dots, C''_n$   
 etc.

Si, comme le prétend le défi sceptique, la signification de notre langage et le contenu de nos croyances sont indéterminés, il est clair que la normativité inférentielle ne nous sera pas d'un grand secours dans la mesure où elle nous indiquera les inférences autorisées et interdites par chaque hypothèse de la liste (L1) sans pour autant être en mesure de nous aider à déterminer laquelle correspond à la croyance du sujet en question. C'est donc bel et bien la normativité référentielle qui est au cœur du défi sceptique, et c'est à elle que nous devons ainsi nous intéresser. Aussi n'est-ce qu'en satisfaisant la contrainte normative, dans une lecture synchronique et relative à la normativité référentielle, que nous satisferons aux exigences du sceptique. Satisfaire uniquement la contrainte normative au sens de la normativité inférentielle laisserait intouchée la question centrale posée par le sceptique, à savoir celle de la détermination de la signification.<sup>139</sup> En résumé : l'utilisation correcte d'un concept ne se réduit pas aux inférences qu'il autorise.

## **V. Normativité sémantique intrinsèque et extrinsèque**

Nous avons vu plus haut que la distinction effectuée entre une lecture diachronique et une lecture synchronique de la normativité sémantique nous confronte ultimement au choix de base auquel l'élaboration de notre typologie nous avait d'ores et déjà préparés, à savoir celui de décider si la normativité sémantique a une structure hypothétique ou catégorique. Les deux lectures (synchronique et diachronique) offrent les mêmes alternatives de base, à ceci près que, comme nous l'avons noté plus haut, une lecture diachronique implique *ipso facto* une conception hypothétique de la normativité sémantique, alors que la lecture synchronique semble autoriser en sus une approche en termes de normes catégoriques. On a vu qu'une conséquence intéressante découle de cette observation : si l'approche hypothétique devait s'avérer viciée, on se verrait dans l'obligation d'opter pour une approche catégorique de la

---

<sup>139</sup> Même des théories ne se réclamant pas de la sémantique du rôle conceptuel embrassent la thèse de la normativité inférentielle. Ainsi, la caractérisation (inspirée de la théorie de la simulation) proposée par Allan Gibbard de la dimension normative de la pensée semble par exemple typiquement relever de la normativité inférentielle (GIBBARD (2003)). Elle concerne en effet davantage la notion de rationalité que celle d'utilisation correcte de concepts. Gibbard reconnaît d'ailleurs lui-même que sa théorie est de ce point de vue décevante (GIBBARD (2003) : pp. 95-96).

normativité sémantique et de trancher ainsi définitivement en faveur d'une lecture synchronique de la contrainte normative, lecture dont j'ai cherché à démontrer qu'elle correspond le mieux au rôle qu'entend faire jouer le sceptique à la notion de normativité sémantique.<sup>140</sup> La question de base à laquelle nous nous trouvons confrontés à ce point est donc celle de déterminer si la structure de la normativité sémantique est hypothétique ou catégorique. En d'autres termes, elle consiste à se demander si la signification est intrinsèquement normative ou si la dimension normative lui est extrinsèque (i.e. qu'elle résulte de la conjonction de divers facteurs non-normatifs). J'aimerais préciser à présent ces notions de normativité intrinsèque et extrinsèque.

Dans un article récent, Pierre Jacob propose d'analyser comme suit la notion de normativité sémantique intrinsèque :

To claim [N] that meaning is intrinsically normative is to claim both [N1] that meaning is normative and [N2] that the normativity of meaning is *sui generis*, i.e. that it is irreducibly semantic.<sup>141</sup>

On remarquera que le rejet de [N1] implique le rejet de [N2] (ou plutôt qu'elle n'autorise même pas à se poser la question de la véracité de [N2]) ; en effet, si la signification n'est pas normative, il y a fort peu de chance que ses propriétés normatives soient *sui generis*... En revanche, il semble possible de rejeter uniquement [N2], ce qui reviendrait à défendre une sorte de réductionnisme réduisant la normativité sémantique à des normes non-sémantiques plus basiques. En d'autres termes, on peut soit rejeter purement et simplement l'idée selon laquelle les propriétés sémantiques sont authentiquement normatives, soit accepter cette idée tout en rejetant le caractère irréductible de la normativité sémantique, par exemple en réduisant cette dernière à des normes non-sémantiques plus fondamentales. Jacob qualifie la première stratégie de *déflationniste*<sup>142</sup> et la seconde de *réductionniste*.<sup>143</sup>

Avant de poursuivre, il est important à ce stade de modifier un peu la définition de la normativité intrinsèque telle qu'elle est avancée ci-dessus par Jacob. En effet, quels que soient ses mérites, cette dernière risque d'amener une confusion : à mon sens, défendre l'idée selon

<sup>140</sup> L'autre option serait bien sûr de rejeter en bloc la notion de normativité sémantique, ce qui nous ramènerait au point de départ et au défi sceptique.

<sup>141</sup> JACOB (2002) : p. 187

<sup>142</sup> On trouve les approches déflationnistes les plus abouties chez Paul Horwich (cf. HORWICH (1998)) et (depuis peu) Fred Dretske (cf. DRESTSKE (2000) : Chap. 14)

<sup>143</sup> La stratégie réductionniste telle que la conçoit Jacob est traditionnellement l'apanage des approches téléologiques, telles que par exemple celles proposées par Ruth G. Millikan (cf. MILLIKAN (1990, 1993)), Pierre Jacob (JACOB (1997)) ou encore Karen Neander, (NEANDER (à paraître)).

laquelle la signification est intrinsèquement normative n'équivaut pas à affirmer que la normativité dont il est question est irréductiblement sémantique ; en effet, les approches téléologiques défendent l'idée d'une normativité intrinsèque à la signification sans toutefois concevoir cette dernière comme irréductiblement sémantique. Au contraire, ces théoriciens cherchent à démontrer que les normes sémantiques se réduisent au final à des normes naturelles, le problème étant simplement d'expliquer le passage d'une norme naturelle à une norme sémantique.<sup>144</sup> Le fait que la normativité dont il est question ici soit intrinsèque à la signification n'implique donc pas qu'elle soit irréductiblement de nature sémantique. Il semble ainsi que la définition de Jacob (selon laquelle une normativité sémantique intrinsèque mais réductible serait absurde) nécessite une modification.

Je propose de définir comme suit la notion de normativité sémantique intrinsèque :

(NSI) On parlera de *normativité sémantique intrinsèque* dès lors que l'on considère que le fait de posséder une dimension normative est un élément nécessaire et constitutif de la signification.<sup>145</sup>

De cette définition découle, par simple négation, la définition de la notion de normativité sémantique extrinsèque :

(NSE) On parlera de *normativité sémantique extrinsèque* dès lors que l'on considère que le fait de posséder une dimension normative est une propriété contingente de la notion de signification, propriété qu'elle n'acquiert qu'en vertu de sa relation à d'autres éléments.

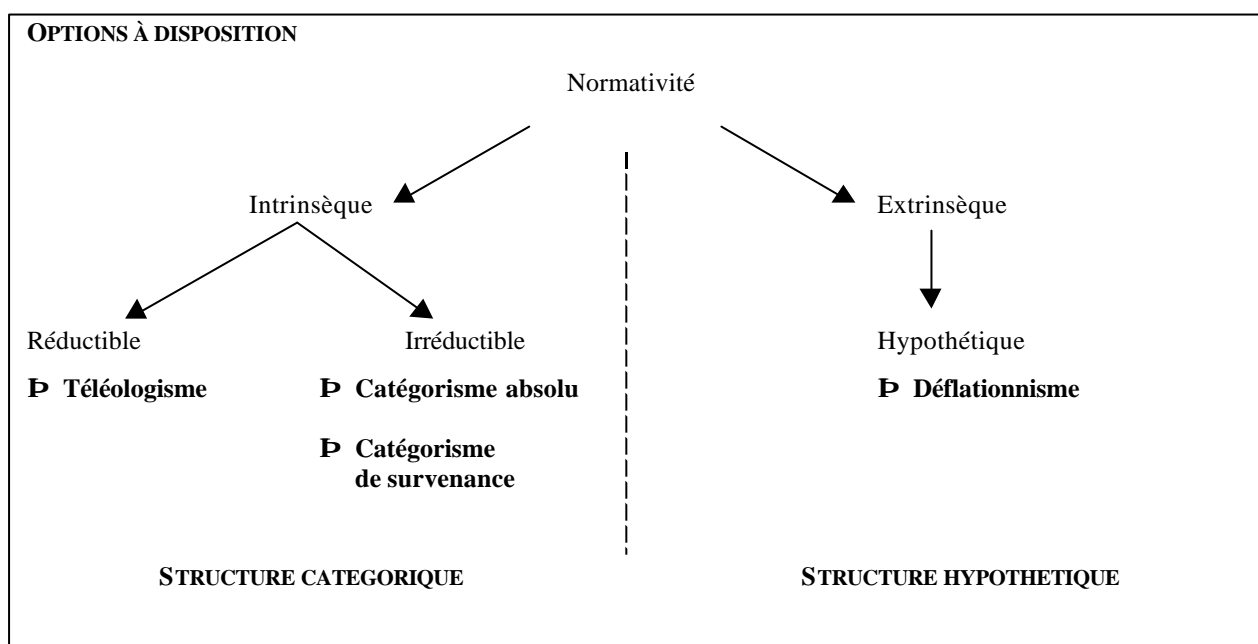
La position exprimée par (NSI) défend ainsi l'idée que, pour que la normativité de la signification puisse être considérée comme intrinsèque, il suffit qu'une norme soit constitutive de la signification, sans pour autant que cette norme soit irréductiblement sémantique. Ainsi, elle permet de préserver la possibilité de considérer les approches téléologiques comme défendant à la fois la normativité intrinsèque de la signification et la possibilité de réduire cette normativité à des normes non-sémantiques. Les défenseurs de la normativité sémantique intrinsèque vont dès lors se répartir en deux camps : (a) les partisans d'une normativité sémantique intrinsèque et irréductible et (b) les partisans d'une normativité sémantique

<sup>144</sup> DRETSKE (2000) : pp. 246-247

<sup>145</sup> On retrouve notamment ce type de définition dans les travaux de Paul Horwich et de Allan Gibbard (cf. HORWICH (2001) : p. 133 n. 2 et GIBBARD (2003) : p. 85).

intrinsèque susceptible d'être réduite à des normes non-sémantiques. De leur côté, suivant en ceci la définition exprimée par (NSE), les défenseurs de la normativité extrinsèque défendront une approche hypothétique. Ces caractérisations permettent également de maintenir la terminologie proposée par Jacob, qui suggère de distinguer les *déflationnistes* (qui défendent la normativité extrinsèque de la signification) des *réductionnistes* (qui considèrent que la normativité sémantique est intrinsèque, mais qu'elle peut se réduire à des normes non-sémantiques).<sup>146</sup>

En définitive, et conformément aux résultats dégagés à la fin du chapitre précédent, on retrouve donc les options suivantes :



Ce tableau des différentes options à disposition prend une dimension toute particulière dès lors que l'on se remémore le fait que la branche de droite (i.e. l'approche hypothétique considérant la normativité de la signification comme étant une caractéristique extrinsèque de cette dernière) est la seule que puissent emprunter les tenants d'une lecture diachronique de la contrainte normative. De la validité de l'approche hypothétique dépendent donc (1°) la légitimité d'une lecture diachronique de la contrainte normative et (2°) la possibilité de voir en la normativité sémantique une propriété extrinsèque de la signification. Aussi la marge de manœuvre est-elle faible pour un partisan de la normativité extrinsèque de la signification, qui n'a d'autre modèle à disposition que le modèle hypothétique. Cette situation contraste

<sup>146</sup> On notera au passage que, quand bien même les notions d'approche déflationniste et d'approche hypothétique sont co-extensives, elles ne sont pas synonymes dans la mesure où la seconde concerne la structure de la normativité, alors que l'autre concerne la manière dont elle est liée à la notion de signification.

avec celle du partisan de la normativité intrinsèque, qui dispose lui de chacune des options dégagées dans le schéma ci-dessus.

## **VI. Conclusion**

J'espère que les pages qui précèdent auront permis de mieux cerner les contours de la notion de normativité sémantique et qu'elle aura également permis de mettre en lumière les options théoriques qui s'offrent à qui se propose de rendre compte de la dimension normative de la signification.

Nous avons vu les raisons pour lesquelles la contrainte normative, telle que la conçoit le sceptique, doit pouvoir s'appliquer tant au niveau du langage qu'au niveau de la pensée. Nous avons vu également pourquoi c'est la lecture synchronique (par opposition à diachronique) de la contrainte normative qui semble correspondre le mieux au rôle qu'entend lui faire jouer le sceptique. J'ai par la suite cherché à démontrer que la nature synchronique de la contrainte normative permet de contourner les objections proposées par ceux qui, à l'instar de Colin McGinn, prétendent que la contrainte normative ne peut s'appliquer au niveau de la pensée. Enfin, j'ai insisté sur la nature référentielle (par opposition à inférentielle) de la normativité sémantique. A la suite de ces clarifications, j'ai donné une définition des notions de normativité sémantique intrinsèque et de normativité sémantique extrinsèque, définitions qui m'ont permis d'établir une liste des options à disposition, selon qu'on considère la normativité sémantique comme appartenant à la première ou à la seconde catégorie.

Il est temps à présent d'investiguer, une à une, chacune des options dégagées, et de chercher à déterminer laquelle (pour autant qu'il y en ait une) est la plus à même de satisfaire la contrainte normative. C'est à cet examen que nous allons nous intéresser désormais.

# *Chapitre 5*

## *Tentatives infructueuses*

### **I. Introduction**

Dans les lignes qui vont suivre, je vais chercher à analyser en détail, en suivant pour ce faire les différentes catégories dégagées au chapitre 3, les différentes approches susceptibles de rendre compte de la dimension normative de la signification. Nous verrons toutefois que, pour des raisons diverses, aucune d'entre elles ne semble véritablement en mesure d'arriver à ses fins.

Dans un premier temps, je m'attacherai à présenter l'approche hypothétique de la normativité sémantique ; j'illustrerai mon propos en m'inspirant de la théorie défendue par Paul Horwich. Je défendrai ensuite l'approche hypothétique contre un certain nombre d'objections, avant de présenter une série de considérations qui nous amèneront à conclure que, en raison de sa structure même, l'approche hypothétique est inacceptable. Dans un second temps, je procéderai à une analyse des approches catégoriques de la normativité sémantique. Une première série d'objection nous amènera à rejeter les variantes catégoristes (que ce soit sous leur forme absolue ou sous leur forme plus faible). La variante téléologique sera elle rejetée pour d'autres raisons encore.

### **II. L'approche hypothétique de la normativité sémantique**

#### **II.A. Stratégie générale**

L'approche hypothétique semble jouir d'une certaine popularité ; cela est sans doute dû à son caractère intuitif, dont la réaction des non-philosophes à la contrainte normative semble être la

plus probante illustration. En effet, bon nombre de non-philosophes confrontés au caractère prétendument normatif de la signification finissent par affirmer quelque chose comme : « Mais finalement, ça m'est bien égal que le mot 'bouteille' s'applique aux bouteilles ; nous aurions très bien pu décider d'appeler les chiens 'bouteille'. » Ce genre d'affirmation est parfaitement légitime et traduit l'idée selon laquelle la notion de signification ne serait pas intrinsèquement normative, mais que les normes relatives à l'utilisation du langage découleraient de la conjonction d'éléments non-normatifs, en particulier de notions telles que les intentions du locuteur ou les conventions en vigueur dans la communauté linguistique en question. En d'autres termes, le sens commun semble spontanément chercher une réponse au défi sceptique en termes de normes hypothétiques. Nous avons indiqué plus haut la forme générale du type de conjonction permettant de rendre compte de l'apparition de normes hypothétiques.<sup>147</sup> Dans la mesure où ces mécanismes n'invoquent que des éléments non-normatifs, il semble légitime, pour reprendre la terminologie de Jacob, de ranger les approches de type hypothétique dans la catégorie des approches déflationnistes.

Paul Horwich illustre de manière caractéristique la ligne argumentative défendue par les approches déflationnistes. Horwich résume en effet comme suit sa stratégie :

I'm not going to deny that there are correct norms concerning truth of meaning. Amongst the most important of them are that true belief is valuable, and that the meaning of a word determines the things to which one ought, and ought not, to apply it. But I want to argue that these normative commitments can easily be reconciled with fully adequate conceptions of truth and meaning that are wholly *non*-normative. Thus my conclusion, in a nutshell, will be that although truth and meaning do indeed have normative *import*, they are not *intrinsically* normative.<sup>148</sup>

L'idée est donc de reconnaître l'existence d'une dimension normative liée à la notion de signification, mais de défendre en même temps la position selon laquelle cette dimension normative ne lui est pas intrinsèque. On retrouve donc l'idée de normativité sémantique extrinsèque caractéristique des approches déflationnistes. Restent ensuite à décrire les mécanismes au moyen desquels une notion non-normative (en l'occurrence la signification) peut se trouver « chargée » normativement.<sup>149</sup>

<sup>147</sup> Cf. en particulier le point IV.B du chapitre 3.

<sup>148</sup> HORWICH (2001) : p. 133 ; j'utiliserai principalement la position de Paul Horwich défendue dans HORWICH (1998a) pour illustrer mon propos.

<sup>149</sup> On trouve un exemple de description de ces mécanismes dans HORWICH (1998a). Cf. en particulier les pages 185-195.



L'argumentation déflationniste à l'encontre de la thèse de la normativité intrinsèque de la signification repose généralement sur trois piliers fondamentaux, à savoir<sup>150</sup> :

- (a) Une distinction entre propriétés normatives et conséquences normatives de propriétés non-normatives
- (b) Une explication en termes pragmatiques des conséquences normatives de la signification
- (c) Une distinction entre normes sémantiques et autres normes (p.ex. éthiques ou pragmatiques)

Je me propose à présent d'examiner de plus près la teneur de ces trois piliers, en suivant pour ce faire l'ordre dans lequel ils apparaissent ci-dessus.

#### II.A.1. Propriétés normatives vs conséquences normatives de propriétés non-normatives

Le premier des trois éléments mentionnés ci-dessus concerne le fait que notre utilisation du langage et des concepts est régie par des normes. L'acceptation de cette dimension normative semble indispensable dans la mesure où personne n'aimerait sans doute défendre l'idée selon laquelle aucune règle ou norme ne gouverne notre utilisation du langage ou de nos concepts. Pareille affirmation semble absurde. Reste donc à spécifier la nature de ces normes.

La distinction entre propriétés normatives et conséquences normatives de propriétés non-normatives permet d'envisager la possibilité que la dimension normative de la signification ne soit que la conséquence de (la conjonction de) propriétés purement descriptives. C'est cette piste que vont emprunter les partisans de l'approche hypothétique, notamment en défendant l'idée selon laquelle les aspects normatifs de notre discours sur la signification peuvent facilement être réconciliés avec une conception descriptive de cette dernière. En d'autres termes : les normes sémantiques sont *importées* dans la signification (i.e. elles lui sont *extrinsèques*, et non pas *intrinsèques*). Bien que la signification soit gouvernée par des normes, ces dernières ne sont pas constitutives de la notion de signification. L'idée selon

---

<sup>150</sup> La structure de ma présentation reprend ici partiellement celle de JACOB (2002)

laquelle notre concept de signification est régi par des normes n'est donc nullement remise en cause. C'est l'affirmation selon laquelle ces dernières lui sont intrinsèques qui est rejetée.

Prenons l'exemple suivant<sup>151</sup> ; aux yeux d'un partisan de la thèse selon laquelle sa dimension normative serait une propriété intrinsèque de la signification, l'énoncé :

(A) x signifie CHIEN

implique nécessairement<sup>152</sup>

(B) x doit être appliqué uniquement aux chiens

C'est cette inférence qu'exploite le sceptique pour rejeter l'approche dispositionaliste visant à donner à la signification une base factuelle. A cette affirmation, un partisan de l'approche hypothétique oppose l'idée selon laquelle l'analyse de (A) pourrait à la fois être purement factuelle et impliquer néanmoins une conséquence normative telle que (B). L'élément normatif exprimé par (B) ne serait donc pas *intrinsèque* à (A) (i.e. ne serait pas constitutif de (A)), mais serait purement impliqué par la conjonction de (A) et d'autres éléments encore à déterminer. Considérons par exemple le conditionnel suivant, qui prend (A) comme antécédent et (B) comme conséquent :

(C) x signifie CHIEN  $\rightarrow$  x doit être appliqué uniquement aux chiens

Ce conditionnel ne semble pas poser problème ; le fait de tenir un discours normatif sur notre utilisation du langage est en effet une pratique courante qu'il semble illusoire de vouloir remettre en question.<sup>153</sup> La question importante est plutôt de déterminer si le conséquent est pour ainsi dire constitutif de l'antécédent (en d'autres termes : si le conséquent est une conséquence a priori, analytique, de l'antécédent). Comme nous l'avons déjà fait remarquer, Horwich défend l'idée selon laquelle les implications normatives de la signification ne rendent pas nécessairement cette dernière intrinsèquement normative. Cette observation

<sup>151</sup> J'emprunte la structure de cet exemple à HORWICH (1998a) : p. 188 et suivantes.

<sup>152</sup> Son aspect modal permet de distinguer cette affirmation de celle d'un partisan de la normativité extrinsèque, pour qui le passage de A à B s'explique non pas par le caractère intrinsèque de la signification, mais plutôt par des considérations d'ordre pragmatique.

<sup>153</sup> Bien sûr, comme le fait remarquer Pierre Jacob, ce conditionnel nécessite quelques ajustements dans la mesure où des objets tels que des sculptures ou des images de chiens pourraient eux aussi être appelés 'chien'. Sans chercher à entrer dans ces complications, nous considérerons donc que (C) ou une version améliorée de (C) est correcte. Cf. JACOB (2002) : p. 190

semble donc ouvrir un espace permettant à la fois de maintenir (C), tout en rejetant le caractère intrinsèque de la signification. On peut se convaincre du bien-fondé de ces remarques en considérant l'analogie que voici ; le conditionnel suivant semble aussi indiscutable que le précédent :

(D)  $x$  est un être humain  $\rightarrow x$  doit être traité avec respect

Le fait d'accepter ce conditionnel, et notamment son conséquent, ne semble toutefois pas nous contraindre à affirmer que le fait d'être un être humain ne peut aucunement être constitué par des propriétés biologiques n'ayant aucun caractère normatif. Le fait qu'un certain nombre de propriétés aient des conséquences normatives ne semble donc nullement entrer en contradiction avec le fait que ces propriétés soient purement descriptives. Par analogie, le même genre de raisonnement doit donc pouvoir s'appliquer à la signification. La possibilité d'une approche non-normative de la signification étant ainsi établie, reste à présent à déterminer les principes permettant d'importer des normes dans le discours sémantique. C'est le rôle du deuxième des trois piliers mentionnés en début de chapitre.

## II.A.2 L'analyse pragmatique des norme sémantiques

Le deuxième élément caractéristique des approches déflationnistes (ou hypothétiques) de la normativité sémantique consiste à décrire en termes pragmatiques la manière dont des prescriptions peuvent être importées dans le discours sémantique. En particulier, l'idée est d'avancer un modèle faisant appel aux intentions des locuteurs concernant les avantages pragmatiques que peuvent leur apporter des croyances et des affirmations correctes. De ce point de vue, l'existence de principes permettant d'attribuer une importance normative à des situations caractérisées en termes purement descriptifs ne devrait pas nous surprendre, dans la mesure où, comme on l'a vu, elle semble déjà à l'œuvre dans un domaine tel que l'éthique par exemple. L'approche hypothétique consiste donc de manière générale à donner une analyse pragmatique de ces principes, en invoquant le fait que des croyances vraies engendrent un bénéfice pratique, à savoir une optimisation de la satisfaction des désirs.<sup>154</sup> Dans ce contexte, il est utile de relever qu'il existe un certain nombre d'exemples illustrant la relation entre

---

<sup>154</sup> Cette analyse rappelle celle proposée par Paul Horwich (cf. HORWICH (1998b)) pour défendre sa théorie déflationniste de la vérité contre les critiques (émanant notamment de Michael Dummett et de Crispin Wright) reprochant à sa théorie son incapacité à rendre compte de la désirabilité de la vérité. Cf. DUMMETT (1959); WRIGHT (1992), mais aussi WILLIAMS (1995).

langage et normes. Ces exemples, en présentant quelques cas dans lesquels un vocabulaire normatif concernant notre utilisation du langage semble justifié, permettent de mettre en lumière un certain nombre de mécanismes fondamentaux qui sous-tendent notre utilisation du langage. J'en mentionnerai ici trois, que je me propose d'esquisser brièvement.<sup>155</sup>

Le premier concerne l'apprentissage d'une langue par un enfant. Lorsqu'un enfant apprend à parler une langue, ses parents (puis ses enseignants) vont exiger de ce dernier qu'il respecte un certain nombre de règles (grammaticales, syntaxiques, etc.). En particulier, on exigera de lui qu'il associe à chaque mot une signification particulière. Dans ce contexte, l'affirmation suivante semble donc justifiée :

(E) Paul doit signifier (*mean*) CHIEN au moyen de 'chien'

Il semble évident que ce genre de cas ne suggère aucunement que la signification est normative. Ce cas est en effet construit sur le modèle suivant :

(F) S doit  $\phi$ -er

De ce point de vue, il apparaît clairement que le fait de *devoir f-er* n'implique aucunement que le *fait de f-er* soit lui-même normatif. Les exemples sont nombreux : le fait de devoir poster une lettre n'implique pas que le fait de glisser l'enveloppe dans la boîte soit une activité normative. Le fait de devoir se dépêcher n'implique pas que le fait d'accélérer la cadence de son pas soit une activité normative. Et ainsi de suite. Le fait que le cas envisagé soit construit sur le modèle de (F) n'est donc clairement pas une raison suffisante pour parler du *fait de f-er* comme d'une activité intrinsèquement normative.

Evidemment, les partisans de la normativité sémantique intrinsèque considèrent (E) comme une instance *particulière* du modèle (F), dont la particularité est précisément de ne pouvoir être expliquée qu'en faisant appel au caractère intrinsèquement normatif de la signification. Mais cette affirmation semble quelque peu arbitraire dans la mesure où le caractère normatif des énoncés comme (E) semble pouvoir être sans problème expliqué en termes pragmatiques. Ainsi Horwich écrit-il :

---

<sup>155</sup> Je reprends ces exemples de HORWICH (1998a) : pp. 185-188.

It is good for [Paul] to give words their [French] meanings because that is what the members of the community do, and he will not be able to communicate and live well unless he means what everyone else means.<sup>156</sup>

Les intentions du locuteur (ou, dans le cas de l'enfant, les intentions de ses parents et enseignants vis-à-vis de lui) semblent donc suffisantes pour expliquer le caractère normatif des énoncés construits sur le modèle (F), et notamment celui d'un énoncé comme (E). On doit poster une lettre car on a promis de le faire et que l'on ne désire pas trahir la confiance placée en nous.<sup>157</sup> On doit se dépêcher car on a l'intention d'arriver à l'heure au cours et que l'on ne désire pas passer pour un enseignant négligent. A l'exception peut-être de ses instances éthiques ou morales, le caractère normatif des énoncés de type (F) ne semble donc nullement empêcher le fait de  $\phi$ -er de pouvoir être intégralement décrit et expliqué en termes non-normatifs.

Un deuxième exemple d'utilisation d'un vocabulaire normatif s'agissant de notre utilisation du langage concerne le cas du mensonge. Le fait de ne pas faire délibérément des affirmations fausses semble en effet être une règle fondamentale de la vie en société ; aussi le mensonge est-il généralement sanctionné. Cette norme (« On ne doit pas mentir ») a-t-elle des conséquences sur la nature de la signification ? Pour répondre à cette question, il faut s'attacher à la base de cette norme, qui semble pouvoir être analysée en termes pragmatiques : il est mauvais d'engendrer chez autrui des croyances fausses du fait du caractère indésirable de ces dernières (notamment en ce qui concerne la satisfaction des désirs). De plus, le fait de ne pas être considéré comme un membre fiable de sa communauté linguistique implique un certain nombre de désagréments que tout locuteur cherche généralement à éviter. L'exemple du mensonge nous permet donc d'identifier un troisième cas d'utilisation d'un vocabulaire normatif concernant l'utilisation du langage (et des concepts) : on ne doit croire et affirmer que ce qui est vrai.

Ce troisième exemple constitue le niveau le plus fondamental d'utilisation d'un vocabulaire normatif s'agissant de la signification ; l'idée est simplement que l'on ne doit croire que ce qui est vrai. Plus formellement, il peut être illustré par le principe (C) déjà mentionné plus haut :

(C)  $x$  signifie CHIEN  $\rightarrow x$  doit être appliqué uniquement aux chiens

<sup>156</sup> HORWICH (1998a) : p.186

<sup>157</sup> Le cas de la promesse est bien connu notamment depuis SEARLE (1972) : chap. 8

Cette exigence de vérité semble sous-tendre les deux exemples cités plus haut, à savoir celui relatif à l'apprentissage d'une langue et celui concernant le mensonge. L'idée n'est bien sûr pas d'affirmer qu'un menteur croit ce qu'il affirme (c'est précisément le contraire), violant ainsi le principe selon lequel on doit croire ce qui est vrai ; plutôt, l'idée est ici de condamner la pratique consistant à entretenir soi-même ou à induire chez autrui des croyances fausses (i.e. des croyances ne satisfaisant pas l'exigence de vérité). De plus, l'exigence de vérité semble être en bonne partie responsable des injonctions concernant l'utilisation faite par un enfant d'un terme donné ; en effet, la valeur attachée au fait d'utiliser correctement la langue de sa communauté linguistique dérive largement du fait qu'une telle compétence permet d'acquérir de ses membres des croyances vraies. La norme de base qui sous-tend l'utilisation du langage semble donc avoir la forme de ce que j'appellerai désormais une *norme de vérité*, norme qui semble constituer une condition *sine qua non* d'une communication efficace. Cette norme de vérité constitue le troisième pilier de l'approche déflationniste.

### II.A.3 Vers une norme de vérité

Il existe plusieurs manières de justifier l'idée d'une norme de vérité. L'une des plus répandue consiste à insister sur le fait que les croyances vraies sont bonnes d'un point de vue pratique, dans la mesure où elles facilitent la réalisation des objectifs et la satisfaction des désirs. Considérons par exemple les croyances permettant de guider une action ; elles prennent généralement la forme suivante :

(G) Si j'accomplis l'action A, alors X va s'ensuivre

Supposons en outre que j'entretienne la croyance exprimée par (G) dans un contexte où X est désiré ; la combinaison de ce désir avec (G) va donc tout naturellement mener à l'accomplissement de A (ou du moins, si l'accomplissement de A est, pour une raison ou une autre, momentanément ou non, impossible, à l'intention ou à l'envie d'accomplir A). Si (G) est vraie, alors le fait d'accomplir l'action A va effectivement provoquer l'occurrence de X. En d'autres termes, mon désir sera satisfait. Aussi semble-t-il désirable que toute croyance faisant partie d'une telle séquence (i.e. toute croyance permettant de guider mon action) soit vraie. Par conséquent, et dans la mesure où toute croyance est susceptible de faire partie d'une telle séquence, il semble désirable que nos croyances soient vraies. Selon cette approche, il apparaît donc comme possible d'expliquer le caractère désirable de la vérité sans rien affirmer

quant à la nature de la signification. Sur cette base, on peut donc expliquer pourquoi tout mot signifiant CHIEN doit être appliqué aux chiens et seulement aux chiens (i.e. pourquoi les mots ne doivent être appliqués qu'aux objets ou propriétés auxquels ils s'appliquent de manière véridique). De la même manière, la notion de norme de vérité permet de saisir pourquoi on devrait éviter d'induire chez autrui des croyances incorrectes. Ces considérations semblent donc mener au principe pragmatique suivant :

(P)  $x$  signifie CHIEN  $\rightarrow x$  *doit* (d'un point de vue pragmatique) être appliqué seulement aux chiens.

Cette approche semble expliquer de manière convaincante l'apparition de la dimension normative de la signification ; elle présente notamment l'avantage de ne rien affirmer quant à la nature de cette dernière. Elle ne nous apprend à vrai dire rien sur les propriétés sémantiques. Aussi ne semble-t-elle fournir aucune raison de douter que la signification soit réductible à des propriétés non-normatives.

Naturellement, il n'est pas nécessaire d'insister sur des considérations pragmatiques pour justifier la norme de vérité. On pourrait tenter par exemple de justifier cette dernière en partant de l'idée selon laquelle le savoir en général (i.e. indépendamment de tout bénéfice pratique) serait une chose bonne et désirable en soi. Une telle approche, non-pragmatique, ne nous forcerait aucunement, elle non plus, à considérer la signification comme un élément intrinsèquement normatif. Cette option semble toutefois plus discutable. Paul Horwich avance notamment les raisons suivantes pour la rejeter :

No doubt some people want their beliefs to be true regardless of any practical benefits. However, there are also people who do not care about 'pure knowledge'; and it is not obvious that these people are deluded. In other words, if someone applies the word « dog » to a cat, he is certainly saying something false, and he is in a state that might well lead to effects that are bad for him – but whether, independently of these practical matters, he is doing something he should not do is not at all obvious.<sup>158</sup>

En outre, quand bien même le fait d'avoir une croyance pourrait être intrinsèquement bon, il est possible que l'explication de ce fait repose au final sur les avantages pragmatiques que procurent de telles croyances. L'idée, derrière cette hypothèse, serait par exemple d'analyser 'être bon' comme quelque chose approchant de 'menant normalement au bien être', cette

---

<sup>158</sup> HORWICH (1998a) : p. 192

dernière analyse étant finalement expliquée en termes d'utilité pragmatique telle qu'elle a été évoquée ci-dessus. En effet, affirmer que le savoir est bon en soi, c'est à dire affirmer que ce dernier est bon même lorsqu'il n'a aucune conséquence pratique (ou pire : même lorsqu'il a des conséquences pratiques négatives) n'empêche nullement d'affirmer que cette valeur repose sur les avantages que procurent généralement les croyances vraies.

Quelle que soit au final l'option (pragmatique ? éthique ?) choisie pour justifier la norme de vérité, il est essentiel ici de remarquer que c'est cette norme qui, aux yeux des partisans de l'approche hypothétique, sous-tend les normes qui régissent l'utilisation de notre langage et de nos concepts. Dès lors que l'on réalise l'importance pragmatique (ou morale) de la vérité, les individus vont généralement chercher à (i.e. avoir *l'intention* de) n'entretenir que des croyances vraies (i.e. des croyances qui optimisent leurs chances de satisfaire leurs désirs et d'atteindre leurs buts). En résumé, s'il semble correct d'affirmer que notre langage est régi par un certain nombre de normes relatives à son utilisation, force est de constater que ces normes ont tout l'air de découler de considérations d'ordre pragmatique, et ne sont pas générées par la seule notion de signification. Autrement dit, ce sont des considérations pragmatiques qui « chargent » normativement une notion (la signification) qui n'est pas *intrinsèquement* normative. Au final, on se retrouve donc avec une conception non-normative de la signification, tout en maintenant une théorie selon laquelle l'utilisation du langage se trouve régie par des normes (qu'elles soient de nature pragmatique ou quasiment morale).

Le modèle avancé ci-dessus (du moins dans sa variante pragmatique) est donc incontestablement une exemplification de l'approche hypothétique dans la mesure où elle cherche à expliciter l'ensemble des normes gouvernant l'utilisation des termes et des concepts en termes d'intentions et de désirs qui, ultimement, sont justifiés par le caractère désirable (du fait des bénéfices pratiques qu'elle engendre) de la vérité.<sup>159</sup> J'aimerais à présent chercher à déterminer si ce type d'approche (i.e. une approche hypothétique, qui tente de réduire les normes sémantiques à une conjonction de facteurs non-normatifs) est véritablement en mesure de satisfaire à la contrainte normative telle qu'elle nous a été proposée par le sceptique.

---

<sup>159</sup> La norme de vérité défendue par Horwich est clairement une notion pragmatique (hypothétique). En cela elle se distingue des approches défendant l'idée selon laquelle les croyances tendent à la vérité (nous nous intéresserons plus bas à une telle approche, cf. Chapitre 6.II.A-B). Ces dernières considèrent en effet que la dimension normative des croyances est intrinsèque à la notion même de croyance (ce qui fait d'une croyance le type d'état qu'elle est), et non qu'elle découle de certains des avantages pragmatiques liés au fait d'entretenir des croyances vraies. De ce point de vue, les croyances sont donc *conceptuellement* (et non *pragmatiquement*) liées à certaines normes.



## II.B. Approche hypothétique et contrainte normative

Dans les pages qui précèdent, j'ai donné une illustration détaillée de la manière dont un partisan de l'approche hypothétique pourrait justifier la présence de normes gouvernant notre utilisation du langage. J'aimerais à présent m'arrêter de manière plus spécifique sur la structure même de la réponse avancée par l'approche hypothétique pour satisfaire au défi spécifique en général et à la contrainte normative en particulier.

Au vu de ce qui a été dit plus haut, il semble légitime de décrire comme suit la conception hypothétique du mécanisme permettant d'importer des normes relatives à l'utilisation d'un terme et de répondre ainsi au défi sceptique évoqué dans le chapitre initial de la présente étude :

- (RD)** (1) Au moment  $t$ , dans la situation  $S$ , l'individu  $I$  a utilisé le terme  $A$  de la manière  $M$ .
- (2) Au moment  $t'$  (avec  $t' > t$ ),  $I$  a l'intention d'utiliser  $A$  de la même manière qu'en  $t$ , pour autant qu'il se trouve dans la situation  $S$ .
- (3)  $I$  croit qu'il se trouve dans la situation  $S$ .
- (4) **DONC** : En  $t'$ ,  $I$  doit utiliser  $A$  de la manière  $M$ .<sup>160</sup>

Présenté ainsi, le problème semble être abordé comme un problème de constance ; mais il est aisé de passer de cette variante diachronique à une variante synchronique. Pour ce faire, il suffit simplement d'éliminer toute référence à une utilisation passée ou à un moment antérieur, ce qui donne au final le raisonnement suivant :

- (RS)** (1') Au moment  $t$ , dans la situation  $S$ , l'individu  $I$  a l'intention d'utiliser le terme  $A$  pour communiquer une information.
- (2')  $I$  sait que, pour communiquer une information, il doit dire la vérité (i.e. il doit utiliser  $A$  conformément à sa signification).

---

<sup>160</sup> Bien sûr, l'utilisation passée à laquelle se réfère  $I$  pourrait être incorrecte ; cet élément n'est cependant d'aucune importance dans la mesure où il est demandé à  $S$  d'utiliser un terme comme il l'a fait par le passé. A aucun moment il n'est donc présumé que toutes ses utilisations passées sont correctes. De la même manière, le fait que  $I$  se trouve *effectivement* dans la situation  $S$  ne semble pas important ; la norme hypothétique en question a donc clairement une forte coloration subjective.

(3') I sait que dire la vérité dans la situation S revient à utiliser A de la manière M.

(4') I croit qu'il se trouve dans la situation S.

(5') DONC : En t, I doit utiliser A de la manière M.<sup>161</sup>

Outre la signification, dont il n'est dans ce raisonnement nullement nécessaire de présupposer la normativité (ce raisonnement permet en effet d'expliquer la présence de normes relatives à notre utilisation du langage sans pour autant présupposer la normativité intrinsèque de la signification), on a donc affaire aux notions apparemment inoffensives que sont les croyances et les intentions de S.<sup>162</sup> Il est d'ailleurs important de relever que la véracité des croyances de S importe peu. En effet, considérant les autres prémisses, du moment que I croit se trouver dans la situation S (cf. prémisses (3) et (4')), il *doit* alors utiliser S de la manière A. La prescription est pour ainsi dire interne au sujet et relève ultimement de la rationalité de ce dernier, plutôt que d'une sorte d'externalisme qui ferait dépendre les prescriptions auxquelles S est soumis de quelque élément objectif dépendant de son environnement.<sup>163</sup> En d'autres termes, ce sont les croyances et les désirs du sujet, et non des éléments concernant le monde, qui vont déterminer le contenu de la prescription à laquelle l'individu en question va supposer devoir se soumettre. Par exemple, si un individu désireux de faire passer son mal de tête croit que le fait de boire du lait va l'aider à satisfaire ce désir, une prescription va s'ensuivre qui l'invitera à boire du lait, prescription à laquelle il a toutes les chances de vouloir se soumettre, quand bien même notre connaissance du monde nous inciterait plutôt à lui prescrire l'ingestion de paracétamol. Ainsi, la simple présence de désirs et de croyances suffit à l'apparition de normes, quand bien même la satisfaction *effective* des désirs d'un individu

<sup>161</sup> La prémisse (3') pourrait faire l'objet d'une objection soulignant le fait qu'elle semble présupposer que la signification du terme en question est d'ores et déjà connue, alors que la satisfaction de la contrainte normative est au contraire un *préalable* à sa détermination. Dans ce contexte toutefois, un partisan de l'approche hypothétique pourrait défendre l'idée selon laquelle la signification elle-même est purement factuelle (et invoquer pour ce faire le genre de fait typiquement avancé par les partisans d'une approche dispositionaliste), et rendre compte ensuite de sa dimension normative au moyen des mécanismes évoqués par (RS), mécanismes permettant d'importer des normes (hypothétiques) dans notre discours relatif à notre utilisation du langage. Le fait de présupposer que la signification est connue (puisque déterminée par une base factuelle) n'est dès lors plus un obstacle puisqu'il est possible dans ce contexte de rendre compte de la présence d'une dimension normative.

<sup>162</sup> Je dis « apparemment inoffensives » car, ainsi que nous le verrons plus tard, l'approche hypothétique ne devrait à mon sens pas considérer que le recours aux intentions du sujet pour expliquer l'apparition de normes relatives à l'utilisation d'un terme ne pose aucun problème.

<sup>163</sup> Ce caractère interne et personnalisé de la prescription en question n'a bien sûr pas manqué de déranger un certain nombre de philosophes qui considèrent cette caractéristique comme une conséquence inacceptable de l'approche hypothétique. Je démontrerai plus tard que de telles critiques sont infondées.

devrait passer par des croyances avisées quant au fonctionnement de son environnement et du monde en général. Voyons à présent comment l'approche hypothétique permet de satisfaire aux exigences du sceptique.

Nous l'avons vu au second chapitre, l'argument de la normativité reprochait au dispositionalisme (et à toute autre théorie ne considérant pas la signification comme normative) de ne pouvoir rendre compte ni du rôle justificatif de la signification ni de la possibilité de l'erreur. La normativité sémantique devait permettre, selon le sceptique, de satisfaire à cette double exigence. S'agissant de la justification, on se souvient de la critique du sceptique qui accusait le dispositionalisme de transformer nos comportements linguistiques en simples réflexes verbaux. Au vu de l'approche proposée ici, on réalise que les défenseurs de la normativité sémantique extrinsèque ne sont pas condamnés à de telles affirmations. En effet, selon cette approche, il semble tout à fait possible de justifier l'utilisation d'un terme, précisément au moyen des raisonnements (RD) et (RS) évoqués ci-dessus. Un tel raisonnement, effectué à la première personne par un locuteur donné, semble en effet fournir une justification tout à fait acceptable d'une utilisation d'un terme. Bien sûr, pareils raisonnements ne semblent pas devoir nécessairement être effectués explicitement (i.e. consciemment) au moment d'utiliser quelque terme que ce soit. Au contraire, on peut je crois affirmer sans trop de difficultés que de tels raisonnements tiennent lieu de routine et que, s'ils peuvent dans certains cas être effectués consciemment par le locuteur, ils doivent être considérés comme étant généralement de nature inconsciente et non-réflexive.<sup>164</sup>

Quid à présent du problème de l'erreur ?<sup>165</sup> On se souvient de la critique du sceptique : si la signification est une disposition, alors, puisque l'on ne peut agir autrement que tel qu'on est disposé à le faire, il semble impossible de se tromper (i.e. de ne pas utiliser un terme de manière incorrecte). Or, la possibilité de l'erreur semble constitutive de notre pratique linguistique (et de notre vie linguistique en général) ; le dispositionalisme étant incapable de rendre compte sans circularité de la possibilité de l'erreur, il semble dès lors que l'on doive rejeter une telle théorie. L'approche hypothétique semble être à même de résoudre ce type de problème. Comme l'indiquent en effet (RD) et (RS), la prescription relative à l'utilisation

---

<sup>164</sup> La conception hypothétique de la justification est à mon sens moins polémique que celle, strictement Wittgensteinienne, consistant à affirmer qu'utiliser un terme sans justification n'équivaut pas à l'utiliser à tort (*zu Unrecht*). Cette dernière stratégie défend principalement l'idée que les candidats au statut de propriétés sémantiques ne peuvent être disqualifiés sur la base de leur incapacité à rendre compte de la manière dont la signification d'un mot justifie ce que l'on dit. Pour Wittgenstein en effet, on ne peut ultimement aller au-delà de d'un application *aveugle* des règles. Cf. WITTGENSTEIN(2004) : §§ 211, 217, 289, 381.

<sup>165</sup> On notera dans ce contexte que Paul Horwich rejette la variante *ex ante* du problème de l'erreur. Cf. HORWICH (1998a): pp. 218-220.

d'un terme résulte, entre autres, des croyances du locuteur relatives à la situation dans laquelle il se trouve (cf. (3) et (4')). Dès lors, une utilisation incorrecte d'un terme semble pouvoir relever d'une erreur concernant ces croyances. Si les croyances évoquées par (3) et (4') sont fausses, une prescription va malgré tout en résulter, qui peut cependant amener le locuteur à faire une utilisation incorrecte du terme en question.<sup>166</sup> L'explication de l'erreur avancée par l'approche hypothétique ne consiste donc pas à affirmer que le locuteur a agi autrement que tel qu'il était disposé à le faire, ni à spécifier des conditions idéales dont la caractérisation semble des plus problématiques. Elle consiste simplement à affirmer que l'erreur relève d'une erreur concernant les croyances relatives au contexte d'utilisation d'un terme. Nous verrons toutefois sous peu que cette dernière réponse ne va pas sans poser de sérieux problèmes.

Aux yeux de ses partisans, l'approche hypothétique présente donc, en résumé, les avantages suivants :

- (1) Elle rend compte de la manière dont, à partir de prémisses descriptives, on peut obtenir une conclusion prescriptive.
- (2) Elle offre une justification à I s'agissant de l'usage d'un terme A.
- (3) Elle rend compte de la possibilité de l'erreur en situant son origine dans une représentation incorrecte du contexte dans lequel A est utilisé.

Au vu de ces divers éléments, il semble donc que l'approche hypothétique ait répondu aux attentes du sceptique de façon relativement aisée. Reste que cette stratégie n'est pas exempte de difficultés, comme je vais le démontrer à présent. Ces considérations nous permettront de constater que, malgré ses atours prometteurs, une approche hypothétique (i.e. une approche qui tente de réduire les normes sémantiques à une conjonction de facteurs non-normatifs) ne semble pas à même de véritablement satisfaire à la contrainte normative telle qu'elle nous a été proposée par le sceptique.

---

<sup>166</sup> Je dis qu'une croyance fausse *peut* amener le locuteur à utiliser le terme de manière incorrecte car il semble évident qu'une telle conséquence n'est pas nécessairement impliquée par une croyance fausse. Le fait que je croie faussement qu'on a démontré la véracité de la conjecture de Goldbach n'a ainsi aucune influence sur mon utilisation courante du mot 'chaise'.

### **III. Quelques objections à l'approche hypothétique**

Dans les prochaines pages, j'aimerais soulever un certain nombre de critiques pouvant être adressées à l'approche hypothétique. Ces critiques sont au nombre de trois et je vais les présenter en partant de la moins problématique pour passer ensuite à celles qui, à mon sens, posent les difficultés les plus grandes à ce type d'approche. Nous verrons notamment que la dernière de ces critiques semble enfermer les partisans de l'approche hypothétique dans une régression à l'infini, discréditant ainsi cette position en tant que réponse à la contrainte normative.

#### **III.A. Objection de la privatisation**

Comme nous l'avons vu dans notre caractérisation des mécanismes au travers desquels la signification peut se trouver affublée d'une dimension normative, le type de prescription associé à l'utilisation d'un terme semble avoir une structure hypothétique, c'est-à-dire qu'elle est le fruit de la conjonction d'éléments non-normatifs tels que des désirs (p.ex. être un membre fiable de sa communauté linguistique, ou tirer les bénéfices pratiques qui découlent des croyances vraies) et des croyances (p.ex. croire que l'on se trouve dans une situation donnée). Les facteurs dont la conjonction détermine l'utilisation d'un terme semblent donc être pour l'essentiel des états cognitifs du locuteur lui-même.<sup>167</sup> Cette observation pourrait sembler inacceptable et choquer certains philosophes dans la mesure où elle semble transformer le problème de la normativité sémantique en un problème strictement privé (ou personnel) relevant de la rationalité pratique. En effet, la normativité sémantique semble impliquer des prescriptions s'appliquant de manière uniforme et généralisée à tous les membres d'une communauté linguistique donnée. Elle ne relève donc pas du bon vouloir d'un individu, mais le « dépasse » d'une certaine manière. Il semble dès lors inacceptable de considérer la normativité sémantique comme la résultante de la conjonction de la signification (considérée comme purement descriptive) et d'un certain nombre de croyances, désirs et intentions (également descriptifs). Cela aurait pour conséquence inadmissible de réduire la portée des prescriptions relatives à l'usage d'un terme au seul individu entretenant les états mentaux en question. Un autre membre de la communauté linguistique pourrait se voir prescrire une tout autre utilisation s'il entretenait d'autres croyances, désirs ou intentions.

---

<sup>167</sup> Bien sûr, l'origine et la justification de ces états mentaux relèvent d'éléments extérieurs au locuteur ; ainsi en va-t-il par exemple de l'avantage pragmatique à entretenir des croyances vraies.

L'idée derrière ce genre de réaction à l'apparente privatisation des prescriptions relatives à l'usage de notre langage est que le mot 'arbre' doit s'appliquer aux arbres, *un point c'est tout*. La prescription dont il est question ici ne saurait dépendre des intentions des différents locuteurs, au point qu'en résultent des prescriptions *différentes* relatives à l'utilisation du mot 'arbre'. Cette situation aurait en effet pour conséquence inacceptable de faire exploser le nombre de normes gouvernant l'utilisation d'un terme.

J'aimerais à présent esquisser les raisons pour lesquelles la critique mentionnée ci-dessus m'apparaît comme inappropriée. Dans un premier temps, il est utile de mettre en lumière les présupposés idéologiques de ce type d'objection. Quelles raisons pourraient en effet pousser quelqu'un à refuser l'approche hypothétique sous prétexte qu'elle traite le problème au niveau de l'individu alors qu'il semble concerner uniformément la communauté dans son ensemble ? Inutile de chercher bien loin : les philosophes refusant de s'accommoder de cette conséquence (qui, on le verra, est bien moins problématique qu'ils ne le prétendent) sont généralement ceux qui considèrent que la signification est intrinsèquement normative (i.e. que la normativité sémantique a une structure catégorique). Mais quelles raisons ces personnes ont-elles de camper sur leurs positions dès lors que, comme prétend le faire l'approche hypothétique, on parvient à démontrer que les exigences du sceptique relatives à la présence d'une dimension normative de la signification peuvent être satisfaites à un moindre coût ? Il semble dès lors injuste de postuler ce qui précisément est en question, c'est-à-dire le statut des propriétés normatives de la signification. Sitôt que l'on accepte l'hypothèse selon laquelle la signification pourrait ne pas être intrinsèquement normative, l'idée selon laquelle la normativité sémantique serait une propriété extrinsèque de la signification dont cette dernière se verrait affublée au terme d'un processus de conjonction de divers éléments descriptifs n'a plus rien de choquant. Elle le devient d'autant moins dès lors qu'est mis en évidence le fait que la « personnalisation » de la problématique n'implique concrètement pas une explosion du nombre de prescriptions effectives relatives à l'utilisation d'un terme donné. J'aimerais revenir sur cette dernière affirmation, qui selon moi réfute définitivement l'objection de la privatisation.

Comme l'a démontré Horwich, le fait d'entretenir des croyances vraies et de communiquer de manière fiable avec les membres de sa communauté linguistique présente de sérieux avantages pragmatiques (p.ex. du point de vue de la réalisation des désirs). Bien qu'il soit possible en théorie d'attribuer une infinité de croyances burlesques à différents locuteurs (p.ex. l'intention de dire la vérité une fois sur trois, l'intention d'appliquer tout terme commençant par la lettre 'c' aux objets rouges, etc.), permettant ainsi de faire exploser le

nombre de prescriptions pouvant être associées à un terme donné, il semble clair que, pour les raisons pratiques précitées, seul un petit nombre d'entre-elles verront effectivement le jour. Les options de bases choisies par les différents locuteurs les amèneront en effet généralement à choisir les croyances vraies et les affirmations correctes. La privatisation de la problématique n'implique donc pas (loin s'en faut) qu'il y ait autant de prescriptions associées à l'utilisation du mot 'arbre' que d'individus dans la communauté linguistique. La normativité sémantique reste donc une notion dont l'application reste relativement homogène. En d'autres termes, si l'occurrence d'une norme sémantique est toujours le fruit de processus se déroulant au niveau de l'individu, il semble clair que ces occurrences sont généralement des occurrences d'un même *type* (i.e. qu'elles relèvent de la conjonction de désirs et de croyances similaires).

L'objection de la privatisation ne semble donc poser qu'un problème très superficiel à l'approche hypothétique. Aussi est-il temps à présent de nous intéresser à d'autres objections à cette approche.

### III.B. Objection du biais linguistique

Dans leur exposition, les déflationnistes et autres partisans d'une approche hypothétique de la normativité sémantique se concentrent généralement sur le langage, c'est-à-dire l'utilisation des *mots*. Toutefois, comme nous l'avons démontré plus haut dans ce travail<sup>168</sup>, la contrainte normative exprimée par Kripke s'applique à toute relation sémantique, quelle qu'elle soit. Les concepts semblent donc être eux aussi (et peut-être surtout) concernés par la contrainte normative. Il est dès légitime d'exiger de l'approche hypothétique qu'elle rende également compte de la dimension normative de la relation qui lie un concept aux entités (objets, propriétés, etc.) auxquelles il s'applique. Si tel n'était pas le cas, l'approche hypothétique ne semblerait offrir alors au mieux qu'une théorie de la normativité *linguistique*, sans rien dire de la dimension normative exemplifiée par les autres types de relations sémantiques, en particulier de celles existant au niveau de la pensée et des concepts. Malheureusement pour ses partisans, et aussi intuitive soit-elle lorsqu'elle s'intéresse au langage, l'approche hypothétique semble confrontée à des problèmes nouveaux dès lors qu'elle essaie de s'appliquer à l'utilisation des concepts. Deux éléments semblent particulièrement problématiques :

---

<sup>168</sup> Cf. Chapitre 4.II-III.

- (1) L'idée selon laquelle *toute* application d'un concept est précédée d'intentions.
- (2) La régression à l'infini que semble impliquer l'idée d'intention préalable à l'application d'un concept.

Je vais, dans les lignes qui vont suivre, me focaliser sur la première de ces deux difficultés ; la seconde sera traitée au point suivant et constituera l'objection décisive à l'approche hypothétique.

Les concepts sont-ils toujours appliqués de manière volontaire (i.e. suite à une intention particulière) ? Cela semble loin d'être le cas. En effet, alors qu'il ne paraît à première vue pas évident de trouver un exemple d'application volontaire d'un concept, les cas d'applications involontaires semblent en revanche légion, l'un des plus caractéristiques étant celui de la perception. Lorsque je perçois une table devant moi, il ne semble pas que je puisse *décider* d'appliquer à cet objet le concept TABLE plutôt qu'un autre. L'application de ce concept semble quasi-automatique, c'est-à-dire qu'elle n'est pas précédée de (ou du moins pas directement déterminée par) certaines intentions particulières du sujet.<sup>169</sup> Dans la mesure où la présence d'intentions (ou de désirs) de ce type est une condition nécessaire de l'apparition de normes hypothétiques, force est donc de constater que les mécanismes permettant d'importer des normes dans l'utilisation du langage ne semblent ainsi pas pouvoir s'appliquer au niveau des concepts ; en effet, comme l'écrit Dretske :

If the application of concepts is not an intentional act – as it isn't in the case of perceptual judgment (e.g., seeing that the bottle is empty) – then, as far as I can see, norms are absent. All that is left is truth or falsity.<sup>170</sup>

L'existence de cas de ce genre semble donc démontrer que l'application de l'approche hypothétique pourrait se limiter au langage (au niveau duquel le locuteur dispose d'une grande marge de manœuvre, puisqu'il peut par exemple décider d'appliquer le mot 'vache' aux tables) et se trouver du même coup incapable de rendre compte de la normativité sémantique telle qu'on la rencontre au niveau des concepts, et ce même dans l'hypothèse où cette dernière serait de nature extrinsèque. En ne s'intéressant qu'à l'utilisation du langage, et

<sup>169</sup> Ces observations sont bien sûr absolument neutres vis-à-vis de l'idée selon laquelle une partie du contenu de nos perceptions serait de nature non-conceptuelle. Elle souligne simplement l'idée selon laquelle le mécanisme d'importation de normes tel qu'il est défendu par les partisans de l'approche hypothétique ne semble pas pouvoir être toujours appliqué au niveau des concepts.

<sup>170</sup> DRETSKE (2000) : p. 251



en laissant ainsi dans l'ombre, volontairement ou non, les problèmes spécifiques rencontrés au niveau des concepts, les partisans de l'approche hypothétique semblent donc témoigner d'une insouciance coupable à laquelle je donnerai le nom de *biais linguistique*. J'en propose la caractérisation suivante :

- (BL) Le *biais linguistique* caractérise la tendance des approches hypothétiques à n'aborder le problème de la normativité sémantique que du point de vue du langage, masquant du même coup la difficulté à rendre compte d'intentions antérieures à l'application des concepts et, par conséquent, de la présence d'une dimension normative régissant l'application des concepts.

Pierre Jacob a lui aussi dénoncé (sans le nommer ainsi) le biais linguistique qui vicie l'approche hypothétique :

The deflationary view that the normative consequences of meaning are conditional upon an individual's goals or desires is plausible in the case of the meanings of words of public languages because ordinarily, one uses words of his or her language in order to communicate his or her thoughts to his or her conspecifics. So making a speech act by uttering words of a public language is an intentional action. And intentional actions depend on the agent's belief and desires. But what about thoughts? Thoughts, just like words, have content. However, unlike uttering a word of a natural language, thinking or entertaining a thought is not – at least, not always – an intentional action.<sup>171</sup>

Une fois débarrassés du biais linguistique, nous sommes donc plus à même de percevoir le dilemme auquel semble confronté le partisan de l'approche hypothétique : ce dernier doit en effet choisir entre :

- (A) Serrer les dents et essayer de démontrer (avec des chances de succès relativement minces) que toute application d'un concept est volontaire (i.e. relève de certaines intentions et/ou désirs particuliers)

ou

---

<sup>171</sup> JACOB (2002) : p. 193

- (B) Reconnaître que l'approche hypothétique manque sa cible et n'offre qu'une explication de la normativité linguistique (i.e. des normes gouvernant l'utilisation du *langage*), laissant du même coup irrésolue la question plus générale de la normativité sémantique.<sup>172</sup>

Comme je l'ai déjà brièvement évoqué plus haut, choisir la branche (A) du dilemme semble plus que risqué, tant les exemples d'application volontaire d'un concept (pour autant que de tels cas existent véritablement), semblent constituer l'exception plutôt que la règle. Partant, l'affirmation selon laquelle *toutes* les applications de concepts sont volontaires semble extrêmement difficile à soutenir... Mais choisir (B) contraindrait les partisans de l'approche hypothétique à apporter une limitation drastique à leur théorie, limitation qui réjouirait le sceptique puisqu'elle laisserait le problème de la normativité se poser avec toujours autant d'acuité, dans la mesure où ce dernier n'aurait été que déplacé (du langage aux concepts), laissant entier le mystère de sa satisfaction. Mais il y a pire : en effet, comme nous allons le voir à présent, le fait de déplacer le problème au niveau de la pensée semble enfermer les partisans de l'approche hypothétique dans une impasse.

### III.C. Objection de la régression à l'infini

Les problèmes évoqués ci-dessus représentent à mon sens des défis intéressants pour l'approche hypothétique. Quelles que soient les difficultés posées par ces objections, un partisan particulièrement optimiste de l'approche hypothétique, croyant à sa bonne étoile, pourrait essayer, de quelque manière que ce soit, de les contourner. Dans les lignes qui vont suivre, j'aimerais proposer une sorte d'antidote radical à toute forme d'optimisme relatif à l'approche hypothétique. Le problème que j'aimerais relever à présent concerne en effet la nature même de la stratégie hypothétique. En d'autres termes, si l'objection que je me propose de présenter devait s'avérer correcte, nous nous verrions *ipso facto* contraints de rejeter en bloc l'approche hypothétique, sans même avoir la possibilité d'en restreindre la portée au domaine linguistique.

---

<sup>172</sup> Bien sûr, le problème pourrait se poser différemment si l'on rejetait l'idée « gricienne » d'une priorité des concepts sur le langage. En effet, une approche « sellarsienne » (ou « brandomienne ») postulant l'idée selon laquelle le langage est prioritaire par rapport aux concepts permettrait peut-être à l'approche hypothétique de se tirer d'affaire (en faisant par exemple découler les normes sémantiques gouvernant l'application des concepts des normes linguistiques, dont la structure est hypothétique). Je n'examinerai cependant pas cette option, qui à mon sens n'est qu'une variante de la branche (A) du dilemme évoqué ci-dessus. Cf. GRICE (1957), (1989); SELLARS (1997), BRANDOM (1994).

On a vu que l'application d'un concept pouvait être justifiée soit en faisant appel à une explication en termes de perception, soit en invoquant les intentions relatives à l'application du concept en question.<sup>173</sup> Si seuls les modèles de la perception et de l'intention préalable peuvent justifier l'application d'un concept, nous nous trouvons dès lors devant un choix cornélien, à savoir :

(A) Rendre compte de toute application de concept sur le modèle de la perception.

ou

(B) Affirmer que, à l'exception de la perception, toutes les applications de concepts sont volontaires.

Je ne vais pas ici essayer de déterminer à quoi pourrait bien ressembler une théorie du type (A). Nul doute d'ailleurs qu'un partisan d'une telle approche se verrait très vite cloué au pilori pour avoir confisqué à l'individu la responsabilité de sa propre pensée.<sup>174</sup> En effet, si penser ne revenait finalement qu'à percevoir le contenu de sa conscience, l'individu n'aurait alors aucune influence sur ce à quoi il pense, ce qui apparaîtra à beaucoup comme une conséquence inacceptable. Quel drame en effet plus terrible pour un individu que de se voir privé de toute prise sur ses raisonnements ?<sup>175</sup>

L'horizon ne semble pas plus dégagé si l'on choisit l'option (B) ; en effet, une telle option semble s'enfermer tout droit dans une régression qui n'est pas sans rappeler celle qu'a rendue célèbre Elizabeth Anscombe.<sup>176</sup> Considérons le cas d'un individu I qui s'apprête à appliquer le concept C à un quelconque objet ou entité qu'il ne perçoit pas. Si seul le fait d'entretenir un certain nombre d'intentions quant à l'utilisation de C justifie son utilisation (ou, pour parler

<sup>173</sup> On se souvient que les normes sémantiques doivent entre autres permettre de *justifier* l'application du terme ou du concept en question, et en particulier distinguer cette dernière d'un simple réflexe verbal. Cf. Chap. 2.IV-V.

<sup>174</sup> Voir cependant SIEWERT(1998) qui semble défendre une théorie qui, sous certains aspects, pourrait être assimilée à (A).

<sup>175</sup> Dans ce contexte, il est intéressant de remarquer qu'un simple exemple d'application volontaire d'un concept suffit au sceptique pour réfuter (A) et dérouler ensuite son argumentation. Le choix des termes utilisés pour décrire un visage, ou le choix d'un itinéraire, constituent des exemples typiques d'applications volontaires de concepts. Cette idée reste toutefois compatible avec l'affirmation selon laquelle la liste de concepts potentiellement applicables à partir desquels notre choix s'opère nous vient à l'esprit de manière non volontaire. Il s'agit donc de distinguer une liste de candidats nous venant à l'esprit de manière non volontaire de l'application volontaire d'un candidat particulier de cette liste.

<sup>176</sup> Cf. ANSCOMBE (1957). On remarquera que, malgré l'analogie de structure, les conséquences des deux régressions sont sensiblement différentes dans la mesure où la régression relative à l'intention d'agir devrait empêcher au final l'action en question d'avoir lieu, alors que la régression qui nous occupe ici ne concerne que la possibilité de justifier l'application de certains concepts (et non pas le fait même de les appliquer).

comme le sceptique, lui indique comment il doit utiliser le concept en question), alors il semble nécessaire que I détermine un ensemble d'intentions E relatives à l'utilisation de C. Et c'est là que les choses se compliquent : le fait d'entretenir un certain nombre d'intentions témoigne d'une pensée articulée (i.e. les intentions entretenues par I contiennent elles-mêmes un certain nombre de concepts dont il va s'agir à présent de justifier l'utilisation). Or, la seule échappatoire semble être de postuler un ensemble d'intentions préalables D relatives aux concepts utilisés dans les intentions contenues dans E. On se voit donc embarqué dans une régression à l'infini qui semble devoir nous amener tout droit à la conclusion selon laquelle notre utilisation des concepts (puisque le fait est que nous utilisons des concepts) n'est ultimement pas justifiée. L'argument peut donc être rendu comme suit :

- (ARI)**
- (1) Certaines applications de concepts ne sont pas justifiées par le fait qu'elles découlent d'une perception.
  - (2) Dans les cas évoqués par (1), la manière dont les concepts sont utilisés ne peut être justifiée que par la présence d'intentions préalables (IP) relatives à l'utilisation des concepts en question (cf. rôle justificatif des normes hypothétiques).
  - (3) Les IP sont articulées au moyen de concepts.
  - (4) L'utilisation des concepts présents dans IP doit être justifiée.
  - (5) Seules des intentions préalables IP' peuvent justifier l'utilisation des concepts présents dans IP.
  - (6) Mais les IP' sont également articulées au moyen de concepts, etc.
  - (7) DONC : Des IP de quelque niveau que ce soit ne peuvent ultimement justifier l'utilisation d'un concept.
  - (8) DONC : Hormis le cas de la perception, l'utilisation que nous faisons des concepts n'est pas justifiée.
  - (9) DONC : Il faut rejeter (2) ou accepter (8).

Tout semble indiquer que, à moins de vouloir limiter aux seules perceptions les cas d'utilisation justifiée de concepts, il faille rejeter l'approche hypothétique de la normativité sémantique.<sup>177</sup> L'argument ci-dessus indique en effet que c'est bien la structure même de l'approche hypothétique qui est viciée. De plus, dans la perspective gricienne adoptée par ce travail, l'impossibilité de justifier l'application d'un concept autrement que par le biais d'une perception a tôt fait de se propager au niveau linguistique. En effet, si la manière dont un mot doit être utilisé est, elle aussi, déterminée par un certain nombre d'intentions, et s'il s'avère impossible de justifier l'application des concepts qui articulent ces intentions, force est de constater que notre utilisation du langage se trouve donc à son tour privée de toute justification. Ces conséquences désastreuses devraient à mon sens achever de nous convaincre de la nécessité d'abandonner l'approche hypothétique.

Face à cette objection, un partisan de l'approche hypothétique pourrait rétorquer que bon nombre d'intentions sous-tendant notre usage de concepts sont implicites et ne sont donc pas en tant que telles présentes à l'esprit du locuteur.<sup>178</sup> A ce titre donc, pareilles intentions n'exigent pas de justification. On peut dans ce contexte spéculer sur l'origine de telles intentions et considérer par exemple qu'elles sont innées, ou héritées de l'évolution de notre espèce, ou encore qu'elles sont tellement fondamentales qu'elles forment pour ainsi dire l'arrière-plan implicite de notre vie cognitive. Le problème de ce type de réponse est qu'elle semble méjuger de la nature de la justification en question. On s'en souvient, le sceptique souligne que le rôle justificatif assumé par la dimension normative de la signification permet à cette dernière d'indiquer au locuteur la manière dont il doit utiliser l'item sémantique en question.<sup>179</sup> Pour reprendre la métaphore de Paul Boghossian, c'est cette dimension normative qui  *motive*  le locuteur à utiliser un item sémantique d'une certaine manière. A ce titre, il est peu probable que des intentions inconscientes soient à même de donner naissance à des normes hypothétiques, ou du moins à des normes hypothétiques que le locuteur puisse exploiter afin de déterminer la manière dont il doit utiliser un concept donné, lui permettant ainsi ultimement de justifier son application. Le type d'intentions implicites invoqué par les

---

<sup>177</sup> Bien sûr, le rejet de l'approche hypothétique en tant que théorie susceptible de satisfaire la contrainte normative n'implique pas que la notion générale de norme hypothétique n'a aucune pertinence en ce qui concerne la communication *en général*. De la même manière, le rejet de l'approche hypothétique est totalement neutre vis-à-vis de la question de l'existence de pratiques dont l'intention de se soumettre à certaines normes est un élément constitutif (p.ex. jouer aux échecs). Cf. à ce propos von WRIGHT (1963) et DRETSKE (2000) : Chap. 14.

<sup>178</sup> Pareilles intentions implicites ou non-conceptuelles pourraient être liées par exemple au désir de survivre.

<sup>179</sup> Voir Chapitre 2, IV.A : le rôle justificatif de la normativité sémantique répond à une conception internaliste de la justification, c'est à dire que le locuteur doit pouvoir jouir d'un accès épistémique aux normes sémantiques en question.

partisans de l'approche hypothétique ne semble dès lors pas à même de garantir au locuteur un accès épistémique aux normes sémantiques, et de lui indiquer ainsi la manière dont l'item sémantique en question doit être utilisé. Le seul moyen de garantir pareil accès épistémique serait bien sûr d'explicitement ces intentions, mais cela nous ramènerait tout droit à la régression à laquelle le recours à de telles intentions était supposé nous soustraire. Dès lors qu'une intention est explicitée, le locuteur se devra en effet de vérifier la manière dont chacun des concepts qu'elle contient doit être utilisé, et de s'embarquer du même coup dans une régression à l'infini. On peut représenter comme suit ce processus :

- (1) X doit utiliser le concept  $C_1$  d'une certaine manière parce qu'il a l'intention  $I_1$ .
- (2) Si x a l'intention  $I_1$ , alors il utilise le concept  $C_2$ .
- (3) Dans  $I_1$ , X utilise le concept  $C_2$  comme il le *doit* (sinon, il n'aurait pas  $I_1$ ).
- (4) X doit utiliser le concept  $C_2$  tel qu'indiqué en (3) seulement parce qu'il a  $I_2$ .
- (5) Dans  $I_2$ , x utilise le concept  $C_3$  comme il le doit.

Etc.

La justification ne peut ainsi provenir que d'une intention explicite (d'où l'impossibilité de faire recours à des intentions implicites), mais une intention explicite nécessite une intention de niveau supérieure permettant de déterminer la manière dont les concepts qu'elle contient doivent être utilisés. D'où la régression.

On a vu plus haut que, une fois débarrassée du biais linguistique, l'approche hypothétique présentait déjà un visage bien moins séduisant. L'argument de la régression démontre que c'est bien la structure même de cette approche qui est à l'origine de son incapacité à satisfaire les exigences du sceptique. En effet, malgré les tentatives de réponses tout juste évoquées, il semble bel et bien que l'approche hypothétique soit incapable de *fonder* la dimension normative de la signification. Aussi faut-il chercher ailleurs, à savoir du côté des approches catégoriques, la source de la normativité sémantique.

On remarquera en outre que, comme annoncé plus haut, le rejet de l'approche hypothétique entraîne dans son sillage le rejet de la lecture diachronique de la contrainte normative. Cette conséquence est d'ailleurs réjouissante dans la mesure où, comme nous l'avons observé, cette lecture semblait mal correspondre à l'esprit de l'argumentation du sceptique. La lecture

synchronique de la contrainte normative s'en trouve donc du même coup confirmée, tout comme l'apparente nécessité d'adopter une approche catégorique de la normativité sémantique. C'est à l'examen de ce type d'approche que je me propose à présent de procéder.

#### **IV. Approches catégoriques de la normativité sémantique**

On a vu dans les pages qui précèdent que l'approche hypothétique de la normativité sémantique est aux prises avec de très sérieuses difficultés qui justifient le rejet de cette stratégie. J'aimerais à présent m'intéresser aux options principales (évoquées déjà dans notre typologie du chapitre 3) que semble offrir l'approche catégorique. Je commencerai par la plus radicale (et la plus coûteuse aussi d'un point de vue ontologique), à laquelle j'adresserai un certain nombre d'objections, pour passer ensuite à l'approche téléologique, qui fera elle aussi l'objet d'un certain nombre de critiques. Je terminerai enfin par un bref rappel des raisons qui, aux yeux du sceptique, devraient nous amener à rejeter même une forme modérée de non-réductionnisme de la signification.

##### **IV.A. Le catégorisme absolu**

Le catégorisme absolu est une position que l'on n'accepte que par défaut. Elle n'est pas le genre de théorie que l'on aimerait *réellement* avoir à défendre, et ce pour plusieurs raisons : d'abord, comme souvent avec les formes extrêmes de réalisme, son coût ontologique semble exorbitant. En effet, le catégorisme absolu a tout l'air de pêcher par excès en opposant à l'argumentation anti-réaliste avancée par le sceptique un hyperréalisme<sup>180</sup> dont on a toutes les raisons de croire qu'il constitue une réaction exagérée. De surcroît, le catégorisme absolu semble induire de nombreuses énigmes, la relation pouvant exister entre un individu et une entité quasi-transcendante étant pour le moins curieuse. Nous reviendrons sur ces problèmes un peu plus bas. J'aimerais avant cela, et autant que faire se peut, rendre justice à cette approche en explicitant notamment l'intuition principale qui la sous-tend.

Le catégorisme absolu procède à ce que l'on pourrait qualifier de *réification* de la signification. Selon cette approche en effet, la signification serait une entité *sui generis* qui exprimerait alors de manière explicite la prescription à suivre. Ainsi Brandom écrit-il :

---

<sup>180</sup> S'agissant du catégorisme, Crispin Wright parle de *recours à des lois ultra objectives* (WRIGHT (2001) : p. 3) ; Robert Brandom parle de *régulisme* (BRANDOM (1994) : pp. 18- 20) ; Wittgenstein parle de *faits superlatifs* (WITTGENSTEIN (2004) : § 192)

According to this intellectualist, platonist conception of norms, common to Kant and Frege, to assess correctness is always to make at least implicit reference to a rule or principle that *determines* what is correct by explicitly *saying so*.<sup>181</sup>

L'idée est ainsi que toute prescription, toute dimension normative, trouve sa source dans une loi, une règle ou quelque autre entité transcendante exprimant explicitement une prescription donnée, toute conduite étant ensuite « mesurée » à cette règle. C'est de cette comparaison que sera tirée ensuite l'évaluation de la conduite en question. Elle sera qualifiée de correcte si elle est en conformité avec la règle, et d'incorrecte dans le cas contraire.

Les trois objections que je me propose d'adresser ici au catégorisme absolu ne reprochent pas à ce dernier une contradiction interne ou quelque autre inconsistance que ce soit. De telles objections sont en effet difficiles à adresser à des positions platonisantes dans la mesure où le caractère très particulier des entités postulées par ce type de théories permet de leur attribuer des propriétés souvent originales, parfois franchement étonnantes, permettant d'éviter ainsi d'éventuelles contradictions ou autres difficultés. Les objections mentionnées ici relèvent donc pour une bonne partie du bon sens et semblent plutôt s'attaquer aux aspects contre-intuitifs du catégorisme absolu. Dans la mesure où la plupart de ces objections sont connues (nombre d'entre-elles ayant notamment été adressées à Frege), je me permettrai d'en faire une présentation assez succincte.<sup>182</sup>

#### IV.A.1. Problème épistémique

Le premier problème typiquement rencontré par une approche telle que le catégorisme absolu concerne bien entendu les difficultés épistémiques que pose la saisie par un être humain d'entités de type platonicien. En effet, si la nature de ces entités est déjà mystérieuse, la façon dont un individu pourrait les saisir afin de les associer à un terme donné semble l'être davantage encore. C'est un problème bien connu des partisans de Frege, qui n'a pour l'heure reçu aucune solution véritablement satisfaisante. En résumé, ce genre de théorie « remplace le problème par un mystère »<sup>183</sup> ; elle cherche en effet à rendre compte de la dimension

---

<sup>181</sup> BRANDOM (1994) : p.20

<sup>182</sup> Le premier problème qui vient à l'esprit concerne bien sûr le coût ontologique exorbitant qu'implique une théorie telle que celle défendue par le catégorisme. Le fait de postuler une sorte d'entité transcendante, soustraite aux dimensions spatio-temporelles, traduit à mes yeux un constat d'échec plutôt qu'une piste véritablement exploitable. Elle constitue un obstacle radical à toute tentative de réductionnisme local. On sait toutefois depuis David Lewis que le caractère contre-intuitif d'une théorie peut dans une très large mesure être compensé par son pouvoir explicatif (cf. LEWIS (1986)). Pour une présentation du statut ontologique de la signification conçue comme entité platonisante, on se référera au classique FREGE (1971).

<sup>183</sup> GLOCK (2003) : p. 517



normative de la signification en postulant des entités *ad hoc* aux propriétés quasi-magiques, sans toutefois être véritablement à même de rendre compte du lien épistémique les reliant à nous. Mais n'est-ce pas tomber de Charybde en Scylla ? Cette remarque concernant la saisie d'entités transcendantes par des individus finis et s'inscrivant dans l'espace et dans le temps constitue une difficulté qui devrait nous inciter à abandonner la piste du catégorisme absolu. Certains pourraient toutefois penser que le jeu en vaut la chandelle, et s'attacher à décrire ce mystérieux processus au moyen duquel un individu pourrait saisir des entités de type platonicien. Ce faisant, ils s'exposeraient à une seconde objection.

S'il existe véritablement une saisie de ces mystérieuses entités, à quoi peut-elle bien ressembler ? Les lecteurs de Wittgenstein (et plus récemment de Brandom) auront tôt fait de remarquer qu'elle ne peut en aucun cas consister en une interprétation.<sup>184</sup> Ce type de problème est bien connu ; voyons brièvement en quoi il consiste : soit une règle R de type platonicien qui détermine la manière dont un terme T doit être appliqué afin d'être utilisé correctement. Toute utilisation de T implique donc la saisie (et la compréhension) de R par le sujet, afin que ce dernier puisse se conformer à la prescription qu'elle exprime. Mais le fait de saisir puis d'appliquer une règle est une action qui, à son tour, peut être effectuée de manière correcte ou incorrecte. La conséquence en est la suivante :

For any particular performance and any rule, there will be ways of applying the rule so as to forbid the performance, and ways of applying it as to permit or require it. The rule determines proprieties of performance only when correctly applied. [...] Applications of a rule should themselves be understood as correct insofar as they accord with some further rule.<sup>185</sup>

En d'autres termes, les règles ne s'appliquent pas d'elles-mêmes ; elles ne déterminent les conditions d'application correcte de T que dans la mesure où il est possible de distinguer les applications correctes d'une règle de celles qui ne le sont pas. Wittgenstein utilisant le terme 'interprétation' (*Deutung*) pour parler des règles d'application de règles, j'appellerai désormais ce problème le *Problème de l'Interprétation*.<sup>186</sup> Le Problème de l'Interprétation semble donc démontrer que les règles dont le catégorisme absolu défend l'existence

---

<sup>184</sup> Bien sûr, le problème de l'interprétation n'est pas engendré par le statut ontologique mystérieux des entités en question et concerne toute théorie voulant faire de la signification (ou d'une règle) une entité qu'il s'agirait de saisir.

<sup>185</sup> BRANDOM (1994) : p. 20

<sup>186</sup> La réponse de Wittgenstein au problème de l'interprétation est bien connue : Wittgenstein propose une application directe (i.e. non-interprétative) de la règle en prétextant qu'utiliser une règle aveuglément, c'est à dire sans justification, ne veut pas dire l'utiliser à tort.

présupposent d'autres règles déterminant leurs conditions et modalités d'application. Le catégorisme absolu se trouve donc embarqué dans une régression à l'infini.

Dans ce contexte, il est intéressant de mentionner une remarque formulée par Kripke dans sa critique du catégorisme absolu. A ses yeux, les raisons pour lesquelles une telle approche doit être rejetée relèvent certes de ce que l'on a appelé ci-dessus le Problème de l'Interprétation, mais sont toutefois à ramener ultimement à une nouvelle exemplification du problème de la finitude :

Mathematical realists, or 'Platonists', have emphasized the non-mental nature of mathematical entities. The addition function is not in any particular mind, nor is it the common property of all minds. It has an independent, 'objective' existence. There is then no problem [...] as to how the addition function (taken, say, as set of triples) contains within it all its instances [...]. This simply is in the nature of the mathematical object in question, and it may well be an infinite object. [...] But ultimately the sceptical problem cannot be evaded, and it arises precisely in the question how the existence in my mind of any mental entity or idea can *constitute* 'grasping' any particular sense rather than another. The idea in my mind is a finite object: can it not be interpreted as determining a quus function, rather than a plus function? Of course there may be another idea in my mind, which is supposed to constitute its act of assigning a particular interpretation to the first idea; but then the problem obviously arises again at this new level. (A rule for interpreting a rule again.) And so on.<sup>187</sup>

Le fait que la saisie de l'entité platonicienne soit un événement mental fini semble donc empêcher cet acte de déterminer la totalité des applications du terme en question. Au Problème de l'Interprétation semble donc s'ajouter celui de la finitude. Quand bien même les considérations liées à la finitude sont discutables<sup>188</sup>, il semble bel et bien qu'à trop vouloir défendre le réalisme, l'approche catégoriste se soit enfermée dans une impasse...

#### IV.A.2. Problème de causalité

Un problème récurrent rencontré par toute entité n'étant pas de nature spatio-temporelle est bien sûr celui de son rôle causal. Ce problème peut être particulièrement vif dès lors qu'il concerne le contenu des attitudes propositionnelles. En effet, on considère généralement que le contenu des attitudes propositionnelles d'un individu (typiquement : de ses croyances et de ses désirs) a un rôle causal pertinent (i.e. que c'est en vertu de ce contenu qu'un individu agit

<sup>187</sup> KRIPKE (1982) : p. 53-54. Ce que dit Kripke des mathématiques s'applique bien entendu à la sémantique (Kripke fait d'ailleurs explicitement référence à Frege sur cette même page 54).

<sup>188</sup> Cf. Chap. 2.III.B.

comme il le fait).<sup>189</sup> Or, si le contenu de mes croyances ou des mes désirs devait s'avérer être une entité de type frégeén, on serait alors en droit de se demander dans quelle mesure ce type de contenu pourrait avoir un quelconque rôle causal. En d'autres termes, si c'est en vertu du contenu de ses attitudes propositionnelles qu'un sujet donné agit tel qu'il le fait, il semble tout à fait problématique de considérer le(s) contenu(s) en question comme étant de nature non-physique (ou du moins non-naturelle). En effet, cela reviendrait à reposer de manière à peine différente le fameux problème de l'interaction entre substance matérielle et substance immatérielle bien connu des dualistes en philosophie de l'esprit.

On pourrait bien sûr essayer de se sortir d'affaire en invoquant que l'état causalement pertinent est l'état physiologique correspondant au fait de saisir le contenu en question. Mais pareille stratégie nous ramènerait alors inmanquablement à la première objection évoquée plus haut, objection qui pointait le caractère mystérieux de la saisie d'une entité de type platonicien.

Malheureusement pour les partisans du platonisme, l'ultime option à disposition ne semble guère plus satisfaisante dans la mesure où elle reviendrait à renoncer à attribuer quelque rôle causal que ce soit au contenu des attitudes propositionnelles. En d'autres termes, ce n'est pas parce que je désire boire une bière et que je crois qu'il y a une bière dans le frigo que je me lève, ouvre le frigo et me saisis d'une bière. Outre son caractère tout à fait contre-intuitif, cette option semble en outre retirer une bonne partie des raisons de croire en l'existence du contenu lui-même. En effet, si le contenu des attitudes propositionnelles n'est d'aucune utilité dans l'explication de nos actions, pourquoi diable adopter une attitude réaliste vis-à-vis de cette notion et lui attribuer une existence de ce genre. Si le contenu n'a aucun rôle causal, ne vaudrait-il pas mieux dans ce cas, au nom du principe de parcimonie, adopter une attitude éliminativiste ? On notera enfin dans ce contexte que le problème de la causalité s'applique à toutes les formes de réalisme sémantique non-réductionnistes (i.e. y compris aux formes non-platonisantes qui considéreraient par exemple la signification comme survenante).<sup>190</sup>

Comme les considérations qui précèdent le démontrent à mes yeux, le recours au catégorisme platonisant semble poser non seulement des problèmes d'ordre épistémique (relatifs à la saisie par nous autres humains d'entités aussi particulières), mais également des problèmes relatifs

---

<sup>189</sup> C'est ce que Frank Jackson appelle une attitude *réaliste* vis-à-vis de la causation mentale. Cf. JACKSON (1996)

<sup>190</sup> Cf. le problème de la *downward causation* tel qu'il a été posé par KIM (1993) : Chap. 17. Si la signification est survenante et causalement pertinente, elle ne semble toutefois pas pouvoir être causalement pertinente *en tant que* signification.

au rôle causal que l'on souhaiterait généralement faire jouer au contenu des attitudes propositionnelles.

#### IV.A.3. Problème de l'aspect dynamique et évolutif de notre appareil sémantique

Le dernier aspect problématique que je souhaiterais relever concerne l'aspect figé et définitif de notre appareil sémantique que semble impliquer le catégorisme absolu. Notre appareil sémantique (j'entends par-là la structure de notre outillage conceptuel, la manière dont nous « découpons » le monde) semble pour une large part découler de contingences relatives à notre évolution et à notre environnement socioculturel. En d'autres termes, notre outillage conceptuel aurait pu, moyennant un environnement différent, être radicalement autre. De plus, ce dernier est en constante évolution dans la mesure où de nouveaux concepts font leur apparition ou, au contraire, disparaissent.

Bien sûr, un partisan du catégorisme absolu pourrait postuler une infinité de significations de type platonicien et défendre l'idée selon laquelle une modification de notre outillage conceptuel correspond au fait de saisir des significations ou des contenus différents. Il est clair toutefois qu'une telle stratégie aurait pour conséquence de rendre plus saillant encore le problème du coût ontologique engendré par le catégorisme absolu. Une autre manière de répliquer à l'objection ci-dessus pourrait consister à affirmer que les modifications de notre outillage conceptuel traduisent non pas la saisie de nouvelles significations (de nouveaux contenus), mais plutôt une réorganisation de concepts plus fondamentaux. La saisie de ces concepts basiques (dont les contours resteraient à déterminer) se ferait une fois pour toutes, et tous les autres concepts pourraient être obtenus de manière compositionnelle. Malheureusement, une telle hypothèse ne semble pas être à même de rendre compte de l'apparition de concepts radicalement nouveaux.<sup>191</sup>

Évidemment, cette objection ne met pas en cause la cohérence même du catégorisme absolu. Elle devrait toutefois permettre de faire ressortir avec davantage d'acuité les bizarreries auxquelles donne naissance cette approche. Aussi serait-il peut-être préférable, si l'on désire attribuer une dimension normative de structure catégorique aux notions de contenu et de signification, de se tourner vers une approche moins baroque, à savoir le téléologisme.

---

<sup>191</sup> Cf. par exemple les notions liées à des innovations radicales ou à des phénomènes socioculturels récents, comme peut être 'internet', 'télé réalité', 'laser', 'clonage', 'quark', 'ADN', etc.

#### IV.B. Le Téléologisme

On a vu plus haut<sup>192</sup> en quoi consistent les postulats fondamentaux des approches téléologiques ; selon ces dernières, nos organes ont été sélectionnés pour accomplir certaines fonctions qui, à un moment donné de l'évolution de notre espèce, nous ont procuré (ou plutôt : ont procuré à nos ancêtres et, par extension, à notre espèce) un avantage du point de vue de la survie et de l'adaptation à l'environnement. A ce titre, nous sommes donc en droit, d'user à leur propos d'un vocabulaire normatif et d'affirmer ainsi qu'un cœur, par exemple, *doit* pomper du sang.

L'approche téléologique tient le même discours en ce qui concerne le contenu de nos états mentaux, comme le résumant très bien David Braddon-Mitchell et Franck Jackson :

Teleonomy should be seen as having two clauses. One is a clause about the reference-fixing role of terms for the propositional attitudes, terms like 'belief' and 'desire'. They reference-fix via their association with the folk roles associated with belief and desire, where the folk roles are roughly those that underpin, implicitly or explicitly, our judgements of what people believe and desire. They are the kind of roles analytical functionalists have in mind. [...] The second clause is a claim about the nature of that which the terms for the propositional attitudes reference-fix on. They reference-fix on [...] the relevantly theoretically interesting states in creatures like us, and these are, as a matter of fact about our world (though not about, for example, creationist worlds), the states selected to do what belief and desire are for. [...] Belief that P is a state selected to co-vary with P, and desire that P is a state selected to bring about P.<sup>193</sup>

Revenons brièvement sur ces deux clauses : la première affirme que nous fixons la référence d'un terme comme 'croyance' au moyen du rôle populaire (*folk role*) généralement attribué aux croyances. Cette première affirmation est importante pour deux raisons : (1°) Elle permet d'expliquer pourquoi des individus qui n'ont aucune idée de l'évolution de leur espèce peuvent néanmoins attribuer de manière justifiée des croyances à leurs semblables (il s'agit ici d'un cas analogue à celui d'un individu justifié à parler d'eau alors qu'il ne connaît même pas explicitement l'existence de l'hydrogène et de l'oxygène); (2°) La deuxième raison est qu'une telle hypothèse permet de rendre compte de la manière dont nous acquérons le terme 'croyance'. En effet, elle explique cette acquisition par le fait que nous sommes confrontés à des individus qui interagissent de manière bien particulière avec leur environnement. Ces

---

<sup>192</sup> Cf. Chapitre 3, IV.E

<sup>193</sup> BRADDON-MITCHELL & JACKSON (2002) : pp. 372-373. ; PAPINEAU (2001) accepte cette conception de l'approche téléologique.

« motifs comportementaux » (*behavioral patterns*) typiques sont alors catégorisés au moyen de termes tels que ‘croyance’, ‘désir’, etc. On peut donc remarquer que le rôle populaire est généralement décrit en termes fonctionnels.

La seconde clause mentionnée ci-dessus introduit l’affirmation propre à l’approche téléologique, à savoir l’idée selon laquelle l’état physiologique qui joue le rôle fonctionnel en question est un état qui a été sélectionné au cours de l’évolution de notre espèce pour accomplir une certaine fonction (il s’agit donc là d’un cas classique d’identité *a posteriori*). Dans le cas d’une croyance que P par exemple, l’idée est que l’état physiologique concerné a été sélectionné pour co-varier avec P. Ainsi est-il sélectionné à ne jouer ce rôle fonctionnel qu’en présence de P. Aux yeux de l’approche téléologique, la relation sémantique entre un état mental et son contenu est donc un produit de l’évolution ; certains processus ou états physiologiques de mon cerveau ont été sélectionnés pour accomplir certaines fonctions de représentation. Dès lors, si ma croyance que P ne représente pas le monde tel qu’il est, on semble être en droit d’affirmer qu’elle ne remplit pas la fonction qu’elle *doit* jouer. L’état physiologique qui réalise ma croyance que P ne fait pas ce qu’il *doit* faire. On voit ainsi qu’un vocabulaire normatif peut aisément s’intégrer au discours téléologique. Aux yeux des partisans de l’approche téléologique, le problème posé par la contrainte normative est donc un faux problème dans la mesure où il ne s’agit pas de réduire une prescription à une description, mais plutôt de réduire une norme sémantique à une norme naturelle. Les modalités d’une telle réduction sont certes complexes, mais elles ne nous exposent nullement à leurs yeux à un quelconque risque de sophisme naturaliste.

En résumé, la réponse de l’approche téléologique à la contrainte normative peut être formulée comme suit :

- (RT) (1) Le problème posé par la contrainte normative concerne la réduction d’une prescription (sémantique) à un fait (naturel).
- (2) L’inférence suivante est valide : si, au cours de son histoire biologique, un état physiologique E a été sélectionné pour accomplir la fonction F, alors E *doit* accomplir la fonction F.
- (3) Au vu de (2), on peut considérer qu’il y a des normes dans la nature (normes naturelles).
- (4) On peut réduire les normes sémantiques aux normes naturelles.

- (5) DONC : L'approche téléologique cherche à réduire une norme (sémantique) à une autre norme (naturelle).
- (6) DONC : L'approche téléologique échappe au sophisme naturaliste et au problème évoqué en (1).

#### IV.C. Objections au téléologisme

On vient de le voir, l'approche téléologique semble être en mesure d'apporter une solution élégante au défi sceptique. Selon cette approche, l'évolution est génératrice de normes qui sous-tendent les normes sémantiques invoquées par le sceptique. Nous allons voir à présent que l'horizon du téléologisme n'est toutefois pas aussi dégagé qu'il y paraît au premier abord. Je vais pour ce faire m'intéresser à deux problèmes bien précis susceptibles de se poser dans le contexte de notre discussion de la notion de normativité sémantique. Le premier concerne la légitimité même de la notion de norme naturelle. Le second concerne l'objection dite du Swampman et ses conséquences pour la réponse de l'approche téléologique à la contrainte normative.

Avant de passer à l'examen de ces objections toutefois, j'aimerais procéder à deux remarques préliminaires. Premièrement, il me paraît important de préciser que je vais me concentrer exclusivement dans les lignes à venir sur les problèmes rencontrés par l'approche téléologique en relation à la contrainte normative. Je me permettrai donc de passer sous silence certains des problèmes rencontrés par cette théorie pour la simple et bonne raison qu'ils ne concernent pas la discussion qui est au centre de ce travail. Deuxièmement, je rejette l'objection de base consistant à dire que, dans la mesure où le problème posé par le sceptique est un problème général, sa réponse ne devrait pas impliquer l'adoption d'une théorie particulière telle que le téléologisme. Ce genre de critique est à mon sens injustifié.<sup>194</sup> S'il est nécessaire de rendre compte de la dimension normative de la signification et si seule l'approche téléologique est en mesure de le faire, il faut alors en tirer les conséquences et embrasser cette approche, aussi particulière soit-elle. On ne peut refuser la vérité sous prétexte qu'elle n'est pas telle qu'on se l'imaginait.

---

<sup>194</sup> On a vu que Colin McGinn formule ce genre de critique lorsqu'il s'attache à démontrer que la contrainte normative est inapplicable au niveau des concepts. Selon lui, une transposition de cette contrainte à la pensée impliquerait l'acceptation de l'hypothèse du langage de la pensée. Cf. chapitre 4.II.

#### IV.C.1. Publicité mensongère

La première objection que j'aimerais traiter concerne la légitimité du vocabulaire normatif dont font abondamment usage les partisans de l'approche téléologique. On l'a vu, ces derniers considèrent que, dans la mesure où nos croyances ont été sélectionnées par l'évolution pour représenter le monde tel qu'il est, il est dès lors naturel d'affirmer que les croyances *doivent* accomplir cette fonction. La nature semble donc elle-même contenir certaines normes. Et ce sont à ces dernières que se réduisent au final les normes sémantiques. Il n'est ainsi plus question de réduire une norme à un fait, comme tentait de le faire en vain le dispositionalisme. La question qui se pose à présent est de déterminer si pareil discours ne tient pas de la métaphore plutôt que de la réalité métaphysique. Pour reprendre l'expression imagée de David Braddon-Mitchell et Franck Jackson :

This is misleading advertising. The teleological theory *does* seek to deduce a norm from a fact: something's selectional history is a fact about it. The difference between theories that focus on, for example, actual, current functional roles [...] and teleological theories that bring selectional history into the picture, is not that the latter refuse to deduce a norm from a fact; it, rather, concerns the kind of facts from which the norms are deduced: aetiological facts have a special place in the latter that they do not have in the former. [It] is right that there is a problem raised by the normativity of content, but the problem is not *especially* easy for teleonomists.<sup>195</sup>

Il est d'ailleurs intéressant de noter à ce propos que certains défenseurs de l'approche téléologique rejettent l'idée selon laquelle cette théorie justifie l'adoption d'un vocabulaire normatif et, partant, permet de réconcilier naturalisme et propriétés normatives. C'est le cas par exemple de David Papineau :

Many teleosemanticists take the view that their theory does indeed trade in norms, in particular 'biological norms', and that for this reason teleosemantics offers an immediate solution to the apparent conflict between naturalism and normativity. However, I find this implausible. [...] I don't think that the teleosemantics itself says anything about norms, nor therefore anything about how to reconcile normativity with naturalism. Whatever norms are, I take it that they must involve some kind of *prescription*, some kind of implication about what *ought* to be done. This simply isn't true of the biological facts on which the teleosemantic theory rests. There is nothing wrong, I suppose, in talk of 'biological norms', if by this you mean simply that we have been designed by

---

<sup>195</sup> BRADDON-MITCHELL & JACKSON (1997) : p. 483



natural selection to operate in a certain way. But these biological norms aren't norms in any prescriptive sense.<sup>196</sup>

Bien que les conclusions de ces deux passages soient identiques (l'approche téléosémantique a tort de considérer que la notion de norme biologique peut lui permettre de satisfaire aisément à la contrainte normative), les raisons qui mènent à ces conclusions sont sensiblement différentes.

Revenons sur l'argument téléologique esquissé plus haut ; l'élément central de cet argument est bien entendu la prémisse (2). Selon cette dernière, si un fait a été sélectionné par son histoire biologique pour accomplir F, alors on est en droit d'affirmer qu'il *doit* accomplir F. C'est cette prémisse que rejette explicitement David Papineau. Selon lui, la notion de norme telle qu'elle est utilisée dans ce contexte par certains partisans de l'approche téléosémantique est ambiguë. Alors que la notion de norme sémantique a indiscutablement une dimension prescriptive, celle de norme biologique en semble clairement dépourvue. Ainsi, pour reprendre ses propres exemples :

My knuckles have arguably been biologically designed to hit people with, but it doesn't in any sense follow that I ought so to use them. Again, a number of human male traits have undoubtedly been designed to foster sexually predatoriness, but it doesn't follow that men ought to be sexually predatory.<sup>197</sup>

Alors que Papineau s'attaque ouvertement à la prémisse (2) de l'argument téléologique, David Braddon-Mitchell et Franck Jackson semblent user d'une stratégie moins directe dans la mesure où ces derniers concentrent plutôt leur argumentation sur les conclusions de l'argument téléologique. Selon eux, l'approche téléologique a tort de considérer qu'elle réduit une norme (sémantique) à une autre norme (biologique) ; en effet, à leurs yeux, l'histoire ne s'arrête pas là et doit en outre prendre en compte l'observation suivante : l'histoire biologique d'un état E est un fait concernant E. Dès lors, la base même de la normativité biologique dont se gargarisent tant les partisans de l'approche téléologique n'est rien d'autre qu'une base factuelle. Deux conséquences s'imposent donc, implacables : (1°) Contrairement à ce qu'affirme la première conclusion de l'argument (cf. (5) ci-dessus), l'approche téléologique ne cherche pas ultimement à réduire une norme (sémantique) à une autre norme (biologique), mais bien une norme (sémantique) à un fait (concernant l'histoire biologique de l'état en

<sup>196</sup> PAPINEAU (1999) : p. 21 n. 5.

<sup>197</sup> PAPINEAU (1999) : p. 21 n. 5.

question) ; (2°) Si l'on décide, malgré ces considérations, d'accepter la prémisse (2) de l'argument téléologique (celle que rejette Papineau), on se doit alors d'admettre qu'elle traduit un phénomène tout aussi mystérieux que celui dont le téléologisme prétendait justement rendre compte, à savoir le passage d'un fait à une norme. Du même coup, la menace du sophisme naturaliste ressurgit.

#### IV.C.2. Le problème de Swampman et son impossible solution

L'histoire de Swampman est la principale cause d'insomnie de nombreux partisans de l'approche téléologique.<sup>198</sup> Bien que le récit exact varie d'un auteur à l'autre, l'histoire de Swampman est *grosso modo* la suivante : pour une raison ou pour une autre, suite à une décharge électrique et/ou à une quelconque réaction microchimique extraordinaire ayant donné lieu à un assemblage soudain d'atomes, une réplique exacte de l'auteur de ces lignes vient à exister. Cet individu, parle et agit comme je le fais d'habitude. Son comportement dans les situations auxquelles il se trouve confronté est celui que j'aurais si j'étais à sa place, et vice versa.

Face à un tel scénario, on partage généralement l'intuition suivante :

If a being B, qualitatively identical to a human being, were to come to existence by chance, we could not plausibly say that its apparent conscious thoughts, sensations, and desires were really no such things at all, simply because they had the wrong origins and were not the product of a process of evolution.<sup>199</sup>

C'est pourtant la conclusion à laquelle semblent obligés de souscrire les partisans de l'approche téléologique ! En effet, si le fait d'avoir une histoire biologique est une condition nécessaire pour que nos états mentaux puissent avoir un contenu, force est de constater qu'il est dès lors impossible d'attribuer des états mentaux tels que des croyances ou des désirs au malheureux Swampman. A quoi ressemblerait en effet une croyance ou un désir sans contenu ? La seule réponse qui semble s'offrir au téléologisme est donc la suivante :

The standard teleosemanticist response is that their theory isn't intended as a piece of conceptual analysis, but as a scientific reduction, and so isn't beholden to every initial intuition about content we may have. If teleosemantics offers a powerful, unifying, explanatory theory, then it should be

<sup>198</sup> C'est à DAVIDSON (1987) que nous devons la paternité de cette expérience de pensée. Les amateurs de ce type de scénario peuvent également consulter l'histoire de *Instant Louis* (cf. STRAWSON (1994)).

<sup>199</sup> STRAWSON (1994) : p. 40

allowed to override and re-educate any marginal contrary intuitions. Maybe everyday intuition disagrees, but in the light of our [teleosemanticist] theory we can conclude that Swampman really doesn't have contentful mental states.<sup>200</sup>

Dans ce contexte, une alternative à cette réponse peu satisfaisante serait la bienvenue. C'est à cette attente que se propose de répondre David Papineau.<sup>201</sup> Mais comme nous allons le voir, ce type de solution va avoir des effets secondaires dévastateurs pour le téléologisme.

Nos intuitions (y compris nos intuitions morales concernant l'attitude à adopter vis-à-vis de Swampman) se concentrent sur les *rôles*, par sur les états qui les réalisent. En d'autres termes, ce sont les attitudes et les réactions à certains stimuli qui influencent notre tendance à attribuer ou non des états mentaux au Swampman, et non la nature neurophysiologique des états qui réalisent ces rôles fonctionnels. Dans le monde actuel, le rôle et les états évolutionnaires (i.e. les états sélectionnés par l'évolution pour accomplir le rôle en question) vont de pair. Des scénarios tels que celui de Swampman indiquent simplement qu'il peut en aller autrement :

I take the central core of teleosemantics to be the claim that the belief and desire roles are realised by selectional states in the *actual* world. This claim is perfectly compatible with the idea that those roles might be differently realised in other possible worlds, and that in those worlds we would then care about something other than selectional states.<sup>202</sup>

Cette remarque s'inspire évidemment du cas de la relation entre eau et H<sub>2</sub>O, l'analogie étant la suivante : de la même manière qu'il est possible qu'un liquide qui n'est pas composé d'H<sub>2</sub>O ait toutes les propriétés superficielles de l'eau, il est possible qu'un individu ait des états mentaux qui jouent le rôle généralement associé aux croyances et aux désirs sans pour autant avoir des états sélectionnés par l'évolution. Mais, aux yeux de Papineau, les cas de ce genre ne remettent nullement en cause l'identification de l'eau à H<sub>2</sub>O et celle des croyances et autres états mentaux à des états sélectionnés par l'évolution. Seules des hypothèses relatives au monde actuel pourraient poser problème à l'identification en question :

---

<sup>200</sup> PAPINEAU (2001) : p. 282

<sup>201</sup> Outre son caractère contre-intuitif, David Papineau reproche à la réponse téléologique classique le fait d'avoir des conséquences éthiques inacceptables. Un partisan de l'approche téléologique serait-il en effet à tuer et à manger Swampman ? Cela ne devrait pas lui poser un problème moral, puisque Swampman n'a pas d'états mentaux. Pourtant, là encore, nos intuitions semblent aller à l'encontre de cette conclusion. (cf. PAPINEAU (2001) : pp. 282-283).

<sup>202</sup> PAPINEAU (2001) : p. 283

Actual and imaginary counter-examples bear quite differently on teleosemantics and other scientific reductions. Actual cases, naturally enough, present a real threat. [...] If the counter examples were frequent enough, and their dismissal couldn't be so substantially justified, then this would simply mean that the proposed reduction was false, and that the 'watery role', or the 'belief' and 'desire role', wasn't in fact filled by  $H_2O$ , or selectional states, after all. Non actual cases, by contrast, pose no threat at all. Here there is no question of *overriding* intuitions, for the intuitions aren't relevant to start with. It is no argument at all against the thesis that water =  $H_2O$  that there are possible worlds in which XYZ plays the watery role. Similarly, it is no argument at all against teleosemantics that there are possible Swampworlds in which the belief and desire roles aren't played by selectional states. Our intuitions that such worlds are possible don't need to be 'overridden', since they don't threaten the teleosemantic reduction in the first place.<sup>203</sup>

Il est intéressant de remarquer ici, et Papineau le fait d'ailleurs explicitement, que les réflexions menées dans le passage ci-dessus ne dépendent nullement de la sémantique de termes tels que 'croyance' ou 'désir'. Selon Papineau en effet, ces remarques s'appliquent de la même manière selon que l'on considère ces termes comme des désignateurs rigides ou comme des désignateurs non-rigides. Ce qui compte en effet aux yeux du téléologisme, c'est la relation entre les *rôles* joués par ces états mentaux et les *états* qui les réalisent. Or les partisans de l'approche téléologique (du moins ceux qui souscrivent aux affirmations de Papineau) défendent simplement l'idée que, *dans le monde actuel*, ces états mentaux sont réalisés par des états physiologiques sélectionnés par l'évolution pour remplir ce rôle. Et cette relation entre un rôle et l'état qui le réalise est compatible avec différentes affirmations concernant la sémantique de ces termes. Les différentes alternatives relatives à la rigidité de termes comme 'croyance' ou 'désir' sont en effet toutes compatibles avec l'affirmation selon laquelle, dans le monde actuel, le rôle associé à ces états mentaux est réalisé par des états physiologiques sélectionnés par l'évolution. A ce point, trois options semblent ouvertes concernant la sémantique d'un terme comme 'croyance' ; voyons comment chacune d'elles peut s'accommoder de l'affirmation téléologiste selon laquelle le rôle associé à une croyance (désormais rôle<sub>C</sub>) est réalisé par un état physiologique sélectionné à cette fin par l'évolution<sup>204</sup> :

---

<sup>203</sup> PAPINEAU (2001) : p. 284

<sup>204</sup> Je m'inspire ici de PAPINEAU (2001) : §§ VII-VIII ; le lecteur y trouvera également une discussion de l'analogie entre le cas qui nous intéresse ici et celui de 'eau =  $H_2O$ '.

- (1) ‘Croyance’ est un désignateur *rigide* : ce terme réfère dans tous les mondes possibles à l’état physiologique qui réalise le rôle<sub>C</sub> associé aux croyances dans le monde actuel.

**Conséquence :** Pour un téléologiste, il n’y a pas de croyances dans un monde dans lequel les états physiologiques en question ne sont pas le fruit d’une sélection durant l’évolution (Swampman n’a pas de croyances).

- (2) ‘Croyance’ est un désignateur *non-rigide* : ce terme réfère dans chaque monde possible à l’état physiologique qui réalise le rôle<sub>C</sub> dans le monde contre-factuel considéré.

**Conséquence :** Pour un téléologiste, il y a des croyances même dans un monde dans lequel les états physiologiques en question ne sont pas le fruit d’une sélection durant l’évolution (Swampman a des croyances).

- (3) ‘Croyance’ désigne un *rôle* : ce terme ne réfère pas aux états qui réalisent le rôle<sub>C</sub> mais au rôle<sub>C</sub> lui-même.

**Conséquence :** Pour un téléologiste, il y a des croyances même dans un monde dans lequel les états physiologiques en question ne sont pas le fruit d’une sélection durant l’évolution (Swampman a des croyances).

Il est bien clair que chacune de ces trois variantes est compatible avec l’idée selon laquelle, dans le monde actuel, les croyances sont réalisées par des états physiologiques sélectionnés par l’évolution. La seule option qui pose réellement problème est la première dans la mesure où elle aurait la conséquence contre-intuitive selon laquelle des individus comme Swampman n’ont pas de croyances. Selon Papineau toutefois, cette conséquence relève de la sémantique du terme ‘croyance’ plutôt que du postulat téléologique. C’est donc selon lui l’idée selon laquelle ‘croyance’ est un désignateur rigide qui doit être critiquée, plutôt que l’idée selon laquelle les croyances dans le monde actuel sont réalisées par des états physiologiques sélectionnés par l’évolution. Ainsi écrit-il :

Note that these odd sayings are only forced on us if ‘belief’ and ‘desire’ are indeed rigid designators. I do not regard this semantic claim as any essential part of teleosemantics. The essential core of teleosemantics is the claim that the belief and desire roles are realized by selectional states in the actual world. The further denial of contentful states to counterfactual Swamppeople only follows if this essential core is conjoined with the claim that ‘belief’ and

‘desire’ are rigid designators of those states. Some teleosemanticists may want to go this way. But it is equally consistent with the central core teleosemantics to hold that belief and desire are *not* rigid designators, and that Swamppeople *do* have beliefs and desires [...] So we now see that teleosemantics is not forced to deny beliefs and desires to counterfactual Swampbeings. This denial only follows if ‘belief’ and ‘desire’ are rigid designators.<sup>205</sup>

En résumé, l’approche téléologique défend l’idée d’une identité *a posteriori* entre des attitudes propositionnelles et des états sélectionnés par l’évolution. Bien que plusieurs aspects de la discussion se réfèrent explicitement au cas de la relation entre eau et H<sub>2</sub>O, une importance cruciale subsiste entre ces deux cas en ce qui concerne le caractère modal de l’identité : alors que l’on considère généralement que l’eau est *nécessairement* identique à H<sub>2</sub>O, l’approche téléologique défendue ici considère qu’une croyance n’est *pas nécessairement* identique à un état sélectionné par l’évolution. Le premier cas concerne une identité *nécessaire a posteriori*, le second une identité *contingente a posteriori*. En d’autres termes, les partisans de l’approche téléologique ne sont pas tenus de rejeter l’idée de la réalisabilité multiple des attitudes propositionnelles (ils n’y seraient contraints que s’ils acceptaient en plus l’idée selon laquelle des termes tels que ‘croyance’ ou ‘désir’ sont des désignateurs rigides). Au vu de la stratégie déployée, les partisans de l’approche téléologique semblent avoir de bonnes raisons d’afficher un optimisme serein. Il en va pourtant tout autrement, comme je vais le démontrer à présent.

La stratégie déployée dans les pages qui précèdent avait pour but de soustraire l’approche téléologique aux problèmes posés par le cas du Swampman ; elle débouche au final sur une version légèrement modifiée du téléologisme selon laquelle les croyances (et les autres attitudes propositionnelles) sont caractérisées par des rôles tels que ceux que leur attribue la psychologie populaire et que, *dans le monde actuel*, ces rôles sont réalisés par des états sélectionnés par l’évolution. Le problème est qu’il semble exister de bonnes raisons de se demander si pareille théorie peut encore être qualifiée de *téléologisme*. A la suite de David Braddon-Mitchell et de Franck Jackson<sup>206</sup>, je vais chercher à démontrer qu’elle devrait plutôt être considérée comme une version du fonctionnalisme analytique.

Reprenons l’exemple des croyances. Pour un téléologiste, dans le monde actuel, l’état sélectionné par l’évolution répond à un double critère : un critère évolutionniste (il est l’état dont la particularité est d’avoir été sélectionné pour remplir certaines tâches) et un critère fonctionnel (il réalise le rôle<sub>C</sub> généralement associé aux croyances par la psychologie

<sup>205</sup> PAPINEAU (2001) : pp. 286-287.

<sup>206</sup> Cf. BRADDON-MITCHELL & JACKSON (2002)

populaire). En d'autres termes, rien dans le monde actuel ne permet de distinguer le téléologisme du fonctionnalisme analytique dans la mesure où les critères d'identification des croyances propres à ces deux théories arrivent au même résultat et identifient comme croyance un état physiologique jouant un certain rôle. Dans ce contexte, la seule originalité de téléologisme consisterait donc à affirmer que l'état en question satisfait un double critère (fonctionnel et évolutionniste) alors que le fonctionnalisme n'en relève qu'un (le critère fonctionnel). La seule manière de distinguer ces deux théories consiste donc à envisager des hypothèses contrefactuelles dans lesquelles ces deux critères ne seraient pas satisfaits par le même état. Les deux théories obtiendraient alors des résultats différents : le partisan orthodoxe de l'approche téléologique affirmerait que ce que les habitants du monde possible considéré croient est déterminé par l'état évolutionnaire dans lequel ils se trouvent, alors que le fonctionnalisme affirmerait que leurs croyances sont déterminées par les états fonctionnels qu'ils occupent. Il est toutefois crucial de remarquer ici que les téléologistes qui, à l'instar de Papineau, optent pour une lecture non-rigide du terme 'croyance' ne peuvent user de cette méthode pour distinguer une approche téléologique d'une approche fonctionnaliste ; en effet, ils considèrent que, dans les mondes contrefactuels où critère évolutionniste et critère fonctionnel ne sont pas satisfaits par un même état, c'est le second (i.e. le critère fonctionnel, par opposition au critère évolutionniste) qui est déterminant pour l'identification des croyances. Impossible dès lors de distinguer les deux approches de la manière proposée ci-dessus. Considérons en effet les deux biconditionnels suivants<sup>207</sup> :

- (1) x croit que P ssi x est dans un état qui satisfait le critère évolutionniste correspondant à la croyance que P.
- (2) x croit que P ssi x est dans un état qui joue le rôle fonctionnel de la croyance que P.

Papineau considère que (1) et (2) sont vrais dans le monde actuel. Selon lui toutefois, un partisan de l'approche téléologique n'est pas tenu de considérer que (1) est vrai dans tous les mondes possibles. Une telle idée ne s'impose qu'à celui qui accepterait en plus une lecture rigide du terme 'croyance'. On a vu que, dans la mesure où une lecture rigide du terme 'croyance' impliquerait des conséquences contre-intuitives s'agissant de la vie mentale de

---

<sup>207</sup> Je reprends ces observations de BRADDON-MITCHELL & JACKSON (2002) : pp. 374-377.

Swampman, Papineau lui préfère une lecture non-rigide. Selon lui, (1) est vrai dans le monde actuel, mais pas dans tous les mondes possibles. S'agissant de (2), un téléologiste est libre selon lui d'affirmer que cet énoncé est vrai dans tous les mondes possibles.

On a vu plus haut les raisons pour lesquelles il semble judicieux de ne pas affirmer que (1) est vrai dans tous les mondes possibles et d'opter ainsi pour une lecture non-rigide de (1). Malheureusement, seule une lecture rigide de (1) permettrait au téléologiste de distinguer sa théorie du fonctionnalisme analytique. En effet, ayant écarté une lecture rigide de (1), Papineau se retrouve avec une théorie affirmant que les croyances sont identifiées au moyen de leur rôle fonctionnel et que, dans le monde actuel, ce rôle est rempli par un état physiologique sélectionné à cet effet par l'évolution. Dans d'autres mondes possibles en revanche, des états différents peuvent remplir ce rôle, le critère permettant d'attribuer ou non une croyance étant la présence (ou l'absence) du rôle<sub>C</sub>. Ainsi :

The view has become that what subjects believe and desire goes by the folk roles they are in – just as analytical functionalism holds. [...] The key point is that selectional states settle what subjects believe and desire only when they deliver the same answer as folk roles. But that is another way of saying that they don't settle what subjects believe and desire – folk roles do.<sup>208</sup>

Au vu de ces considérations, il semble donc que l'approche téléologique soit enfermée dans le dilemme suivant :

- (A) Opter pour une lecture rigide de (1) : ce choix ramènerait le téléologiste à la case départ dans la mesure où il reposerait alors avec acuité le problème du Swampman. N'étant pas le fruit de l'évolution, un tel individu n'aurait pas de croyances.
- (B) Opter pour une lecture non-rigide de (1) : ce choix ferait disparaître le critère permettant au téléologiste de distinguer sa théorie d'une théorie fonctionnaliste. Le téléologiste peut alors attribuer des croyances au Swampman, mais le critère déterminant d'une telle attribution est alors le rôle fonctionnel associé aux croyances (rôle<sub>C</sub>), et non plus un hypothétique état physiologique sélectionné par l'évolution pour remplir ce rôle.

---

<sup>208</sup> BRADDON-MITCHELL & JACKSON (2002) : pp. 375-376



Que penser alors de la situation ? On pourrait ici se demander si l'option (B) est vraiment problématique. Je ferai remarquer alors que les circonstances qui nous ont amenés à traiter de l'approche téléosémantique concernaient la possibilité de rendre compte de normes catégoriques naturelles, normes susceptibles de sous-tendre d'éventuelles normes sémantiques. Dans un tel contexte, il est bien clair que de tels espoirs seraient ruinés si l'approche téléologique devait se réduire à une sorte de fonctionnalisme. En effet, comme l'a démontré la critique kripkéenne adressée au dispositionalisme, une approche en termes de dispositions est bien mal placée pour rendre compte d'éventuelles normes sémantiques. Dans ce contexte donc, la version du téléologisme permettant d'échapper au problème du Swampman ne fournit qu'une explication très lacunaire de la normativité sémantique dans la mesure où son explication de l'apparition de normes sous-tendant la dimension normative de la signification ne semble pouvoir être avancée que pour les mondes dans lesquels les relations sémantiques sont le fruit d'une évolution. Ainsi, même en acceptant l'idée d'une réduction des normes sémantiques à d'hypothétiques normes naturelles qui seraient le fruit de l'évolution, on ne disposerait toujours pas d'une explication de la dimension normative des relations sémantiques existant dans les mondes de type Swampman. Si l'on accepte l'idée selon laquelle Swampman a des croyances, on se voit contraint de rendre compte de la dimension normative du contenu des croyances de ce dernier. Mais dans un monde dépourvu d'évolution, la notion de norme naturelle ne peut être appelée à la rescousse. S'agissant de la notion de normativité sémantique, l'option privilégiée par Papineau ne semble donc pas des plus judicieuses. L'approche téléologique semble dès lors n'avoir échappé à un problème (l'apparente impossibilité d'attribuer un contenu aux états mentaux d'un individu de type Swampman) que pour en rencontrer un autre (l'impossibilité de rendre compte de la dimension normative des relations sémantiques qu'entretient avec le monde un individu de type Swampman). On retrouve donc une forme de dilemme : ne pas attribuer de croyances ou de désirs au Swampman, ou lui en attribuer sans toutefois être en mesure de satisfaire la contrainte normative.

L'assimilation du téléologisme à une forme de fonctionnalisme semble dès lors couper court à ses prétentions et rendre du même coup très improbable une réponse au défi sceptique en termes de normes naturelles. Certes, on peut relever plusieurs tentatives fonctionnalistes tentant de rendre compte de la présence de normes d'un certain type dans les rôles associés à certains concepts ou à certains contenus. C'est le cas par exemple de certaines variantes de la sémantique du rôle conceptuel, selon laquelle saisir un concept revient à saisir des règles autorisant ou interdisant certaines inférences à partir de certaines pensées ou perceptions.

L'exemple type auquel il est régulièrement fait référence est celui des connecteurs logiques. Mon propos n'étant évidemment pas d'entrer dans une discussion approfondie des finesses de la sémantique du rôle conceptuel,<sup>209</sup> je me limiterai ici à relever quelques-unes des difficultés qu'une telle approche ne manquerait pas de rencontrer.

Naturellement, l'idée selon laquelle le contenu d'un concept C peut être identifié au moyen des rôles conceptuels de C est alléchante. Toutefois, accepter cette hypothèse ne justifie pas encore (loin s'en faut) l'utilisation d'un vocabulaire normatif pour décrire ces rôles. Pareil saut d'un vocabulaire descriptif, relatif à des fonctions et à des dispositions, à un vocabulaire normatif concernant les inférences que l'on *doit* ou ne *doit pas* faire est totalement inexplicé. Une variante normative de la sémantique du rôle conceptuel ne peut donc s'autoriser à parler de prescriptions sans nous expliquer comment un passage du niveau descriptif au niveau normatif est possible. Ne pas rendre compte de cet élément reviendrait à minimiser de façon coupable le problème posé par un tel changement de niveau ou, pire, à l'ignorer tout simplement. Certes, on pourrait dans ce contexte être séduit par une explication hypothétique de la normativité. Je suis d'avis toutefois que les critiques adressées plus haut à une telle approche devraient nous en dissuader.

Une autre raison qui devrait à mon sens nous dissuader d'utiliser la sémantique du rôle conceptuel pour répondre à la contrainte normative est que cette approche, pour autant qu'elle puisse rendre compte de quelque dimension normative que ce soit (ce dont je doute), semble en tous les cas ne pas concerner le type de normativité qui est au centre de ce travail. En effet, comme nous l'avons indiqué plus haut, la normativité sémantique, au sens où Kripke l'entend et au sens où j'ai cherché à la définir dans ce travail, concerne la relation entre un terme et sa signification, et non le type d'inférence qu'une croyance autorise ou interdit. Pour reprendre les termes que nous avons utilisés alors, la contrainte normative concerne la *normativité référentielle* et non la *normativité inférentielle*.<sup>210</sup> A l'aune de cette distinction, il est évident que la sémantique du rôle conceptuel manque sa cible et que la dimension normative dont elle pourrait éventuellement rendre compte (à savoir la normativité inférentielle) n'est pas celle qui nous intéresse ici (à savoir la normativité référentielle).

Enfin, de manière plus générale, on remarquera que, si elle constitue une théorie tout à fait séduisante pour rendre compte des connecteurs logiques, la sémantique des rôles conceptuels

<sup>209</sup> Le lecteur peut pour ce faire se référer aux classiques de la sémantique du rôle conceptuel tels que par exemple BLOCK (1986), FIELD (1977), HARMAN (1987) ou LOAR (1981). Cf. aussi LEPORE (1994).

<sup>210</sup> Cf. Chap 4.IV

semble connaître plus de difficultés à s'appliquer à *tous* les types de contenu (noms propres, couleurs, genres naturels, etc.).<sup>211</sup>

Arrivé au terme de cette discussion de l'approche téléologique, j'espère avoir pu démontrer que l'utilisation d'une telle théorie pour résoudre les problèmes posés par la contrainte normative est, malgré des dehors prometteurs, confrontée à des difficultés qui m'apparaissent difficilement surmontables. De manière ironique en effet, les tentatives d'échapper aux conséquences contre-intuitives du téléologisme semblent ramener ses partisans à une forme de dispositionalisme qui précisément constituait la cible originelle du sceptique. En clair, les gesticulations des défenseurs de l'approche téléologique semblent nous ramener à notre point de départ. Une fois encore, nous voilà contraints de chercher ailleurs le moyen de satisfaire à la contrainte normative.

## **V. Une *via media* ?**

Au vu de l'apparente incapacité des approches examinées jusque-là dans ce chapitre (approche hypothétique, catégorisme absolu, téléologisme) à rendre compte de la contrainte normative de manière satisfaisante, l'on pourrait être tenté de faire porter nos espoirs sur une approche que les pages qui précèdent semblent avoir négligée, à savoir le catégorisme de survenance. Appliquée à la question de la normativité sémantique, cette approche défend l'idée selon laquelle la dimension normative de la signification a une structure catégorique, mais se distingue cependant du catégorisme absolu en défendant l'idée selon laquelle la notion de signification est *survenante* sur un ensemble de phénomènes naturels. En ce sens donc, la signification n'aurait pas une existence aussi indépendante que ne le prétendent les catégoristes absolus. Si elle ne semble pouvoir se réduire à des phénomènes naturels non-normatifs, son existence serait toutefois conditionnée à la présence de tels phénomènes. Cette conception de la normativité sémantique en termes de normes catégoriques survenantes est également à distinguer du téléologisme en ceci qu'elle ne défend pas l'idée selon laquelle il existerait des normes naturelles auxquelles la normativité sémantique pourrait au final se réduire.

---

<sup>211</sup> On pourrait également reprocher la chose suivante à une approche en termes de sémantique des rôles conceptuels : « In Kripke's original presentation of it, [the normativity thesis] was supposed to be so pre-theoretic that it could be used as a *constraint* on theories of content, rather than resting on a controversial instance of them. » (BOGHOSSIAN (2003) : p. 35). J'ai toutefois déjà exprimé plus haut mon avis quant à ce genre d'arguments : si une théorie donnée est la seule qui semble véritablement satisfaisante dans un domaine donné, il est difficilement acceptable de la rejeter simplement parce qu'elle comporte certaines spécificités, ou plus généralement parce qu'on ne la trouve pas à son goût.

Au vu de ces remarques, le catégorisme de survenance apparaît donc comme la *via media* idéale entre deux approches (le catégorisme absolu et le téléologisme) qui, on l'a vu, sont incapables de rendre compte de manière satisfaisante de la dimension normative de la signification. Cette approche s'appuie sur l'idée, déjà évoquée dans le chapitre initial<sup>212</sup>, selon laquelle le sceptique confond non-factualité et irréductibilité. Selon elle en effet, le sceptique a une conception trop restreinte de la notion de *fait sémantique*. Il a notamment tort de vouloir réduire ce dernier à un *fait non-sémantique* concernant le locuteur. Cette myopie le pousse ainsi à embrasser une position anti-réaliste, alors que la bonne réaction aurait été d'élargir son champ d'investigation à des faits ne pouvant être réduits à des faits non-sémantiques concernant le locuteur. Pour citer à nouveau McGinn :

The sceptic is assuming that unless semantic facts can be captured in non-semantic terms they are not really facts; but why should this assumption be thought compulsory? [...] Unless this question can be answered, Kripke's sceptic is wide open to the objection that he is mistaking irreducibility for non-factuality: he finds that he cannot provide a non-semantic fact to constitute a semantic fact and then concludes that there are no semantic facts, when the correct conclusion ought to be that semantic facts cannot be reduced to non-semantic facts.<sup>213</sup>

Au lieu de considérer l'argumentation sceptique comme une preuve de la non-factualité de la signification, il serait donc plus judicieux, selon les partisans du catégorisme de survenance, de la considérer comme une *reductio ad absurdum* du réductionnisme sémantique. Preuve serait ainsi faite de l'irréductibilité du phénomène sémantique, plus rien ne s'opposant dès lors à une conception de la signification en termes de normes irréductibles. Plutôt que d'avoir recours à des entités mystérieuses de type platonicien, un partisan d'un catégorisme de survenance préférera, comme son nom l'indique, concevoir cette irréductibilité en termes de survenance.<sup>214</sup>

Malheureusement, ce type d'approche semble lui aussi condamné, et ce pour des raisons qui devraient nous être familières. En effet, chacune des trois critiques adressées ci-dessus au catégorisme absolu<sup>215</sup> s'applique également, sous une forme à peine modifiée, au catégorisme de survenance. En effet, dans la mesure où il fait lui aussi de la normativité sémantique, sous une forme certes moins radicale que ne le fait le catégorisme absolu, un phénomène

<sup>212</sup> Cf. le point IV.B du chapitre 1.

<sup>213</sup> McGINN (1984) : p. 151

<sup>214</sup> A noter toutefois que, quel que soit le type de survenance adopté, le problème mentionné plus haut s'agissant de l'efficacité causale d'entités irréductibles ne manquera pas de se poser également au catégorisme de survenance.

<sup>215</sup> Cf. IV.A.1-3

irréductible, le catégorisme de survenance ne manquera d'être confronté aux objections relatives au coût ontologique, à la pertinence causale, ainsi qu'à l'épistémologie des normes sémantiques. En effet, dès lors qu'il postule une entité irréductible, le catégorisme de survenance devra ainsi, tout comme le catégorisme absolu, rendre compte des modalités de sa saisie, sauver sa pertinence causale, et justifier son coût ontologique. Sans même chercher à résoudre ces difficultés (dont la plus pressante est sans doute celle consistant à rendre compte de la pertinence causale d'une entité irréductible), on notera en outre qu'une objection plus fondamentale encore vient s'y ajouter. En effet, on se rappellera que, ainsi qu'on l'a vu dans le chapitre initial<sup>216</sup>, Kripke lui-même évoque brièvement la stratégie adoptée par le catégorisme de survenance mais qu'il la rejette immédiatement, assimilant cette dernière à un acte désespéré ; rappelons-nous termes utilisés par Kripke :

Such a move may in a sense be irrefutable [...]. But it seems desperate: it leaves the nature of this postulated primitive state – the primitive state of meaning addition by 'plus' – completely mysterious.<sup>217</sup>

Pour Kripke choisir le catégorisme de survenance (ainsi que toute approche non-réductionniste) semble donc faire de la signification une notion absolument mystérieuse. Loin d'offrir des perspectives nouvelles, le catégorisme de survenance nous ramène ainsi au contraire à une difficulté bien connue. Elle remplace un problème par un mystère et semble correspondre à une construction théorique *ad hoc*, qui plus est incapable de rendre véritablement compte de la nature de la signification. L'absence d'alternative doit-elle malgré tout nous amener à embrasser une forme de non-réductionnisme ? Sommes-nous dès lors contraints d'accepter que la nature de la signification soit entourée d'un halo de mystère ?<sup>218</sup>

## **VI. Conclusion**

Aucune des options envisagées n'ayant pu rendre compte de manière satisfaisante de la dimension normative de la signification, il semble que nos considérations nous aient menés dans une impasse. Que l'on considère la normativité sémantique comme étant de structure catégorique ou hypothétique, on semble invariablement buter sur des difficultés qui, si elles

---

<sup>216</sup> Voir le point III du chapitre 1.

<sup>217</sup> KRIPKE (1982) : p. 51.

<sup>218</sup> La façon dont une variété de catégorisme de survenance peut répondre tant aux objections adressées déjà au catégorisme absolu (pertinence causale, épistémologie et coût ontologique) qu'aux accusations selon lesquelles pareille approche remplacerait un problème par un mystère sera présentée aux points VIII.C-D du chapitre 6.

sont de natures différentes, n'en sont pas moins en apparence insurmontables : l'approche hypothétique nous embarque dans une régression ; le téléologisme est déchiré entre accepter l'inacceptable et se transformer en une théorie incapable de satisfaire à la contrainte normative ; le catégorisme postule des entités dont tant la saisie que l'efficacité causale est pour le moins énigmatique ; le catégorisme de survenance remplace un problème par un mystère et laisse dans le flou les contours véritables de la notion de signification. Sommes-nous dès lors contraints de nous ranger aux conclusions anti-factualistes du sceptique ? Ou vaut-il mieux serrer les dents et nous satisfaire d'une conception quelque peu mystérieuse de la signification. L'une comme l'autre, ces deux alternatives ne semblent guère offrir de perspectives réjouissantes.

Fort heureusement, une dernière approche, novatrice et encore peu exploitée, devrait à mon sens être en mesure de nous sortir de cette situation inconfortable. Cette approche partage un certain nombre de traits avec le catégorisme de survenance<sup>219</sup> et rejette notamment l'exigence sceptique selon laquelle la nature de la signification doit ultimement pouvoir être explicitée en termes non-sémantiques. Je considère toutefois, ainsi que ma présentation permettra je l'espère de le démontrer, que cette approche peut être débarrassée de l'aura de mystère dont Kripke et son sceptique cherchent à entourer toute approche non-réductionniste de la signification. Aussi est-il grand temps à présent de nous intéresser à cette théorie à laquelle, pour des raisons qui apparaîtront bientôt, j'ai donné le nom de *dérivatisme*.

---

<sup>219</sup> Pour des raisons qui apparaîtront sous peu, on pourrait même à la rigueur la considérer comme une variante du catégorisme de survenance, à ceci près que, ainsi que nous le verrons, les normes en question concernent en premier lieu la notion de croyance plutôt que celle de signification.

## *Chapitre 6*

### *Une alternative : le dérivatisme*

#### **I. Introduction**

Les considérations des chapitres précédents nous ont menés à une situation pour le moins délicate dans la mesure où, alors que je prétendais avoir élaboré une typologie exhaustive de ce que pourrait être une norme, les arguments adressés plus haut aux différentes options à disposition paraissent imposer la conclusion que voici : aucune des variantes identifiées n'est ultimement défendable. A ce point, on peut donc se sentir attiré par l'attitude suivante : puisque aucune des formes envisagées de normativité sémantique n'est acceptable, et puisque toutes les options ont été explorées, la signification ne doit pas, après tout, être normative.

Le problème d'un tel raisonnement est évidemment qu'il nous ramène à notre point de départ. On a vu en effet que tant la possibilité de l'erreur que celle d'un usage justifié d'un item sémantique passent par la satisfaction de la contrainte normative. Cette condition n'étant pas remplie, le sceptique peut dérouler son argumentation et nous imposer les conclusions pour le moins radicales évoquées au début de ce travail, conclusions dont on conviendra qu'il semble difficile de s'accommoder. Fort heureusement, une dernière option s'offre à nous : le *dérivatisme*. Le dérivatisme tire son nom de l'idée selon laquelle la dimension normative de la signification dérive de la normativité d'un autre élément. Il s'articule autour des deux piliers suivants :

- (A) Une approche normative de la notion de croyance.
- (B) Une conception du contenu mental comme déterminé par son rôle dans les croyances.

Je vais à présent m'attacher à présenter chacun de ces deux éléments. Nous verrons ensuite la façon dont ils se combinent pour satisfaire la contrainte normative, du moins aussi longtemps que des agents suffisamment sophistiqués d'un point de vue cognitif sont concernés. Enfin, j'essaierai de défendre l'approche dérivatiste contre un certain nombre de critiques. Je conclurai alors en démontrant en quoi le dérivatisme sauvegarde la possibilité d'un langage privé.

## **II. Normativité et croyances**

Comme nous le verrons, la stratégie dérivatiste s'appuie sur une thèse fonctionnaliste selon laquelle le contenu d'un concept serait déterminé par son rôle dans les croyances (cf. (B) ci-dessus). Afin toutefois de dépasser les difficultés liées, dans le contexte qui est le nôtre, à une conception de la signification en termes de dispositions (cf. la critique sceptique du dispositionalisme évoquée au chapitre 2), le dérivatisme va chercher à rendre compte de la dimension normative de la signification en invoquant pour ce faire une notion intrinsèquement normative susceptible de stopper la régression fatale aux approches hypothétiques. Aux yeux du dérivatisme, l'élément normatif en question n'est autre que la notion de croyance.

Je soulignerai dans un premier temps le lien étroit mais indirect existant entre normativité et véracité des croyances. Dans un second temps, je chercherai à spécifier davantage la nature de la normativité des croyances, en utilisant pour ce faire les catégories habituelles de la typologie utilisée tout au long de ce travail. Nous verrons ensuite au point III que seul un certain type d'individus peut légitimement entretenir des croyances normatives.

### **II.A. Le lien entre vérité, croyances et normativité**

Le dérivatisme voit en la notion de croyance (et plus précisément dans le fait que les croyances tendent à la vérité) l'élément à l'origine de la dimension normative de la signification. Les discussions cherchant à déterminer si oui ou non les croyances peuvent être considérées comme tendant intrinsèquement à la vérité remplissent des rayonnages entiers de bibliothèques.<sup>220</sup> Il serait donc présomptueux de ma part de prétendre régler cette question dans ce travail, alors qu'elle n'en constitue même pas la problématique centrale. Aussi me

---

<sup>220</sup> Pour différentes conceptions de la désirabilité des croyances vraies, cf. par exemple DUMMETT (1959), LOEWER (1980) et (1993), WRIGHT (1992) et WILLIAMS (1995). On trouvera notamment chez STICH (1990) l'idée selon laquelle la notion de vérité n'est pas désirable en soi. Voir aussi HORWICH (1998b).



contenterai-je dans les pages qui suivent d'insister sur la seule plausibilité d'une telle théorie. Cette plausibilité suffit à mes yeux pour renforcer l'attrait de l'approche dérivatiste, *a fortiori* si l'acceptation de la normativité des croyances permet de satisfaire la contrainte normative qui pèse sur la signification. Voyons donc à présent dans quelle mesure il est légitime d'affirmer que les croyances tendent à la vérité.<sup>221</sup>

L'une des stratégies les plus répandues pour rendre compte de la normativité des croyances consiste à insister sur le lien étroit existant entre la notion de croyance et celle de vérité (i.e. entre une croyance et sa véracité<sup>222</sup>). Prenons comme point de départ l'énoncé suivant :

- (A) Il est correct de croire que la Suisse n'est pas membre de l'Union Européenne ssi la Suisse n'est pas membre de l'Union Européenne.

On pourrait voir dans (A) une raison suffisante pour inférer :

- (B) On doit croire que la Suisse n'est pas membre de l'Union Européenne ssi la Suisse n'est pas membre de l'Union Européenne.

La raison principale en faveur de cette inférence de (A) à (B) paraît être que la véracité d'une croyance est une notion normative. Ainsi, dans la mesure où nos croyances semblent tendre à être correctes, une définition de la véracité d'une croyance semble autoriser l'inférence d'une prescription. N'a-t-on pas ainsi démontré comment le fait qu'une croyance tende à la vérité peut avoir des conséquences normatives ?

Le problème est qu'une telle approche est simpliste et se trouve aux prises avec plusieurs conséquences indésirables ; la principale concerne le caractère apparemment absolu de cette prescription, caractère qui pourrait entrer en conflit avec la situation épistémique du sujet. Considérons par hypothèse que le nombre de personnes se trouvant à Fribourg aujourd'hui est de 32'045. Avoir une telle croyance serait donc correct. Toutefois, selon l'inférence ci-dessus, l'histoire ne s'arrête pas là puisqu'une prescription découle de cette observation ; selon cette dernière en effet, la croyance qu'il y a 32'045 personnes à Fribourg aujourd'hui est une croyance que je *devrais* avoir. Pourtant, au vu de ma situation épistémique, rien ne semble justifier pareille exigence. Quelque chose est donc vicié dans l'inférence évoquée ci-dessus.

<sup>221</sup> Ma présentation s'inspire de BOGHOSSIAN (2003).

<sup>222</sup> J'utilise le terme 'véracité' pour les termes anglais 'correctness' et 'truthfulness'. Dans ce contexte en effet, le terme 'correction' me semble inapproprié dans la mesure où parler de 'correction des croyances' pourrait laisser entendre qu'il s'agit ici du fait de les corriger, plutôt que de leur véracité.

La difficulté évoquée à l'instant est en fait la conséquence d'une conception par trop directe du lien entre vérité et croyances. En particulier, cette approche de la normativité des croyances est confrontée à ce type de difficulté parce qu'elle repose sur un biconditionnel qui devrait au final être rejeté. En effet, une affirmation telle que (B) peut être décomposée en deux affirmations conditionnelles, à savoir :

(B1) On ne doit croire que la Suisse appartient à l'Union Européenne que si la Suisse appartient à l'Union Européenne.

**P Pour tout p, on doit croire p seulement si p est le cas.**

(B2) Si la Suisse appartient à l'Union Européenne, alors on doit croire que la Suisse appartient à l'Union Européenne.

**P Pour tout p, si p est le cas, alors on doit croire p.**

On voit donc apparaître deux contraintes bien distinctes : si celle exprimée par (B2) correspond à l'exigence inacceptable (cf. l'exemple ci-dessus concernant le nombre de personnes se trouvant à Fribourg aujourd'hui) selon laquelle on devrait croire tout ce qui est vrai, celle exprimée par (B1) correspond à une norme standard concernant la notion de croyance, norme selon laquelle on ne devrait croire que ce qui est vrai.

Il semble donc que le lien entre vérité d'une croyance et normativité ne soit pas aussi simple et évident que les partisans de l'inférence présentée plus haut ont bien voulu le croire : les notions de vérité et de normativité des croyances ont des applications asymétriques dans la mesure notamment où une prescription présuppose généralement une possibilité pour le locuteur de la satisfaire (en d'autres termes : un 'doit' présuppose un 'peut'). A l'inverse, la notion de vérité n'est soumise à aucune condition de ce type. En résumé, bien qu'il semble correct d'affirmer que, pour tout p, si p est le cas, alors il est correct de croire que p, il ne s'ensuit pas que, si p est le cas, alors on doit croire que p (cf. (B2)), et ce pour la simple et bonne raison qu'il est *impossible* de croire tout ce qui est vrai. En conclusion, il apparaît donc que, pour toute proposition p, nous sommes en droit d'accepter le conditionnel :

(I1) Si on doit croire que p, alors p est le cas

mais pas le conditionnel :

(I2) Si p est le cas, alors on doit croire que p.

Le lien entre normativité et croyance est donc celui qu'exprime (I1) : selon ce dernier, on ne doit croire *p* que si *p* est le cas. A mon sens, ce principe se situe au cœur de notre concept de croyance et est par-là même difficilement rejetable. En d'autres termes, la norme exprimée par (I1) explicite de manière convaincante l'idée selon laquelle il est constitutif pour une croyance de tendre à la vérité. La vérité est ce à quoi *doit* tendre une croyance, que l'on sache ou non comment s'y prendre, que l'on sache ou non si on l'a atteinte.<sup>223</sup> C'est le fait qu'elle soit gouvernée par une contrainte de ce type qui fait qu'une croyance est une croyance.<sup>224</sup>

Cette norme constitutive des croyances sous-tend de surcroît tout un ensemble de normes généralement associées à cette notion, comme par exemple : on doit croire ce qu'on a de bonnes raisons de croire et rejeter ce qu'on a de bonnes raisons de ne pas croire ; on doit rejeter *q* (ou s'abstenir de juger de la véracité de *q*) si une affirmation incompatible avec *q* est plus vraisemblable, etc. En effet, toutes les normes de ce type ne se trouvent au final justifiées que dans la mesure où elles se basent sur la norme selon laquelle on ne doit croire *p* que si *p* est le cas. En d'autres termes, bien qu'il ne soit pas toujours possible de suivre de manière directe cette norme, il semble correct d'affirmer que nous *tendons* à nous y conformer par le simple fait que nous cherchons (consciemment) à nous conformer à tout un ensemble de normes qu'elle sous-tend. Ce point pourrait également être formulé comme suit : l'acceptation des normes épistémiques gouvernant nos croyances est ultimement justifiée par le fait qu'on ne doit croire *p* que si *p* est le cas. C'est donc parce qu'elles tendent à la vérité que nos croyances sont guidées par certaines normes épistémiques.

L'analogie suivante est à ce titre assez éclairante<sup>225</sup> : les *traders* de Wall Street suivent tous la même règle générale : « *Buy low, sell high* ». Pourtant, toutes leurs décisions ne peuvent respecter directement cette règle, ne serait-ce que parce qu'il est généralement impossible de savoir comment la valeur d'un titre va évoluer. Toutefois, il semble correct d'affirmer que c'est cette règle qui gouverne et unifie leurs décisions, et que leurs décisions individuelles en constituent une approximation. En particulier, les différents outils et méthodes utilisés par ces individus pour les guider dans leurs choix sont autant de moyens (directs) de suivre (de façon indirecte) cette règle générale, et c'est cette dernière qui au final justifie leur adoption. Ainsi, la norme gouvernant nos croyances selon laquelle on ne doit croire que ce qui est vrai peut être considérée comme une norme générale qui explique l'importance que nous apportons

<sup>223</sup> BOGHOSSIAN (2003) : pp. 38-39.

<sup>224</sup> Nous verrons plus bas (cf. III.A) que ces remarques concernant la dimension normative des croyances ne s'appliquent qu'à un type bien particulier de croyances.

<sup>225</sup> Cette image m'a été suggérée par Paul Boghossian.

quotidiennement aux règles de rationalité mentionnées à l'instant. En résumé, on peut donc souligner les deux points suivants s'agissant de la normativité des croyances :

- (1) La norme « Pour tout p : on doit croire p seulement si p » est une partie essentielle de notre concept de croyance. Elle est ce qui capture l'idée selon laquelle les croyances tendent à la vérité. La vérité est ce que l'on doit rechercher lorsque l'on entretient une croyance (que l'on sache ou non comment l'atteindre, que l'on sache ou non si on l'a atteinte).
- (2) Cette norme fonde ultimement un nombre important de normes épistémiques, comme par exemple : on doit croire ce qui est corroboré par des preuves et non ce qui est infondé ; on ne doit pas croire p si une alternative incompatible avec p a un plus haut degré de support, etc.

Une dernière remarque s'impose à ce point : la norme qui gouverne les croyances est une norme de nature *épistémique*. Aussi est-il dans ce contexte inopportun d'objecter à cette conception normative des croyances l'observation que, dans un certain nombre de cas, l'intérêt des sujets en question serait plutôt de ne *pas* avoir certaines croyances vraies (ou d'avoir des croyances *fausses*). On entend par exemple souvent des objections telles que celle-ci : si un individu rate son avion parce qu'il croit que ce dernier décolle au temps t (alors qu'il décollait en réalité à t-n) et que cet avion s'écrase, il semble difficile de justifier l'idée selon laquelle l'individu en question *aurait dû* avoir une croyance correcte.

Les exemples de ce type ne rendent pas justice aux intuitions qui sous-tendent notre conception normative des croyances. Ces intuitions tendaient simplement à démontrer que les croyances sont gouvernées par une norme épistémique selon laquelle on ne doit croire p que si p est le cas. A aucun moment ces réflexions ne nous ont amenés à affirmer que rationalité et avantage pragmatique vont *toujours* de pair. Dans le contre-exemple évoqué ci-dessus, l'individu en question entretient une croyance erronée s'agissant de l'heure du décollage de son avion. D'un point de vue épistémique, et conformément à la règle qui gouverne ce type d'état mental, il entretient donc une croyance qu'il ne *devrait* pas entretenir. Cela dit, il est évident que notre diagnostic sera tout autre si l'on adopte un point de vue pragmatique. En effet, force est alors de constater que notre individu a tout intérêt à entretenir cette croyance erronée, et qu'il ne devrait ainsi pas la modifier afin d'obtenir une croyance correcte. Pareils exemples ne permettent donc nullement de réfuter l'idée selon laquelle nos croyances sont

gouvernées par la prescription évoquée plus haut ; ils démontrent simplement que rationalité et intérêt pragmatique peuvent diverger, constatation dont il n'y a à mon sens pas lieu de s'étonner.

En résumé : la norme gouvernant les croyances rend compte des raisons pour lesquelles des individus rationnels sont sensibles aux raisons épistémiques d'accepter ou de rejeter telle ou telle croyance. C'est elle qui explique pourquoi un individu croit ce qu'il a les meilleures raisons de croire. Elle est toutefois absolument neutre s'agissant des conséquences pragmatiques de son adoption. Il est dès lors important de bien distinguer la norme (épistémique) selon laquelle on ne doit croire  $p$  que si  $p$  est le cas des normes (pragmatiques) relatives à ce qu'il faudrait croire pour être le plus heureux possible, pour satisfaire un maximum de désirs ou pour optimiser ses chances de survies. Je me propose de procéder à présent à une explicitation des relations entre cette norme épistémique constitutive de la notion de croyance et des normes de type pragmatique.

## II.B. Nature et origine de la normativité des croyances

J'aimerais à présent préciser davantage la nature de la dimension normative qui semble gouverner la notion de croyance. Il va s'agir notamment de souligner une fois encore le fait que la norme en question est une norme constitutive de la notion de croyance, et non une norme extrinsèque. Nous verrons à ce titre que, au vu des difficultés rencontrées par les approches hypothétiques pour rendre compte de ce type de normes, il y a tout lieu de se réjouir de la structure catégorique de la normativité des croyances. Nous rappellerons également les raisons qui devraient nous dissuader d'adopter dans ce contexte une approche téléologique. Enfin, je présenterai quelques raisons d'accepter l'hypothèse selon laquelle la norme gouvernant les croyances relève bel et bien de la notion même de croyance, et non de la notion de vérité.

Bien entendu, l'idée selon laquelle la caractéristique essentielle de la notion de croyance est d'être gouvernée par une norme telle que celle exprimée par (I1) ci-dessus est pour le moins contestée.<sup>226</sup> Dans ce contexte en effet, on retrouve fréquemment l'idée selon laquelle les normes qui régissent les croyances ne sont pas intrinsèques, mais extrinsèques aux croyances. Ce genre de théories prétend qu'aucune norme n'est constitutive de la notion de croyance en elle-même, mais qu'un certain nombre de normes hypothétiques peuvent cependant être

---

<sup>226</sup> Cf. p.ex. DRETSKE (2000) : Chap. 14 ou STICH (1990). Dretske considère notamment que le simple fait que les croyances soient vraies ou fausses suffit pour les distinguer des autres types d'attitudes propositionnelles.

importées dans notre discours sur les croyances. Les seules normes concernant les croyances seraient donc des normes instrumentales, de structure hypothétique.<sup>227</sup> Selon ces approches, seul un ensemble de considérations hypothétiques ou instrumentales expliquerait l'apparition de normes. L'une des idées qui revient fréquemment est par exemple que, si l'on souhaite optimiser ses chances de survie, on devrait alors chercher à avoir un maximum de croyances vraies. La norme selon laquelle nos croyances doivent tendre à la vérité aurait donc une structure hypothétique et serait ainsi une caractéristique extrinsèque de la notion de croyance. Dans ce contexte, on entend souvent le type d'analogie suivant : le fait qu'un certain nombre de normes s'appliquent à la conduite d'un véhicule (relatives par exemple à la vitesse à adopter dans les courbes, aux règles de priorités à respecter aux intersections, à la manière de procéder lors d'un dépassement, etc.) ne fait pas de la conduite elle-même une activité normative. Quand bien même il semble à première vue intuitif, ce type d'approche me paraît toutefois biaisé, et ce pour plusieurs raisons.

La première est bien sûr que les croyances vraies ayant une pertinence s'agissant de notre survie ne constituent qu'un petit sous-ensemble des vérités qui ont un intérêt à nos yeux. Notre intérêt pour les croyances correctes ne semble en effet pas se limiter aux domaines qui ont un impact sur notre survie. Je cherche à avoir des croyances vraies lorsque je veux connaître le résultat d'un match de football, ou lorsque je cherche à savoir qui a gagné les élections ; pourtant, ma survie ne dépend pas de la véracité de mes croyances concernant ces questions. Comment expliquer notre intérêt pour ces croyances autrement que par le fait que nous voulons savoir ce qui est vrai, et ce indépendamment de l'impact de ces croyances sur notre survie ?

Un autre problème pour une approche cherchant à lier étroitement véracité des croyances et optimisation des chances de survie est que bon nombre de croyances vraies ne semblent nullement améliorer nos chances de survie, mais semblent au contraire avoir un impact négatif sur cette dernière. Certaines de ces vérités peuvent être douloureuses d'un point de vue psychologique uniquement (p.ex. les croyances relatives à la non-existence de Dieu, au caractère inéluctable de la mort, ainsi qu'à toute autre vérité pénible voire traumatisante pour celui qui en prend conscience), mais d'autres peuvent avoir des conséquences concrètes objectivement désastreuses (p.ex. croyances vraies permettant la fabrication d'une super-bombe susceptible d'annihiler toute vie sur la planète, croyances vraies sur la meilleure façon d'empêcher la réduction de la disparité des richesses entre le Nord et le Sud, etc.) Si seules les

---

<sup>227</sup> Voir à ce propos ce que l'on disait plus haut à propos de Horwich et de la norme de vérité (Chap. 5, II.A.3).

croyances favorables à notre survie devaient être recherchées, nous aurions tout intérêt à nous tromper dans ces domaines. Intuitivement pourtant, il semble que, même dans de tels cas, se tromper revient à ne pas avoir la croyance que l'on *devrait* avoir, quand bien même l'erreur a un impact bénéfique sur notre survie.<sup>228</sup>

Confrontés à ce genre d'objection, les partisans d'une approche hypothétique de la normativité des croyances cherchent généralement à adopter un point de vue plus général, en particulier un point de vue selon lequel on devrait croire ce qui est vrai non dans le but d'optimiser nos chances de survie, mais plutôt dans le but d'optimiser la satisfaction de nos désirs. Ce genre d'approche ne semble toutefois guère plus convaincant. En effet, ce qui ultimement pose problème dans l'approche hypothétique de la normativité des croyances n'est pas la nature des désirs invoqués (i.e. désir de survie, volonté d'optimiser la satisfaction des désirs, etc.), mais bien la structure même de l'approche en question. Pour s'en convaincre, il suffit d'observer que même si la normativité hypothétique attribuée aux croyances découlait d'un objectif plus général que l'optimisation des chances de survies, l'approche hypothétique serait viciée dès l'abord. Prenons un peu de recul : les opposants à l'idée selon laquelle les croyances seraient gouvernées par une norme constitutive de la notion de croyance prétendent que, si normativité il y a, cette dernière découle de buts et d'objectifs particuliers poursuivis par le locuteur, par exemple la satisfaction d'un maximum de désirs. Les partisans de ce type de théorie doivent donc répondre à toute question relative à la normativité des croyances en termes hypothétiques, i.e. en invoquant le but (l'objectif) qui est l'origine de la prescription en question. Mais comment pourront-ils dès lors répondre à une question telle que par exemple<sup>229</sup> :

(Q1) Pour quelle(s) raison(s) dois-je rechercher un maximum de croyances rationnelles ?

En effet, les seules raisons que les partisans de l'approche hypothétique sont en droit d'invoquer étant des raisons pratiques, cette question reviendra à se demander :

(Q2) Pour quelle(s) raison(s) *pratique(s)* dois-je rechercher un maximum de croyances *épistémiquement* raisonnables ?

---

<sup>228</sup> Cf. STICH (1990)

<sup>229</sup> On retrouve notamment ce type d'argument dans BOGHOSSIAN (2003) ; l'argument développé ici en constitue une variante.

Les partisans de l'approche hypothétique se voient donc contraints de justifier le fait d'être raisonnable au moyen de considérations pratiques. En d'autres termes, ils se voient contraints de ne donner que des raisons pratiques pour expliquer la valeur que nous attribuons aux raisons épistémiques. Mais, tout comme dans le cas de l'approche hypothétique de la normativité sémantique, une telle approche semble ultimement vouée à l'échec. En effet, il semble impossible de *fonder* la notion de justification sur des considérations pragmatiques. Prenons l'exemple suivant : ayant entendu sonner, je me lève et vais ouvrir la porte. Quelle raison instrumentale puis-je invoquer pour expliquer mon action ? Bien sûr, la croyance selon laquelle quelqu'un a sonné (j'ai entendu la sonnette) semble être une raison centrale de ce comportement. Le problème est que la raison invoquée ne peut pas être n'importe quelle croyance, mais se doit bien sûr d'être elle-même une croyance justifiée. Or la justification ultime de ma croyance (j'ai entendu la sonnette retentir) n'est bien sûr pas de type instrumental ou pragmatique, mais bien de type épistémique. Toute justification instrumentale ou pragmatique (i.e. toute justification s'appuyant sur une norme hypothétique) semble donc ultimement fondée sur une justification de type épistémique (et non pragmatique ou instrumentale). Dans le meilleur des cas, l'approche hypothétique permet donc de donner des raisons *pratiques* de rechercher des raisons *épistémiques*. Mais c'est dans l'idée selon laquelle les croyances tendent intrinsèquement à la vérité (i.e. on ne doit croire  $p$  que si  $p$  est le cas) que les raisons épistémiques nous amenant à croire uniquement ce qui est raisonnable ou justifié trouvent ultimement leur fondement. Plutôt qu'une quelconque considération pragmatique, c'est donc bel et bien la norme gouvernant les croyances qui semble la plus à même de rendre compte de notre sensibilité à certains types de justification. Si notre recherche de croyances vraies peut certes parfois être expliquée en termes de satisfaction de désirs ou d'optimisation des chances de survie, elle ne peut ainsi en aucun cas être *fondée sur* ces considérations pragmatiques. L'idée dans ce contexte est donc de stopper cette régression en fondant notre recherche de croyances vraies sur la norme gouvernant ce type d'état, norme selon laquelle on ne doit croire  $p$  que si  $p$  est le cas.<sup>230</sup>

Les arguments évoqués à l'instant nous invitent à abandonner l'espoir de fonder la dimension normative des croyances sur des considérations hypothétiques. En d'autres termes : on doit

---

<sup>230</sup> Bien sûr, le pragmatisme est une stratégie qui défend les avantages pragmatiques des croyances vraies *sur le long terme* ; pareille approche n'est donc pas tenue d'affirmer que toute croyance vraie a systématiquement des conséquences bénéfiques d'un point de vue pragmatique. Je n'ai rien contre l'idée selon laquelle, d'une manière générale, les croyances vraies sont bénéfiques du point de vue pragmatique. Mes remarques cherchent ici uniquement à illustrer que la justification de ces croyances ne peut ultimement se baser sur des considérations pragmatiques, et qu'il est dès lors nécessaire de faire appel au final à la norme épistémique qui gouverne la notion de croyance.



concevoir la normativité des croyances comme ayant une structure catégorique. Il est clair toutefois que, quand bien même elle échappe aux critiques tout juste évoquées, l'approche téléologique ne semble pas constituer un meilleur candidat, et ce pour des raisons identiques à celles qui nous ont amenés à la disqualifier en tant que solution à la contrainte normative.<sup>231</sup>

On s'en souvient, l'idée est que, pour un partisan de l'approche téléologique, le seul moyen d'échapper aux conséquences inacceptables impliquées par l'hypothèse du Swampman est d'apporter à sa théorie des modifications qui la réduiront au final à une variante du dispositionalisme. Or c'est précisément pour échapper au dispositionalisme (qui est la cible originale du défi sceptique) que bon nombre de philosophes se sont passionnés pour l'approche téléologique. Voir cette approche réduite à une forme de dispositionalisme revient donc à retourner à notre point de départ en ce sens que le dispositionalisme semble être la position la moins à même de rendre compte de quelque dimension normative que ce soit. Le téléologisme étant à son tour mis hors-jeu, il existe à mon sens de bonnes raisons de considérer les normes gouvernant les croyances comme des normes catégoriques survenantes. Je reviendrai sur ce point plus bas.<sup>232</sup>

Une dernière question doit encore trouver réponse : en quoi la thèse de la normativité des croyances concerne-t-elle les *croyances* plutôt que la *vérité* ? Ma réponse sera succincte, mais permettra de justifier de manière tout à fait convaincante l'idée selon laquelle c'est la nature des croyances plutôt que celle de la vérité qui fait de la notion de croyance une notion normative. A ce titre, il est utile de mentionner une analogie proposée par Fred Dretske pour rejeter l'idée de la normativité des croyances :

Beliefs and judgements must be either true or false, yes, but there is nothing normative about truth and falsity. What makes a judgement false (true) is the fact that it fails (or succeeds) in corresponding to the facts, and failing (or succeeding) in corresponding to the facts is, as far as I can see, a straightforward factual matter. Nothing normative about it. An arrow (on a sign, say) can point to Chicago or away from Chicago. There is a difference here, yes, but the difference is not normative.<sup>233</sup>

L'idée est donc qu'une croyance est vraie ou fausse de la même manière qu'une flèche pointe ou non en direction de Chicago. Une croyance représente ou non le monde tel qu'il est. Mais cette question de la véracité d'une croyance est absolument factuelle. Il n'y a ainsi rien de

---

<sup>231</sup> Cf. Chapitre 5, IV.C.1-2

<sup>232</sup> Cf. VI.B et VIII.B.

<sup>233</sup> DRETSKE (2000) : p. 247

normatif dans le fait qu'une croyance soit vraie.<sup>234</sup> Cette analogie permet de saisir l'idée selon laquelle la vérité n'est pas une notion intrinsèquement normative. Mais refuser la normativité de la *vérité* ne nous interdit nullement de défendre la normativité des *croyances*. En d'autres termes la normativité des croyances réside dans le fait qu'elles *tendent* à la vérité (on ne doit croire p que si p est le cas), et non dans quelque propriété spécifique relative à la notion de vérité.<sup>235</sup> C'est donc la nature des croyances elles-mêmes, plutôt que celle de la notion de vérité, qui est à l'origine de leur dimension normative.

Au terme de ces considérations, j'espère avoir démontré que la façon la plus convaincante de concevoir la normativité des croyances consiste à considérer ces dernières comme étant constitutivement normatives, c'est-à-dire intrinsèquement gouvernée par la prescription selon laquelle, pour tout p, on ne doit croire p que si p est le cas.

### **III. Croyances, normativité et phénoménologie**

Dans les lignes qui vont suivre, je vais dans un premier temps chercher à justifier l'idée selon laquelle nous n'attribuons pas, à strictement parler, le *même* type d'état mental à tous les sujets auxquels nous attribuons généralement des croyances. Comme je chercherai en effet à le démontrer, seuls certains agents sont sensibles à la norme selon laquelle on ne doit croire p que si p est le cas. Je défendrai l'idée que pareille sensibilité est le privilège d'une certaine catégorie d'agents et qu'elle est intimement liée à la sophistication cognitive de ces derniers. A ce titre donc, je distinguerai entre deux concepts différents de croyance, ce qui nous permettra à la fois de justifier l'attribution de croyances à des entités cognitivement peu sophistiquées et l'idée selon laquelle nos critères d'attribution de croyances sont fonction de la sophistication cognitive des agents auxquels nous les attribuons. Je défendrai ensuite la position suivante : la façon dont un agent réalise que ses croyances ont une dimension normative est étroitement liée à la phénoménologie caractéristique de ces dernières. Cette partie sera sans nul doute la plus spéculative de ce travail et se proposera d'avancer quelques pistes de réflexion plutôt qu'une position pleinement articulée.

---

<sup>234</sup> Dretske considère que le fait que les croyances soient vraies ou fausses est une caractéristique suffisante pour les distinguer des autres attitudes propositionnelles. Je rejette cette idée dans la mesure où, comme on l'a vu, je considère, c'est leur dimension normative qui constitue la caractéristique définitoire des croyances.

<sup>235</sup> Le fait que les croyances soient normatives est ainsi compatible avec une situation dans laquelle un individu n'aurait que des croyances fausses, ou dans laquelle une croyance vraie serait inaccessible. L'idée dans ce contexte est que, quand bien même certaines de nos croyances ne seraient pas *vraies*, elles continueraient à *tendre* à la vérité et conserveraient ainsi leur dimension normative.

### III.A. Deux concepts de croyance

On l'a vu plus haut<sup>236</sup>, nous associons typiquement aux croyances un certain rôle fonctionnel que nous avons appelé *rôle<sub>C</sub>*. Le rôle<sub>C</sub> a une importance capitale dans nos attributions de croyances. En effet, n'ayant pas accès au point de vue subjectif des agents auxquels nous attribuons des états mentaux, nous sommes contraints de nous baser sur ce type de rôle pour attribuer des croyances aux individus qui nous entourent. A ce titre donc, il semble bien que notre concept de croyance soit une notion dispositionnelle. Ces remarques nous confrontent cependant à un problème de taille : l'idée selon laquelle les croyances sont caractérisées par leur rôle<sub>C</sub> entre en tension avec ce que nous avons dit plus haut de leur dimension normative. En effet, les notions de disposition et de normativité semblent difficilement réductibles l'une à l'autre, comme l'a bien illustré l'argument de la normativité adressé par le sceptique aux théories dispositionalistes de la signification, argument dont nous avons défendu la vraisemblance au chapitre 2 du présent travail. Comment donc réconcilier cette conception dispositionnelle des croyances avec ce que nous avons dit plus haut de leur dimension normative ?<sup>237</sup>

A mon sens, le problème n'est pas de rendre compte de la dimension normative des croyances en termes dispositionnels, mais bien de réaliser que les aspects respectivement dispositionnels et normatifs de la notion de croyance correspondent à deux concepts de croyance bien distincts. En d'autres termes, la notion de croyance recouvre deux concepts différents : un concept *dispositionnel* de croyance et un concept *normatif* de croyance. J'aimerais à présent rendre compte de cette différence.

Notre concept fonctionnel de croyance permet, au moyen du rôle caractéristique des croyances (rôle<sub>C</sub>), d'isoler ce que nous appellerons désormais des croyances<sub>R</sub>.<sup>238</sup> Toutes les croyances entretenues par des individus disposant de croyances<sub>R</sub> ont en commun le fait de jouer le rôle<sub>C</sub>. Toutefois, à y regarder de plus près, il semble qu'une distinction d'importance puisse être tracée au sein même des états identifiés au moyen de notre concept de croyance<sub>R</sub>. En effet, dès lors que l'on s'intéresse à des agents disposant d'une certaine sophistication

---

<sup>236</sup> Cf. Chap. 5, IV.C.2.

<sup>237</sup> Certains objecteront peut-être qu'il est possible de rendre compte de la dimension normative des croyances en termes purement dispositionnels. Bien que pessimiste quant à ses chances de succès, je préfère rester neutre par rapport à ce genre d'entreprise. Nous verrons toutefois plus bas (cf. V) que, même dans l'hypothèse où la dimension normative des croyances pourrait être réduite à un ensemble de disposition, pareille approche semble au final ne pas devoir faire l'affaire dans le cadre de la réponse dérivatiste à la contrainte normative.

<sup>238</sup> A strictement parler, la spécification exacte du rôle<sub>C</sub> importe peu ; mon but est simplement ici d'insister sur l'existence d'un concept de croyance qui soit purement dispositionnel.

cognitive, les croyances semblent acquérir une dimension supplémentaire et permettre ainsi la formation d'un concept de croyance allant au-delà d'une notion purement dispositionnelle. Supposons par exemple qu'un tel agent réfléchisse à la cohérence de son système de croyance afin de traquer d'éventuelles contradictions. Supposons en outre qu'un tel agent constate qu'il croit au même moment à la fois *p* et non-*p* (ou supposons que l'on remarque cette contradiction dans *notre* propre système de croyances). Dans un tel cas, il semble clair que sa réaction ne sera pas simplement de supprimer (au hasard) l'une des deux propositions contradictoires. Pourquoi ? Pour la simple et bonne raison que des agents faisant preuve d'une certaine sophistication cognitive (et nous sommes sans aucun doute des agents de ce type) recherchent davantage que la simple cohérence. Le but recherché est d'abandonner la croyance fautive et de garder la croyance vraie. Pareille ambition ne devrait guère nous surprendre si, comme je l'ai affirmé plus haut, nos croyances sont caractérisées par le fait qu'elles sont gouvernées par la norme selon laquelle on ne doit croire *p* que si *p* est le cas. En d'autres termes, c'est la dimension normative des croyances qui explique pourquoi, au-delà de sa simple cohérence, nous recherchons la vérité de notre système de croyances.<sup>239</sup> L'exigence qu'entretiennent certains agents à l'égard de leurs croyances se fonde donc ultimement sur la norme qui gouverne ces dernières. C'est leur sensibilité à la dimension normative des croyances qui les pousse à ne rechercher que des croyances vraies.<sup>240</sup> A ce point toutefois, il est essentiel de remarquer que le concept (normatif) de croyance dont il est question dans ce type de cas est d'une nature différente que celui, strictement fonctionnel, de croyance<sub>R</sub>. En effet, il serait sans doute exagéré d'affirmer que *tous* les êtres auxquels nous attribuons généralement des croyances<sub>R</sub> sont sensibles à la prescription associée aux croyances et entretiennent vis-à-vis de ces dernières le même type d'exigence que les individus plus sophistiqués tout juste évoqués. Il semble ainsi que deux concepts de croyance bien distincts soient imbriqués l'un dans l'autre. Pour rendre compte de cette plasticité de la notion de croyance, je propose d'introduire la distinction suivante entre croyance<sub>N</sub> et croyance<sub>R</sub> :

<sup>239</sup> Dans ce contexte, la métaphore du scrupule est éclairante : pour un agent suffisamment sophistiqué en effet, entretenir des croyances, c'est avoir des scrupules même vis-à-vis d'un système de croyances cohérent, et ce aussi longtemps que sa vérité ne sera pas hautement probable, si ce n'est certaine. Parce qu'un tel agent sait (au moins implicitement) qu'il ne doit croire *p* que si *p* est le cas, il éprouverait des scrupules à abandonner l'une des deux croyances en question sans se poser la question de sa vérité.

<sup>240</sup> Comme nous le verrons sous peu (cf. III.B), la dimension normative des croyances est étroitement liée à leur phénoménologie.

**Croyance<sub>N</sub>** : L'attitude entretenue par un individu est une *croyance<sub>N</sub>* ssi cette attitude est gouvernée par la norme selon laquelle, pour tout p, on ne doit croire p que si p est le cas.

**Croyance<sub>R</sub>** : L'attitude entretenue par un individu est une *croyance<sub>R</sub>* ssi l'individu en question exemplifie un rôle fonctionnel particulier, en l'occurrence le rôle fonctionnel caractéristique des croyances : le rôle<sub>C</sub>.<sup>241</sup>

A ce point, il est important de noter que les notions de *croyance<sub>N</sub>* et de *croyance<sub>R</sub>* sont clairement compatibles. Ainsi, dans le monde actuel, les êtres humains adultes entretenant des *croyances<sub>N</sub>* exemplifient généralement le type de dispositions caractéristiques des *croyances<sub>R</sub>*. Bien entendu, à strictement parler, les *croyances<sub>N</sub>* et les *croyances<sub>R</sub>* n'ont pas le même rôle fonctionnel. En effet, il est probable que la dimension normative des *croyances<sub>N</sub>* ait un impact sur leur rôle fonctionnel. Cependant, les *croyances<sub>N</sub>* partagent avec les *croyances<sub>R</sub>* ce que l'on pourrait appeler un *noyau dispositionnel*, que ce dernier soit ou non identique au rôle<sub>C</sub>. Le point essentiel à souligner toutefois est que le lien existant entre ces deux types de croyances est purement contingent. En effet, dans l'hypothèse où un individu serait sensible à la dimension normative des *croyances<sub>N</sub>* sans pour autant exemplifier les dispositions caractéristiques des *croyances<sub>R</sub>*, on serait en droit de lui attribuer des *croyances<sub>N</sub>*, mais pas des *croyances<sub>R</sub>*. Dans le cas inverse, par exemple celui d'un zombie exemplifiant les dispositions caractéristiques du rôle<sub>C</sub> mais n'étant pas sensible à la dimension normative des *croyances<sub>N</sub>*, on serait autorisé à lui attribuer des *croyances<sub>R</sub>*, mais pas des *croyances<sub>N</sub>*. Le fait que les *croyances<sub>N</sub>* jouent généralement un certain rôle fonctionnel ne doit donc pas masquer le fait que l'existence de ce noyau dispositionnel est un fait absolument *contingent* pour les *croyances<sub>N</sub>*. C'est donc bel et bien la sensibilité d'un agent à la dimension normative des *croyances<sub>N</sub>* (et non la présence de certaines dispositions) qui constitue le critère décisif dès lors qu'il s'agit de déterminer si un individu entretient ou non des *croyances<sub>N</sub>*.<sup>242</sup>

L'intérêt de la distinction entre *croyances<sub>N</sub>* et *croyances<sub>R</sub>* est qu'elle permet de souligner la plausibilité de l'affirmation suivante : les conditions d'attribution d'une croyance à un individu (ou à un système intentionnel) évoluent à mesure que l'agent en question se

<sup>241</sup> De la même manière, selon que l'état mental entretenu par un individu I soit une *croyance<sub>R</sub>* ou une *croyance<sub>N</sub>*, on dira respectivement que I croit<sub>R</sub> que p ou qu'il croit<sub>N</sub> que p.

<sup>242</sup> En rejetant l'idée selon laquelle le critère décisif d'attribution d'une croyance est son rôle fonctionnel ou dispositionnel, mon intuition rejoint donc celles de Hilary Putnam s'agissant des *super spartiates* et celles de Galen Strawson s'agissant des *Weather Watchers*. Cf. PUTNAM (1975) & STRAWSON (1994).

sophistique du point de vue cognitif. En d'autres termes, l'idée est simplement qu'entretenir une croyance<sub>N</sub> requiert un niveau minimal de sophistication. L'ambition de la distinction proposée est donc d'explicitier le fait que, bien que l'on attribue généralement des croyances (en l'occurrence des croyances<sub>R</sub>) à des agents relativement simples, nous ne sommes toutefois pas forcément prêts à attribuer une croyance (i.e. une croyance<sub>N</sub>) à un individu disposant de ressources cognitives similaires (ou supérieures) aux nôtres si l'état en question n'est pas gouverné par la norme caractéristique des croyances. En d'autres termes : notre concept de croyance (et du coup ses conditions d'attribution) se modifie avec la sophistication cognitive des systèmes et agents intentionnels auxquels nous l'attribuons, et ce de telle manière que nous disposons au final de deux concepts de croyances différents : les croyances<sub>R</sub> et les croyances<sub>N</sub>. Cette distinction entre croyances<sub>R</sub> et croyances<sub>N</sub> nous permet ainsi de voir que nos exigences ne sont pas les mêmes pour les êtres humains adultes (ou systèmes équivalents, voire plus sophistiqués) que pour les systèmes plus simples. Et la différence est que pour ces derniers, le fait qu'ils exemplifient un certain rôle fonctionnel est suffisant pour leur attribuer des croyances (en l'occurrence des croyances<sub>R</sub>), alors que, pour lui attribuer une croyance<sub>N</sub>, on attend d'un individu (d'un être humain adulte par exemple) qu'il soit à même d'être sensible à la dimension normative des croyances. D'une certaine manière donc, notre distinction entre croyances<sub>N</sub> et croyances<sub>R</sub> nous permet d'éviter de *contaminer* nos attributions de croyances en postulant des conditions que des organismes moins sophistiqués que nous sont incapables de satisfaire. Nous sommes capables de réaliser consciemment que les croyances<sub>N</sub> sont gouvernées par une prescription ; mais on ne peut exiger pareille capacité d'un chien auquel nous attribuons des croyances<sub>R</sub>. Par souci de simplification terminologique, j'appellerai désormais *agents sophistiqués* (ou (AS)) les agents capables d'entretenir des croyances<sub>N</sub>. Les agents plus simples, capables d'entretenir uniquement des croyances<sub>N</sub>, recevront eux le nom d'*agents basiques* (ou (AB)). Cette distinction est bien sûr extrêmement grossière. Il n'est toutefois pas nécessaire d'essayer de l'explicitier davantage ; en effet, l'enjeu à ce point est uniquement de distinguer les croyances<sub>R</sub> des croyances<sub>N</sub> et de lier la capacité à entretenir ces dernières à un certain niveau de sophistication cognitive. Peu m'importe dès lors de tracer la frontière entre ces deux types d'agents et d'énoncer les propriétés caractéristiques d'un (AB) ou d'un (AS). Pour des raisons qui apparaîtront plus

tard<sup>243</sup>, je suis toutefois d'avis que les (AS) présentent au moins les deux caractéristiques suivantes : ils sont (1°) conscients et (2°) disposent de capacités d'auto-réflexivité.<sup>244</sup>

J'aimerais chercher à présent à établir un lien entre la dimension normative des croyances et leur phénoménologie.

### III.B. Phénoménologie des croyances

Dans les pages qui précèdent, nous avons vu pourquoi il est légitime de distinguer deux concepts de croyances bien distincts, l'un dispositionnel (croyance<sub>R</sub>), l'autre normatif (croyance<sub>N</sub>) ; nous avons constaté également que seul un agent suffisamment sophistiqué du point de vue cognitif peut être sensible à la dimension normative des croyances<sub>N</sub>. J'aimerais m'arrêter à présent sur la manière dont un tel agent (i.e. un (AS)) peut réaliser que ses croyances sont gouvernées par une norme de ce type. En d'autres termes, la question qui va nous occuper à présent est d'ordre épistémique et concerne les modalités dans lesquelles un individu réalise que ses croyances sont gouvernées par la norme selon laquelle on ne doit croire *p* que si *p* est le cas. Mes remarques s'articuleront autour d'une idée centrale : la dimension normative des croyances<sub>N</sub> est un élément constitutif de leur phénoménologie. En d'autres termes, la dimension phénoménologique des croyances<sub>N</sub> consiste (au moins en partie) en le fait de faire l'expérience d'une norme. Bien entendu, ces remarques sont strictement limitées aux croyances<sub>N</sub> puisque les croyances<sub>R</sub> sont identifiées par leur rôle fonctionnel et ne semblent dès lors pas intimement liées à une quelconque phénoménologie.

Classiquement, on attribue aux états mentaux une direction d'ajustement (*direction of fit*). Ainsi parle-t-on par exemple d'une direction d'ajustement [Esprit  $\Rightarrow$  Monde] pour les croyances alors que la direction d'ajustement des désirs prend le chemin inverse, à savoir [Monde  $\Rightarrow$  Esprit].<sup>245</sup> Leur direction d'ajustement respective n'est toutefois pas suffisante pour caractériser ces deux types fondamentaux d'attitudes propositionnelles<sup>246</sup> ; elle ne

---

<sup>243</sup> Cf. IV ci-dessous

<sup>244</sup> Les (AS) se rapprochent à mon sens des *discourse theoretic agents* évoqués dans PETTIT (2003) : pp. 80-86 et PETTIT (à paraître), ainsi que de la notion de *thinking agent* telle qu'on peut par exemple la trouver dans PETTIT (1993). On trouvera dans PETTIT (1993) : chap. 5 une première caractérisation, sous le nom d'*inference theory*, de la notion de *discourse-theoretic agent*. Pour des raisons qui apparaîtront plus tard (cf. IV ci-dessous), je suis toutefois d'avis que les (AS) ont au moins les deux caractéristiques suivantes : ils sont (1°) conscients et (2°) disposent de capacités d'auto-réflexivité.

<sup>245</sup> Cf. par exemple SEARLE (1985) : pp. 22-24. On remarquera que John Searle reconnaît également l'existence d'états intentionnels à direction d'ajustement nulle (cf. être heureux que *p*).

<sup>246</sup> Quand bien même je considère croyances et désirs comme les deux types fondamentaux d'attitudes propositionnelles, je soulignerai plus bas (cf. V ci-dessous) que les croyances jouissent d'une primauté conceptuelle par rapport aux désirs, en ceci que tout désir est nécessairement basé sur une croyance. Ces

permet pas par exemple de les distinguer d'autres types plus élaborés d'attitudes (par exemple, une attitude telle que le fait d'être *convaincu* de quelque chose possède également une direction d'adaptation [Esprit  $\Rightarrow$  Monde]). La position proposée ici consiste à affirmer que c'est leur phénoménologie particulière qui distingue les croyances des autres attitudes propositionnelles, et en particulier de celles qui partagent avec elles leur direction d'ajustement (voir par exemple la différence entre croyance et conviction).<sup>247</sup> Dans ce contexte, il me semble intéressant de faire le lien entre la phénoménologie des croyances<sub>N</sub> et leur dimension normative. En particulier, il paraît légitime d'affirmer que la phénoménologie caractéristique des croyances<sub>N</sub> consiste précisément à *ressentir* leur dimension normative. Mon affirmation est donc la suivante : la prescription caractéristique des croyances<sub>N</sub> (« on ne doit croire que ce qui est le cas ») fait partie de leur phénoménologie.

Une précision s'impose : à proprement parler, le fait de ressentir la norme en question ne concerne pas les seules croyances<sub>N</sub>, mais accompagne l'ensemble du processus qui mène à la formation de ce type d'état mental. Ainsi, un individu qui réfléchirait à ses croyances, qui considérerait une proposition donnée, ou qui aurait un doute s'agissant d'une de ses croyances, ressentira également la norme selon laquelle on ne doit croire *p* que si *p* est le cas. C'est cette norme en effet qui va guider son raisonnement et mener à l'adoption d'une croyance donnée (ou à son rejet, ou encore, lorsque cela est possible, à la suspension du jugement).

A ce point, il est bien entendu essentiel de préciser ce que signifie 'ressentir une prescription'. Le premier point à souligner est que le fait de ressentir une norme n'implique nullement que la prescription en question soit articulée et conceptualisée. Dans le cas qui nous concerne (le fait de ressentir qu'on ne doit croire *p* que si *p* est le cas), nul besoin donc que l'individu concerné possède les concepts contenus dans cette norme. Le cas est comparable à celui de la maîtrise intuitive de certaines règles de syntaxes de notre langue maternelle. Inutile dans ce contexte de maîtriser les notions explicitées par les règles de grammaire pour déterminer la façon dont syntagmes nominaux et verbaux doivent s'agencer pour former une phrase syntaxiquement correcte. De la même manière, on identifiera aisément une « phrase » qui violerait ces règles. Plus généralement, l'idée ici est simplement que, de la même manière

---

remarques restent neutres toutefois s'agissant de la question de savoir si tous les types d'attitudes propositionnelles peuvent au final être réduits à des agencements de désirs et de croyances.

<sup>247</sup> L'idée selon laquelle les attitudes propositionnelles (et non uniquement certains types de contenu) ont une dimension phénoménologique qui leur est propre n'est pas très populaire et n'est que rarement défendue de manière explicite. Pour une discussion, on se référera à PITT (2004). Voir aussi FLANAGAN (1992), GOLDMAN (1993), HORGAN & TIENSON (2002), SCHWITZGEBEL (2002) et SIEWERT (1998).



qu'il semble possible de ressentir une injustice ou une douleur sans pour autant disposer au préalable du concept de justice ou de douleur, il semble concevable que l'on puisse ressentir intuitivement le fait de devoir entretenir des croyances correspondant à l'état du monde sans pour autant disposer des concepts contenus dans cette norme. Le sceptique ne semble donc pas pouvoir développer son argumentation dans ce contexte.<sup>248</sup>

Être sous la coupe d'une prescription quelle qu'elle soit (par exemple une norme d'ordre syntaxique ou moral) implique que l'on se *sent* guidé par elle. Aussi ressentira-t-on un certain malaise, voire des scrupules, à aller à son encontre. De la même manière, constater que cette norme est violée par autrui provoquera chez l'observateur un certain sentiment de malaise.<sup>249</sup>

Bien sûr, on ne ressent pas cette norme uniquement dans les cas où elle se trouve violée. Ainsi qu'on l'a dit plus haut en effet, un individu se sentira guidé par elle dès lors par exemple qu'il actualise une certaine croyance et réfléchit sur elle, ou encore entretient des doutes à son égard. Cette norme participe donc également de la phénoménologie de bon nombre d'activités intellectuelles liées à la formation des croyances<sub>N</sub>. Je qualifierai les expériences de ce type (i.e. les expériences qui consistent à se sentir guidé par une prescription ainsi que celles qui accompagnent le constat que les choses ne sont pas telles qu'elles devraient être) des *expériences normatives*. Je qualifierai en outre de *contenu normatif* la prescription qui est à l'origine d'une expérience normative (et qui constitue dès lors une partie de son contenu). En affirmant que la dimension normative des croyances<sub>N</sub> est constitutive de leur phénoménologie, je défends donc l'idée selon laquelle le fait d'entretenir une croyance<sub>N</sub> est associé à une expérience normative caractéristique de ce type d'attitude propositionnelle, et que le contenu normatif de ce genre d'expérience, bien que n'étant pas nécessairement articulé, n'est rien d'autre que la norme selon laquelle on ne doit croire *p* que si *p* est le cas. Pareilles affirmations nécessitent bien sûr quelques qualifications. J'en proposerai quatre.

Premièrement, il est important de souligner que si les croyances<sub>N</sub> ont une phénoménologie qui leur est propre, toutes ne sont cependant pas accompagnées par une *expérience occurrente* de cette dernière. En effet, pareille affirmation ferait du ressenti de la dimension phénoménologique des croyances<sub>N</sub> une expérience pour le moins envahissante et peu en accord avec notre vie mentale. Ainsi, quand bien même nous sommes toujours en train de croire quelque chose, notre conscience n'est pas constamment habitée par cette dimension

<sup>248</sup> On remarquera en outre que, ainsi que je chercherai à le défendre plus bas (cf. IV), la détermination du contenu de la norme en question semble être une donnée factuelle. Le problème à résoudre concernera donc l'apparition d'une dimension normative, et non la détermination du contenu d'un concept.

<sup>249</sup> Pareil vocabulaire est sans doute exagéré dans le cas des normes syntaxiques, mais il a au moins le mérite de souligner le caractère à la fois intuitif et phénoménal de ce type d'expérience.

phénoménologique. Toute croyance<sub>N</sub> *peut* donc être accompagnée d'une expérience caractéristique de ce type d'attitude, mais seul un nombre restreint l'est de façon occurrente. La phénoménologie des croyances<sub>N</sub> n'est donc pas particulièrement saillante. Il serait ainsi erroné d'affirmer que le fait d'avoir une croyance<sub>N</sub> implique *ipso facto* que l'on ressent la norme gouvernant ce type d'état mental. La dimension phénoménologique des croyances<sub>N</sub> ne concerne que certaines croyances<sub>N</sub> actualisées, i.e. certaines des croyances<sub>N</sub> que l'individu en question *a à l'esprit*. Une croyance<sub>N</sub> inconsciente n'a ainsi aucune dimension phénoménologique, mais pourra en avoir une dès lors qu'elle sera actualisée. En outre, même dans le cas d'une croyance<sub>N</sub> actualisée, la dimension phénoménale propre aux croyances<sub>N</sub> peut se trouver éclipsée par une autre dimension phénoménale, comme par exemple dans le cas d'une croyance<sub>N</sub> typiquement exprimée par l'affirmation « J'ai mal ». Dans pareille situation, le caractère phénoménal de la douleur éclipse celui de la croyance<sub>N</sub>. Il est ainsi concevable qu'une croyance<sub>N</sub> actualisée soit accompagnée d'une certaine expérience sans pour autant que l'individu en question ne ressente la norme caractéristique des croyances<sub>N</sub>. Ma proposition dans ce contexte est donc que la dimension normative des croyances<sub>N</sub>, si elle est constitutive de leur phénoménologie, n'en constitue toutefois pas nécessairement le trait le plus saillant ou le plus immédiatement détectable. Ceci explique pourquoi, même dans le cas où un individu entretient consciemment une croyance<sub>N</sub>, il pourrait ne pas ressentir la norme selon laquelle on ne doit croire p que si p est le cas. En résumé : la dimension normative des croyances<sub>N</sub> n'accompagne pas *toutes* les croyances<sub>N</sub> de façon occurrente, mais elle en constitue néanmoins une caractéristique essentielle puisque toute croyance<sub>N</sub> *peut* être accompagnée de cette dimension, aussitôt par exemple qu'un doute apparaît ou qu'elle fait l'objet d'un examen critique de la part de l'individu en question. La dimension phénoménologique des croyances<sub>N</sub> a donc une présence *latente*, et ce à double titre puisque (1°) toute croyance n'est pas accompagnée par l'expérience occurrente de sa phénoménologie et (2°) il est possible que l'expérience en question ne soit pas une expérience normative (qu'elle ne concerne pas la norme selon laquelle on ne doit croire p que si p est le cas). Leur dimension normative peut ainsi accompagner n'importe quelle croyance<sub>N</sub> mais reste la plupart du temps implicite, dans l'arrière-plan.

Ma deuxième remarque concerne l'origine de la phénoménologie des croyances<sub>N</sub>. En effet, j'aimerais souligner une fois encore que la phénoménologie en question (i.e. le fait de se sentir guidé par la norme gouvernant les croyances<sub>N</sub>) est liée au fait d'*être une croyance<sub>N</sub>*, et non au fait d'*avoir un certain contenu*. En ce sens donc, c'est parce qu'un état mental est une

croyance<sub>N</sub> qu'il a *cette* phénoménologie, et non pas parce qu'il a un certain contenu.<sup>250</sup> La phénoménologie caractéristique des croyances<sub>N</sub> n'est ainsi pas déterminée par leur contenu, et ce quand bien même certaines propriétés phénoménales pourraient, ainsi qu'on l'a vu plus haut, éclipser la phénoménologie de la croyance<sub>N</sub> elle-même. Le fait que l'état en question soit une croyance<sub>N</sub> suffit à expliquer la présence d'un certain caractère phénoménal.

Une troisième qualification à apporter à notre affirmation ci-dessus est que cette dimension phénoménologique n'est présente que lorsque l'on *croit*<sub>N</sub> quelque chose, en aucun cas lorsqu'on ne fait qu'*utiliser* le concept de croyance<sub>N</sub>. Si par exemple je me demande ce qu'un individu croit à mon sujet, il est clair que je ne ressens pas une expérience particulière du simple fait que le concept de croyance<sub>N</sub> fait partie du contenu de mon attitude propositionnelle.<sup>251</sup> Pour marquer cette différence et éviter de possibles ambiguïtés, je propose donc d'introduire les notions de *croyance comme attitude* et de *croyance comme contenu*.<sup>252</sup> La dimension phénoménologique des croyances<sub>N</sub> n'est ainsi associée qu'aux croyances en tant qu'attitude, non en tant que contenu.

Enfin, la quatrième et dernière qualification de mon affirmation relative à la phénoménologie des croyances<sub>N</sub> procède du rapport existant entre cette dimension phénoménologique et la notion de conscience. On vient de le voir, les croyances<sub>N</sub> sont typiquement associées à une dimension phénoménologique dont le contenu (mis à part dans les cas évoqués à l'instant) n'est autre que la prescription gouvernant les croyances<sub>N</sub> : pour un (AS) savoir ce que c'est que de croire quelque chose, savoir l'effet que ça fait, c'est savoir *ipso facto* qu'on ne doit le croire que si c'est le cas. A ce titre donc, il existe une expérience qualitative caractéristique des croyances<sub>N</sub> en tant qu'attitude, expérience consistant à *faire l'expérience* de la phénoménologie qui leur est propre.<sup>253</sup> A ce point toutefois, il est essentiel de bien comprendre le lien qui lie croyances et conscience ; en effet, si le fait d'être doué de conscience est bien sûr une condition nécessaire pour ressentir la dimension phénoménologique d'une croyance<sub>N</sub>, il n'en constitue toutefois sans doute pas une condition suffisante. A mon sens en effet, ainsi que l'illustre la distinction entre (AB) et (AS), tous les

<sup>250</sup> Ma position est ainsi à distinguer de celle défendue par exemple par Charles Siewert dans SIEWERT (1998) : Chap. 8.

<sup>251</sup> On remarquera cependant que lorsque j'attribue une croyance<sub>N</sub> à quelqu'un, je suis en mesure de dire qu'il ne doit croire p que si p est la cas puisque je peux simuler (me mettre à la place de, cf. GIBBARD (2003)), et donc ressentir la prescription gouvernant les croyances.

<sup>252</sup> Cette distinction prendra toute son importance lorsqu'il s'agira de d'éliminer l'apparente circularité de la conception dérivatiste de la saisie du concept de croyance<sub>N</sub> (cf. VIII.A ci-dessous).

<sup>253</sup> De la même manière, il paraît tout aussi plausible de défendre également l'existence d'une expérience qualitative caractéristique des désirs.

individus conscients ne sont forcément pas en mesure de ressentir la dimension normative des croyances<sub>N</sub>.

J'espère avoir donné ci-dessus davantage de précision aux contours de mon affirmation selon laquelle la dimension normative des croyances<sub>N</sub> est constitutive de leur phénoménologie. Malgré son caractère spéculatif, cette affirmation est importante dans la mesure où elle permet au dérivatiste d'expliquer la façon dont un individu acquiert une connaissance de la dimension normative des croyances<sub>N</sub>. Cette dernière étant à l'origine du phénomène de la normativité sémantique, il était essentiel d'établir le point de contact entre la nature de la normativité sémantique et l'épistémologie des croyances<sub>N</sub>. En démontrant que, pour un certain type d'agent, le simple fait d'entretenir des croyances<sub>N</sub> est suffisant (en principe) pour permettre à ce dernier de saisir qu'il ne doit croire *p* que si *p* est le cas, j'espère avoir atteint cet objectif. On remarquera donc que la notion de croyance<sub>N</sub> exemplifie une certaine transparence dans la mesure où entretenir pareil état mental, c'est du même coup être en mesure de savoir qu'on ne doit croire *p* que si *p* est le cas.

#### **IV. Rôle dans les croyances et détermination du contenu**

Dans les pages qui précèdent, j'ai distingué les notions de croyance<sub>R</sub> et de croyance<sub>N</sub>. Nous avons vu alors que la dimension normative des croyances<sub>N</sub> s'explique par le fait que ces dernières sont gouvernées par la norme selon laquelle on ne doit croire *p* que si *p* est le cas. Nous avons vu que cette dimension normative est constitutive de la notion de croyance<sub>N</sub> et que c'est elle qui permet ultimement de rendre compte de l'importance que nous attribuons (comme d'ailleurs tous les agents de type (AS)) à la rationalité et à la justification. Enfin, j'ai mis en évidence le lien étroit qui semble exister entre la dimension normative des croyances<sub>N</sub> et leur phénoménologie. Voyons à présent en quoi consiste le second pilier de l'approche dérivatiste, à savoir l'idée selon laquelle le contenu mental serait déterminé par son rôle dans les croyances. Dans la mesure où nous ne nous intéresserons dans ces lignes qu'aux seuls agents de type (AS), les croyances dont il sera désormais question seront des croyances<sub>N</sub>. Par souci de lisibilité cependant, je parlerai simplement de croyances.

Le second élément central de l'approche dérivatiste relève de l'idée (à l'origine typiquement fonctionnaliste) selon laquelle le contenu d'un concept est déterminé par son rôle dans les croyances. Cette idée est bien connue des partisans de la sémantique informationnelle<sup>254</sup>, mais

---

<sup>254</sup> Voir par exemple DRESTKE (1981), (1988) et (1995), ou encore FODOR (1990). Pour un survol, on peut se référer à BRADDON-MITCHELL & JACKSON (1996): Chap. 11 ou encore à PACHERIE (1993) : Chap. 10.

le rôle qu'entend lui faire jouer l'approche dérivatiste ne va pas dans le sens d'une naturalisation du contenu mental et de l'Intentionnalité. En effet, la différence cruciale avec une telle approche consiste en ceci que, ainsi que nous l'avons vu précédemment, l'approche dérivatiste défend une conception *normative* de la notion de croyance.

L'idée selon laquelle la signification d'un item sémantique serait déterminée par son rôle dans les croyances pourrait nous rappeler des difficultés bien connues. En effet, un sceptique ne manquera pas de faire remarquer que de nombreux rôles sont compatibles avec une série donnée d'exemples. Comment dès lors identifier le rôle *effectivement* joué ? En vertu de quel phénomène un rôle particulier serait-il ainsi plus *saillant* qu'un autre ? A ce point, la distinction établie par Philip Pettit entre *instanciation* et *exemplification* est éclairante<sup>255</sup>. Pour Pettit, l'*instanciation* est une relation à *deux* places entre une règle et un ensemble d'exemples. A l'inverse, l'*exemplification* est une relation à *trois* places entre une règle, un ensemble d'exemples et un individu pour lequel les exemples en question exemplifient la règle en question. Appliquée au rôle joué par un concept dans les croyances, cette distinction autorise l'affirmation suivante : un (AS) cherchant à identifier le rôle joué par un concept dans une ou plusieurs de ses croyances extrapolera à partir d'une série d'exemples de manière à identifier un rôle particulier, et ce quand bien même la série d'exemples continuera à instancier une infinité de rôles possibles. Au terme de cette extrapolation, le concept en question n'*exemplifiera* à ses yeux qu'un seul et unique rôle ; pour reprendre ce que dit Philip Pettit du rapport entre une règle et une série d'exemples :

On being presented with a set of examples, an agent develops an independent disposition or inclination to extrapolate in a certain way to other cases: an inclination of which he may or may not be aware. That set of examples will continue to instantiate many rules, but the rule it will then exemplify for the agent will certainly be a rule associated suitably [...] with the inclination generated by the examples. If she uses the examples to pick up a rule for herself [...] she will certainly have in mind the rule among the rules instantiated by the examples that her inclination makes salient.<sup>256</sup>

Une disposition à extrapoler d'une certaine manière permettra ainsi à un individu d'identifier *le* rôle (parmi une infinité de rôles compatibles avec le rôle effectif) joué par un concept dans ses croyances. Par exemple, à partir d'une série d'exemples, un individu va extrapoler de manière à identifier le rôle joué par le concept de cercle, c'est-à-dire qu'il va déterminer la

---

<sup>255</sup> PETTIT (2002) : p. 36

<sup>256</sup> PETTIT (2002) : p. 36

façon dont il appliquerait ce concept dans certaines situations (il l'appliquerait à certaines formes géométriques, mais pas à d'autres). Ce faisant, il détermine le rôle *exemplifié* par ce concept, quand bien même le rôle en question continue à *instancier* une multitude de rôles différents (cf. les cas sceptiques analogues à 'quus'). Pareille connaissance du rôle joué dans les croyances n'implique donc nullement que le sujet en question possède une *théorie* du concept de cercle, c'est-à-dire qu'il connaisse l'entier du rôle inférentiel de ce concept.<sup>257</sup> Une maîtrise purement intuitive suffit. Une autre illustration de la connaissance du rôle joué par un concept concerne par exemple les cas de Gettier s'agissant du concept de connaissance<sup>258</sup> ; bien que la question soit précisément d'analyser le concept de connaissance (de trouver les raisons nécessaire et suffisantes pour considérer un état épistémique comme un savoir), les individus confrontés à ce type d'exemples sont intuitivement amenés à utiliser le concept de connaissance d'une certaine manière (en l'occurrence à ne pas concevoir les situations décrites par Gettier comme des cas de connaissance). Ainsi donc, la thèse selon laquelle le contenu d'un concept serait déterminé par son rôle dans les croyances ne présuppose aucunement un savoir parfaitement explicite du rôle inférentiel d'un concept. Bien plutôt, elle se rapproche de l'approche dispositionaliste évoquée au chapitre 2 de ce travail.<sup>259</sup> On remarquera à ce point que la sophistication cognitive des agents de type (AS) est cruciale pour autoriser la distinction entre instanciation et exemplification ; en particulier, un minimum d'auto-réflexivité semble indispensable pour permettre à un individu de saisir la manière dont *il* est disposé à utiliser un concept. Sans avoir la capacité à se concevoir soi-même (de penser à soi-même), il semble en effet difficile pour un individu d'identifier la manière dont il utiliserait le concept en question dans telle ou telle situation.

Quand bien même Pettit parle de *règles*, il est essentiel toutefois de remarquer que la thèse selon laquelle le contenu d'un concept est déterminé par le rôle qu'il exemplifie dans les croyances d'un (AS) n'est pas suffisante en elle-même pour satisfaire la contrainte normative. En effet, en rester là ne permettrait pas davantage que n'importe quelle autre approche dispositionaliste de rendre compte de la dimension normative de la signification (et partant des aspects liés à la justification et à la possibilité de l'erreur). Si elle permet d'identifier le contenu d'un concept (satisfaisant du même coup la question de la détermination), la thèse

<sup>257</sup> Ma thèse est ainsi à distinguer d'une sémantique du rôle conceptuel telle qu'on peut la trouver par exemple dans HARMAN (1987).

<sup>258</sup> Cf. GETTIER (1963)

<sup>259</sup> Bien sûr, d'autres questions ne manqueront pas ensuite de se poser : comment être certain que le rôle qui est saillant *pour moi* l'est autant *pour autrui* ? Comment être certain que ma façon d'extrapoler correspond à celle de mes congénères ? Ces questions trouveront réponse au point IX ci-dessous.

défendue dans ces lignes ne dit donc rien encore d'une quelconque satisfaction de la contrainte normative. La capacité à isoler le rôle joué par un terme dans les croyances n'est ainsi pas à confondre avec la capacité à déterminer la manière dont on *doit* l'utiliser. La première concerne une capacité de discrimination; la seconde concerne une prescription déterminée sur la base de cette capacité de discrimination. Ainsi que l'a démontré l'argument anti-dispositionaliste développé dans le chapitre 2 du présent travail, la capacité à isoler le rôle  $R_i$  joué par le concept C parmi l'ensemble de rôles  $[R_1, \dots, R_n]$  ne suffit pas pour satisfaire la contrainte normative relative à l'utilisation de C. Par contre, et nous allons le constater sous peu, la conjonction de la capacité à isoler le rôle exemplifié par un concept dans les croyances et de la conception normative des croyances défendue par le dérivatiste débouche sur une prescription relative à l'utilisation de C, prescription qui permet de satisfaire la contrainte normative. En d'autres termes : c'est parce que (1°) la saisie du contenu d'un concept C passe par la compréhension du rôle R qu'il exemplifie dans les croyances et que (2°) les croyances sont normatives que le dérivatisme va être en mesure de rendre compte de la normativité sémantique. Le dérivatisme va donc construire sa conception de la normativité sémantique sur une base dispositionaliste, mais va dépasser cette dernière pour situer au niveau de la notion de croyance<sub>N</sub> la source de cette dimension normative.

## **V. La conception dérivatiste de la normativité sémantique**

Nous voyons à présent se dessiner plus clairement la stratégie poursuivie par le dérivatisme : la saisie d'un concept C par un (AS) passe par la compréhension par ce dernier du rôle exemplifié par C dans ses croyances. Or, les croyances entretenues par un (AS) étant normatives (i.e. ce sont des croyances<sub>N</sub>), comprendre le rôle exemplifié par C dans ses croyances revient à comprendre la manière dont C *doit* être utilisé. En d'autres termes : si les croyances tendent à la vérité et que je comprends le rôle d'un concept dans une croyance, alors je comprends du même coup la manière dont le concept en question doit être utilisé. Afin de rendre compte de la dimension normative de la signification, le dérivatiste avance donc le raisonnement suivant (l'argument illustre le raisonnement d'un individu de type (AS) s'interrogeant sur la manière dont il doit utiliser un concept C dans une situation donnée) :

- (NSD)     (1)     Le concept C joue le rôle R dans mes croyances.
- (2)     La façon F d'utiliser C est conforme à R.

- (3) Les croyances qui utilisent C sont vraies seulement si C est utilisé de façon conforme à R.
- (4) Je dois respecter la norme N : On ne doit croire P que si P est le cas.
- ∴ DONC : Je dois utiliser C de façon conforme à R.
- ∴ DONC : Je dois utiliser C de la façon F.

Revenons sur chacune des prémisses. La première prémisses concerne la thèse dispositionaliste tout juste évoquée ; elle considère que le contenu d'un item sémantique est déterminé par le rôle qu'il exemplifie dans les croyances d'un (AS).<sup>260</sup> Cette prémisses est basée sur les remarques formulées plus haut s'agissant de la manière dont un individu peut isoler, parmi une infinité de rôles compatibles avec sa situation épistémique, un rôle particulier qu'exemplifiera désormais dans ses croyances le concept en question. En extrapolant de la sorte, il détermine donc le contenu du concept C. Encore une fois, la connaissance de ce rôle peut être déterminée sur une base purement intuitive, c'est-à-dire sans que l'individu en question ne possède une théorie (une connaissance complète du rôle inférentiel) du concept C. La deuxième prémisses illustre d'ailleurs ce point : dans une situation donnée, S sera disposé à utiliser C d'une certaine manière (en l'occurrence de la façon F). Se basant sur le rôle exemplifié à ses yeux par C, S sera en effet à même de déterminer si une utilisation donnée lui est ou non conforme. La prémisses suivante semble évidente dès lors que l'on sait (et c'est le cas de S) (a) ce qu'est une croyance et (b) ce que c'est pour un item sémantique que d'avoir un certain contenu (i.e. ce que c'est pour un item sémantique que d'exemplifier un certain rôle dans les croyances). La troisième prémisses est ainsi basée sur la platitude selon laquelle, pour avoir des croyances vraies, il fait utiliser les concepts conformément à leur contenu. La quatrième et dernière prémisses se fonde sur l'idée selon laquelle les croyances entretenues par un agent de type (AS) sont intrinsèquement normatives (i.e. ce sont des croyances<sub>N</sub>). Un agent réalisant que ses croyances tendent à la vérité sait du même coup que son état mental ne sera pas une croyance aussi longtemps qu'il ne se conformera pas la norme N. S'il veut *croire* quoi que ce soit, il doit donc se conformer à N. Encore une fois, le contenu de la norme en question n'a pas à être articulé. Une connaissance intuitive suffit. Dès lors, les deux conclusions s'imposent et permettent donc de dégager une prescription relative à l'utilisation

---

<sup>260</sup> Quand bien même j'accepte cette thèse substantielle, je peux toutefois rester neutre quant à la question de savoir si le passage de « C a la signification S » à « C joue le rôle R dans les croyances » est a priori.



du concept C dans la situation en question. Ce sont ces conclusions que l'individu concerné doit avoir à l'esprit pour déterminer la façon dont il *doit* utiliser le concept. Ce sont elles qui ultimement justifient l'utilisation qu'il en fait. Un contraste existe donc entre le savoir possiblement implicite évoqué notamment dans la quatrième prémisse et la conclusion explicite sur laquelle débouche (NSD). Une dernière remarque : bien que, ainsi qu'on l'a vu, les croyances entretenues par des agents de type (AS) soient des croyances<sub>N</sub>, la notion de croyance<sub>N</sub> n'apparaît pas explicitement dans la formulation de (NSD). En effet, ainsi que je l'ai déjà mentionné, il se pourrait que l'agent en question ne dispose pas des ressources conceptuelles lui permettant d'articuler par exemple la distinction entre croyances<sub>R</sub> et croyances<sub>N</sub>. Cela n'aurait cependant aucun impact sur (NSD) puisque, comme je l'ai défendu, une connaissance purement intuitive de N suffit pour déterminer la façon d'utiliser C.

On remarquera que l'argument reste valable même lorsqu'il est formulé à la troisième personne :

- (NSD') (1) Le concept C joue le rôle R dans les croyances de l'individu S.
- (2) La façon F d'utiliser C est conforme à R.
- (3) Les croyances qui utilisent C sont vraies seulement si S utilise C de façon conforme à R.
- (4) S doit respecter la norme N : On ne doit croire P que si P est le cas.
- ∴ DONC : S doit utiliser C de façon conforme à R.
- ∴ DONC : S doit utiliser C de la façon F.<sup>261</sup>

J'appellerai désormais *norme dérivée* les normes relatives à l'utilisation d'un item sémantique telles que les conçoit le dérivatisme (et telles qu'elles apparaissent dans les conclusions de (NSD) et (NSD')).

Une observation importante s'impose à ce point. Comme le démontrent (NSD) et (NSD'), l'approche dérivatiste attribue une importance centrale à la notion de croyance dans son

<sup>261</sup> D'une certaine manière (NSD') fait donc un premier pas en direction d'une justification *externe* de l'utilisation de C par S. En effet, si l'utilisation de C par S est conforme aux prescriptions identifiées par (NSD'), il semble que S soit justifié à utiliser C tel qu'il le fait, et ce même si S n'a aucun accès épistémique à ces prescriptions. On l'a vu toutefois, un tel accès est garanti à un agent de type (AS) dès lors qu'il a (1°) identifié le rôle exemplifié par un concept et (2°) réalisé qu'il ne doit croire p que si p est le cas.

approche de la normativité sémantique. Pareille constatation ne devrait toutefois pas nous étonner ; en effet, si l'une des caractéristiques des croyances est bien entendu le fait qu'elles sont (du moins dans le cas des croyances<sub>N</sub>) intrinsèquement gouvernées par la norme selon laquelle on ne doit croire *p* que si *p* est le cas, une seconde caractéristique est que les croyances semblent constituer l'attitude propositionnelle fondamentale de notre vie cognitive. Toutes les autres attitudes propositionnelles semblent en effet être ultimement basées sur une croyance. La thèse défendue à ce point est donc que toute attitude propositionnelle est soit une croyance, soit *basée sur* une croyance. C'est ce que j'appellerai la thèse de la *dépendance asymétrique des attitudes propositionnelles par rapport aux croyances*. J'aimerais revenir brièvement sur cette notion de dépendance asymétrique.<sup>262</sup>

Concentrons-nous par exemple sur la relation entre les croyances et l'autre type fondamental d'attitude propositionnelle, à savoir les désirs. Quelqu'un pourrait-il croire quelque chose sans rien désirer ? Cela semble possible. On pourrait tout à fait accepter un contenu comme vrai sans pour autant *désirer* quoi que ce soit. Cette indépendance serait remise en cause s'il s'avérait impossible d'imaginer le cas d'un individu croyant quelque chose et ne désirant rien. Cela ne semble toutefois pas être le cas. Les « purs croyants » ne posent aucun problème. Rien ne s'oppose donc à l'idée selon laquelle il est possible d'*accepter p comme vrai* sans avoir toutefois la moindre idée de ce que c'est que de *désirer que p soit vrai*.

Posons nous à présent la question inverse : Quelqu'un pourrait-il désirer quelque chose sans rien croire ? Quelqu'un pourrait-il vouloir que *p* soit vrai sans avoir la moindre idée de ce que c'est pour *p* que d'être (ou non) le cas ? Peut-on vraiment accepter la possibilité de créatures désirant que certaines choses soient le cas sans avoir aucune opinion sur leur état actuel ? Cela semble pour le moins étrange... Ces créatures ne devraient-elles pas en effet avoir des croyances pour pouvoir, de manière cohérente, avoir des désirs ? Dans la mesure où désirer quelque chose revient à vouloir que le monde soit *autrement qu'il ne l'est (ou qu'il ne semble l'être)*, il semble nécessaire au préalable d'avoir des croyances relatives à l'état du monde. Ainsi :

- (D) Au moment *t*, quelqu'un ne peut vouloir que *p* soit le cas que s'il croit (au moins implicitement) que *p* n'est pas le cas (ou est incertain).

---

<sup>262</sup> Mes remarques s'inspirent ici pour l'essentiel de BOGHOSSIAN (2003).

L'énoncé (D) semble donc tout à fait intuitif : on ne peut vouloir que *p* soit le cas si l'on croit que *p* est déjà le cas. Si je veux qu'il neige, c'est que je *crois* qu'il ne neige pas en ce moment. Si je veux qu'il continue à neiger, c'est que je crois qu'il n'est *pas certain* que cela sera le cas. Ces considérations semblent donc indiquer que la notion de croyance est conceptuellement prioritaire par rapport à celle de désir. Bien sûr, une généralisation de cette asymétrie nécessiterait de mener à propos de toutes les autres attitudes propositionnelles (dont le simple catalogage serait déjà une gageure) la même investigation que celle menée à l'instant s'agissant des désirs. Pareil programme dépasse naturellement le cadre de ce travail. Toutefois, sans même mener pareille investigation, il semble exister de bonnes raisons de considérer que cette asymétrie va se généraliser. Tous les cas suivants semblent par exemple dépendre de manière asymétrique d'une croyance particulière (en l'occurrence la croyance que Bush a gagné les élections) :

Être heureux que Bush ait gagné les élections.

Être déçu que Bush ait gagné les élections.

Être agacé que Bush ait gagné les élections.

etc.

Au vu de ces considérations, nous avons donc de bonnes raisons de croire que la notion de croyance joue dans notre vie cognitive un rôle plus fondamental que n'importe quel autre type d'attitude propositionnelle. En d'autres termes, toute attitude propositionnelle semble se surajouter à une croyance préalable, confirmant ainsi la thèse de la relation asymétrique.<sup>263</sup>

## **VI. La réponse dérivatiste au sceptique**

Nous avons vu plus haut la façon dont les deux piliers de l'approche dérivatiste (à savoir une approche normative de la notion de croyance ainsi qu'une conception du contenu mental

---

<sup>263</sup> Le cas de la simple saisie d'une proposition (au sens fregéen de *fassen*') pourrait constituer un cas problématique. L'idée est qu'une proposition pourrait n'être qu'entretenu (envisagée), sans être ni acceptée ni rejetée. Un premier point à clarifier serait de déterminer si ce genre d'attitude correspond véritablement à une réalité substantielle de notre vie mentale. Constitue-t-il véritablement un type particulier d'attitude propositionnelle ? En outre, une issue dans ce contexte pourrait être de considérer ce genre d'attitude comme essentiellement négative, c'est-à-dire comme consistant simplement à penser à une proposition *sans adopter quelque attitude doxastique que ce soit* (i.e. l'envisager sans y croire). En ce sens, elle serait une négation de la croyance, négation ne portant pas sur le contenu, mais sur l'attitude elle-même (cf. la différence entre ne pas croire *p* et croire que non-*p*).

comme déterminé par son rôle dans les croyances) se combinent pour donner lieu à une conception originale de la notion de normativité sémantique. J'aimerais à présent examiner plus en détails dans quelle mesure cette approche en termes de normes dérivées est à même de répondre aux exigences du sceptique s'agissant d'une part de la factualité et de la détermination de la signification, et d'autre part de la possibilité de rendre compte de cette factualité et de cette détermination en termes non-sémantiques. Mon analyse se découpera ainsi en trois parties : dans la première, je démontrerai que la normativité sémantique telle que la conçoit le dérivatisme est à même d'assumer le rôle qu'entend lui faire jouer le sceptique. Ensuite, je m'attacherai à démontrer en quoi l'approche dérivatiste permet de sauver la factualité de la signification, et en quoi cette factualité pourrait ne pas être naturalisable. Enfin, j'exposerai dans une troisième partie les raisons qui devraient nous amener à nous accommoder des conclusions du sceptique dès lors qu'elles concernent des agents moins sophistiqués de type (AB).

#### VI.A. Normes dérivées et satisfaction de la contrainte normative

J'aimerais dans ce bref chapitre vérifier que la normativité sémantique telle que la conçoit le dérivatisme est bel et bien en mesure de jouer le rôle que lui attribue le sceptique. Remémorons-nous brièvement la conception dérivatiste de la normativité sémantique : on a vu que les croyances jouent un rôle prioritaire dans notre vie cognitive dans la mesure où toutes les attitudes propositionnelles semblent se fonder ultimement sur une croyance (c'est la thèse de la dépendance asymétrique développée plus haut); on a vu en outre que les croyances entretenues par des agents de type (AS) (i.e. les croyances<sub>N</sub>) sont pourvues d'une dimension normative dans la mesure où elles sont gouvernées par la norme selon laquelle on ne doit croire *p* que si *p* est le cas, cette dimension normative étant par ailleurs constitutive (bien que pas toujours saillante) de leur phénoménologie. Conjuguées à l'idée selon laquelle le contenu d'un concept est déterminé par son rôle dans les croyances, ces différentes thèses débouchent sur l'idée selon laquelle un (AS) ayant déterminé le rôle exemplifié par un concept dans ses croyances pourra déterminer la façon dont ce dernier *doit* être utilisé. On s'en souvient, la normativité sémantique telle que la conçoit le sceptique est supposée remplir un triple rôle, à savoir<sup>264</sup> :

---

<sup>264</sup> Cf. Chapitre 2, IV.A-C et V.

- Être en mesure d'indiquer la façon dont l'individu concerné *doit* utiliser l'item sémantique en question.
- Permettre à l'individu concerné de justifier l'utilisation qu'il fait de cet item sémantique.
- Constituer un standard permettant de mesurer l'utilisation effective d'un item sémantique (performance) à son utilisation correcte (compétence).

A mon sens, les normes dérivées satisfont à ces trois critères. Le premier est rempli de manière évidente dès lors que l'on se remémore les arguments (NSD) et (NSD'). Nous avons vu en effet la façon dont la conjonction du rôle joué dans nos croyances et d'une conception normative permet de dégager une norme dérivée relative à la façon d'utiliser l'item sémantique en question. Si le raisonnement explicité par (NSD) est correct, il va alors sans dire qu'un individu qui s'interrogerait sur l'utilisation à faire d'un item sémantique aura accès à la prescription nécessaire, à savoir une norme dérivée lui indiquant la manière dont il *doit* utiliser le concept en question (je dirai alors que la norme dérivée est *activée* ou *actualisée*). Du même coup, elle permettra à ce dernier de justifier la manière dont l'item sémantique en question est utilisé, satisfaisant du coup le second critère ci-dessus.<sup>265</sup>

Enfin, il est aisé d'observer que les normes dérivées évoquées dans (NSD) et (NSD') constituent un standard permettant d'évaluer si l'item en question a été ou non utilisé conformément à son contenu (i.e. conformément au rôle R identifié par l'individu concerné). La normativité sémantique telle que la conçoit l'approche dérivatiste semble ainsi tout à fait en mesure d'assumer les trois rôles qu'entendait lui faire jouer le sceptique. A ce point, il est important de remarquer que (NSD) et (NSD') impliquent une prescription relative à l'usage de C même dans l'hypothèse où la prémisse (2) serait fausse (i.e. dans l'hypothèse par exemple où le locuteur aurait une croyance erronée s'agissant de l'utilisation correcte de C

---

<sup>265</sup> La satisfaction du second critère souligne l'importance de l'accessibilité épistémique de la dimension normative des croyances<sub>N</sub>. En effet, si l'individu veut pouvoir justifier l'utilisation qu'il fait de l'item sémantique en question, il est important qu'il ait un accès aux différents éléments invoqués dans (NSD). C'est pour cette raison que je doute de l'utilité d'une définition dispositionnelle de la normativité des croyances<sub>N</sub>. En effet, même dans l'hypothèse où pareille définition serait possible (ce dont je doute), il va sans dire qu'elle ne permettrait plus de rendre compte de la façon dont les normes dérivées peuvent être saisies consciemment par le locuteur. En effet, dans la mesure où un individu n'a dans la plupart des cas aucun accès épistémique à ses dispositions, une conception dispositionnelle des croyances<sub>N</sub> ne semble pas être en mesure de jouer un rôle justificatif aussi fort que la notion d'expérience normative défendue dans plus haut.

dans la situation en question). La conception dérivatiste de la normativité sémantique est ainsi parfaitement à même de rendre compte de la possibilité de l'erreur.

Une dernière remarque s'impose s'agissant de l'occurrence des normes dérivées dans notre vie mentale consciente ; ce que j'ai dit plus haut de la présence de la dimension normative des croyances s'applique également à la normativité sémantique telle que conçue par le dérivatisme : les normes sémantiques ont une présence *latente*, ce qui veut dire que si tout item sémantique est effectivement associé à une prescription déterminant la manière dont ce dernier doit être utilisé, pareille prescription n'est toutefois pas systématiquement occurrente, c'est-à-dire présente à l'esprit de l'individu en question. Bon nombre d'utilisations de concepts se font en effet de façon routinière, et ne répondent ainsi pas à un raisonnement délibéré relatif à la façon d'utiliser l'item sémantique en question.<sup>266</sup> C'est donc de manière pour ainsi dire sous-jacente que les normes dérivées contrôlent nos utilisations de concepts et autres items sémantiques. Aussitôt toutefois qu'un doute surgit quant à l'application d'un item sémantique, la norme qui lui est associée est activée (actualisée), ce afin de permettre à l'individu en question de déterminer la manière dont il doit l'utiliser. Cependant, dans la mesure où certains items sémantiques sont utilisés sans que soit pour autant mobilisée la norme dérivée gouvernant leur application, une erreur est constamment possible, quand bien même sa probabilité décroît en fonction de la prudence adoptée par le sujet en question. De plus, même dans les cas où la norme en question est activée, l'erreur reste possible puisque tout raisonnement relatif à la manière d'utiliser un item sémantique donné pourrait être basé en partie sur des croyances fausses (cf. par exemple la prémisse (2) de (NSD)). L'activation d'une norme dérivée ne permet donc en aucun cas de garantir l'utilisation correcte de l'item sémantique dont elle gouverne l'utilisation.<sup>267</sup>

On voit ainsi comment l'utilisation d'un item sémantique par un agent suffisamment sophistiqué peut être déterminée par une prescription et revêtir ainsi la dimension normative que le sceptique appelait de ses vœux. Les normes dérivées semblent donc parfaitement taillées pour répondre aux exigences du sceptique. Reste à présent à déterminer l'impact de l'approche dérivatiste sur la question de la factualité de la signification.

---

<sup>266</sup> Le cas paradigmatique est bien entendu celui de la perception, cas dans lequel l'application de concepts est pour ainsi dire involontaire, ou du moins indépendante de quelque volonté ou intention explicite que ce soit.

<sup>267</sup> Encore une fois, la validité de l'approche dérivatiste est à mon sens circonscrite aux agents de type (AS). Nous verrons ultérieurement pourquoi l'impossibilité de formuler une réponse au défi sceptique dans le cas des agents de type (AB) ne devrait pas nous inquiéter outre mesure.

VI.B. Répondre au sceptique : dérivatisme et factualité de la signification

Nous venons de voir que, en vertu de (NSD et (NSD')), un item sémantique est toujours associé à une norme dérivée régissant son utilisation, et ce quand bien même un individu peut (et cela est fréquent) ne pas avoir cette norme à l'esprit (i.e. la norme en question peut ne pas être activée). Par conséquent, et conformément aux remarques formulées dans les pages qui précèdent, l'approche dérivatiste semble parfaitement à même de satisfaire la contrainte normative. Pour évaluer toutefois la mesure dans laquelle l'approche dérivatiste permet de répondre à *toutes* les exigences du sceptique, il reste encore à examiner l'impact de nos remarques sur la question de la factualité de la signification, factualité qui précisément constituait la cible ultime de l'argument du sceptique. On s'en souvient en effet, le sceptique exigeait de son interlocuteur que ce dernier désigne et spécifie en termes non-sémantiques un fait susceptible de déterminer la signification associée à un terme à un moment donné. C'est à cette question de la factualité que j'aimerais m'intéresser à présent.

Deux questions se posent s'agissant de la factualité de la signification : (1°) la signification d'un terme est-elle une donnée factuelle (y a-t-il un fait déterminant la signification d'un item sémantique) ? (2°) Si oui, peut-on rendre compte d'un tel fait sémantique dans le vocabulaire descriptif et non-sémantique des sciences naturelles ?

Les remarques effectuées plus haut s'agissant de la détermination du contenu d'un concept devraient à mon sens nous amener à répondre par l'affirmative à la première question. En effet, le rôle exemplifié par un concept dans les croyances d'un individu est de toute évidence une question factuelle. On l'a vu, un concept peut instancier plusieurs rôles mais n'en exemplifie qu'un seul aux yeux de l'agent de type (AS) qui l'entretient. Il semble ainsi que le contenu d'un concept soit bel et bien déterminé par un fait, en l'occurrence le rôle exemplifié par ce concept. Reste donc à répondre à la seconde question. Je suis d'avis que la réponse à cette dernière devrait cette fois être négative, et ce pour la raison suivante : on s'en souvient, la distinction entre instanciation et exemplification ne fait sens que pour les agents de type (AS). On sait toutefois que de tels agents entretiennent un type particulier de croyances, à savoir les croyances<sub>N</sub>. Par conséquent, le contenu d'un concept entretenu par un (AS) est déterminé par son rôle dans les croyances<sub>N</sub>. La factualité de la signification fait donc apparaître en filigrane celle de croyance<sub>N</sub>. Et c'est à ce point qu'il convient de mettre sérieusement en doute la possibilité d'une naturalisation du fait sémantique en question. En effet, outre leur dimension normative, nous avons insisté sur les caractéristiques phénoménologiques des croyances<sub>N</sub>. Les croyances<sub>N</sub>instancient donc deux caractéristiques

bien connues pour constituer des obstacles de premier ordre à toute tentative de naturalisation. En d'autres termes : dans la mesure où la question de factualité de la signification ne trouve réponse qu'au travers de la notion de croyances<sub>N</sub>, la question de la naturalisation du *fait sémantique* tel que le conçoit le dérivatisme semble pencher en direction d'une réponse négative.

Bien entendu, le dérivatisme n'est pas pour autant contraint de concevoir le fait sémantique en question comme une entité platonisante absolument indépendante de toute base matérielle. En effet, il paraît tout à fait raisonnable dans ce contexte de postuler l'existence d'une relation de survenance (que celle-ci soit de nature métaphysique ou nomologique) entre un fait sémantique et certains processus physiologiques ou fonctionnels concernant l'individu lui-même et (possiblement) ses interactions avec son environnement (y compris d'autres individus).<sup>268</sup> Pas de réduction donc, mais plus probablement une relation étroite entre un fait sémantique et des processus neurophysiologiques, fonctionnels ou relationnels.<sup>269</sup>

En conclusion, l'approche dérivatiste semble à même de sauver la factualité de la signification, et ce quand bien même un fait sémantique ne semble pas pouvoir être spécifié d'une façon qui corresponde aux vœux initiaux du sceptique. En effet, la notion de fait sémantique, si elle permet de sauver la détermination de la signification, n'est probablement pas en elle-même réductible à des phénomènes neurophysiologiques, fonctionnels ou relationnels, et n'est vraisemblablement pas spécifiable uniquement en termes non-normatifs. Comme annoncé, nous verrons sous peu s'il y a lieu de s'inquiéter du fait que ces réponses ne correspondent pas parfaitement aux exigences du sceptique (qui voulait que la factualité de la signification soit à la fois suffisante pour déterminer la signification associée à un item sémantique et spécifiable dans un vocabulaire descriptif et non-sémantique). J'aimerais avant cela m'arrêter sur un autre problème potentiel, à savoir l'impossibilité pour le dérivatiste d'appliquer sa stratégie, et par-là même de répondre au sceptique, dès lors que des agents moins sophistiqués (i.e. des agents de type (AB)) sont concernés.

---

<sup>268</sup> J'ai pour ma part une préférence pour une survenance nomologique du fait sémantique sur certains processus neurophysiologiques.

<sup>269</sup> Peut-être fais-je preuve de pessimisme lorsque j'affirme qu'un fait sémantique ne peut être réduit à des phénomènes fonctionnels ou neurophysiologiques. Bien entendu, je serais ravi de me tromper sur ces points, puisque cela ne ferait que réduire le coût ontologique de l'approche dérivatiste. En tous les cas, nous verrons que la nature apparemment irréductible des faits sémantiques tels que les conçoit l'approche dérivatiste ne les place pas nécessairement à la portée des arguments que le sceptique adresse aux théories non-réductionnistes de la signification. Cf. VIII.C-D ci-dessous.



### VI.C. Sophistication cognitive et satisfaction de la contrainte normative

Nous avons vu plus haut dans quelle mesure le défi sceptique peut recevoir une réponse dès lors qu'il se pose à des individus suffisamment sophistiqués du point de vue cognitif (cf. les agents de type (AS)). Mais qu'en est-il des agents moins élaborés, typiquement des agents de type (AB) ? Deux problèmes semblent se poser : premièrement, les agents de type (AB) sont par définition incapables d'entretenir des croyances<sub>N</sub>. Pareils agents manquent en effet des ressources nécessaires pour prendre conscience de la norme selon laquelle on ne doit croire *p* que si *p* est le cas. Dès lors, ils ne peuvent entretenir de croyances<sub>N</sub> et doivent ainsi se contenter d'un genre d'attitude plus basique, les croyances<sub>R</sub>. Cette incapacité à entretenir des croyances<sub>N</sub> place du même coup hors de portée des agents de type (AB) les arguments évoqués dans (NSD) et (NSD') et, partant, la réponse dérivatiste à la contrainte normative. En effet, si les croyances entretenues par un tel agent ne tendent pas à la vérité, ce dernier ne pourra déterminer la norme dérivée régissant l'utilisation d'un item sémantique donné. Par conséquent, il semble tout bonnement impossible de satisfaire la contrainte normative. Deuxièmement, ainsi que nous l'avons souligné, le caractère relativement fruste de leurs ressources cognitives interdit dans le cas des agents de type (AB) la distinction entre instanciation et exemplification, distinction qui on l'a vu permet de rendre compte de la façon dont un individu peut identifier le rôle précis joué par un concept dans ses croyances, spécifiant de ce fait le contenu de ce dernier. Par conséquent, un agent de type (AB) ne semble pas être à même de déterminer le contenu des concepts qu'il entretient, ouvrant ainsi la porte à des problèmes d'indétermination désormais bien connus. Face à ces problèmes, deux alternatives s'offrent à nous : chercher une façon propre aux agents de type (AB) de surmonter ces difficultés, ou chercher à l'inverse à nous en accommoder. C'est cette dernière voie que je me propose d'emprunter.

Prenons le cas d'une simple souris ; sans doute cette dernière exemplifiera-t-elle un certain nombre de comportements caractéristiques aussitôt qu'elle sera en présence d'un chat. On le sait toutefois, des comportements de ce type ne seront pas instanciés *uniquement* en présence d'un chat, mais pourront l'être également en présence d'une peluche, d'un petit chien, etc. De la même manière, une grenouille tentera d'avaler non seulement une mouche, mais également tout ce qui s'apparente à un point noir dans son champ visuel. Ces exemples bien connus démontrent que le contenu mental d'individus relativement simples n'est pas aisément spécifiable. Ils ont pour cette raison été à l'origine, dans le contexte notamment de la sémantique informationnelle, d'une immense littérature destinée à spécifier les éléments

permettant d'identifier ce contenu de façon univoque.<sup>270</sup> Ma réaction à ce type d'exemples est tout autre et consiste à poser simplement la question suivante : en quoi la possible indétermination du contenu mental d'agents relativement peu sophistiqués devrait-elle finalement poser problème ? L'approche dérivatiste nous a fourni de bonnes raisons d'affirmer qu'un agent de type (AS) (1°) parvient, en vertu du rôle qu'ils exemplifient dans ses croyances, à déterminer le contenu des concepts dont il dispose et (2°) associe (au moins implicitement) à chaque concept une prescription relative à son utilisation. Le fait qu'il existe des agents cognitivement moins sophistiqués démontre à mon sens que la possession d'un contenu mental déterminé est un privilège dont tous les agents ne jouissent pas. En particulier, les agents n'entretenant que des croyances<sub>R</sub> ne peuvent ni déterminer le contenu de leur pensée de façon univoque, ni « charger normativement » leurs concepts ; ils sont ainsi tout bonnement incapables de répondre au défi sceptique. Ma réaction à ces remarques est donc *quiétiste* en ce sens qu'elle consiste à s'accommoder d'une certaine indétermination s'agissant du contenu mental d'agents de type (AB). Certes, lorsque nous attribuons des états mentaux à de tels agents, nous optons pour un contenu particulier ; en cela toutefois, nous projetons la détermination du contenu de *notre* pensée sur celui des agents à qui nous attribuons les états mentaux en question. Pareil phénomène de projection ne devrait cependant pas masquer le fait que les agents *eux-mêmes* (par opposition à leur interprète) n'ont à strictement parler pas un contenu mental déterminé.<sup>271</sup> Tenter de dépasser cette indétermination relèverait selon moi d'un anthropomorphisme coupable.

Loin de la fragiliser, ces considérations donnent au contraire une flexibilité bienvenue à l'approche dérivatiste: on ne peut attribuer un contenu déterminé aux états mentaux des agents de type (AB). A l'inverse, aussitôt qu'un individu est capable à la fois d'entretenir des croyances<sub>N</sub> et d'identifier le rôle qu'exemplifie un concept donné dans ce type de croyance, sa pensée acquiert un contenu déterminé et pourvu d'une dimension normative. D'une certaine manière, la flexibilité de notre théorie peut ainsi être conçue comme un choix à opérer entre embrasser un non-réductionnisme de la pensée permettant de sauver la détermination de son contenu (via notamment la notion de croyance<sub>N</sub>) et choisir l'option réductionniste en acceptant du même coup l'indétermination radicale du contenu de notre pensée. Si elle est loin d'être rédhibitoire lorsqu'elle s'applique à des systèmes relativement simples comme par exemple des grenouilles ou des nouveaux-nés, cette dernière option est en revanche

<sup>270</sup> Pour un très bref survol, voir par exemple BRADDON-MITCHELL & JACKSON (1996) : pp. 195-202. Voir aussi PACHERIE (1993) : pp. 215-241.

<sup>271</sup> Voir à ce sujet PETTIT (1993) : pp. 77-78

difficilement envisageable dans le cas des être humains pleinement développés. De façon plus imagée, on pourrait ajouter que l'approche proposée dans ces lignes renvoie l'ascenseur au sceptique en confrontant ce dernier au choix suivant : faire porter sans succès ses arguments contre la détermination du contenu mental d'agents de type (AS), ou les faire porter avec succès contre la détermination du contenu mental d'agents de type (AB), sans que cela ait pour autant des conséquences véritablement sérieuses. La seule cible réellement significative (la détermination du contenu mental des agents de type (AS)) est donc précisément celle pour laquelle nous disposons de ressources suffisantes pour rejeter les arguments du sceptique.

Il semble dès lors que prendre le sceptique de Kripke le plus sérieusement du monde ne nous empêche en aucun cas de trouver une façon élégante de relever le défi qui nous a occupés tout au long de ce travail, et notamment de sauver à la fois la détermination, la factualité et la dimension normative du contenu mental. Bien sûr, nos considérations nous ont amenés à embrasser une forme de non-réductionnisme ; je démontrerai toutefois plus bas que rien ne devrait nous empêcher de nous en accommoder.<sup>272</sup>

## **VII. La disanalogie pensée / langage**

Avant de passer à quelques objections susceptibles d'être adressées au dérivatisme, j'aimerais encore m'arrêter un instant sur une disanalogie que les considérations des pages précédentes permettent de faire apparaître. Cette dernière concerne la différence dans la manière dont la contrainte normative peut être satisfaite au niveau du langage et au niveau de la pensée.<sup>273</sup>

On a vu plus haut la façon dont un item sémantique pouvait se trouver associé à une norme dérivée gouvernant son utilisation. Il est important toutefois de circonscrire l'approche dérivatiste au niveau de la pensée. En effet, bien qu'elle soit en mesure de satisfaire la contrainte normative telle qu'elle s'applique au mental, cette approche ne semble cependant pas vraiment appropriée dès lors qu'elle s'applique au langage. La raison en est qu'il n'existe pas, contrairement au cas des croyances<sub>N</sub>, de normes constitutives des *affirmations* lesquelles ces dernières devraient tendre à la vérité. En effet, l'équivalent linguistique de la norme constitutive des croyances<sub>N</sub> ressemble à quelque chose comme<sup>274</sup> :

(I1)\* Si on doit affirmer que p, alors p est le cas.

<sup>272</sup> Cf. VIII.C-D ci-dessous

<sup>273</sup> Ces remarques s'inspirent en partie de BOGHOSIAN (2003)

<sup>274</sup> Cf. l'inférence (I1) au point II.A ci-dessus.

Évidemment, (I1)\* n'est pas acceptable dans la mesure où, comme on l'a vu en nous intéressant à l'approche hypothétique, certains désirs ou objectifs peuvent nous amener à devoir *affirmer* p quand bien même p n'est pas le cas. Par exemple, si l'on souhaite préserver la vie d'un innocent poursuivi par des assassins en le cachant que soi, on devra alors affirmer face à ces derniers qu'il n'est pas dans notre maison, quand bien même cela n'est pas le cas. De la même manière, si l'on décide de jouer à un jeu consistant à ne dire la vérité qu'une fois sur deux, on devra fréquemment veiller à faire exactement le contraire de ce que prône (I1)\*. Décider sciemment de dire quelque chose de faux ne mine ainsi pas la possibilité même de l'assertion. A l'inverse, aucun désir particulier n'est nécessaire pour qu'il soit vrai que je dois croire que p seulement si p est le cas. L'impératif ici n'est pas hypothétique, mais est un trait caractéristique et constitutif de la notion de croyance<sub>N</sub>. C'est ce qui en fait l'état qu'il est. A ce point, l'analogie avec la distinction entre règles normatives et règles constitutives telle qu'on peut la trouver dans la théorie des actes de langages est éclairante :

Les règles normatives gouvernent des formes de comportement pré-existantes ou existant de façon indépendante ; les règles de politesse, par exemple, gouvernent les relations inter-personnelles qui existent indépendamment des règles. Mais les règles constitutives, elles, n'ont pas une fonction purement normative, elles créent ou définissent de nouvelles formes de comportements.<sup>275</sup>

Le parallèle dans le cas qui nous concerne serait le suivant : La norme (I1\*) ci-dessus n'est qu'une règle normative qui régit de manière générale nos affirmations. Elle est une sorte de règle *par défaut*. Il existe certes d'excellentes raisons de *dire* la vérité, mais une affirmation délibérément fausse n'en demeure pas moins une affirmation. Lorsque je mens, je continue à faire une affirmation. A l'inverse, si mon état mental n'est pas gouverné par la norme exprimée par (I1), alors cet état mental n'est pas une croyance<sub>N</sub>. La norme en question est donc, contrairement au cas des affirmations, et ainsi que nous l'avons défendu plus haut, constitutive des croyances<sub>N</sub>. Une croyance<sub>N</sub> ne peut être *délibérément* fausse. Et c'est parce que les affirmations sont l'expression publique de nos croyances que nous sommes tentés (à tort) d'affirmer qu'elles tendent intrinsèquement à la vérité.

Ainsi, bien que la contrainte normative s'applique tant au niveau du langage qu'au niveau des concepts, on réalise à présent que la conception dérivatiste de la normativité sémantique ne peut s'appliquer de la même manière à ces deux niveaux : la version linguistique de l'approche dérivatiste de la normativité sémantique, contrairement à sa version mentale, n'a

---

<sup>275</sup> Cf. par exemple SEARLE (1972) : Chap. 2, pp. 72-82.

aucune plausibilité dans la mesure où, contrairement au cas des croyances, il n'existe pas de norme concernant les assertions selon laquelle ces dernières devraient invariablement tendre à la vérité. Les seuls impératifs concernant le langage sont donc des impératifs hypothétiques. Cela dit, il est essentiel de remarquer ici que, bien qu'elle ne puisse s'appliquer au langage, l'approche dérivatiste, en satisfaisant la contrainte normative au niveau de la pensée, rend *possible* la satisfaction en termes d'impératifs hypothétiques de la version linguistique de la contrainte normative, et ce en bloquant la régression évoquée plus haut.<sup>276</sup> C'est parce que la contrainte normative est déjà satisfaite s'agissant des concepts utilisés pour articuler les intentions nécessaires à l'apparition de normes hypothétiques que la contrainte normative peut être satisfaite en termes hypothétiques au niveau du langage. Si les seuls impératifs concernant la signification linguistique sont des impératifs hypothétiques, c'est donc bien la satisfaction de la contrainte normative au niveau mental qui rend possible leur apparition. En satisfaisant la contrainte normative au niveau de la pensée, le dérivatisme constitue ainsi le socle sur lequel peut s'appuyer l'approche hypothétique pour résoudre cette même contrainte au niveau du langage. Les choses ne sont donc pas radicalement disjointes : les normes hypothétiques présentes au niveau du langage *présupposent* une forme antécédente de normativité, à savoir la normativité du mental dont permet précisément de rendre compte le dérivatisme.<sup>277</sup> La contrainte normative étant satisfaite au niveau mental, le sujet peut formuler des intentions relatives à l'expression de ses croyances ; c'est à ce niveau qu'apparaissent, de façon plus ou moins explicite<sup>278</sup>, des intentions relatives à la manière d'exprimer (ou non) ces croyances. Pour autant qu'il ait envie d'exprimer quoi que ce soit, le locuteur peut ainsi décider de mentir ou au contraire d'exprimer le plus fidèlement possible le contenu de ses croyances.<sup>279</sup>

---

<sup>276</sup> Cf. Chap. 5, III.C

<sup>277</sup> Bien sûr, la disanalogie entre les modalités de satisfaction linguistique et mentale de la contrainte normative ne contredit nullement l'affirmation faite au point II du chapitre 4 selon laquelle la contrainte normative s'applique tant au niveau du langage qu'au niveau de la pensée. En effet, pareille affirmation n'implique nullement que cette contrainte doit être satisfaite *de la même manière* à ces deux niveaux. Je défends donc l'idée selon laquelle la contrainte normative est satisfaite en termes *dérivatistes* au niveau mental et en termes *hypothétiques* au niveau linguistique, les modalités de satisfaction au niveau mental rendant possible une approche hypothétique au niveau linguistique.

<sup>278</sup> Ces intentions sont plus ou moins explicites car elles relèvent généralement d'une routine, d'une intériorisation de certaines pratiques. C'est le cas typiquement de l'intention de dire la vérité ou, plus généralement, de celle de communiquer.

<sup>279</sup> On remarquera également que la détermination de la signification d'un terme découle de la détermination du contenu du concept qu'elle exprime.

### **VIII. Quatre difficultés**

Quand bien même l'approche dérivatiste m'apparaît comme la meilleure façon de satisfaire la contrainte normative, elle prête à mon sens le flanc à quatre critiques bien distinctes. La première concerne l'idée selon laquelle la compréhension du contenu d'un concept passe par la compréhension de son rôle dans les croyances, et insiste notamment sur les conditions de possibilité de la saisie du contenu du concept même de croyance. La deuxième critique s'interroge sur la façon d'intégrer l'approche dérivatiste dans la typologie prétendument exhaustive élaborée au chapitre 3. La troisième pose ensuite la question plus générale du gain théorique que représente l'approche dérivatiste et reproche notamment à cette dernière de n'avoir que déplacé au niveau des croyances le problème posé par la dimension normative de la signification. Enfin, la quatrième et dernière objection au dérivatisme consiste à lui reprocher ce que le sceptique de Kripke reprochait déjà à toute théorie non-réductionniste de la signification, à savoir de remplacer un problème par un mystère.

#### **VIII.A. Dérivatisme et acquisition du concept de croyance**

On a vu que, pour le dérivatisme, le contenu d'un concept est déterminé par le rôle qu'il exemplifie dans les croyances d'un individu de type (AS). La question se pose dès lors de savoir comment la saisie du concept de croyance lui-même est possible. En effet, l'approche dérivatiste n'est-elle pas contrainte d'affirmer quelque chose comme : « On saisit le concept de croyance à travers la compréhension de son rôle dans les croyances » ? Le problème est que cette affirmation semble pour le moins circulaire... Comment donc rendre compte de la saisie de la notion de croyance ?

A mon sens, la solution à cette difficulté consiste à remarquer qu'il existe une ambiguïté dans la manière dont le terme 'croyance' est utilisé dans l'affirmation qui nous préoccupe. A mes yeux en effet, ce terme y est utilisé indistinctement pour référer à deux notions bien différentes qu'il s'agit de distinguer de façon explicite. En quoi consiste cette ambiguïté ? Tout simplement dans le fait d'utiliser un même terme ('croyance') pour désigner à la fois la notion de *croyance comme contenu* et celle de *croyance comme attitude*.<sup>280</sup> Et en quoi consiste la différence entre ces deux notions ? Tout simplement dans le fait que la notion de croyance comme contenu correspond à un concept classique (au concept exprimé par 'croyance'), c'est-à-dire à un concept sujet aux mêmes contraintes que n'importe quel autre,

---

<sup>280</sup> J'ai déjà brièvement évoqué cette notion à la fin du point IV.B ci-dessus.

alors que la notion de croyance comme attitude correspond, elle, à l'attitude caractéristique des croyances (plutôt qu'à leur contenu). Si une croyance comme contenu correspond à un concept standard (i.e. à un concept pouvant servir à articuler le contenu d'une attitude propositionnelle), une croyance comme attitude correspond à l'inverse à une *attitude psychologique par rapport à un contenu*, typiquement (du moins pour les croyances<sub>N</sub>) à un état mental gouverné par la norme selon laquelle on ne doit croire le contenu en question que si ce contenu est le cas. Une fois établie cette distinction entre croyance comme attitude et croyance comme contenu, il est aisé de nous débarrasser de l'ambiguïté qui nous préoccupait. L'énoncé « On saisit le concept de croyance à travers la compréhension de son rôle dans les croyances » n'a rien de circulaire. En effet, la première occurrence de 'croyance' réfère à une *croyance comme contenu*, alors que la seconde réfère à une *croyance comme attitude*. En outre, nous avons vu plus haut<sup>281</sup> la façon dont un individu faisant preuve de la sophistication cognitive suffisante peut acquérir la capacité à entretenir le type d'attitude psychologique caractéristique des croyances<sub>N</sub>. Pour rappel, j'ai défendu plus haut la thèse selon laquelle la capacité à entretenir des attitudes telles que les croyances<sub>N</sub> était, dans le cas des agents de type (AS), intimement liée à leur phénoménologie. L'idée dans ce contexte était qu'un individu suffisamment sophistiqué est capable d'avoir une expérience normative (i.e. de faire l'expérience d'une norme) dont le contenu n'est autre que la norme selon laquelle on ne doit croire p que si p est le cas. Aux yeux du dérivatiste, la notion de croyance<sub>N</sub>, comprise en tant qu'attitude, comporte donc une dimension qualitative (ou phénoménologique) : pour un agent de type (AS), savoir ce que c'est que de croire quelque chose, savoir l'effet que ça fait, c'est savoir *ipso facto* qu'on ne doit le croire que si c'est le cas. Ma proposition est ainsi que, dès lors qu'il est suffisamment sophistiqué, un individu conscient entretient nécessairement des croyances<sub>N</sub><sup>282</sup>, et qu'il existe une expérience fondamentale caractéristique des croyances<sub>N</sub> qu'un tel individu est à même de ressentir. Bien sûr, cette expérience n'est associée qu'aux croyances<sub>N</sub> conçues en tant qu'attitude (et non aux croyances<sub>N</sub> conçues en tant que contenu) ; en effet, si je me demande ce que Paul croit à mon sujet, je ne vais pas ressentir d'expérience normative. On l'a vu également, cette expérience n'est pas circonscrite qu'aux seules croyances<sub>N</sub>, mais accompagne l'ensemble du processus de formation de ce type d'état mental. La notion de croyance<sub>N</sub> semble donc exemplifier une certaine transparence dans la mesure où entretenir pareille attitude revient à saisir la caractéristique essentielle de ce type d'état, à

---

<sup>281</sup> Cf. III.B ci-dessus.

<sup>282</sup> Au moins dans le sens cartésien selon lequel être conscient permet de croire (voire de savoir) que l'on existe, que l'on est conscient

savoir le fait qu'on ne doit croire  $p$  que si  $p$  est le cas. Ce faisant, on acquiert la capacité d'identifier le rôle d'un concept dans les croyances<sub>N</sub>. En d'autres termes, et de façon très schématique : pour un individu suffisamment sophistiqué, être conscient, c'est être capable de ressentir la norme gouvernant les croyances<sub>N</sub> ; ressentir la norme gouvernant les croyances<sub>N</sub>, c'est entretenir des croyances<sub>N</sub> (en tant qu'attitude) ; entretenir des croyances<sub>N</sub> (en tant qu'attitude), c'est être capable de comprendre le rôle d'un concept dans ce genre d'attitude ; comprendre le rôle d'un concept dans les croyances<sub>N</sub>, c'est savoir comment on doit l'utiliser. Au vu des lignes qui précèdent, j'espère avoir démontré que tant l'acquisition de la capacité à entretenir des croyances<sub>N</sub> que la saisie du concept de croyance lui-même ne semble pas receler de difficulté insurmontable pour le dérivatisme.

### VIII.B. Dérivatisme et typologie

J'aimerais à présent éclaircir un point plus général qui n'aura sans doute pas manqué d'étonner le lecteur. Lors de la présentation de ma typologie, j'ai en effet prétendu avoir couvert l'espace logique de ce que pourrait être une norme ; ce faisant, je souscrivais à l'affirmation suivante : quelle que soit au final sa nature, la normativité sémantique devrait pouvoir être rattachée à l'une des catégories de cette typologie. J'ai ensuite dégagé un certain nombre d'alternatives qui se sont toutes, au final, trouvées discréditées. L'approche défendue dans ce travail considère que la normativité sémantique est une forme dérivée de normativité dont l'origine est à situer au niveau de la dimension normative des croyances<sub>N</sub>. Si la normativité des croyances<sub>N</sub> peut sans problème être ramenée à l'une des catégories de ma typologie, en l'occurrence à une forme de normativité catégorique<sup>283</sup>, on remarquera cependant qu'il n'en va à première vue pas de même pour la normativité sémantique telle que la conçoit le dérivatisme. En effet, cette dernière semble partager des similitudes tant avec une approche hypothétique (puisque'elle dérive de la conjonction de divers éléments) qu'avec une approche catégorique (puisque'une norme dérivée est indépendante de tout désir ou objectif). D'où le dilemme suivant : soit ma typologie (et les alternatives dégagées sur la base de cette dernière) n'est pas aussi complète que je l'ai prétendu (auquel cas d'autres omissions ne sont pas à exclure), soit elle est complète et le fait que le dérivatisme ne figure pas dans ma typologie semble alors indiquer qu'on n'a pas ici affaire à un véritable phénomène normatif.

---

<sup>283</sup> En particulier, la dimension normative des croyances<sub>N</sub> pourrait typiquement être conçue comme une norme catégorique survenante.



J'articulerai ma discussion en deux points : le premier consistera à démontrer que, quand bien même notre typologie semble incapable d'insérer les normes dérivées apparaissant dans (NSD) et (NSD'), elle n'en garde pas moins cependant une importance cruciale dès lors qu'il s'agit de déterminer le coût ontologique du dérivatisme. Dans un second temps, je mettrai en lumière le fait que même dans le cas où, ainsi que le suggère le dilemme ci-dessus, d'autres omissions étaient avérées, aucune n'aurait cependant un coût ontologique inférieur au dérivatisme, ce qui en d'autre terme devrait nous conforter dans notre acceptation de cette approche. Ma stratégie consistera en d'autres termes à choisir la première branche du dilemme ci-dessus et à en démontrer l'innocuité.

Je suis d'avis qu'en l'état aucune description adéquate de l'approche dérivatiste ne permettra à cette dernière d'intégrer notre typologie. Il semble dès lors qu'il faille bel et bien procéder à quelques ajustements, de manière à permettre à cette typologie d'intégrer les normes dérivées. Malgré les ajustements qu'elle va devoir subir pour intégrer les normes dérivées, notre typologie reste toutefois incontournable, et ce même dans le contexte du dérivatisme. En effet, comme on l'a vu, le point de départ de cette forme nouvelle de normativité trouve ultimement sa source dans un type familier de normativité, à savoir une norme catégorique intrinsèque à la notion de croyance<sub>N</sub>. On a vu qu'une norme dérivée est le fruit de la conjonction de divers éléments (notamment d'un rôle exemplifié dans les croyances<sub>N</sub> et de la notion de croyance<sub>N</sub> elle-même) ; cela dit, les difficultés s'agissant de la naturalisation de ces éléments relèvent toutes ultimement de la notion de croyance<sub>N</sub>. Il semble en d'autres termes que l'acceptation de croyances<sub>N</sub> (i.e. d'un type d'attitude gouvernée par le norme selon laquelle on ne doit croire p que si p est le cas) soit le prix à payer, d'un point de vue ontologique, pour rendre compte de la normativité sémantique. Cela dit, on a vu que notre typologie peut parfaitement accommoder une place à la dimension normative des croyances<sub>N</sub>. En effet, j'ai défendu plus haut l'idée selon laquelle ces dernières relevaient d'un catégorisme de survenance. Notre typologie garde ainsi une importance cruciale dans la mesure où elle permet de dégager les candidats possibles servant de point de départ au mécanisme de dérivation. Ce faisant, elle nous renseigne sur le coût ontologique du dérivatisme.

Faut-il cependant craindre d'éventuelles omissions supplémentaires, omissions qui pourraient possiblement rendre compte, à un coût ontologique moindre, de la normativité sémantique ? A mon sens, de telles craintes sont injustifiées. En effet, il est intéressant de constater que les modifications à apporter à notre typologie du fait de l'apparition de la notion de norme dérivée sont très locales. En effet, le dérivatisme est une approche dont le point de départ semble être limité aux seules normes catégoriques survenantes puisque, on l'a vu, le point de

départ du dérivatisme ne peut être ni une norme hypothétique (cf. les problèmes rencontrés par toute tentative de rendre compte en termes hypothétiques de la normativité des croyances, ainsi que la régression évoquée plus haut), ni une norme téléologique (cf. notre critique de l'approche téléologique), ni une norme catégorique absolue (cf. notamment les problèmes épistémiques relatifs à la saisie de normes de ce type). Ces remarques, si elles n'excluent pas d'autres omissions s'agissant de la nature de la normativité sémantique, excluent toutefois l'existence d'une approche présentant un coût ontologique moindre que le dérivatisme. Ces considérations nous assurent donc de trois résultats qui devraient rassurer les sceptiques :

- 1° L'approche dérivatiste ne modifie pas les options de base à disposition s'agissant du coût ontologique de la satisfaction de la contrainte normative.
- 2° Notre typologie peut parfaitement rendre compte du coût induit par l'adoption de l'approche dérivatiste, à savoir l'existence de normes catégoriques survenantes constitutives de la notion de croyance<sub>N</sub>.
- 3° Les approches de la normativité sémantique en termes de normes hypothétiques, de normes téléologiques et de normes catégoriques absolues ayant été discréditées, toute approche dont j'aurais omis de faire l'examen présenterait *au moins* le même coût ontologique que le dérivatisme, à savoir un catégorisme de survenance.

A présent qu'est sauvegardée la pertinence de notre typologie, il est nécessaire de déterminer en quoi cette approche et le catégorisme de survenance qu'elle induit s'agissant des croyances (je parlerai désormais de *catégorisme des croyances*) est préférable à un catégorisme relatif à la notion de signification (*catégorisme de la signification*).<sup>284</sup> C'est à cette question que je me propose de répondre à présent.

#### VIII.C. Qu'a-t-on véritablement gagné en adoptant l'approche dérivatiste ?

Nous l'avons vu, l'approche dérivatiste de la normativité sémantique prend pour point de départ une norme catégorique survenante (celle qui gouverne les croyances<sub>N</sub>). Selon cette

---

<sup>284</sup> Sauf précision, j'utiliserai dans les lignes qui suivent la notion de catégorisme de la signification pour référer aux approches non-réductionnistes de la normativité sémantique, que cette dernière soit considérée comme une norme catégorique absolue ou comme une norme catégorique survenante.

approche les notions de norme dérivée et de fait sémantique sont elles aussi, dans la mesure où elles requièrent la présence de croyances<sub>N</sub>, ultimement irréductibles à des phénomènes neurophysiologiques, fonctionnels ou relationnels descriptibles dans le vocabulaire des sciences naturelles. A ce point, la question qui vient immédiatement à l'esprit est donc : « En quoi pareil catégorisme des croyances est-il préférable au catégorisme de la signification ? ». En effet, on pourrait se demander si nos considérations ne nous ont au pas au final amenés à remplacer un problème (celui de la normativité sémantique) par un autre (celui de la normativité des croyances<sub>N</sub>). En quoi est-il en effet préférable de situer la source de la normativité sémantique dans la notion de croyance<sub>N</sub> (en défendant l'idée selon laquelle on ne doit croire *p* que si *p* est le cas) plutôt que dans la notion de signification elle-même ? De plus, dans la mesure où les notions de croyance<sub>N</sub>, et partant de fait sémantique et de norme dérivée, semblent ne pas être naturalisables, il va être déterminant de voir en quoi la stratégie dérivatiste et les notions irréductibles qu'elle comporte échappent aux critiques adressées plus haut aux approches non-réductionnistes de la signification (i.e. aux approches refusant de faire de la signification et de sa dimension normative des phénomènes spécifiables dans un vocabulaire descriptif et non-normatif).<sup>285</sup> En effet, dans l'hypothèse où un catégorisme des croyances ferait l'objet des mêmes critiques, nous serions alors contraints d'admettre que le problème n'a été que déplacé, et en aucun cas résolu. Voyons donc comment le dérivatisme se comporte vis-à-vis de ces difficultés.

Pour rappel, les critiques adressées aux approches non-réductionnistes de la signification (catégorisme absolu et catégorisme de survenance) étaient au nombre de trois<sup>286</sup> ; je les indique ci-dessous, avec à chaque fois leur pendant s'agissant de l'approche dérivatiste :

- (1°) Le problème épistémique relatif à la saisie d'une signification au sens du catégorisme de la signification.

**P Comment expliquer la saisie d'une croyance<sub>N</sub> si une croyance<sub>N</sub> est une entité irréductible (et irréductiblement normative) ?**

<sup>285</sup> Cf. Chapitre 5 : IV.A.1, IV.A.2 et IV.A.3 et V ; on a vu alors que les trois critiques adressées à une conception de la normativité sémantique en termes de normes catégoriques absolues (coût ontologique exorbitant, problème épistémique et problème de la pertinence causale) s'appliquaient également sous une forme à peine modifiée à une approche en termes de normes catégoriques survenantes.

<sup>286</sup> Une quatrième critique reprochant au catégorisme de survenance de remplacer un problème par un mystère sera discutée au point suivant.

(2°) Le problème de causalité que semble impliquer l'irréductibilité du contenu mental.

**P Comment expliquer la pertinence causale d'un fait sémantique si ce dernier est une entité irréductible ?**

(3°) Le problème du coût ontologique faramineux lié au nombre de normes irréductibles postulées par le catégorisme de la signification (qu'il soit absolu ou de survenance).

**P Quel coût ontologique l'adoption des notions de normes dérivées et de croyances<sub>N</sub> induit-elle ?**

La première question a déjà trouvé réponse plus haut lorsque nous évoquions les modalités dans lesquelles un individu peut acquérir tant la capacité à entretenir des croyances<sub>N</sub>. Nous avons vu également qu'un individu disposant des ressources suffisantes pour entretenir des croyances<sub>N</sub> est également à même d'identifier le rôle exemplifié par un concept dans ses croyances<sub>N</sub>. Dès lors que ce rôle est identifié, un tel individu associe *ipso facto* au concept en question une prescription relative à son utilisation (que cette norme soit ou non actualisée, i.e. présente à l'esprit de l'individu). Les questions d'ordre épistémologique ont ainsi déjà reçu des pistes de réponses suffisantes ; seules les deux dernières questions exigent donc d'être encore examinées. Je m'intéresserai dans un premier temps à la question du coût ontologique du catégorisme des croyances (cf. (3°) ci-dessus), avant de passer au problème relatif à la causalité (cf. (2°)).

Pour comprendre ce qu'implique l'adoption d'un catégorisme des croyances ainsi que les avantages ontologiques d'une telle position en regard d'un catégorisme de la signification, il importe de saisir clairement ce que requièrent pareilles options. Nous l'avons vu plus haut, un catégorisme de la signification est contraint d'ajouter à son ontologie autant de normes catégoriques irréductibles qu'il y a de significations, l'idée dans ce contexte étant que saisir une signification (un concept) reviendrait à saisir une norme irréductible de ce genre. D'où un évident problème de parcimonie ontologique qui devrait nous inciter à rejeter pareil catégorisme de la signification. A ce point, il est essentiel de remarquer qu'un catégorisme des croyances évite une telle explosion du nombre d'entités à postuler. S'il est vrai en effet qu'un catégorisme de la signification implique qu'il y a autant de normes irréductibles que de significations, il est toutefois erroné de considérer qu'un catégorisme des croyances implique

qu'il y a autant de normes irréductibles que de croyances. La clé de voûte de cette disanalogie est que, dans le cas du catégorisme des croyances, le type de norme à postuler concerne l'*attitude* caractéristique des croyances, et non leur *contenu*. Que l'on croie qu'il pleut ou que 6 est le produit de 2 et 3, une seule et même norme (la norme selon laquelle on ne doit croire  $p$  que si  $p$  est le cas) gouverne nos croyances<sub>N</sub>. Et c'est cette unique norme que se doit de postuler qui veut embrasser un catégorisme des croyances. Certes, il existe autant de normes dérivées que de significations effectivement acquises ; il est toutefois essentiel de comprendre que ces normes dérivées sont ultimement réductibles à des éléments dont le seul qui soit irréductible est précisément la notion de croyance<sub>N</sub>. La seule norme qui ne puisse au final être réduite à des phénomènes neurophysiologiques, fonctionnels ou relationnels est donc la norme gouvernant les croyances<sub>N</sub> selon laquelle on ne doit croire  $p$  que si  $p$  est le cas. Le fait de se trouver contraint de postuler l'existence d'une norme de ce type représente toutefois un prix ontologique bien moindre que celui que semblaient impliquer les approches catégoristes de la signification. On voit donc à quel point le catégorisme des croyances est plus économe d'un point de vue ontologique que toute forme de catégorisme de la signification.

On remarquera en outre que cette parcimonie est parfaitement en ligne avec ce que nous avons dit plus haut du rapport existant entre cette norme et la notion de croyance<sub>N</sub> : dans la mesure où cette norme fait de la croyance<sub>N</sub> ce qu'elle est, un monde dans lequel pareille norme n'existerait pas serait tout simplement un monde sans croyances<sub>N</sub>. L'existence de cette norme suffit à rendre possible l'existence des croyances<sub>N</sub> et, partant, celle des normes dérivées et des faits sémantiques alors que, pour le même coût ontologique, un catégorisme de la signification ne peut garantir l'existence que d'un seul fait sémantique. En résumé, alors que le catégorisme de la signification est contraint de postuler une relation 1/1 entre signification et norme irréductible (i.e. il y a autant de normes irréductibles que de significations), le catégorisme des croyances peut se libérer de cette corrélation stricte dans la mesure où une seule et même norme (la norme gouvernant les croyances<sub>N</sub>) permet l'apparition d'une infinité de normes dérivées. Le coût ontologique, relativement peu élevé, du catégorisme des croyances prôné par l'approche dérivatiste est donc à mes yeux tout à fait avantageux, et ce davantage encore dès lors qu'il est mis en regard des conséquences de son rejet, à savoir la menace sceptique menant à une dissolution pure et simple de la notion de signification.<sup>287</sup>

---

<sup>287</sup> Ce d'autant plus que, comme on l'a vu, le catégorisme des croyances est compatible avec des formes tout à fait modérées de non-réductionnisme (p.ex. un matérialisme non-réductionniste concevant le phénomène normatif en question comme survenant). Pareille approche n'implique donc nullement de les considérer comme des entités platoniciennes ou comme faisant partie de la fourniture basique du monde. A ce titre donc, nul besoin

Qu'en est-il à présent du problème de pertinence causale que semble soulever le caractère irréductible des normes postulées par le dérivatisme ? Si en effet, ainsi que je l'ai proposé plus haut, un fait sémantique (i.e. le fait pour un concept d'exemplifier un certain rôle dans les croyances<sub>N</sub>) ne peut être réduit à un état neurophysiologique, fonctionnel ou relationnel dont pourraient rendre compte les sciences naturelles, alors il semble légitime de s'interroger sur son efficacité causale, ainsi qu'on le fait généralement pour tout état mental apparemment irréductible.<sup>288</sup> Comme souvent dans pareil contexte, l'irréductibilité d'une notion nous amène donc aussitôt à questionner sa pertinence causale. Je vais à présent m'attacher à démontrer l'irréductibilité des faits sémantiques ne remet toutefois pas en question leur efficacité causale (i.e. l'efficacité causale du contenu mental).

Avant de parler plus spécifiquement de la pertinence causale du contenu mental conçu comme irréductible à des états neurophysiologiques, fonctionnels ou relationnels, j'aimerais souligner un préalable intéressant s'agissant du lien existant entre fait sémantique et rationalisation d'un comportement. Il me semble en effet utile de rappeler que nous rationalisons le comportement d'un individu en lui attribuant des états mentaux dotés de contenu. Comme on l'a vu toutefois, la capacité à entretenir un contenu mental déterminé est l'apanage des individus entretenant des croyances<sub>N</sub> (i.e. les individus de type (AS)). En d'autres termes, il est tout bonnement impossible de déterminer le contenu des attitudes propositionnelles d'un individu donné si ce dernier n'entretient pas des croyances<sub>N</sub>. Ainsi : sans même chercher à décrire les processus microphysiques grâce auxquels les croyances<sub>N</sub> d'un individu ont un impact causal sur son comportement, il semble que nous soyons d'ores et déjà en droit d'affirmer que les croyances<sub>N</sub> sont incontournables dans la mesure où elles sont indissociables de la détermination du contenu des états mentaux d'un individu et, partant, de la rationalisation de son comportement. Au final donc, on observera que, même dans l'hypothèse où l'irréductibilité des croyances<sub>N</sub> condamnerait ces dernières à être épiphénoménales (hypothèse que je vais à présent chercher à rejeter), la présence de croyances<sub>N</sub> demeurerait une condition nécessaire à la rationalisation du comportement. La nécessité des croyances<sub>N</sub> dans le contexte de la rationalisation des actions est un premier élément en faveur de l'adoption de ce type d'état mental ; il ne suffit cependant pas encore pour justifier l'idée selon laquelle les faits

---

d'embrasser une position à la Brandom (cf. BRANDOM (1994) et (2001) ou à la McDowell (cf. McDOWELL (1984), (1998) ou (2004)).

<sup>288</sup> Cf. la problématique liée à l'efficacité causale du mental en général et des états phénoménaux en particulier dès lors qu'ils sont conçus comme irréductibles à des phénomènes neurophysiologiques ou fonctionnels. Pour une présentation générale de cette problématique, voir GUTTENPLAN (1994) : pp. 277-288.

sémantiques tels que conçus pas le dérivatisme ont une réelle efficacité causale. Attachons-nous à présent à défendre cette affirmation.

Ainsi que je l'ai souligné plus haut lors de la formulation de la réponse dérivatiste au sceptique, l'irréductibilité des faits sémantique ne prive toutefois pas ces derniers d'une base fonctionnelle, neurophysiologique ou relationnelle spécifiable dans le vocabulaire descriptif des sciences naturelles.<sup>289</sup> Le dérivatisme défend donc à la fois la présence d'un base de survenance naturalisable (mais insuffisante pour rendre compte de la dimension normative de la signification) et l'idée selon laquelle le fait sémantique lui-même (i.e. le fait déterminant le contenu d'un item sémantique) n'est pas réductible à cette base de survenance (i.e. à des éléments non-sémantiques et non-normatifs). Dans ce contexte donc, ne nous attacher qu'à la base de survenance naturalisable du fait sémantique nous interdit de rendre compte de la notion de croyance<sub>N</sub>, donc du rôle exemplifié par un concept dans les croyances<sub>N</sub>, donc de la détermination du contenu mental. Toutefois, il est essentiel de remarquer qu'un contenu mental déterminé n'est aucunement nécessaire pour rendre compte de l'histoire *causale* d'une séquence d'actions. Pour prendre une analogie : l'électricité circule à travers un câble sans qu'il soit nécessaire de se poser la question de savoir si cela est rendu possible par son opacité ou par sa conductivité, et ce quand bien même opacité et conductivité sont instanciées par la même configuration de molécules.<sup>290</sup> De la même manière, l'histoire causale cherchant à décrire la manière dont le cerveau et le système nerveux d'un individu se combinent pour amener ce dernier à ouvrir la porte d'un frigidaire est ultimement indifférente quant à la question de savoir si ce dernier croyait qu'il y avait du coca-cola ou du *quoca-quola* (le concept 'quoca-quola' s'appliquant au Coca-Cola entre minuit et 23h57 et au beurre entre 23h57 et minuit) dans le frigidaire en question. L'histoire causale d'un événement n'a ainsi nullement besoin d'attribuer à un individu un contenu mental déterminé (i.e. de prendre en compte les faits sémantiques). En d'autres termes, quand bien même la base de survenance du contenu mental d'un individu est probablement insuffisante pour permettre de trancher entre différentes alternatives, elle est néanmoins suffisante pour permettre une explication causale de son comportement. Bien sûr, explication causale ne veut pas dire rationalisation ; pareille rationalisation nécessitera, elle, ainsi qu'on l'a vu à l'instant, la prise en compte de la dimension normative de la pensée. L'indétermination impliquée par le refus (et l'incapacité) de prendre en considération la dimension normative de la pensée n'implique donc nullement l'impossibilité de rendre compte causalement d'une séquence d'événements : le problème

<sup>289</sup> Cf. ce que nous avons dit plus au point VI.B de la conception dérivatiste d'un fait sémantique.

<sup>290</sup> Cf. MENZIES (1988) : pp. 566-567 et PETTIT (1993) : p. 34

n'est ainsi pas de concilier irréductibilité et pertinence causale, mais bien de déterminer le contenu mental en termes non-normatifs. Quand bien même ce dernier objectif, pour les raisons que l'on sait, pourrait ne pas être atteignable, il ne semble toutefois pas que cela doive représenter un problème du point de vue de la pertinence causale du contenu mental dans la mesure où l'histoire causale d'un comportement est compatible avec bon nombre de contenus différents (le sceptique fonde d'ailleurs son argumentation sur cette observation !).<sup>291</sup>

Le gouffre existant entre la dimension normative de la pensée et les phénomènes fonctionnels, neurophysiologiques ou relationnels qui la sous-tendent semble ainsi au final menacer non pas la pertinence causale du mental, mais plutôt la possibilité d'en déterminer le contenu. C'est donc moins la pertinence causale du mental que la rationalisation du comportement (puisque le contenu de nos états mentaux ne pourrait plus être déterminé) qui serait menacée par le refus d'adopter les notions apparemment irréductible de croyance<sub>N</sub> et de fait sémantique.

#### VIII.D. Une théorie mystérieuse ?

La dernière difficulté sur laquelle je m'arrêterai concerne un ultime reproche qu'avait adressé le sceptique aux théories non-réductionnistes de la signification, théories dont le dérivatisme fait sans doute partie en raison de la probable irréductibilité de la notion de croyance<sub>N</sub>, et donc de celle de fait sémantique, à des phénomènes fonctionnels, neurophysiologiques ou relationnels.<sup>292</sup> On se souvient que, examinant brièvement une tentative de résolution du défi sceptique qui ferait de la signification une entité *sui generis* irréductible, le sceptique l'avait bien vite rejetée en lui reprochant de remplacer un problème par une énigme et de faire de la signification une entité quasi-magique. A ses yeux en effet, ne pas réduire la signification à des éléments descriptifs et non-sémantiques revient immanquablement à laisser planer autour de cette notion une aura de mystère dont un philosophe sérieux ne peut s'accommoder. Aussi aimerais-je à présent examiner dans quelle mesure l'approche dérivatiste de la normativité sémantique est susceptible, elle aussi, de se voir adresser ce type de reproche.

Le premier point à rappeler ici est que, dans le contexte du dérivatisme, l'unique élément dont la réduction soit ultimement problématique est la notion normative de croyance<sub>N</sub>. En effet, les autres composantes de l'approche dérivatiste soit sont purement descriptives, soit n'ont une

<sup>291</sup> Cette manière de rendre compte de la pertinence du contenu de notre pensée pourrait susciter une réaction lui reprochant de ne pas rendre compte de sa pertinence en tant que contenu (*qua* contenu). Pour ce genre de réaction, ainsi que pour une manière d'y répondre (notamment en termes de *program model*), voir par exemple PETTIT (1993) : pp. 32-42.

<sup>292</sup> Cf. Chapitres 1.III et 5.V.



dimension normative qu'en vertu de la conjonction de la notion de croyance<sub>N</sub> avec d'autres éléments purement descriptifs (c'est le cas typiquement des notions de norme dérivée et de fait sémantique). Les raisons qui font de l'approche dérivatiste une théorie non-réductionniste de la signification incombent ainsi à la seule notion de croyance<sub>N</sub>. Cela suffit-il toutefois pour faire des notions de fait sémantique et de norme dérivée telles qu'elles sont conçues par le dérivatisme des entités mystérieuses ? On est en droit d'en douter. En effet, j'ai essayé plus haut de démontrer comment, à partir de la notion de croyance<sub>N</sub> et de l'idée selon laquelle le contenu d'un concept est déterminé par le rôle qu'il exemplifie dans les croyances<sub>N</sub>, des normes dérivées apparaissent, qui régissent l'utilisation du concept en question. En outre, j'ai souligné à plusieurs reprises le fait que la dimension normative des croyances<sub>N</sub> doit être considérée comme un corollaire de la sophistication cognitive des agents capables d'entretenir ce type d'état mental. Souvenons-nous : dès lors qu'ils font montre d'une certaine sophistication cognitive, certains agents (les agents de type (AS)) sont capables d'adopter une attitude réflexive par le biais notamment d'états mentaux d'ordre supérieur ; ces agents sont alors à même de réaliser (de ressentir) le fait qu'on ne doit croire *p* que si *p* est le cas. En d'autres termes, ces agents réalisent qu'une norme gouverne leurs croyances, et acquièrent de ce fait la notion de croyance<sub>N</sub>. Mais de tels agents disposent également de la capacité à identifier les rôles respectifs qu'exemplifient dans leurs croyances<sub>N</sub> les concepts dont ils disposent. Ce faisant, ces concepts se voient *ipso facto* associés à une norme dérivée qui va permettre aux individus en question de déterminer la manière dont ils doivent être utilisés (cf. (NSD) et (NSD')). Ces considérations démontrent comment peuvent être satisfaites à la fois la détermination du contenu mental de tels individus et la contrainte normative imposée par le défi sceptique. Peut-être cette séquence comporte-t-elle encore quelques zones d'ombres qui mériteraient davantage d'éclaircissements ; rien toutefois dans cette dernière ne semble relever de la magie ou receler quelque mystère que ce soit. A ce titre donc, la critique adressée par le sceptique aux théories non-réductionnistes de la signification semble bel et bien ne pas devoir s'appliquer à l'approche dérivatiste.

En conclusion, quand bien même il ne semble pas possible de rendre compte des *toutes* les notions (en particulier celles de croyance<sub>N</sub> et de fait sémantique) invoquées par l'approche dérivatiste dans un vocabulaire purement descriptif et non-sémantique, cette dernière, contrairement aux craintes et aux accusations du sceptique, ne fait pas pour autant de la signification et de sa dimension normative des notions mystérieuses. En outre, l'éventuel désagrément lié à la présence dans notre théorie d'une notion vraisemblablement impossible à intégrer dans une théorie réductionniste de l'esprit en raison de sa dimension normative est à

mon sens largement contrebalancé par le fait que l'acceptation de cette notion permet, en rendant possible l'adoption de l'approche dérivatiste, de sauver la détermination du contenu mental et de la signification de notre langage. De deux maux, il semble dès lors évident que le dérivatisme choisit le moindre et que le jeu, en d'autres termes, en vaut clairement la chandelle.

### **IX. Dérivatisme et langage privé**

On vient de voir la façon dont l'approche dérivatiste est à même de satisfaire le défi sceptique et d'échapper aux critiques liées à la présence dans cette approche d'éléments apparemment non naturalisables. J'aimerais encore, avant de conclure, examiner les conséquences de l'approche dérivatiste s'agissant de l'aspect proprement wittgensteinien de l'argument sceptique, à savoir l'impossibilité d'un langage privé.

Les arguments du sceptique tendaient à démontrer qu'aucun fait concernant le seul locuteur ne peut légitimement déterminer la signification associée à un terme par ce dernier. A ce titre donc, la seule façon d'expliquer l'apparition d'un langage commun consistait, aux yeux de Kripke, à remplacer la notion de *conditions de vérité* (i.e. la notion traditionnelle de signification) par la notion strictement communautaire de *conditions d'assertibilité*, ces dernières n'étant pas déterminées par un fait concernant le locuteur lui-même, mais par l'attitude adoptée (i.e. attitude d'accord ou de rejet) par une *communauté linguistique* donnée vis-à-vis de l'utilisation d'un terme. A ce titre donc, la solution sceptique de Kripke se réclamait d'un non-factualisme de la signification. Dans ce contexte, un langage privé s'avérait impossible puisque la présence d'une communauté linguistique déterminant les conditions d'assertibilité d'une expression donnée devenait une condition nécessaire à l'apparition et à l'usage d'un langage véritable (i.e. d'un langage au contenu déterminé, qui puisse être utilisé de manière incorrecte et qui soit pourvu d'une dimension normative). Pris isolément de toute communauté linguistique, un individu se verrait en effet dans l'impossibilité de distinguer une utilisation correcte d'un terme d'une utilisation qui lui *semblerait* correcte. La possibilité de distinguer entre compétence et performance étant une condition nécessaire à l'attribution d'un langage à un individu, la possibilité d'un langage privé se voyait ainsi disqualifiée. La question qui se pose à nous à présent est donc de déterminer si l'approche dérivatiste nous amène ou non à rejeter l'hypothèse d'un langage privé.

On se souvient que le dérivatisme conçoit la notion de fait sémantique comme un élément non-naturalisable. L'élément crucial à souligner dans ce contexte est que, quand bien même il serait irréductible et accessible de manière directe uniquement au sujet qui l'entretient (ce qui semble être le cas du rôle exemplifié par un concept aux yeux d'un individu), le fait sémantique invoqué par le dérivatisme suffit à l'individu en question pour déterminer la façon dont un item sémantique donné doit être utilisé (cf. (NSD) et (NSD')), sauvant du même coup la possibilité d'un langage privé. En effet, si un agent de type (AS) associe aux concepts dont il dispose un norme déterminant la manière dont ces derniers doivent être utilisées, alors cette norme lui suffit pour régenter l'utilisation des items sémantiques en question et le dispense du même coup de faire recours à une quelconque communauté linguistique. Nul besoin donc d'invoquer la présence d'une communauté linguistique ou de faire recours à d'éventuelles conditions d'assertibilité.

Toutefois, l'irréductibilité du fait sémantique lui-même à des processus naturalisables risque d'avoir des conséquences sur son épistémologie. En particulier, tant le fait d'identifier le rôle exemplifié par un concept que le fait de se ranger sous la coupe d'une norme dérivée déterminant l'utilisation d'un concept donné pourraient être essentiellement privés. Dans ce cas, ces éléments ne seraient donc épistémiquement accessibles qu'à la personne qui l'entretient. Par conséquent, à moins de disposer de capacités d'ordre télépathique, on ne pourra que *supposer* la signification (le concept) qu'un individu associe à un terme donné. Seul l'individu lui-même, grâce à l'accès privilégié dont il dispose vis-à-vis de ses états mentaux et de leurs contenus, pourra être certain de la signification qu'il associe à un item sémantique. Par conséquent, lorsque deux personnes communiquent, elles ne pourront exclure *a priori* que leurs utilisations d'un ou de plusieurs items sémantiques se mettent soudain à diverger.<sup>293</sup>

Plusieurs raisons devraient toutefois nous inciter à adopter un certain optimisme et à considérer l'hypothèse d'une divergence soudaine de nos utilisations d'un terme comme fort peu probable. En effet, dans la mesure où nous habitons un même monde, dans la mesure ensuite où nous disposons du même équipement sensoriel, et dans la mesure enfin où nous disposons des mêmes capacités cognitives (et notamment des mêmes mécanismes d'attention et d'extrapolation), il semble plus que probable que nous partagions avec nos semblables des tendances à relever la saillance des *mêmes* traits d'une situation et à extrapoler de la *même*

---

<sup>293</sup> On notera toutefois que même une conception communautariste telle que celle proposée par Kripke ne peut exclure qu'un individu découvre soudain qu'il n'associe pas à un terme donné la même signification que sa communauté linguistique.

manière. Dès lors, il semble plus que probable que des individus aussi semblables, et qui plus est en interaction constante les uns avec les autres, disposent pour l'essentiel de concepts identiques.<sup>294</sup> En effet, à partir d'une série d'exemples, il est probable que des individus partageant de telles similitudes identifieront un même rôle dès lors qu'ils chercheront à déterminer le rôle exemplifié par un concept dans leurs croyances. Bien entendu, ces remarques ne s'appliquent plus dès lors que sont considérés des individus disposant d'un équipement sensoriel et de capacités cognitives différentes des nôtres, ou habitant des mondes dans lesquels les lois de la nature ou de la psychologie sont autres que celles en vigueur dans notre monde. Mais en quoi devrait-on s'attendre à n'éprouver aucun problème à communiquer avec des individus si radicalement différents de nous ? En résumé, deux individus ne peuvent être *absolument* certains (certains *a priori*) d'associer la même signification à un item sémantique donné. Si les remarques ci-dessus semblent interdire toute certitude, elles n'empêchent nullement toutefois un optimisme légitime. Aussi le dérivatisme s'accommode-t-il sans problème de la présupposition selon laquelle nous partageons un même langage avec notre communauté linguistique (et un ensemble étendu de concepts avec les autres être humains).<sup>295</sup> Le caractère privé des faits sémantiques et des normes dérivées semble ainsi garantir la détermination du contenu de notre pensée, sans menacer cependant la possibilité d'interactions langagières avec nos semblables.

Avant de clore ce chapitre, j'aimerais encore revenir sur la relation entre langage privé et possibilité de l'erreur. On l'a vu, le sceptique (s'inspirant en cela explicitement de Wittgenstein<sup>296</sup>) considère qu'un individu parlant un langage connu de lui seul serait dans l'incapacité de distinguer une utilisation correcte de ce dernier d'une utilisation qui lui *semblerait* correcte. En d'autres termes, la différence fondamentale entre *compétence* (la manière dont cet individu devrait utiliser ce langage) et *performance* (la manière dont il l'utilise effectivement) ne s'applique pas dans le cadre d'un langage privé. Dans la mesure où la possibilité de l'erreur (dont permet de rendre compte cette distinction) est constitutive de la

---

<sup>294</sup> Mon argument se rapproche, de par l'importance attribuée au fait de disposer d'une psychologie et d'un équipement sensoriel et cognitif similaires, de celui avancé par John Searle pour attribuer de l'Intentionnalité à des entités dépourvues de langage (cf. SEARLE (1985) : p. 20)

<sup>295</sup> Je parle d'un *ensemble étendu* de concepts pour laisser l'espace suffisant aux cas de populations disposant de plusieurs concepts pour faire référence à la neige, ou ne disposant au contraire d'aucun concept à la première personne.

<sup>296</sup> On situe généralement « l'argument » contre le langage privé dans WITTGENSTEIN (2004) : §§ 243-315. Kripke considère cependant que la véritable critique wittgensteinienne du langage privé ne va pas au-delà du § 202 (cf. KRIPKE (1982) : pp. 1-6). Il semble toutefois que, dans les brouillons qui allaient constituer la base des *Investigations Philosophiques*, le § 202 suive et présuppose les §§ 243-315. Voir à ce sujet GLOCK (2003) : pp. 75-83.

maîtrise d'un langage, l'hypothèse d'un langage privé serait donc tout simplement incohérente. Dans ce contexte, quelle attitude l'approche dérivatiste adopte-t-elle vis-à-vis de la possibilité d'une utilisation incorrecte d'un langage privé ?

Le premier élément à souligner est que la factualité de la signification défendue par le dérivatisme permet de déterminer l'utilisation correcte d'un item sémantique à un moment donné, et ce indépendamment de la présence d'une communauté linguistique. Au moment *t*, un individu associe à un item sémantique donné une prescription relative à son utilisation. Que l'individu s'y conforme ou non, il n'en demeure pas moins que la distinction entre compétence et performance reste valable. Ainsi peut-on d'ores et déjà affirmer que, même si l'individu en question ne peut concrètement en tirer parti (par exemple s'il se trompe toujours), la distinction entre compétence et performance subsiste dès lors qu'on adopte une conception factuelle de la signification. On se rappellera en outre que l'interlocuteur auquel le sceptique soumet son défi a des capacités cognitives idéalisées. Il y a dès lors fort à parier qu'un tel individu se trompe rarement, voire jamais. Là encore donc, la distinction entre compétence et performance n'existe qu'en théorie, puisque les utilisations effectives du langage de cet individu seront toujours conformes aux prescriptions qui gouvernent chacune des expressions qui le composent. Cela dit, les individus qui nous entourent au quotidien ne disposent pas (loin s'en faut) de capacités cognitives idéalisées. A ce titre donc, nos utilisations effectives risquent régulièrement de ne pas être celles qu'elles devraient être. La distinction entre compétence et performance prend dès lors concrètement tout son sens. Il demeure ainsi possible que l'individu se trompe, et ce pour de multiples raisons : croyance fausse (cf. la prémisse (2) de (NSD) et (NSD')), concept appliqué de façon routinière sans actualiser la norme qui lui est associée, etc. Le fait qu'une norme dérivée gouvernant l'utilisation d'un item sémantique ne soit pas systématiquement actualisée est à ce titre déterminant puisqu'il permet de rendre compte du fait que bon nombre d'utilisations de concepts se fait de manière spontanée, i.e. sans avoir consciemment à l'esprit la norme dérivée en question.

Dans ce contexte, quel rôle la notion de communauté linguistique joue-t-elle ? Le dérivatisme rend-il superflue la présence d'une telle communauté ? C'est loin d'être le cas. Aux yeux du dérivatisme en effet, la présence d'une communauté linguistique, si elle ne doit pas être considérée comme une condition *nécessaire* à la possession d'un langage, doit cependant être conçue comme une *ressource* supplémentaire et extrêmement utile à la disposition d'un locuteur, ressource signalant notamment à ce dernier d'éventuelles inconstances, voire d'apparentes incohérences, dans l'utilisation du langage qu'il pense partager avec les

individus qui l'entourent. Ainsi un individu ayant apparemment commis une erreur dans l'utilisation d'un terme peut-il se la voir signaler par un membre de sa communauté linguistique. Un doute se posant quant à la légitimité de cette utilisation, l'individu en question convoquera (actualisera) la norme gouvernant l'utilisation de l'item sémantique mis en cause et pourra dès lors, en fonction de l'utilisation prescrite par la norme en question, soit réaliser qu'il s'est trompé, soit réaliser qu'il n'associe pas à ce mot la même signification (le même concept) que son interlocuteur.<sup>297</sup> En d'autres termes, le fait que la norme déterminant la façon dont un concept doit être appliqué ne soit pas systématiquement actualisée permet d'expliquer en quoi l'erreur est possible. Comme je l'ai en effet souligné à plusieurs reprises, il serait absurde d'affirmer qu'une expérience normative accompagne chacune de nos utilisations d'un concept. Plus réaliste est au contraire l'idée que la norme en question ne « vient à l'esprit » que lorsque l'individu concerné est en proie au doute ou décide de faire montre d'une prudence redoublée, par exemple en raisons des circonstances dans lesquelles l'application du concept est effectuée (p.ex. lorsque ses facultés perceptuelles ou cognitives sont entravées). La probabilité d'une erreur est bien sûr fortement diminuée dès lors que la norme en question est actualisée, mais nombre d'utilisations de concepts se font de façon beaucoup moins réfléchie, ouvrant du même coup la porte à un éventuel mésusage.

En conclusion, on soulignera donc que la factualité de la signification défendue par le dérivatisme rend possible l'hypothèse d'un langage privé et légitime la distinction entre performance et compétence, et ce même dans les cas extrêmes dans lesquels un locuteur ne ferait que des applications correctes, ou au contraire incorrectes, des termes qui constituent son langage (des concepts qui articulent sa pensée). Cela dit, le cas standard est celui d'un individu dont l'utilisation d'un terme ou d'un concept peut différer de celle qu'en ferait un ou plusieurs membres de sa communauté linguistique. En examinant la norme associée à l'item sémantique incriminé, le locuteur peut dès lors déterminer s'il s'est effectivement trompé ou remarquer au contraire que son utilisation est correcte mais qu'il associe à ce terme une signification différente de celle que lui attribuent ses interlocuteurs. A ce titre donc, la présence d'une communauté linguistique est moins une condition de possibilité pour disposer d'un langage qu'une ressource permettant de réduire le nombre d'erreurs, de malentendus et d'inconstances. Cela dit, le fait que la norme associée à un item sémantique ne puisse être

---

<sup>297</sup> On remarquera cependant que la présence d'une communauté linguistique ne constitue pas la panacée puisque, ainsi que l'a démontré Paul Boghossian, les dispositions de cette communauté prise dans son entier ne sont au final pas différentes de celles d'un individu pris isolément. Le recours à une communauté linguistique ne suffit ainsi pas à rétablir la distinction entre compétence et performance. Cf. BOGHOSSIAN (1989b) : pp. 29-31.

déterminée uniquement à l'aide d'éléments objectifs (i.e. épistémiquement accessibles à tous) laisse toujours ouverte la possibilité d'une divergence dans l'utilisation de termes auxquels différents individus croyaient pourtant associer la même signification. Comme on l'a vu toutefois, le fait de disposer du même appareillage sensoriel et cognitif, ainsi que le fait d'évoluer dans le même environnement, devraient selon toute vraisemblance réduire drastiquement le nombre de tels cas et nous inviter ainsi à un optimisme légitime.<sup>298</sup>

## **X. Conclusion**

Arrivés au terme de nos recherches relatives à la nature et au rôle de la normativité sémantique, nous semblons avoir abouti à une position défendant l'idée (et c'est là son originalité) selon laquelle l'origine de ce phénomène normatif est à situer au niveau d'un certain type de croyances (les croyances<sub>N</sub>) plutôt que dans la notion de signification elle-même. Dans la mesure où elle fait dériver la normativité sémantique de la dimension normative des croyances<sub>N</sub>, notre approche a reçu le nom de *dérivatisme*. J'ai par la suite procédé à une élaboration des aspects épistémologiques et ontologiques liés à cette approche, avant de présenter la façon dont elle est à même de répondre au défi sceptique et d'échapper aux difficultés rencontrées tout au long de ce travail. Nous avons vu alors que le dérivatisme tend vers une forme de naturalisme non-réductionniste. J'aimerais conclure à présent en procédant à deux remarques d'ordre général relatives à l'approche dérivatiste.

La première de ces remarques concerne le fait que, contrairement à ce que certaines objections pourraient laisser à penser, et conformément à mon affirmation des points VIII.C et VIII.D, l'approche dérivatiste ne remplace pas un problème (le problème de la normativité sémantique) par un autre (celui de la normativité des croyances). Certes l'idée selon laquelle les croyances tendent intrinsèquement à la vérité (et sont de ce fait pourvues d'une dimension normative) est pour le moins disputée et mériterait que l'on s'y attarde davantage. Pourtant, l'approche dérivatiste consistant à fonder la normativité sémantique sur la normativité des croyances ne revient pas, loin s'en faut, à choisir la peste plutôt que le choléra. Plutôt que sur l'aspect éventuellement discutable de la position sur laquelle se fonde notre conception de la normativité sémantique, il serait plus judicieux de nous focaliser sur la relation existant entre ces deux éléments. En effet, l'approche dérivatiste présente à mes yeux l'immense mérite de

---

<sup>298</sup> On remarquera également que la question relative à la constance de l'utilisation d'un terme (« Comment puis-je savoir que j'ai toujours associé cette norme à cet item sémantique ? ») est aisément résolue si, comme l'autorise le sceptique, l'individu concerné dispose de capacités cognitives (et donc d'une mémoire) idéalisées. Les éventuelles inconstances liées à des souvenirs erronés ne sont donc pas, à ce titre, pertinents.

faire d'une pierre deux coups en permettant, de par l'acceptation d'une conception normative d'un certain type de croyances, de satisfaire la contrainte normative qui interdisait jusque-là la résolution du défi sceptique. En d'autres termes, répondre positivement à la question de la normativité des croyances offre du même coup la possibilité de répondre au problème de la normativité sémantique. La cartographie des problèmes philosophiques s'en trouve dès lors simplifiée dans la mesure où le dérivatisme permet de percevoir le lien intime existant entre la problématique de la normativité de la signification et celle de la normativité des croyances, simplifiant du même coup la topographie de ces deux problèmes philosophiques qui nous étaient jusqu'alors apparus comme étant indépendants l'un de l'autre.

C'est à ce point qu'intervient la seconde de mes deux remarques ; on a vu plus haut que le recours à la dimension normative des croyances pour résoudre le problème posé par la normativité sémantique ne constitue ni une *petitio*, ni un acte désespéré consistant à remplacer un problème par un mystère. En effet, j'ai insisté à plusieurs reprises sur le fait qu'un agent suffisamment sophistiqué (i.e un agent de type (AS)) cherche à atteindre non seulement la cohérence, mais encore la véracité de son système de croyances, et que ce faisant il entretient des croyances<sub>N</sub>, c'est à dire une notion normative gouvernée par la prescription selon laquelle on ne doit croire *p* que si *p* est le cas. Mais j'aimerais ajouter encore que, d'un point de vue plus général, un argument quasi transcendantal semble se dessiner. En effet, la relation étroite existant entre normativité sémantique et normativité des croyances devrait plutôt être perçue non comme une indication de l'éventuelle faiblesse des fondements mêmes de notre théorie de la normativité sémantique, mais plutôt comme un argument *en faveur* de ces fondements. En d'autres termes : si elle dépend certes de la véracité de nos affirmations relatives à la normativité des croyances, notre théorie de la normativité sémantique constitue toutefois un excellent argument *en faveur* de ces affirmations. En effet, le fait que la normativité sémantique découle de la normativité des croyances semble fournir une excellente raison de croire en la normativité des croyances, à défaut de quoi, dans la mesure où toutes les autres options nous ont menées dans une impasse, la contrainte normative serait tout bonnement impossible à satisfaire, laissant ainsi la place aux conclusions du sceptique. On voit donc dans quelle mesure les éléments que concernent mes deux remarques sont imbriqués l'un dans l'autre : le dérivatisme permet de répondre tant à la question de la normativité sémantique qu'à celle de la normativité des croyances, mais la relation entre ces deux problématiques fournit du même coup un argument *en faveur* de la normativité des croyances.

Évidemment, on m'objectera qu'il semble quelque peu hâtif de considérer que seule l'approche dérivatiste est à même de satisfaire la contrainte normative. J'espère toutefois



avoir montré que les principales alternatives sont insatisfaisantes, et que les éventuels oublis s'inscriraient sans doute aisément dans la typologie élaborée au chapitre 3, et seraient du même coup sujets aux mêmes critiques que celles présentées au chapitre 5. En outre, j'ai cherché à démontrer que même dans l'hypothèse où une alternative satisfaisante devait être identifiée, cette dernière n'aurait pas un coût ontologique moindre que le dérivatisme. Aussi m'apparaît-il tout à fait légitime tant de faire dépendre notre théorie de la normativité sémantique de l'idée selon laquelle les croyances sont normatives, que de voir en cette relation de dérivation un argument en faveur de la normativité des croyances. D'une certaine manière, la situation peut donc prendre la forme d'un dilemme : accepter l'approche dérivatiste ou renoncer à la détermination du contenu de notre pensée.

Arrivés au terme de nos recherches, nous avons me semble-t-il d'excellentes raisons de considérer notre cas avec optimisme : la contrainte normative est satisfaite sans qu'ait dû être pour autant abandonnée la factualité de la signification. Comme l'a démontré le dérivatisme, la dimension normative de la signification relève ultimement non pas de la signification elle-même, mais bien de la relation existant entre un concept et les croyances<sub>N</sub> au travers du rôle dans lesquelles tout concept acquiert un contenu déterminé. Finalement donc, il semble bien que la contrainte normative nous ait amenés à adopter une approche non-réductionniste de l'esprit et de l'Intentionnalité. Certes, une impression pourrait nous hanter encore, selon laquelle les problèmes liés à la présence d'une entité irréductible ont été transférés de la notion de signification à celle de croyance et, dans un deuxième temps, à celles de normes dérivées et de fait sémantique. J'espère cependant que les pages qui précèdent ont avancé des raisons suffisantes pour dissiper cette impression sans arrière-pensées.

## *Conclusion et perspectives*

Ce travail avait pour triple objectif d'évaluer la nature, la fonction et le coût ontologique de la normativité sémantique. On voit à présent se dégager les axes de réponse à ces interrogations. S'agissant de sa fonction, nous avons vu d'un côté que la dimension normative de la signification permettait à un sujet de justifier son utilisation d'un item sémantique donné et, de l'autre, qu'elle fournissait un standard normatif à l'aune duquel évaluer ladite utilisation. A ce titre, nous avons pu constater la nécessité de pouvoir rendre compte de la dimension normative de la signification. Plus loin, nous avons vu que la nature de la normativité sémantique ne pouvait être identifiée de manière satisfaisante que dès lors que l'on situait son origine non dans la notion de signification elle-même, mais dans celle de croyance. D'où la thèse dérivatiste défendant l'idée selon laquelle la dimension normative de la signification ne relève pas *in fine* de la signification elle-même, mais dérive pour ainsi dire de la normativité des croyances. La signification est donc bel et bien douée d'une dimension normative, mais pas pour les raisons auxquelles on aurait pu s'attendre à première vue.

Quand bien même le dérivatisme semble ne correspondre à aucune des catégories dégagée dans ma typologie, j'ai défendu l'idée selon laquelle cette typologie reste tout à fait pertinente pour déterminer le coût ontologique induit pas la satisfaction de la contrainte normative. J'ai alors cherché à démontrer que le dérivatisme s'assimile selon toute vraisemblance à une forme de naturalisme non-réductionniste et ne requiert l'inclusion dans notre ontologie que d'un seul et unique type de normes catégoriques survenantes. Le coût ontologique lié à l'adoption de croyances<sub>N</sub> (i.e. de croyances gouvernées par la norme selon laquelle on ne doit croire *p* que si *p* est le cas) est donc plus que raisonnable et est largement compensé dès lors que sont envisagées les conséquences de son rejet.

Ces éléments m'ont amené à défendre la concevabilité d'un langage privé ; j'ai toutefois insisté sur le fait que, bien que non-nécessaire dans l'absolu, l'existence d'une communauté

linguistique restait une ressource inestimable pour un individu dès lors que sont concernées la pertinence et la constance de son comportement linguistique.

Bien sûr, de nombreux aspects liés à l'approche dérivatiste restent à développer. J'ai en tête notamment les remarques formulées s'agissant de la phénoménologie des croyances, de l'actualisation des normes dérivées ou encore de la survenance des croyances<sub>N</sub>. En outre, on est en droit d'attendre davantage de précisions s'agissant de la relation existant entre la base de survenance d'un fait sémantique et le contenu du concept en question. La portée de mon travail étant d'abord d'ordre méta-sémantique, je m'estime cependant en droit de laisser à d'autres le soin de formuler ces aspects de manière plus détaillée. En effet, une fois encore, le dérivatisme suffit pour nous renseigner sur la nature et le coût ontologique de la normativité sémantique. Et ce sont à ces questions, plutôt qu'à celle de l'élaboration d'une théorie sémantique spécifique, que le présent travail ambitionnait de répondre.

Au-delà de la portée de ce travail, quelques perspectives intéressantes se dessinent. L'une d'elles concerne la possibilité de transposer un certain nombre de mes remarques relatives à la nature de la normativité sémantique à la problématique plus générale des règles. Une solution aux questions épistémologiques concernant le fait de suivre une règle passe-t-elle également par une conception de leur dimension normative en termes de normes dérivées ? Les croyances<sub>N</sub> jouent-elles là encore un rôle central ? La capacité à déterminer la règle suivie par un agent est-elle toujours fonction de la sophistication cognitive de ce dernier ? L'examen d'une éventuelle généralisation de l'approche dérivatiste à d'autres domaines de notre vie cognitive recèle ainsi bon nombre d'interrogations qui méritent à coup sûr toute notre attention.

Si elle débouche sur de nouvelles interrogations, l'adoption de l'approche dérivatiste permet cependant de répondre de manière satisfaisante aux questions posées en préambule à ce travail, et ce à un prix ontologiquement raisonnable. La détermination du contenu de notre pensée, et partant de notre langage, s'en trouve sauvée. Vous et moi avons donc d'excellentes raisons de considérer que nous associons une même signification aux thèses et arguments exposés dans cette étude. Bien sûr, quelques ambiguïtés peuvent demeurer. Elles incombent toutefois à moi seul, et ne relèvent en aucun cas d'une quelconque indétermination du contenu des concepts et termes utilisés. Le caractère univoque du contenu de notre pensée n'est donc pas un mythe. Loin de la menacer, le sceptique nous aura donc au contraire permis de nous faire une représentation plus précise des mécanismes qui sous-tendent la détermination du contenu de notre pensée.

## *Bibliographie*

- ANSCOMBE, G. E. M. (1957): *Intention*. Oxford: Blackwell.
- BALDWIN, Thomas (1990): *G.E. Moore*. London & New York: Routledge.
- BEDAU, Mark A. (1993): « Naturalism and teleology » in: WAGNER & WARNER (1993), pp. 23-51.
- BERMUDEZ, José Luis (1998): *The Paradox of Self-Consciousness*. Cambridge (Mass.): MIT Press.
- BERMUDEZ, José Luis (1999): « Naturalism and Conceptual Norms » in: *The Philosophical Quarterly*, vol. 49 (194), pp. 77-85.
- BERMUDEZ, José Luis (2001): « Normativity and Rationality in Delusional Psychiatric Disorders » in: *Mind and Language*, vol. 16, pp. 457-493.
- BILGRAMI, Akeel (2004): « Intentionality and Norms » in: DE CARO & MACARTHUR (2004): pp. 125-151.
- BLACKBURN, Simon (1984): « The Individual Strikes Back » in: *Synthese*, vol. 58, pp. 281-301.
- BLOCK, Ned (1986): « Advertisement for a Semantics for Psychology » in: *Midwest Studies in Philosophy*, vol. 10, pp. 615-678.
- BOGHOSSIAN, Paul (1989a): « Review of Colin McGinn's *Wittgenstein on Meaning* » in: *The Philosophical Review*, vol. 98, pp. 83-92.
- BOGHOSSIAN, Paul (1989b): « The Rule-Following Considerations » in: *Mind*, vol. 98, pp. 507-549.
- BOGHOSSIAN, Paul (1990): « The Status of Content » in: *The Philosophical Review*, vol. 99, pp. 157-184.
- BOGHOSSIAN, Paul (2003): « The Normativity of Content » in: VILLANUEVA & SOSA (ed.) (2003): pp. 31-45.
- BOGHOSSIAN, Paul (2004): « Is Meaning Normative? », Typescript non-publié.
- BOGHOSSIAN, Paul (à paraître): « Rules, Meaning and Intention » in: *Philosophical Issues*, vol. 124.

- BRADDON-MITCHELL, David & JACKSON, Franck (1996): *Philosophy of Mind and Cognition*. Oxford: Blackwell.
- BRADDON-MITCHELL, David & JACKSON, Franck (1997): « The Teleological Theory of Content » in: *Australasian Journal of Philosophy*, vol. 75, pp. 474-489.
- BRADDON-MITCHELL, David & JACKSON, Franck (2002): « A Pyrrhic Victory for Teleonomy » in: *Australasian Journal of Philosophy*, vol. 80, pp.372-377.
- BRANDON, Robert (1994): *Making It Explicit*. Cambridge (Mass.): Harvard University Press.
- BRANDON, Robert (1997a): « Précis of *Making It Explicit* » in: *Philosophy and Phenomenological Research*, vol. 57, pp. 153-156.
- BRANDON, Robert (1997b): « Replies » in: *Philosophy and Phenomenological Research*, vol. 57, pp. 189-204.
- BRANDON, Robert (2000): *Articulating Reasons: An Introduction to Inferentialism*. Cambridge (Mass.): Harvard University Press.
- BRANDON, Robert (2001): « Modality, Normativity, and Intentionality » in: *Philosophy and Phenomenological Research*, vol. 63, pp. 587-609.
- BYRNE, Alex (1996): « On Misinterpreting Kripke's Wittgenstein » in: *Philosophy and Phenomenological Research*, vol. 56, pp. 339-343.
- CANFIELD, John V. (2001): « Private Language: The Diary Case » in: *Australasian Journal of Philosophy*, vol. 79, pp. 377-394.
- CANTO-SPERBER, Monique (sld.) (1996): *Dictionnaire d'éthique et de Philosophie morale*. Paris: PUF.
- CAVELL, Stanley (1957): « Must We Mean What We Say? » in *Must We Mean What We Say?* Cambridge, Cambridge University Press.
- CHALMERS, David (ed.) (2002): *Philosophy of Mind: Classical and Contemporary Readings*. Oxford: Oxford University Press.
- COATES, Paul (1986): « Kripke's Sceptical Paradox: Normativeness and Meaning » in: *Mind*, vol. 98, pp. 77-80.
- DANCY, Jonathan (ed.) (2000): *Normativity*. Oxford: Blackwell.
- DAVIDSON, Donald (1987): « Knowing One's Own Mind » in: *Proceedings and Addresses of the American Philosophical Association*, vol. 60, pp. 441-458.
- DAVIDSON (1993): *Actions et événements*. Paris: PUF.
- DE CARO, Mario & MACARTHUR, David (eds.) (2004): *Naturalism in Question*. Cambridge (Mass.): Harvard University Press.

- DIAMOND, Cora; TEICHMAN, Jenny (ed.) (1979): *Intention and Intentionality. Essays in Honour of G.E.M. Anscombe*. Brighton: The Harvester Press.
- DRETSKE (1981): *Knowledge and the Flow of Information*. Cambridge (Mass.): MIT Press.
- DRETSKE (1988): *Explaining Behavior*. Cambridge (Mass.): MIT Press.
- DRETSKE, Fred (1995): *Naturalizing the Mind*. Cambridge (Mass.): MIT Press.
- DRETSKE, Fred (2000): *Perception, Knowledge and Belief*. Cambridge, Cambridge University Press.
- DUMMETT, Michael (1959): « Truth » in: *Proceedings of the Aristotelian Society*, vol. 59, pp. 141-162.
- EBBS, Gary (1997): *Rule-Following and Realism*. Cambridge (Mass.): Harvard University Press.
- ELSTER, Jon (1999): *Alchemies of the Mind. Rationality and the Emotions*. Cambridge: Cambridge University Press.
- ENGEL, Pascal (1994) : « Trois Formes de Normativité » in Engel Pascal (éd.) : *Lire Davidson*. Combas, Ed. de l'Eclat. pp. 205-225.
- ENGEL, Pascal (2000) : « Wherein Lies the Normative Dimension in Meaning and Mental Content ? » in: *Philosophical Studies*, vol. 100, pp. 305-321.
- ENGEL, Pascal (2002): *Truth*. Chesham: Acumen.
- ESFELD, Michael (2001): *Holism in Philosophy of Mind and Philosophy of Physics*. Dordrecht : Kluwer Academic Publishers.
- ESFELD, Michael (2003): « Regelfolgen 20 Jahre nach Kripkes Wittgenstein » in : *Zeitschrift für philosophische Forschung*, Bd. 57, pp. 128-138.
- FIELD, Hartry (1977): « Logic, Meaning and Conceptual Role » in: *Journal of Philosophy*, vol. 69, pp. 379-408.
- FIELD, Hartry (2004): « Deflationist Views of Meaning and Content » in: *Mind*, vol. 103, pp. 249-285.
- FIELD, Hatry (2001): *Truth and the Absence of Fact*. Oxford: Oxford University Press.
- FLANAGAN, Owen (1992): *Consciousness Reconsidered*. Cambridge (Mass.): MIT Press.
- FODOR (1990): *A Theory of Content and Other Essays*. Cambridge (Mass.): MIT Press.
- FODOR, Jerry (1996): « Deconstructing Dennet's Darwin » in: *Mind and Language*, vol. 11, pp. 246-262.

- FORBES, Graeme (1984): « Skepticism and Semantic Knowledge » in: *Proceedings of the Aristotelian Society*, vol. 84, pp. 223-240.
- FORBES, Graeme (1989) : « Biosemantics and the Normative Properties of Thought » in: *Philosophical Perspectives*, vol. 3, pp. 533-547.
- FREGE, Gottlob (1971): « La pensée », in: *Ecrits Logiques et Philosophiques*. Paris : Ed. du Seuil, pp. 170-195.
- GAMPEL, Eric (1997): « The Normativity of Meaning » in: *Philosophical Studies*, vol. 86, pp. 221-242.
- GENDLER, Tamar Szabò (2000): « The Puzzle of Imaginative Resistance » in: *The Journal of Philosophy*, vol. 97, pp. 55-81.
- GETTIER, Edmund L. (1963): « Is Justified True Belief Knowledge ? » in: *Analysis*, vol. 23, pp. 121-123.
- GIBBARD, Allan (1990): *Wise Choices, Apt Feelings*. Cambridge (Mass.), Harvard University Press
- GIBBARD, Allan (1992): « Reply to Blackburn, Carson, Hill, and Railton » in: *Philosophy and Phenomenological Research*, vol. 52, pp. 969-980.
- GIBBARD, Allan (1994): « Meaning and Normativity » in: VILLANUEVA (ed.) (1994), pp. 95-115.
- GIBBARD, Allan (1996): « Thought, Norms, and Discursive Practice: Commentary on Robert Brandom, *Making It Explicit* » in: *Philosophy and Phenomenological Research*, vol. 56, pp.699-717.
- GIBBARD, Alan (2003): « Thoughts and Norms » in: VILLANUEVA & SOSA (ed.) (2003): pp. 83-98.
- GLOCK, Hans-Johannes (2003): *Dictionnaire Wittgenstein*. Paris : Gallimard.
- GLÜER, Kathrin (1999) : *Sprache und Regeln*. Berlin, Akademie Verlag.
- GLÜER, Kathrin & PAGIN, Peter (1999): « Rules of Meaning and Practical Reasoning » in: *Synthese*, vol. 117, pp. 207-227.
- GOLDFARB, Warren (1985): « Kripke on Wittgenstein on Rules » in: *The Journal of Philosophy*, vol. 82, pp. 471-488.
- GOLDMAN, Alvin (1993): « The Psychology of Folk Psychology » in: *Behavioral and Brain Sciences*, vol. 16, pp. 15-28.
- GOODMAN, Nelson (1973): *Facts, Fiction, and Forecast*. Indianapolis; New York: Bob Merrill.
- GRICE, H. P. (1957): « Meaning » in: *Philosophical Review*, vol. 66, pp. 377-388.

- GRICE, H. P. (1989): *Studies in the Way of Words*. Cambridge (Mass.): Harvard University Press.
- GUTTENPLAN, Samuel (1994): *A Companion to the Philosophy of Mind*. Oxford: Blackwell.
- HACKING, Ian (1993): *Le plus pur nominalisme : l'énigme de Goodman*. Combas: Editions de l'éclat.
- HALE, Bob (1997): « Rule-Following, Objectivity and Meaning » in: HALE & WRIGHT (1997), pp. 369-396.
- HALE, Bob & WRIGHT, Crispin (1997): *A Companion to the Philosophy of Language*. Oxford: Blackwell.
- HARE, Richard M. (1955): « Universalisability » in: *Proceedings of the Aristotelian Society*, vol. 55, pp. 295-312.
- HARE, Richard M. (1995): *The Language of Morals*. London: Clarendon Press.
- HARMAN, Gilbert (1987): « (Nonsolipsistic) Conceptual Role Semantics » in: LEPORE (ed.) (1987): pp. 55-81.
- HARMAN, Gilbert (1999): *Reasoning, Meaning, and Mind*. Oxford: Clarendon Press.
- HAUKIOJA, Jussi (à paraître): « Hindriks on Rule-Following » in: *Philosophical Studies*.
- HINDRIKS, Frank A. (2004): « A Modest Solution to the Problem of Rule-following » in: *Philosophical Studies*, vol. 121, pp. 65-98.
- HOLTZMAN, S. H.; LEICH, C. M. (eds.) (1981): *Wittgenstein : To Follow a Rule*. London: Routledge.
- HORGAN, Terence & TIENSON, John (2002): « The Intentionality of Phenomenology and the Phenomenology of Intentionality » in: CHALMERS (ed.) (2002): pp. 520-533.
- HORWICH, Paul (1984): « Critical Notice: Saul Kripke: Wittgenstein on Rules and Private Language » in: *Philosophy of Science*, vol. 51, pp. 163-171.
- HORWICH, Paul (1995): « Meaning, Use, and Truth » in: *Mind*, vol. 104, pp. 355-368. Réimprimé dans MILLER & WRIGHT (eds.) (2002): pp. 260-273.
- HORWICH, Paul (1998a): *Meaning*. Oxford: Clarendon Press.
- HORWICH, Paul (1998b): *Truth. 2<sup>nd</sup> Edition*. Oxford: Oxford University Press.
- HORWICH, Paul (2001): « Norms of Truth and Meaning » in: SCHANTZ (ed.) (2001): pp. 133-146.
- HUME, David (1978): *A Treatise of Human Nature*. Oxford: Oxford University Press.



- JACKSON, Frank (1982): « Epiphenomenal Qualia » in: *Philosophical Quarterly*, vol. 32, pp. 127-136.
- JACKSON, Frank (1996): « Mental Causation » in: *Mind*, vol. 105, pp. 377-413.
- JACKSON, Frank; PETTIT, Philip; SMITH, Michael (2004): *Mind, Morality, and Explanation: Selected Collaborations*. Oxford: Oxford University Press.
- JACOB, Pierre (1997): *What Minds Can Do*. Cambridge: Cambridge University Press.
- JACOB, Pierre (2002): « Is Meaning Intrinsically Normative? » in: ULISES MOULINES & NIEBERGALL (ed.) (2002): pp. 187-202.
- JACOB, Pierre (2004): *L'Intentionnalité. Problèmes de philosophie de l'esprit*. Paris: Odile Jacob.
- KANT, Emmanuel (1994): *Métaphysique des Mœurs I* (Trad. A. Renaut). Paris: GF-Flammarion. Première édition : 1785.
- KIM, Jaegwon (1993): *Supervenience and Mind*. Cambridge : Cambridge University Press.
- KREMER, Michael (2000): « Wilson on Kripke's Wittgenstein » in: *Philosophy and Phenomenological Research*, vol. 60, pp. 571-584.
- KRIPKE, Saul A. (1982): *Wittgenstein on Rules and Private Language*. London, Blackwell.
- LEPORE, Ernie (1987): *New Directions in Semantics*. London, Academic Press.
- LEPORE, Ernie (1994): « Conceptual Role Semantics » in: GUTTENPLAN (ed.) (1994): pp.193-200.
- LEWIS, David (1969): *Convention: A Philosophical Enquiry*. Cambridge (Mass.): Harvard University Press.
- LEWIS, David (1986): *On the Plurality of Worlds*. Oxford: Blackwell.
- LOAR, Brian (1981): *Mind and Meaning*. Cambridge: Cambridge University Press.
- LOEWER, Barry (1980): « The Truth Pays » in: *Synthese*, vol. 43, pp. 369-380.
- LOEWER, Barry (1993): « The Value of Truth » in: VILLANUEVA (ed.) (1993): pp.265-280.
- LOEWER, Barry (1997): « A guide to naturalizing semantics » in: HALE & WRIGHT (1997): pp. 108-126.
- LOEWER, Barry (à paraître): « Comment on Field's *Truth and the Absence of Fact* » in: *Philosophical Studies*.

- McADAMS, Richard H. (1997): « The Origin, Development, and Regulation of Norm » in: *Michigan Law Review*, vol. 96, pp. 338-433.
- McDOWELL, John (1984): « Wittgenstein on Following a Rule » in: *Synthese*, vol. 58, pp. 325-363.
- McDOWELL, John (1998): *Mind, Knowledge, and Reality*. Cambridge (Mass.): Harvard University Press.
- McDOWELL, John (2004): « Naturalism in the Philosophy of Mind » in: DE CARO & MACARTHUR (eds.) (2004): pp. 91-105.
- McGINN, Colin (1984): *Wittgenstein on Meaning*. Oxford: Basic Blackwell.
- McINTYRE, A.C. (1959): « Hume on «is » and «ought » » in: *Philosophical Review*, vol.68, pp. 451-468.
- MENZIES, Peter (1988): « Against Causal Reductionism » » in: *Mind*, vol. 97, pp. 551-574.
- MILLER, Alexander (2000): « Horwich, Meaning and Kripke's Wittgenstein » in: *The Philosophical Quarterly*, vol. 50, pp. 161-171.
- MILLER, Alexander (2004): « Rule-Following and Externalism » in: *Philosophy and Phenomenological Research*, vol. 68, pp. 127-140.
- MILLER, Alexander ; WRIGHT, Crispin (2002): *Rule-Following and Meaning*. Montreal & Kingston, Ithaca: McGill-Queen's University Press.
- MILLIKAN, Ruth G. (1984): *Language, Thought, and Other Biological Categories*. Cambridge (Mass.): MIT Press.
- MILLIKAN, Ruth G. (1990): « Truth Rules, Hoverflies, and the Kripke-Wittgenstein Paradox » in: *The Philosophical Review*, vol. 99, pp. 323-353. Réimprimé dans MILLER & WRIGHT (eds.) (2002): pp. 209-233.
- MILLIKAN, Ruth G. (1993): *White Queen Psychology and Other Essays for Alice*. Cambridge (Mass.): MIT Press.
- MILLIKAN, Ruth G. (1996): « On Swampkinds » in: *Mind and Language*, vol. 11, pp. 103-117.
- MOORE, G. E. (1993): *Principia Ethica. Revised Edition*. Cambridge: Cambridge University Press
- NAGEL, Thomas (1974): « What it is like to be a bat » in: *Philosophical Review*, vol. 84, pp. 435-450.
- NEANDER, Karen (1991): « The teleological notion of function » in: *Australasian Journal of Philosophy*, vol. 69, pp. 454-468.

- NEANDER, Karen (1995): « Misrepresenting and malfunctioning » in: *Philosophical Studies*, vol. 79, pp. 109-141.
- NEANDER, Karen (à paraître): *Mental Representation: The Natural and the Normative in a Darwinian World*. Cambridge (Mass.): MIT Press.
- OGIEN, Ruwen (1996): « Normes et Valeurs » in : CANTO-SPERBER (sld.) (1996) : pp. 1052-1064.
- PACHERIE, Elizabeth (1993): *Naturaliser l'intentionnalité. Essai de philosophie de la psychologie*. Paris : PUF.
- PAPINEAU, David (1987): *Reality and Representation*. Oxford: Blackwell.
- PAPINEAU, David (1993): *Philosophical Naturalism*. Oxford: Blackwell.
- PAPINEAU, David (1999): « Normativity and Judgement » in: *Aristotelian Society Supplementary Volume 73*, pp. 17-43.
- PAPINEAU, David (2001): « The Status of Teleosemantics, or How to Stop Worrying About Swampman » in: *Australasian Journal of Philosophy*, vol. 79, pp. 279-289.
- PEACOCKE, Christopher (1992): *A Study of Concepts*. Cambridge (Mass.), MIT Press.
- PETTIT, Philip (1990): « The Reality of Rule-Following » in: *Mind*, 99, pp. 1-21.
- PETTIT, Philip (1990): « Affirming the Reality of Rule-Following » in: *Mind*, vol. 99, pp. 433-439.
- PETTIT, Philip (1993): *The Common Mind: An Essay on Psychology, Sociology, and Politics*. New York: Oxford University Press.
- PETTIT, Philip (1995): « The Virtual Reality of *homo economicus* » in: *Monist*, vol. 78, pp. 308-329. Réimprimé dans PETTIT (2002): pp. 222-244.
- PETTIT, Philip (1997): *Republicanism. A Theory of Freedom and Government*. Oxford: Oxford University Press.
- PETTIT, Philip (1999): « A Theory of Normal and Ideal Conditions » in: *Philosophical Studies*, vol. 96, pp. 21-44. Réimprimé dans PETTIT (2002): pp. 136-156.
- PETTIT, Philip (2001): *A Theory of Freedom*. Oxford: Oxford University Press.
- PETTIT, Philip (2002): *Rules, Reasons, and Norms: Selected Essays*. Oxford: Clarendon Press.
- PETTIT, Philip (2003): « Discourse Theory and Republican Freedom » in: *Critical Review of International Social and Political Philosophy*, vol. 6 (Special Issue on Republicanism), pp. 72-95.

- PETTIT, Philip (à paraître): « On Rule-following, Folk Psychology, and the Economy of Esteem: Reply to Boghossian, Dreier and Smith » in: *Philosophical Issues*, vol. 124.
- PETTIT, Philip (à paraître): « The Way Philosophy Matters to Politics » in: GOODIN & TILLY (eds.): *Oxford Handbook of Contextual Political Studies*.
- PETTIT, Philip & McDOWELL, John (eds.) (1986): *Subject, Thought, and Context*. Oxford: Oxford University Press.
- PETTIT, Philip & McGEER, Victoria (2002): « The Self-Regulating Mind » in: *Language and Communication*, vol. 22, pp. 281-299.
- PETTIT, Philip & SMITH, Michael (2003): « The Truth in Deontology » in: WALLACE, PETTIT, SCHEFFLER, SMITH (eds.) (2004): pp. 153-174.
- PETTIT, Philip & BRENNAN, Geoffrey (2004): *The Economy of Esteem*. Oxford: Oxford University Press.
- PFERSMANN (1995) : « Pour une typologie modale de classes de validité normative » in : *Cahiers de philosophie politique et juridique de l'université de Caen*, vol. 27, pp. 69-113.
- PITT, David (2004): « The Phenomenology of Cognition Or What Is It Like to Think That P? » in: *Philosophy and Phenomenological Research*, vol. 69, pp. 1-36.
- PUTNAM, Hilary (1975) : « Brains and behavior » in: *Philosophical Papers*, vol. 2 Cambridge: Cambridge University Press, pp. 325- 341.
- QUINE, Willard van Orman (1960): *Word and Object*. Cambridge (Mass.): MIT Press.
- RAZ, Joseph (1990): *Practical Reason and Norms*. Princeton: Princeton University Press.
- RAZ, Joseph (2000): « Explaining Normativity: On Rationality and the Justification of Reason » in: DANCY (2000): pp. 34-59.
- ROSEN, Gideon (1997): « Who Makes the Rules Around Here? » in: *Philosophy and Phenomenological Research*, vol. 57, pp. 163-171.
- ROSEN, Gideon (2001): « Brandom on Modality, Normativity and Intentionality » in: *Philosophy and Phenomenological Research*, vol. 63, pp. 611-623.
- RYLE, Gilbert (1949): *The Concept of Mind*. Londres: Hutchinson.
- SAINSBURY Richard M. (1987): *Paradoxes*. Cambridge: Cambridge University Press.
- SARTORELLI, Joseph (1991): « McGinn on Content Scepticism and Kripke's Sceptical Argument » in: *Analysis*, vol. 51, pp. 79-84.
- SCHANTZ, Richard (ed.) (2002): *What is Truth?* Berlin, New York: de Gruyter.

- SCHNÄDELBACH, Hans (1990) : « Rationalität und Normativität » in *Zur Rehabilitierung der animal ratione. Vorträge und Abhandlungen 2*. Frankfurt a. M., Suhrkamp.
- SCHWITZGEBEL, Eric (2002): « A Phenomenal, Dispositional Account of Belief » in: *Nous*, vol.36, pp. 249-275.
- SEARLE, John R. (1972): *Les actes de langage* (Trad. O. Ducrot). Paris : Hermann.
- SEARLE, John R. (1985): *L'Intentionnalité : Essai de philosophie des états mentaux*. Paris: Les Editions de Minuit.
- SELLARS, Wilfrid (1963): *Science, Perception and Reality*. London: Routledge.
- SELLARS, Wilfrid (1997): *Empiricism and the Philosophy of Mind*. Cambridge (Mass.): Harvard University Press.
- SHAPIRO, Lionel (2004): « Brandom on the Normativity of Meaning » in: *Philosophy and Phenomenological Research*, vol. 68, pp. 141-160.
- SIEWERT, Charles (1998): *The Significance of Consciousness*. Princeton: Princeton University Press.
- SOAMES, Scott (1998): « Skepticism about Meaning: Indeterminacy, Normativity, and the Rule-Following Paradox » in: *Canadian Journal of Philosophy*, Supplementary Volume 23, pp. 211-249.
- STEGMÜLLER, Wolfgang (1986): *Kripkes Deutung der Spätphilosophie Wittgensteins*. Stuttgart: Kröner Verlag.
- STEPANIANS, Markus S. (1998): *Frege und Husserl über Urteilen und Denken*. Paderborn: Mentis Verlag.
- STICH, Stephen P. (1990): *The Fragmentation of Reason: Preface to a Pragmatic Theory of Cognitive Evaluation*. Cambridge (Mass.): MIT Press.
- STRAWSON, Galen (1994): *Mental Reality*. Cambridge (Mass.): MIT Press.
- SUMMERFIELD, Donna M. (1990): « On Taking the Rabbit of Rule-Following out of the Hat of Representation: A Response to Pettit's 'The Reality of Rule-Following' » in: *Mind*, vol. 99, pp. 425-432.
- ULISES MOULINES, Carlos & NIEBERGALL, Karl-Georg (ed.) (2002): *Argument & Analyse*. Paderborn: Mentis.
- VILLANUEVA, Enrique (ed.) (1993): *Naturalism and Normativity*. Philosophical Issues, vol. 4. Atascadero: Ridgeview.
- VILLANUEVA, Enrique (ed.) (1994): *Truth and Rationality*. Philosophical Issues, vol.5. Atascadero: Ridgeview.

- VILLANUEVA, Enrique & SOSA, Ernest (eds.) (2003): *Philosophy of Mind. Philosophical Issues*, vol. 13. Oxford: Blackwell.
- WAGNER, S. J. & WARNER, R. (eds.) (1993): *Naturalism: A Critical Appraisal*. Notre Dame: University of Notre Dame Press.
- WALLACE, R.J.; PETTIT, P.; SCHEFFLER, S.; SMITH, M. (eds.) (2004): *Reason and Value. Themes from the Moral Philosophy of Joseph Raz*. Oxford: Clarendon Press.
- WIKFORSS, Asa Maria (2001): « Semantic Normativity » in: *Philosophical Studies*, vol.102, pp. 203-226.
- WILLIAMS, Bernard (1976): *Problems of the Self: Philosophical Papers, 1956-1972*. Cambridge: Cambridge University Press.
- WILLIAMS, Bernard (1995): « Truth in Ethics » in: *Ratio*, vol. 8, pp. 227-242.
- WILSON, George M. (1998): « Semantic Realism and Kripke's Wittgenstein » in: *Philosophy and Phenomenological Research*, vol. 58, pp. 99-122.
- WITTGENSTEIN, Ludwig (2004): *Recherches philosophiques*. Paris : Gallimard.
- von WRIGHT, Georg-Hendrik (1963): *Norm and Action*. London: Routledge.
- WRIGHT, Crispin (1980): *Wittgenstein on the Foundations of Mathematics*. London: Duckworth.
- WRIGHT, Crispin (1981): « Rule-Following, Objectivity and the Theory of Meaning » in : HOLTZMANN & LEICH (1981) :
- WRIGHT, Crispin (1984): « Kripke's Account of the Argument Against Private Language » in: *Journal of Philosophy*, vol. 81, pp. 759-778.
- WRIGHT, Crispin (1986): « Does *Philosophical Investigations* I, 258-60 suggest a cogent argument against Private Language? » in: PETTIT & McDOWELL (eds.) (1986), pp. 209-266.
- WRIGHT, Crispin (1992): *Truth and Objectivity*. Cambridge (Mass.): Harvard University Press.
- WRIGHT, Crispin (2001): *Rails to Infinity*. Cambridge (Mass.): Harvard University Press.
- ZALABARDO, José L. (1997): « Kripke's Normativity Argument » in: *Canadian Journal of Philosophy*, vol. 27, pp. 467-488.
- ZANGWILL, Nick (1998): « Direction of Fit and Normative Functionalism » in: *Philosophical Studies*, 91: 173-203.
- ZANGWILL, Nick (2005): « The Normativity of the Mental » in: *Philosophical Explorations*, vol. 8, pp. 1-19.

# *Table des matières*

<b>REMERCIEMENTS.....</b>	<b>1</b>
<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>2</b>
<b>CHAPITRE 1 : LE DÉFI SCEPTIQUE.....</b>	<b>6</b>
I. INTRODUCTION .....	6
II. LE DÉFI SCEPTIQUE.....	7
III. ESSAI DE FORMALISATION DU « PARADOXE » SCEPTIQUE.....	13
IV. QUELQUES REMARQUES SUR LE DÉFI SCEPTIQUE.....	16
IV.A. <i>Portée générale du défi sceptique</i> .....	16
IV.B. <i>Que prouve réellement l'argument sceptique ?</i> .....	17
IV.C. <i>Défi sceptique et problème de l'induction</i> .....	19
IV.D. <i>Défi sceptique et indétermination de la traduction</i> .....	23
V. DEUX RÉPONSES NAÏVES .....	25
V.A. <i>« Mais j'ai toujours répondu par la somme ! »</i> .....	25
V.B. <i>« Mais je sais explicitement quelle règle j'associe au signe '+' ! »</i> .....	26
VI. DEUX RÉPONSES PLUS TECHNIQUES .....	26
VI.A. <i>Le recours aux qualia</i> .....	27
VI.B. <i>L'argument de la simplicité</i> .....	28
VII. CONCLUSION .....	29
<b>CHAPITRE 2 : L'APPROCHE DISPOSITIONALISTE .....</b>	<b>30</b>
I. INTRODUCTION .....	30
II. L'APPROCHE DISPOSITIONALISTE.....	30
III. L'ARGUMENT DE LA FINITUDE.....	32
III. A. <i>L'argument et ses conséquences</i> .....	32
III. B. <i>Critique de l'argument de la finitude</i> .....	34

IV. L'ARGUMENT DE LA NORMATIVITÉ.....	35
IV.A. <i>Caractère justificatif de la signification</i> .....	36
IV.B. <i>Possibilité de l'erreur</i> .....	38
IV.C. <i>Signification comme prescription</i> .....	44
V. Y A-T-IL PLUSIEURS ARGUMENTS DE LA NORMATIVITÉ ?.....	46
V.A. <i>La justification comme prescription</i> .....	47
V.B. <i>Erreur et normativité</i> .....	50
VI. CONCLUSION.....	52
 <b>CHAPITRE 3 : TYPOLOGIE DE LA NORMATIVITE.....</b>	<b>54</b>
I. INTRODUCTION .....	54
II. UNE AMBIGUÏTÉ CONCERNANT LA NOTION DE NORME .....	55
III. LA STRUCTURE DES PRESCRIPTIONS : NORMES CATÉGORIQUES ET NORMES HYPOTHÉTIQUES.....	57
III.A. <i>Les normes catégoriques</i> .....	58
III.B. <i>Les normes hypothétiques</i> .....	59
IV. LE CARACTÈRE D'UNE PRESCRIPTION, OU COMMENT CHANGER L'ORDRE DES CHOSES.....	62
IV.A. <i>Modification des conventions : normes nomologiques et règles</i> .....	63
IV.B. <i>La même distinction, de manière plus formelle</i> .....	66
IV.C. <i>Quelques remarques sur la notion de convention</i> .....	70
IV.D. <i>Deux types de normes nomologiques</i> .....	73
IV.E. <i>Modification des normes catégoriques</i> .....	76
V. RÉCAPITULATIF INTERMÉDIAIRE: LE CARACTÈRE DES NORMES PRESCRIPTIVES .....	79
VI. UNE REMARQUE SUR LES ÉNONCÉS AXIOLOGIQUES.....	81
VII.CONCLUSION .....	82
 <b>CHAPITRE 4 : QU'EST-CE QUE LA NORMATIVITE SEMANTIQUE ?.....</b>	<b>85</b>
I. INTRODUCTION .....	85
II. LANGAGE, PENSÉE ET CONTRAINTE NORMATIVE.....	86
III. LECTURES DIACHRONIQUE ET SYNCHRONIQUE DE LA CONTRAINTE NORMATIVE.....	92
IV. NORMATIVITÉ INFÉRENTIELLE ET NORMATIVITÉ RÉFÉRENTIELLE.....	103
V. NORMATIVITÉ SÉMANTIQUE INTRINSÈQUE ET EXTRINSÈQUE.....	104
VI. CONCLUSION.....	108



<b>CHAPITRE 5 : TENTATIVES INFRUCTUEUSES .....</b>	<b>109</b>
I. INTRODUCTION .....	109
II. L'APPROCHE HYPOTHÉTIQUE DE LA NORMATIVITÉ SÉMANTIQUE.....	109
II.A. <i>Stratégie générale</i> .....	109
II.A.1. Propriétés normatives vs conséquences normatives de propriétés non-normatives .....	111
II.A.2. L'analyse pragmatique des norme sémantiques .....	113
II.A.3. Vers une <i>norme de vérité</i> .....	116
II.B. <i>Approche hypothétique et contrainte normative</i> .....	119
III. QUELQUES OBJECTIONS À L'APPROCHE HYPOTHÉTIQUE.....	123
III.A. <i>Objection de la privatisation</i> .....	123
III.B. <i>Objection du biais linguistique</i> .....	125
III.C. <i>Objection de la régression à l'infini</i> .....	128
IV. APPROCHES CATÉGORIQUES DE LA NORMATIVITÉ SÉMANTIQUE.....	133
IV.A. <i>Le catégorisme absolu</i> .....	133
IV.A.1. Problème épistémique .....	134
IV.A.2. Problème de causalité .....	136
IV.A.3. Problème de l'aspect dynamique et évolutif de notre appareil sémantique .....	138
IV.B. <i>Le Téléologisme</i> .....	139
IV.C. <i>Objections au téléologisme</i> .....	141
IV.C.1. Publicité mensongère .....	142
IV.C.2. Le problème de Swampman et son impossible solution .....	144
V. UNE VIA MEDIA ? .....	153
VI. CONCLUSION.....	155
<b>CHAPITRE 6 : UNE ALTERNATIVE : LE DERIVATISME.....</b>	<b>157</b>
I. INTRODUCTION .....	157
II. NORMATIVITÉ ET CROYANCES .....	158
II.A. <i>Le lien entre vérité, croyances et normativité</i> .....	158
II.B. <i>Nature et origine de la normativité des croyances</i> .....	163
III. CROYANCES, NORMATIVITÉ ET PHÉNOMÉNOLOGIE.....	168
III.A. <i>Deux concepts de croyance</i> .....	169
III.B. <i>Phénoménologie des croyances</i> .....	173
IV. RÔLE DANS LES CROYANCES ET DÉTERMINATION DU CONTENU .....	178
V. LA CONCEPTION DÉRIVATISTE DE LA NORMATIVITÉ SÉMANTIQUE .....	181
VI. LA RÉPONSE DÉRIVATISTE AU SCEPTIQUE.....	185
VI.A. <i>Normes dérivées et satisfaction de la contrainte normative</i> .....	186
VI.B. <i>Répondre au sceptique : dérivatisme et factualité de la signification</i> .....	189

VI.C. <i>Sophistication cognitive et satisfaction de la contrainte normative</i> .....	191
VII. LA DISANALOGIE PENSÉE / LANGAGE .....	193
VIII. QUATRE DIFFICULTÉS.....	196
VIII.A. <i>Dérivatisme et acquisition du concept de croyance</i> .....	196
VIII.B. <i>Dérivatisme et typologie</i> .....	198
VIII.C. <i>Qu'a-t-on véritablement gagné en adoptant l'approche dérivatiste ?</i> .....	200
VIII.D. <i>Une théorie mystérieuse ?</i> .....	206
IX. DÉRIVATISME ET LANGAGE PRIVÉ .....	208
X. CONCLUSION.....	213
<b>CONCLUSION ET PERSPECTIVES .....</b>	<b>216</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE.....</b>	<b>218</b>
<b>TABLE DES MATIÈRES .....</b>	<b>229</b>